هكذا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13606 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 26 OCTOBRE 1988

L'OLP et les législatives israéliennes

A une semaine des élections législatives israéliennes, l'OLP est intervenue pour la première fois ouvertement dans la campagne. Elle a lancé un appel à l'« électeur juif » pour l'inviter à soutenir « les forces qui représentent le choix de la paix » et à l'« électeur arabe » pour qu'il « saisisse l'occasion d'influer » sur la « situation politique » dans l'Etat hébreu. Les textes de ces deux appels ont été lus, lundi 24 octobre, lors d'une conférence de presse tenue à Tunis par M. Khaled El Hassan, un proche collaborateur de M. Arafat et président de la commission des affaires étrangères du Conseil national palestinien, qui fait fonction de Parlement en exil.

On est loin de l'époque où les Palestiniens affichaient une superbe indifférence à l'égard des élections israéliennes en affirmant que, quels que soient les résultats, ils ne modifieraient en rien la situation au Proche-Orient, puisque aussi bien, selon eux, il n'y existait aucune différence entre la droite nationaliste israélienne et le Parti travailliste. Les légendes ont cependant la vie dure. M. Khaled El Hassan a, une fois de plus, placé sur le même plan les deux principales formations politiques en affirmant que « le Likoud veut nous administrer le poison directement, sans même un glaçon, alors que le Parti travailliste veut nous le faire ingurgiter enrobé de *miel* ».

Tout semble indiquer, toutefois, qu'il ne s'agit là que d'une clause de style destinée à désarmer les critiques de ceux qui, dans le monde arabe, s'opposent à toute conciliation à l'égard d'Israël. « Al Baas », l'organe du parti au pouvoir en Syrie, n'a d'ailleurs pas tardé à dénoncer l'appel de l'OLP aux électeurs arabes et juifs en prétendant qu'il constitue non seulement une « illusion trompeuse qui conduit vers des situations dangereuses », mais aussi et surtout un « nouveau coup de poignard » porté à la « lutte palestinienne » et une « pression sur l'Intifada ».

En fait, quelles que soient les précautions de langage utilisées par les dirigeants de la centrale palestinienne, les récentes grandes manœuvres de M. Arafat, qui ont culminé samedi avec la rencontre d'Akeba entre le roi Hussein de Jordanie et le président égyptien Moubarak, sont un signe de plus que le camp arabe modéré souhaite la victoire de M. Pérès afin de négocier avec le Parti travailliste un règlement honorable du problème palestinien. L'OLP, apparemment, est à présent sur la même longueur d'onde.

Autre signe des temps : loin d'accueillir par le mépris cette intervention dans la campagne électorale, M. Pérès a fait savoir qu'il considérait comme « positive » la rencontre d'Akaba, estimant que Le Caire et Amman modéraient les ardeurs de l'OLP et l'empêchaient de prendre des « mesures radicales et irraisonnées qui pourraient bloquer le processus de paix à l'avenir ». Allusion claire à la décision de l'OLP d'ajourner une éventuelle proclamation d'un Etat palestinien qui, si elle était intervenue avant les élections législatives israéliennes, aurait singulièrement compromis les chances du Parti travailliste.

(Lire nos informations page 4.)



Face à la fermeté de M. Gorbatchev

M. Kohl exalte à Moscou « l'unité des Allemands »

Au deuxième jour de sa visite à Moscou, le chancelier Kohl devait poursuivre, mardi 25 octobre, ses entretiens avec M. Gorbatchev. Le numéro un soviétique a exclu, lundi, toute modification du « statu quo » entre les deux Etats Allemands et à Berlin, tandis que M. Kohl exaltait l'« unité des Allemands ». Mardi matin, le chancelier ouest-allemand a rencontré M. Andreï Sakharov et le premier ministre, M. Rijkov.

MOSCOU
de notre correspondant

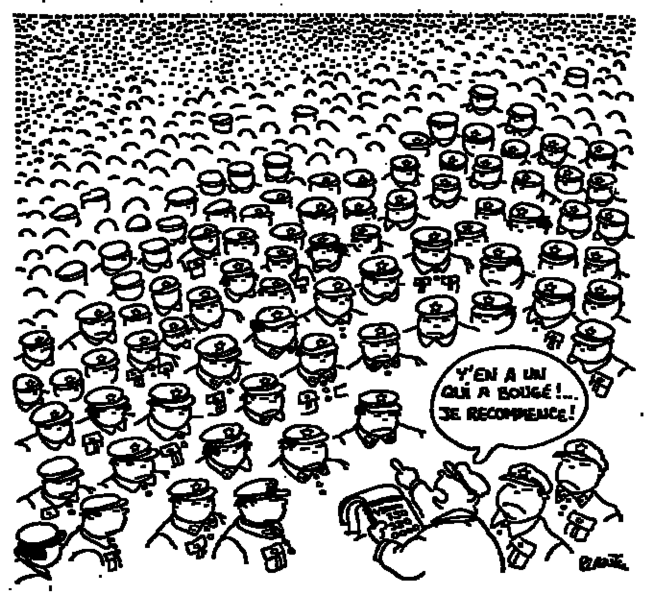
Dès les premiers mots de leur premier discours, M. Kohl et M. Gorbatchev ont affirmé, lundi 24 octobre, l'importance qu'ils accordent à leur dialogue pour l'avenir de l'Europe et des relations Est-Ouest. Des deux côtés, cela a été dit avec la tranquille certitude d'hommes à la tête, l'un d'une superpuissance, l'autre d'un géant économique – deux pays dont la rencontre peut peser et pèse, en fait, déjà très lourd.

« *Cette visite*, a d'emblée déclaré le secrétaire général à l'issue du dîner qu'il donnait au Kremlin pour le chancelier, *n'est pas un événement ordinaire et le début des pourparlers, comme ce qui a été préparé en vue de leur tenue, justifie cette appréciation tant du point de vue des relations bilatérales que de celui de la politique européenne et mondiale.* »

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

Les Chinois plus nombreux qu'ils ne croyaient



Lire nos informations page 3

La plus forte baisse depuis 1978

Le chômage a diminué de 2,1 % au mois de septembre

Le chômage a diminué en France de 2,1 % au mois de septembre par rapport au mois d'août, indique, mardi 25 octobre, le ministère du travail, ce qui représente 53 600 demandeurs d'emploi en moins. C'est la plus forte baisse en un mois depuis 1978. Le nombre de chômeurs s'élève à 2 556 400 en données corrigées. Le prolongement de la scolarité, la reprise de l'emploi depuis l'été et le maintien du traitement social expliquent ce résultat.

Les bons résultats du mois de septembre surprendront d'autant plus que la rentrée d'automne coïncide traditionnellement avec une aggravation du chômage. Certes, il y avait à la fin du mois dernier 2 632 800 demandeurs d'emploi, soit 80 900 de plus que le mois précédent (+ 3,2 %), mais, en données corrigées des variations saisonnières, il a baissé de 2,1 %. En outre, dans un cas comme dans l'autre, il a diminué de 1,5 % par rapport à septembre 1987. Après une année de politique de l'emploi marquée par les exigences électorales, comme en 1985, les statistiques retrouvent leur niveau de 1986, effaçant du même coup d'amples fluctuations conjoncturelles ou circonstancielles.

Inattendu, ce résultat survient après le bon score du mois d'août, qui avait déjà causé la surprise. Se trouvent ainsi démenties les sombres prédictions de M. Michel Rocard, qui avait annoncé 250 000 chômeurs de plus pour la fin de l'année en arrivant au pouvoir.

ALAIN LEBAUBE.

(Lire la suite page 43.)

Splendeurs et misères de la campagne présidentielle

Rodéo électoral au Texas

A quinze jours de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, dans une compétition sans merci, c'est au Texas, Etat au choix décisif avec ses vingt-neuf votes de grands électeurs, que candidats républicains et démocrates se livrent les batailles les plus meurtrières.

Un vrai règlement de comptes, qui touche aussi les postes de gouverneur et de sénateurs.

AUSTIN (Texas)
de notre envoyée spéciale

Sur l'écran, un cavalier tente de sauter d'un cheval à un autre : un grand classique de l'attaque de la diligence. Seulement, cette fois, l'intrépide cow-boy pique du nez dans le fossé tandis qu'une voix aux mâles accents de l'Ouest annonce : « *N'importe quel vrai Texan vous le dira, on ne gagne rien de bon à chevaucher deux montures à la fois : Ol'Lloyd* (le vieux Lloyd) *a placé la mise trop haut !* » Ce qui, en clair et sans éperons, signifie que Lloyd Bentsen risque gros à vouloir conserver son siège au Sénat tout en briguant la vice-présidence pour les démocrates. Pour ce morceau de bravoure télévisé, Beau Boulter, quarante-six ans, conservateur bon teint et *congressman* républicain d'Amarillo (Texas), a dépensé 200 000 dollars sur ses maigres économies : sa dernière chance d'attirer enfin l'attention et de mettre en difficulté le sénateur sortant dont il guigne le siège. Après quoi, il ne lui restera plus qu'à prier pour que ce « *fichu libéral* » de M. Dukakis soit élu et emmène son colistier à Washington, laissant la place vacante...

« *Trois élections successives, ça vous rode une machine* » : dans son QG d'Austin, la capitale de l'Etat, Jack Devore, porte-parole et vétéran des campagnes sénatoriales de M. Bentsen, a la conscience professionnelle en paix.

MARIE-CLAUDE DESCAMPS.

(Lire la suite page 7.)

125 milliards de francs pour une société américaine d'agroalimentaire

Le temps des OPA géantes

L'entreprise américaine de placement KKR vient de battre un record en proposant lundi 24 octobre la plus importante offre publique d'achat (OPA) de l'histoire financière : 20 milliards de dollars soit plus de 125 milliards de francs, pour acquérir RJR Nabisco, spécialisée dans le tabac (Winston, Camel...) et l'agro-alimentaire (biscuits Ritz, notamment). Cette figure devait être rachetée – pour une somme qui avait établi le précédent record de 16,9 milliards de dollars – par ses propres dirigeants (*le Monde* du 22 octobre).

Dans le même temps, Kraft, autre conglomérat de l'agro-alimentaire américain (fromages, boîtes Tupperware...), a rejeté l'OPA de 11,4 milliards de dollars lancée le 17 octobre par Philip Morris.

Ces batailles énormes mettent en lumière des stratégies diverses : volonté de diversification des firmes productrices de cigarettes, inquiètes de l'effet, à long terme, des campagnes anti-tabac ; intérêt de court terme des « raiders » qui veulent revendre leur acquisition par appartement : souci commun à toutes les industries d'atteindre au plus vite une taille mondiale.

Les sommes mises en jeu dans ces OPA géantes sont si considérables que les grandes firmes elles-mêmes ne sont plus à l'abri. On l'observe, toutes proportions gardées, en France où la Société générale fait l'objet de convoitises de la part de M. Pébereau et de ses amis. Qui aurait dit, il y a deux ans encore, qu'un tel établissement bancaire privatisé pourrait être attaqué malgré son prix en Bourse qui dépasse 30 milliards de francs, sa réputation, et la « *solidarité* » des grands actionnaires ? Des trahisons commencent à apparaître et partout celui qui paie gagne. Fini les « intouchables » : les grandes entreprises comme les moyennes. Les profits sont tels qu'ils dépassent et de très loin les simples besoins d'investissements industriels (machines, usines, circuits commerciaux). Il y a des surplus énormes à placer. D'où les OPA et leurs prix.

Lire page 41
- L'offre record de 125 milliards de francs pour RJR-Nabisco.
- La coûteuse contre-attaque de Kraft face à Philip Morris.

et page 42
- Le président de la Société générale demande des explications à M. Pébereau.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 2 $.

Débats

CATHOLICISME

Chrétienté et nostalgie

Par GASTON PIETRI (*)

Y a-t-il ou non une restauration dans l'Eglise catholique ? Au compte d'une telle entreprise beaucoup versent sans nuances le besoin d'affirmer l'identité chrétienne, le désir de renforcer la visibilité sociale de l'Eglise. Quelle identité ? Quelle visibilité ? C'est là-dessus qu'il est nécessaire de s'expliquer.

Le rêve de la chrétienté n'est pas mort. Les historiens n'ont pas de peine à montrer que « chrétienté » est un mot commode et peu adéquat. L'imaginaire pourtant se nourrit encore de ces représentations auxquelles nos villages nous ont habitués avec leurs maisons blotties à l'ombre du clocher. L'image perdure d'une homogénéité sociale dont les vérités et les normes de l'Eglise catholique auraient été les garantes. Au fond de tous les intégrismes et traditionalismes il y a cette nostalgie d'un ordre social ruiné en notre pays par la Révolution française.

Le sentiment d'une profonde cassure a provoqué au XIX[e] siècle une étonnante créativité religieuse à laquelle on ne rend pas suffisamment justice. Mais il a imprimé à la plupart des initiatives de l'Eglise les allures d'une « contre-société catholique » avec ses patronages, ses écoles, ses institutions caritatives, et même ses syndicats. Au total un ensemble institutionnel et mental habité par une indéniable volonté de revanche. Il ne faut pas se le cacher : deux siècles après la Révolution de 1789, telle est encore la figure durable d'un certain traditionalisme catholique typiquement français. Hors de nos frontières, ces traits socio-politiques sont généralement peu perçus. Et c'est la cause de bien des méprises.

Mais il serait simpliste d'en rester à ces seuls clivages. En 1881, c'était déjà dans un esprit d'ouverture que l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) se proposait de *« restaurer l'ordre social chrétien »*. La hantise de la distance creusée par l'avènement de la société moderne poussait alors à en finir avec le ghetto catholique et à renouer des liens de proximité. Jacques Maritain plaidait, en 1935, pour une chrétienté de type profane. A observer la tempête de protestations que cette idée soulevait alors dans les cercles traditionalistes, on se rend compte de la force de l'attachement à la symbolique de la chrétienté médiévale.

La filiation de Maritain aujourd'hui a des contours moins nets que celle des Bonald, de Maistre et Maurras. Elle est pourtant présente. Et elle ne manque pas de critiquer à son tour l'évolution de l'Action catholique et de tout le courant missionnaire des années 40 à 60, appelant le retour à une visibilité sociale longtemps occultée chez les catholiques par le généreux désir d'être avec les autres sinon comme les autres. On aurait tort de rejeter purement et simplement dans le camp traditionaliste ceux qui œuvrent à la réactualisation d'un catholicisme militant, de la pure veine de ce « catholicisme intransigeant » que décrit Emile Poulat.

Parti pris d'espérance

Accepter ou rejeter Vatican II : sauf quand il s'agit d'intégristes déclarés, les choix ne se présentent pas directement en ces termes. Les sensibilités pourtant diffèrent, et parfois profondément. Il y a ce parti pris *« d'espérance pour le monde »* que maintiennent, en dépit de la crise de société, les mouvements d'Action catholique spécialisée. Face aux dérives des mentalités, il y a ce parti pris d'assurance chrétienne qu'affiche un courant spirituel principalement représenté en France par les communautés du « Renouveau charismatique ». Or ces deux instances ne produisent pas les mêmes effets de visibilité sociale. On le dit fort justement : c'est le courant spirituel qui a le vent en poupe. Loin d'être de soi une tentative de « restauration », ce courant n'a pu lui-même entrer dans l'Eglise que par la porte des innovations post-conciliaires.

Entre ces deux forces, l'une très représentative de la politique pastorale des lendemains immédiats du Concile, l'autre provenant d'une germination suscitée ou favorisée par une réaction à certains effets négatifs de la modernité, il y a ces centaines de milliers de catholiques qui se sont lancés dans la prise en charge de la vie des communautés chrétiennes classiques que sont paroisses ou aumôneries en tous genres. Les uns émargent plutôt à l'esprit de l'Action catholique, d'autres plutôt à la démarche du Renouveau. Et un bon pourcentage ne se reconnaît dans aucun de ces deux courants, tout en puisant dans une formation et dans des lieux de rencontres spirituelles une préparation et des motivations sûres. Ainsi évolue la figure d'une Eglise qui voit la pratique religieuse régulière s'affaisser, son clergé diminuer en nombre et vieillir sous le harnais, en même temps que s'atténue remarquablement l'écart entre l'ensemble des pratiquants et le noyau des catholiques actifs.

Le grand public risque de ne voir que l'affrontement plus ou moins spectaculaire entre les « traditionalistes » radicaux ou modérés et les catholiques appelés conciliaires et parfois « progressistes ». Les termes de restauration et de progrès ne suffisent pas à qualifier, dans leur inspiration fondamentale, les artisans des évolutions en cours. Dans quelle mesure l'assurance chrétienne, qu'atteste le courant du Renouveau, voudra-t-elle contracter à sa manière une alliance avec ceux qui cherchent, sans concessions idéologiques, une réaffirmation rigoureuse de la doctrine sociale de l'Eglise ? Jusqu'à quel point l'Action catholique, sans renoncer à témoigner d'abord et avant tout à travers le partage des projets et de la vie de tous, réussira-t-elle à ancrer ses membres dans une foi réfléchie et une pleine appartenance à l'Eglise ?

A l'heure qu'il est, les grands choix n'ont plus la netteté, au moins apparente, de ceux des années 40 à 80. Tout se passait encore comme si rien ne venait troubler, selon les termes de l'Assemblée des évêques français en 1967, *« l'option pastorale ferme pour le type de présence missionnaire que représente l'Action catholique... »* Certains diront que les cartes se sont brouillées. D'autres estiment qu'aux grands projets mobilisateurs a succédé la navigation à vue. Et il est bien vrai que la mise en garde contre les écueils à éviter l'emporte souvent, du moins à l'échelle de l'Hexagone, sur la clarté des buts à poursuivre ensemble. D'où l'impression d'une Eglise frileuse.

Le travail des diocèses

Mais pendant ce temps, à l'échelle des diocèses, se réalise parfois un travail impressionnant de concertation. A la longue, ce dernier portera des fruits. La ténacité de l'effort est prometteuse. Ici et là elle est contrariée par les retombées, surtout médiatiques, des manifestations divergentes de courants que sur le plan national personne ne maîtrise efficacement. C'est dire l'importance pour tous d'un minimum de régulation que ne sauraient remplacer les seules exhortations à la « communion ».

La société bouge. C'est elle surtout qui déplace les clivages jusque dans l'Eglise. Le récession d'un certain militantisme politique et syndical, la vitalité relative du mouvement associatif, la volonté de redonner vie à la société civile : autant de phénomènes porteurs pour l'Eglise de questions nouvelles. La ferme requête d'un temps réservé dans la semaine scolaire à la proposition d'un enseignement religieux ne passe plus nécessairement pour une expression du « cléricalisme ». Et la présence de l'Eglise catholique, à côté d'autres familles de pensée, dans un Comité national d'éthique n'est pas perçue comme une atteinte à la laïcité.

Le dynamisme d'institutions chrétiennes socio-caritatives, comme le Secours catholique ou le Comité catholique contre la faim et pour le développement, est *a priori* accepté par la société et les pouvoirs publics comme une indispensable contribution à la lutte contre toutes les pauvretés. Critiqués ou suspectés pour de prétendues accointances idéologiques, ces organismes ne sont pourtant plus entre catholiques l'objet de débats du genre de ceux qui opposaient sévèrement, il y a quelques années, partisans d'institutions chrétiennes et partisans de la présence des chrétiens dans les organisations profanes. Il est à peu près aussi archaïque de se référer à l'opposition entre institutions chrétiennes et mission pour analyser la défense de la liberté de l'enseignement en 1984 que d'attribuer la chute des vocations de prêtres à la suppression des petits-séminaires. Le débat de 1984 s'est posé en termes de société civile avec ses libertés propres. Quant à la disparition des petits-séminaires, elle est due à la naissance des CES jusque dans les campagnes, avec la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans, et non pas d'abord à une politique pastorale.

Mutations récentes

Ces quelques exemples, pris parmi d'autres, sont significatifs de mutations récentes dont les catholiques eux-mêmes ne mesurent pas toujours l'ampleur. Majoritaire si l'on regarde les déclarations d'appartenance (80 %), minoritaire si l'on s'en tient au seul pourcentage de ses pratiquants réguliers et de ses membres actifs, l'Eglise catholique est appelée, avec les différentes Eglises chrétiennes et autres confessions religieuses, à faire la preuve à frais nouveaux de la pertinence sociale de son message. Mais l'air du temps et la sensibilité des catholiques eux-mêmes, surtout dans les jeunes générations, sont nettement allergiques à la visée totalisante d'une Eglise qui chercherait à reconquérir la société ou même à organiser autour des références chrétiennes toute l'existence des individus. Là est la difficulté que rencontrera, pour les années à venir, ce *« christianisme intégral »* dont parle E. Poulat, qu'il soit aujourd'hui encore celui d'un certain catholicisme social, celui de l'Action catholique ou du Renouveau charismatique, celui qui sous-tend également maintes prises de position publiques de l'Eglise par rapport aux mœurs ou à la législation.

Marcel Gauchet y décèle *« le rêve traditionnel d'une société chrétienne où l'Eglise doit tendre hégémoniquement à informer le cadre de l'existence collective »* (*Autrement*, décembre 1985). Certains penseraient qu'un pareil jugement ne concerne guère que les traditionalistes. En fait il pose à toute l'Eglise une question cruciale. Il faut la regarder en face. Le christianisme n'est qu'une part de notre culture commune, part que la société du reste semble disposée à mieux prendre en compte que naguère dans sa vie publique. Mais, pour celui qui croit au Christ, la foi est la référence ultime ou elle n'est rien. Dans une société pluraliste, il devrait être possible aux catholiques, à l'encontre des nostalgies traditionalistes, de jouer le jeu de l'échange démocratique, sans cesser de mettre toute leur existence personnelle sous le signe de l'Evangile.

(*) Ancien secrétaire général adjoint de la Conférence épiscopale.

ALGÉRIE

Le FLN a été trahi

Par KATEB YACINE (*)

JE lis dans *le Monde* du 13 octobre un article signé J.-P. Péroncel-Hugoz, qui écrit notamment : *« Nombreux sont les Algériens en France à regretter le silence des intellectuels français. Beaucoup se sont tournés aussi, mais pour le moment en vain, vers certains de leurs penseurs-phares, tel l'écrivain Kateb Yacine, qui s'est enfermé jusqu'ici dans un silence auquel il n'avait pas habitué ses concitoyens dans d'autres circonstances politiques délicates »* (...)

J'ai quitté Alger le 4 octobre au matin. Au départ, à l'aérodrome, j'appris qu'il y avait eu des manifestations. Mais comment contrôler toutes les rumeurs qui courent dans un pays où la presse n'informe pas les citoyens. On racontait encore que l'Allemagne fédérale nous avait envoyé un bateau plein de matraques ultramodernes et de chiens policiers. On disait que ces chiens, ne comprenant que l'allemand, n'obéissaient pas aux ordres, ce qui allait obliger les forces de l'ordre à baragouiner la langue de Goethe...

⁂

Dans un pays comme le nôtre, le besoin d'être informé devient aussi pressant que celui du pain. Le silence de la presse est interprété comme un mensonge par omission, un mensonge d'autant plus lourd qu'il est pour ainsi dire gouvernemental. Il blesse les citoyens, il détruit la confiance. Tout devient douteux. On est alors mûr pour le désespoir, l'autodestruction et le nihilisme. Voilà pourquoi notre jeunesse explose périodiquement. Le peuple supporte tout, mais ne peut supporter de vivre dans le mensonge. Les Algériens sont humiliés d'apprendre quotidiennement ce qui se passe chez eux par une radio ou une télévision étrangères.

C'est seulement le lendemain de mon arrivée, en lisant la presse française, que je dus me rendre à l'évidence et croire l'incroyable : l'armée avait tiré, il y avait des centaines de morts, c'était bien l'état de siège, comme si l'Algérie pouvait être assiégée par son peuple et faire la guerre à ses enfants ! C'est encore par la presse française et par des amis que j'ai appris le reste. Voilà pourquoi les intellectuels algériens sont restés bouche cousue ! Nos journalistes sont empêchés de faire leur travail. Nous ne sommes informés que par des sources étrangères. Il faut du temps pour vérifier ces sources et s'assurer qu'on ne fait pas le jeu des ennemis, ou des clans qui s'affrontent.

⁂

C'est la peur des réformes qui nous semble être à l'origine du massacre.

Face à la crise économique, les Algériens, plus que jamais, ont besoin de s'unir. Ils ont besoin d'un front, le plus large possible, et ce front ne peut être que le FLN revenu à ses origines, à sa vraie nature, qui est de rassembler toutes les forces de progrès, sans en exclure aucune. A ce propos, j'ai déjà dit et écrit ce que je pense : un Algérien conscient ne pourra jamais être contre le FLN, à qui nous devons notre indépendance.

Mais le FLN a été trahi, ce n'est plus qu'un parti unique. On l'appelle aujourd'hui, par une criante contradiction, *« le parti du FLN. »* Bien sûr, les mandarins du parti unique refusent tout changement. Ils s'y opposent de toutes leurs forces, comme on vient de le voir. Pour ne pas les heurter, on peut imaginer dans une première étape que les tendances s'expriment dans des associations, qui pourraient avoir leurs publications.

Il s'agit d'édifier une Algérie indépendante, pour laquelle sont tombés les meilleurs d'entre nous. Et qu'est-ce que l'indépendance, sinon la liberté ?

(*) Ecrivain algérien.

BIBLIOGRAPHIE

Un numéro spécial des « Temps modernes »

« Arménie-Diaspora, mémoire et modernité »

Lorsque la rédaction de la revue *les Temps modernes* confie à Gérard Chaliand et au Comité culturel arménien l'élaboration d'un numéro spécial sur l'Arménie et les Arméniens, le thème ne fait pas encore la « une » de l'actualité. Mais la sortie de ce numéro vient à point nommé : après le réveil du « patriotisme » en Arménie et au Haut-Karabakh, après les événements de Sumgaït, et alors que la région reste le foyer d'agitation que l'on sait, la lecture d'« Arménie-Diaspora, mémoire et modernité » contribue, par la diversité des thèmes abordés, à une meilleure compréhension de l'histoire contemporaine des Arméniens.

Un tel recueil ne saurait s'ouvrir autrement que par un développement sur le génocide de 1915-1917, de ses origines à son déni par l'Etat turc. Plusieurs historiens s'attachent à expliquer comment et pourquoi la communauté internationale reste très timide quant à la reconnaissance de ce génocide, et ce malgré les activités de trois foyers de diaspora – aux Etats-Unis, en France et au Proche-Orient, – chacun faisant l'objet d'une étude particulière.

« Arménie-Diaspora » permet également de saisir la responsabilité des Alliés vis-à-vis des Arméniens, après la première guerre mondiale. En 1921, la France abandonne aux Turcs la Cilicie, partie intégrante de son mandat en Syrie et dont la population comptait près d'un tiers d'Arméniens. Quant aux Britanniques, alors que le Caucase était, après la guerre, dans leur zone d'influence, ils commencent, en 1920, à retirer leurs troupes de la région.

« Ils vinrent à nous par calcul, et ce calcul ne s'étant pas vérifié, ils s'en allèrent comme ils étaient venus, nous laissant tomber au moment le plus scabreux. Nous restâmes sans assistance et tout seuls... Tel fut le rôle des Alliés », écrit Alexandre Khatissian, premier ministre de la République arménienne avant sa soviétisation. Car il ne faut pas oublier que la République arménienne a été indépendante de la fin de 1918 au printemps de 1921. Ne serait-ce que pour ces quelques rappels historiques, la lecture d'« Arménie-Diaspora » est nécessaire.

M.-P. S.

● Arménie-Diaspora, mémoire et modernité, *les Temps modernes*, juillet-août-septembre 1988, n[os] 504-505-506, 110 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IX[e]
1987

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

هكذا من الأصل

Etranger

M. Kohl face à la fermeté de M. Gorbatchev

(Suite de la première page.)

Dans l'après-midi, les deux hommes avaient assisté à la signature de l'accord sur le prêt de 3 milliards de deutschemarks accordé à l'URSS par les banques allemandes ; une quinzaine de gros contrats avaient également été conclus, et un accord sur la construction d'un réacteur nucléaire à haute température avait été signé en présence des deux ministres concernés.

Parallèlement, les ministres de la défense s'étaient entretenus pendant trois heures ; MM. Chevardnadze et Genscher, les ministres des affaires étrangères, avaient eu leurs propres discussions, et les entretiens de MM. Kohl et Gorbatchev n'avaient pas duré moins de deux heures et demie. Bref, pour une première journée, on n'avait pas perdu de temps, et le porte-parole ouest-allemand, M. Friedhelm Ost, parlait lundi soir de *« page ouverte d'un nouveau chapitre des relations bilatérales »* — ce qui était plein de retenue par rapport au long toast de M. Gorbatchev.

« Le rôle de nos deux pays dans la complexité d'ensemble des grandes questions politiques est indispensable et c'est pour cela que nous avons besoin de relations fondées sur la confiance et les réalités », a en effet souligné le secrétaire général avant d'ajouter : *« Je déclare avec satisfaction que la réunion au sommet est dominée par la recherche d'une voie fiable vers une nouvelle étape* [des relations soviéto-allemandes] *et que la visite du chancelier, comme ma visite de retour en RFA, peuvent en ce sens devenir cruciales. »*

M. Kohl ne fut pas en reste, puisque ces visites présentent à ses yeux *« l'occasion de donner une base permanente aux relations de bon voisinage entre nos deux pays, relations que nous voulons à l'avantage de tous les pays de l'Est et de l'Ouest »*.

Pas de faiblesse

Trois ans après les débuts de la « perestroïka » et un an après la signature de l'accord sur la suppression des missiles de moyenne portée en Europe, l'URSS et son premier partenaire économique occidental se sont ainsi consacrés l'un l'autre premiers rôles de la détente européenne.

Cela ne devait naturellement pas exclure l'affirmation directe des positions respectives, et MM. Kohl et Gorbatchev n'ont en conséquence pas esquivé problèmes, nuances et divergences. Le chancelier fédéral a ainsi déploré une nouvelle fois *« la grande supériorité du pacte de Varsovie en termes d'armes nucléaires de courte portée qui constituent*, a-t-il dit, *une source de grande préoccupation pour nous et nos alliés »*. A propos de la minorité allemande d'Union soviétique, le chancelier a de même affirmé qu'elle devait *« être assurée de ses droits culturels et jouir de la liberté de culte »*.

« La division [de l'Allemagne] *n'est pas nouvelle »*, a-t-il surtout déclaré, en expliquant que *« la cohésion des Allemands est une réalité historique et humaine que la politique ne peut ignorer »*. Sur le problème de Berlin enfin, M. Kohl a réclamé des *« solutions pratiques et raisonnables »* à une situation qui n'est ni l'un ni l'autre. Le ton était tout, sauf à la faiblesse, mais dans le même temps le chancelier a toujours pris soin de s'exprimer en interlocuteur et jamais en adversaire. L'évocation de l'avantage soviétique en armes nucléaires de courte portée aura ainsi été l'occasion, non pas d'affirmer la nécessité de moderniser les armes occidentales similaires, mais de demander à l'URSS d'abaisser elle-même ses propres stocks. L'affirmation de l'*« objectif d'unité »* de l'Allemagne aura de même été accompagnée d'une affirmation tout aussi forte du *« respect des frontières existantes »* et de la nécessité de l'accord de l'ensemble des puissances concernées pour *« surmonter la division par des moyens pacifiques »*.

À PROPOS DE BRISER LA GLACE, JE ME DEMANDAIS SI LE MUR DE BERLIN...

IL EST EN BÉTON !

PANCHO

Entre des positions de principe et la pratique, il y a une différence, et cette différence s'est aussi sentie dans les propos de M. Gorbatchev. Car si le secrétaire général a souligné que l'URSS avait *« plusieurs amis allemands »* (la RDA et la RFA) et n'a pas eu de mots assez durs pour mettre en garde contre toute volonté de remettre en question l'existence des deux Etats allemands et le statut de Berlin, il n'a pas en revanche repoussé l'appel de M. Kohl aux *« solutions raisonnables »* pour l'ancienne capitale.

Sans rien promettre ni dire de précis, le secrétaire général a déclaré que l'URSS était prête à prendre en compte les *« intérêts spécifiques »* de Berlin-Ouest dans les domaines économique et culturel, mais à la condition que le statut particulier de Berlin demeure *« intouchable »*.

C'était peu, mais c'était se garder de claquer la porte et M. Gorbatchev n'aura certainement pas été mécontent d'entendre le chancelier Kohl expliquer longuement que *« nous vivons dans un seul monde »* ; que *« les conflits entre l'Est et l'Ouest sont graduellement surmontés »* ; que les défis d'aujourd'hui sont les problèmes du tiers-monde, les menaces sur l'écologie et les risques de modification climatique ; et que la *« première nécessité de notre temps est de prévenir la guerre, nucléaire ou conventionnelle »*.

On ne dit pas autre chose à Moscou où l'on compte énormément sur la République fédérale non seulement pour donner vigueur à l'industrie soviétique, mais aussi pour accélérer les négociations sur la réduction des armements et permettre ainsi d'alléger le poids des dépenses militaires sur le budget soviétique.

BERNARD GUETTA.

Les discours au Kremlin

M. Gorbatchev : la situation allemande est le fruit de l'Histoire

Saluant M. Kohl au cours du banquet du Kremlin, lundi 24 octobre, M. Gorbatchev a dit notamment :

« La communauté de système social et des options socialistes nous unit solidement aux Allemands de la République démocratique allemande. L'option de la République fédérale est autre, elle appartient à un autre système et à une autre alliance politico-militaire. Il en est résulté le traité de Moscou de 1970 et l'accord quadripartite sur Berlin-Ouest. Ce sont là les jalons de la politique européenne et mondiale.

Le danger des vieilles erreurs

» Nous entendons parfois en RFA des voix proclamant que Berlin-Ouest serait la pierre de touche de nos rapports. Si l'Union soviétique, affirme-t-on, *« ne cède pas »* sur ce point, il faudrait freiner le développement des relations soviéto-ouest-allemandes. Une telle façon de poser le problème, quel qu'en soit l'emballage, contredit non seulement l'accord quadripartite de 1971, mais aussi l'essence même du processus d'Helsinki. Nous ne sommes pas hostiles à la participation de Berlin-Ouest à la coopération européenne et internationale. Nous sommes prêts à tenir compte de ses intérêts spécifiques dans l'économie et la vie culturelle, mais à condition que le statut particulier de la ville demeure tel qu'il est.

» J'ai déjà parlé plus d'une fois de ce que l'on appelle la question allemande. La situation actuelle est le fruit de l'Histoire. Les tentatives de bouleverser ce qui est issu de l'Histoire ou d'y donner un coup de fouet par une politique irréaliste constituent une activité aux résultats imprévisibles, voire dangereuse (...). Comme disait Goethe, rien n'est plus dangereux pour la nouvelle vérité que les vieilles erreurs (...).

» On ne peut plus parler de scission de l'Europe comme il y a vingt ans et même dix ans. (...) Il est même devenu possible d'avancer l'idée d'une maison européenne commune, une idée qui a été reprise par l'opinion publique et qui a aussi intéressé les milieux politiques et gouvernementaux. »

M. Kohl : la division de l'Allemagne est contre nature

Dans sa réponse, le chancelier de Bonn a dit :

« Bien que nous soyons satisfaits d'une intégration ouest-européenne toujours plus étroite, nous n'oublions pas l'ensemble de l'Europe. Vous parlez dans cette optique de maison européenne commune. Si cette maison a beaucoup de fenêtres et de portes, si les gens peuvent communiquer librement entre eux, si rien ni personne n'empêche l'échange de marchandises et d'idées, de la science et de la culture, j'approuve volontiers cette image.

» Le processus [de détente européenne] appelle à guérir les plaies de notre continent et à rapprocher les gens qui y vivent. Il doit permettre également aux Allemands de surmonter la division de leur patrie par la voie pacifique, comme nous l'avons plus d'une fois proclamé. (...) Nous comprenons que l'objectif de l'unité ne peut être atteint qu'avec l'approbation des puissances qui sont responsables de l'Allemagne dans son ensemble. Pour nous, la guerre et l'emploi de la force ne sont pas des moyens d'atteindre des objectifs politiques. Mais la vérité demeure : cette division est contre nature. L'unité des Allemands est une réalité historique et humaine que la politique ne peut ignorer.

» Berlin doit faire partie intégrante du processus de développement de nos rapports. La situation de la ville représente depuis longtemps un baromètre de l'état des relations entre l'Est et l'Ouest. Il faut apporter des solutions concrètes et raisonnables aux problèmes en suspens dans le strict respect de l'accord quadripartite. »

Pour 80 % des Allemands de l'Ouest l'URSS n'est plus une menace

86 % des Allemands de l'Ouest estiment que les relations entre la RFA et l'URSS se sont améliorées depuis que M. Mikhaïl Gorbatchev est le numéro un soviétique, selon un sondage réalisé pour la deuxième chaîne de télévision ouest-allemande (ZDF) et rendu public lundi 24 octobre.

Seules 19 % (contre 80 %) des personnes interrogées se sentent menacées militairement par l'URSS, tandis que 63 % (contre 32 %) sont convaincues de la volonté de Moscou de désarmer.

Enfin, toujours selon ce sondage, 71 % des Allemands de l'Ouest pensent qu'il faut réduire les dépenses d'armement de la RFA, 3 % étant d'un avis contraire et 28 % estimant qu'il faut les maintenir à leur niveau actuel.

A Ismaïlia

Quinzième rencontre entre M. Mitterrand et M. Moubarak

Le président Mitterrand s'est rendu, le mardi 25 octobre, en Egypte, pour une journée de travail avec le président Hosni Moubarak, consacrée aux perspectives de paix au Proche-Orient, à la veille des élections en Israël et aux Etats-Unis et au lendemain du sommet qui vient de réunir, à Akaba, le roi Hussein, M. Arafat et le président égyptien. Ce dernier, qui rencontre le président français pour la quinzième fois depuis leurs prises de fonction, a voulu donner un caractère personnel et amical à l'entretien en choisissant l'oasis d'Ismaïlia, proche du canal de Suez, dans le nord-est de l'Egypte.

Dans un entretien accordé au quotidien égyptien *Al Akhbar* et publié lundi, M. Mitterrand réaffirme son soutien à l'idée d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient.

La visite de M. Curien à Sydney

Signature d'un accord de coopération scientifique franco-australien

SYDNEY
correspondance

M. Hubert Curien, ministre français de la recherche et de la technologie, et son homologue australien, le sénateur John Button, ont signé, le lundi 23 octobre, à Sydney, un accord bilatéral de coopération scientifique et technologique. Cet accord, déjà contenu implicitement dans l'accord culturel signé en juin 1977, ne s'était jamais matérialisé en raison des différends diplomatiques survenus entre la France et l'Australie à propos de la Nouvelle-Calédonie et des essais nucléaires dans le Pacifique.

L'expulsion du consul général d'Australie en Nouvelle-Calédonie, en janvier 1987, avait marqué le début d'un gel diplomatique auquel la visite de M. André Giraud, alors ministre de la défense, avait mis fin en février dernier. Soucieux de réchauffer les relations encore fragiles, les gouvernements de MM. Rocard et Hawke multiplient les promesses de coopération, préférant mettre de côté les sujets de friction.

Le ministre français, qui s'est entretenu avec le chef du gouvernement australien lundi, a déclaré que M. Hawke, faisant allusion aux accords de Matignon, était *« très satisfait du nouvel accord avec la Nouvelle-Calédonie et* [qu'il] *n'avait pas abordé la question des essais nucléaires »*. Comme l'a souligné avec humour M. Curien, *« nous sommes d'accord sur le fait que nous ne sommes pas d'accord ; mais cela ne nous empêche pas de coopérer... »*.

J. A.-D.

Asie

CHINE : selon « le Quotidien du peuple »

Les statistiques démographiques ont été falsifiées en 1987

Selon le très officiel *Quotidien du peuple* de lundi 24 octobre, les statistiques démographiques pour 1987 ont été délibérément falsifiées par les responsables provinciaux de la limitation des naissances. Ceux-ci sont, en effet, pénalisés si les résultats obtenus ne répondent pas aux objectifs fixés par le Plan. Des fonctionnaires qui se refusaient à sous-estimer le nombre des naissances enregistrées ont été *« mis sur la touche et battus »*, précise le journal, qui estime que les chiffres publiés ont été *« très minorés »*. En effet, le nombre des naissances a été sous-estimé de 20 à 30 % dans six provinces, de 30 à 40 % dans dix et de plus de 40 % dans six autres. Ce qui veut dire que la plupart des provinces ont fraudé.

La politique autoritaire de limitation des naissances mise en place par le gouvernement chinois a pour objectif d'empêcher que la population ne dépasse le chiffre de 1,2 milliard d'habitants d'ici à l'an 2000 contre environ 1,07 l'an dernier. Il semble que l'on s'oriente désormais vers un objectif moins ambitieux de 1,25 ou 1,28 milliard. D'autant que Pékin a autorisé en août les paysans à avoir un second enfant à condition que le premier soit une fille.

Cette mesure, avait reconnu avec franchise au début septembre le ministre chargé de la planification familiale, Mme Peng Peiyung, avait pour objet d'enrayer *« les noyades et abandons de petites filles qui n'ont pas disparu »*.

S'il est relativement aisé de contrôler les naissances en ville, où les autorités disposent d'une panoplie de sanctions contre les récalcitrants qui veulent avoir un second enfant — amendes, pressions, pertes d'avantages sociaux, voire du logement ou de l'emploi — il n'en est pas de même dans les zones rurales, où vit la grande majorité de la population. Les paysans renâclent d'autant plus qu'ils ont traditionnellement eu des familles nombreuses et qu'ils ont besoin, pour cultiver leur terre ou se livrer à des activités annexes, d'un maximum de bras. Ce qui explique que, en 1987, selon ces mêmes statistiques qualifiées aujourd'hui de truquées par *le Quotidien du peuple*, le taux de natalité ait été de 14 p. 1 000 au lieu des 10 p. 1 000 prévus (*le Monde* du 17 février et du 8 septembre).

P. de B.

A TRAVERS LE MONDE

Maurice

L'opposition remporte les élections municipales

Port-Louis. — L'opposition parlementaire a remporté les 126 sièges à pourvoir lors des élections municipales de dimanche à l'île Maurice. L'union groupant le Mouvement militant mauricien (MMM) de M. Prem Nababsingh et le Mouvement travailliste démocratique (MTD) de M. Anil Baichoo a ainsi enlevé tous les sièges — qu'elle détenait déjà avant ces élections, — dans les cinq villes de l'île : Port-Louis, Beau Bassin-Rose Hill, Quatre-Bornes, Vacoas-Phœnix et Curepipe.

Seulement 40,5 % des électeurs inscrits, soit 110 212 sur 271519 inscrits, se sont rendus aux urnes. Le Mouvement socialiste militant (MSM) du premier ministre, Sir Anerood Jugnauth, et son allié au gouvernement, le Parti travailliste (PTR) de Sir Satcam Boolell, avaient décidé de ne pas participer au scrutin et avaient demandé à leurs électeurs de s'abstenir de voter. Le Parti mauricien social-démocrate de Sir Gaëtan Duval n'a réussi à faire élire aucun de ses candidats. — *(AFP.)*

Sri-Lanka

Couvre-feu à Colombo

Le gouvernement sri-lankais a décrété, lundi 24 octobre, un couvre-feu à Colombo et dans les provinces du sud et de l'ouest du pays. Cette mesure devait rester en vigueur, selon les zones, entre dix-huit heures et vingt-huit heures ; elle a été prise pour empêcher des manifestations organisées par le mouvement extrémiste cinghalais Janatha Vimukti Peramuna (JVP), qui avait organisé une grève générale la semaine dernière, qui s'était soldée par une quinzaine de morts au cours d'affrontements avec la police. Le JVP est opposé au projet gouvernemental d'accorder une plus grande autonomie aux provinces, en particulier à celle du Nord, peuplée de Tamouls, et où les combats se poursuivent entre séparatistes et soldats indiens.

La présence de centaines de membres des forces de l'ordre, qui avaient reçu l'ordre de tirer à vue sur quiconque violerait le couvre-feu et sur tout *« élément subversif »*, n'a pas empêché le JVP de faire exploser une bombe au siège du Parti national uni (UNP) au pouvoir. L'attentat a fait sept morts et soixante-dix blessés, dont une quarantaine ont été hospitalisés. Depuis le milieu de l'année dernière, plus de cinq cents membres de l'UNP ont été tués par le JVP. — *(AFP, Reuter.)*

● **AFRIQUE DU SUD : attentat à la voiture piégée (deux morts).** — Deux hommes noirs ont été tués et au moins quarante-deux autres personnes blessées dans l'explosion, lundi 24 octobre, d'une voiture piégée dans le centre de Witbank, une ville minière située à 150 kilomètres à l'est de Johannesburg, selon la police. Mgr Desmond Tutu, l'archevêque anglican du Cap, a condamné cet *« odieux »* attentat. *« Toute violence est diabolique »*, a-t-il affirmé dans un communiqué. — *(AFP.)*

Europe

Quand Staline négociait pour la libération de Gramsci avec le futur Pie XII

Rome *(AFP)*. — Pour obtenir la libération d'Antonio Gramsci, le fondateur du Parti communiste italien incarcéré par Mussolini, Staline s'était adressé au futur pape Pie XII — à l'époque nonce à Berlin — en vue d'une négociation avec les responsables italiens pour un échange de détenus.

Cette singulière initiative est révélée dans une série de 14 documents soviétiques jusqu'ici tenus secrets, remis en mars dernier par Mikhaïl Gorbatchev à Alessandro Natta, alors *secrétaire général* du PCI, a rapporté, lundi 24 octobre, le quotidien communiste *l'Unita*.

La requête de M. Natta faisait suite à des polémiques dans lesquelles Moscou et le secrétaire du PCI Palmiro Togliatti étaient accusés d'avoir abandonné Gramsci en raison de ses divergences avec la ligne officielle stalinienne. *Les documents*, relève *l'Unita*, prouvent que Moscou tenta à plusieurs reprises d'obtenir la libération de Gramsci.

La première tentative remonte à 1927-1928. Elle suggère un échange de détenus : Gramsci contre deux prêtres incarcérés en URSS. *« Il faut chercher, à travers le représentant du pape* [le nonce Eugenio Pacelli] *à ouvrir une négociation pour un échange avec des prêtres catholiques arrêtés chez nous »*, suggère un télégramme que Nikolaï Boukharine, dirigeant du Komintern, avait transmis au vice-commissaire du peuple aux affaires étrangères Maxim Litvinov, en septembre 1927.

Litvinov demande alors à l'ambassade d'URSS à Berlin de prendre contact avec Mgr Pacelli : *« Le prêtre de la prison* [de Gramsci], *très influent au Vatican, a suggéré à Gramsci un échange avec des prêtres arrêtés chez nous*, écrit-il. *On peut supposer que cette proposition a été faite avec l'assentiment du Vatican et de Mussolini. Vous êtes chargé de voir immédiatement Pacelli et de déclarer que nous sommes d'accord pour l'échange entre Gramsci et deux prêtres au choix du Vatican. »*

Les visites du diplomate soviétique à la nonciature furent, selon les documents, nombreuses, mais l'affaire n'aboutit pas — on ignore pourquoi.

D'autres tentatives suivront : en 1933 et 1935, « l'échange » devant porter cette fois entre Gramsci et une ressortissante soviétique, détenue dans un camp et à laquelle s'intéressait un sous-secrétaire d'Etat italien. Rome demandait des garanties sur le renoncement de Gramsci à toute activité politique. Là aussi, pour des raisons inconnues, la négociation échoue. Pour Alessandro Natta, elle a buté en fait sur le refus du régime fasciste, car *« il était désormais évident que Gramsci — mort de tuberculose en 1937 — n'aurait pu reprendre une activité politique »*.

ESPAGNE : le retour de M. Manuel Fraga

Le « leader historique » de la droite brigue à nouveau la présidence de l'Alliance populaire

MADRID
de notre correspondant

M. Manuel Fraga revient. Le « leader historique » de la droite espagnole n'aura pas cette fois tenu parole. Après avoir présenté, en décembre 1986, sa démission *« irrévocable »* de la présidence de l'Alliance populaire, le parti qu'il avait lui-même fondé en 1977, il a annoncé, lundi 24 octobre, qu'il se présenterait à nouveau à ce poste lors du prochain congrès de sa formation, en janvier; M. Fraga a toutefois précisé qu'il ne serait pas le candidat de son parti à la présidence du gouvernement de Madrid, et qu'il se contenterait de briguer, comme il s'y était engagé, le gouvernement régional de Galice, sa région natale.

M. Fraga a annoncé ce *come back* à l'issue d'une brève et orageuse entrevue avec celui qui fut hier son dauphin et qui lui avait succédé en février 1987 à la tête du parti, M. Antonio Hernandez Mancha. Ce dernier a affirmé qu'il allait relever le gant et se présenter de son côté à la réélection.

Il a assuré que la décision de son prédécesseur constituait une *« erreur »* ; selon lui, M. Fraga s'identifie trop avec le passé et n'est pas à même de réaliser cette union des forces de centre droit dont l'Alliance populaire a bien besoin si elle veut vaincre un jour les socialistes dans les urnes. Le ton n'avait cessé de monter, ces derniers jours, entre les deux hommes, M. Fraga ayant multiplié les confidences et les petites phrases annonçant sa décision.

Si M. Fraga entreprend, à soixante-dix ans, de redescendre directement dans l'arène politique, c'est que son parti traverse une crise aiguë. La présidence de M. Hernandez Mancha n'a pas été entièrement négative.

Le jeune président (il a à peine trente-huit ans) a tenté de réaliser un timide *aggiornamento* au sein d'une formation ankylosée et qui paraissait incapable, du temps de M. Fraga, de se régénérer. Mais M. Hernandez Mancha n'a jamais paru en mesure de menacer sérieusement les socialistes.

Lutte fratricide entre les « barons »

En outre, il n'a pas su remettre de l'ordre au sein de son parti. La lutte fratricide entre les « barons » de la droite espagnole n'a guère cessé (elle battait déjà son plein, il est vrai, à l'époque de M. Fraga). Les tenants du secteur « critique », qui s'étaient opposés il y a deux ans à la candidature de M. Hernandez Mancha, n'ont jamais réintégré les organes de direction du parti. Dans ces conditions, tous les sondages prédisaient une perte spectaculaire de voix pour le principal parti d'opposition.

Le congrès de janvier prochain s'annonce comme l'un des plus mouvementés de l'histoire du parti. Il est douteux que M. Hernandez Mancha puisse longtemps tenir tête à son redoutable prédécesseur : nombre de ceux qui juraient hier encore fidélité au président actuel ont d'ailleurs déjà commencé à prêter serment d'allégeance à M. Fraga.

Aveu d'échec

Reste que le retour de ce dernier constitue un terrible aveu d'impuissance de la part de l'Alliance populaire. M. Fraga avait démissionné parce qu'il avait conscience que, trop marqué à droite, il était incapable de séduire l'électorat centriste et ne pouvait donc aspirer à percer son « plafond » traditionnel de 5 millions de voix, insuffisant pour aspirer à une majorité.

Rien ne permet de croire, bien au contraire, que la situation a changé depuis : à cet égard, le retour du « leader historique » constitue un simple pis-aller. Comme l'affirmait avec causticité un dirigeant du secteur « critique », *« avec Fraga, nous avions peut-être un plafond électoral, mais nous avions au moins un plancher ! »*.

THIERRY MALINIAK.

Proche-Orient

ISRAËL

Plusieurs tentatives d'infiltration à la frontière libanaise

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Est-ce l'approche du prochain Conseil national palestinien, comme le disent les Israéliens, ou une simple coïncidence ? Toujours est-il que ces dernières quarante-huit heures ont connu un regain d'activité dans la zone frontalière libanaise, où pas moins de trois tentatives d'infiltration ont eu lieu, conduites par chacun des trois principaux groupes de l'OLP.

Dans la matinée du lundi 24 octobre, l'armée israélienne a annoncé avoir intercepté dans le sud du Liban un commando qui se trouvait à proximité du secteur est de la frontière, sur les pentes du mont Har-Dov. Un des Palestiniens a réussi à s'enfuir, tandis que deux autres — qui auraient déclaré appartenir au FDLP — ont été faits prisonniers.

Quelques heures plus tard, la milice libanaise pro-israélienne ALS (Armée du Liban sud) et des soldats israéliens capturaient sept Palestiniens infiltrés dans la zone de sécurité qui sert de secteur tampon avant la frontière. Selon des sources officielles israéliennes, ces derniers — parmi lesquels se trouvait une adolescente de quatorze ans — préparaient une attaque contre un kibboutz. Ils auraient indiqué appartenir au Fath, le mouvement de M. Yasser Arafat.

Le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, a déclaré que cette opération laissait songeur quant aux intentions de M. Arafat au lendemain du sommet d'Akaba : *« Je n'aime pas les gens qui parlent de constituer un bloc de paix* [avec l'Egypte et la Jordanie] *et qui, le lendemain, commanditent une opération terroriste. »*

Nouveau raid

Dans la nuit de dimanche à lundi, les miliciens de l'ALS avaient annoncé avoir intercepté et tué six Palestiniens qui avaient pénétré la zone de sécurité. Certains d'entre eux auraient appartenu au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Lundi soir, l'aviation israélienne a lancé un nouveau raid au Liban sud, le second en quatre jours, après l'attentat à la voiture suicide perpétré la semaine dernière près de Metulla *(le Monde* du 21 octobre).

Selon un communiqué, les avions ont attaqué les bases d'un groupe libanais, le Parti national syrien socialiste, dans la vallée de la Bekaa. Cependant, un des soldats blessés dans l'attentat de Metulla est mort lundi, portant à huit le nombre de tués dans l'explosion de la voiture suicide.

ALAIN FRACHON.

Des Palestiniens de Cisjordanie accusent Israël d'avoir recours à des « escadrons de la mort »

Jérusalem *(Reuter)*. — Des Palestiniens de Cisjordanie ont accusé Israël d'avoir recours à des « escadrons de la mort » pour éliminer les personnes soupçonnées d'organiser l'insurrection dans les territoires occupés. Un porte-parole de l'armée a démenti ces accusations, mais on a appris de source proche des forces de sécurité israéliennes qu'une unité secrète, dont le nom de code est « Cerise », opérait en Cisjordanie.

Cette unité, ajoute-t-on de même source, est chargée de capturer les manifestants qui lancent des pierres et des cocktails Molotov dans les manifestations, mais aussi d'abattre *les fuyards qui « ont du sang sur les mains »*, c'est-à-dire les Palestiniens impliqués dans des attentats ayant fait des morts ou des blessés. Selon des correspondants de presse étrangers, des membres de cette unité spéciale ont parfois prétendu être des journalistes pour pouvoir photographier ou arrêter des suspects arabes.

Des habitants du village cisjordanien de Yatta ont, d'autre part, affirmé que des hommes armés avaient tué deux jeunes Palestiniens, le 9 octobre, en tirant à partir d'une camionnette immatriculée en Cisjordanie et occupée par des membres de ces « escadrons de la mort ». L'armée a, pour sa part, démenti que la mort de ces deux jeunes Palestiniens, considérés comme des activistes, ait été préméditée, expliquant que des soldats avaient tiré sur eux lorsque leur vie était menacée.

Le sort des otages américains au Liban

La « filière italienne » : négociation secrète ou escroquerie ?

Tentative de négociation d'une maladresse insigne ou vulgaire affaire d'escroquerie ? En tout cas, tant les autorités américaines que les ravisseurs d'otages occidentaux au Liban ont démenti, lundi 24 octobre, tout lien avec cette chrétienne libanaise arrêtée jeudi dernier à Milan en possession de drogue, de fausse monnaie et de photos de certains otages ainsi que d'une lettre censée émaner de l'un de ces derniers *(le Monde* du 25 octobre).

Le plus connu des mouvements terroristes libanais preneurs d'otages, le Djihad islamique est allé jusqu'à s'offusquer que l'on ait pu accoler son nom à celui d'une trafiquante de drogue liée, de plus, *« aux agents d'Israël »*. Dans un communiqué remis à une agence de presse occidentale à Beyrouth, le Djihad islamique nie tout contact avec Mme Aline Ibrahim Rizkallah et suggère que la police italienne a bien pu mentir sur toute cette affaire, la mettant au défi de publier la photo de l'otage Terry Anderson, que les Italiens disent avoir trouvée dans les bagages de la jeune Libanaise. Ce que les policiers italiens avaient d'ailleurs fait entre-temps.

A Washington, le département d'Etat a tenu à souligner que les Etats-Unis n'avaient rien à voir avec cette histoire, réitérant son opposition catégorique à l'intervention de tout *« intermédiaire indépendant »*. Il a notamment affirmé n'avoir aucun rapport avec un *« homme d'affaires »* italo-suisse, M. Aldo Anghessa, appréhendé à Milan alors qu'il allait accueillir Mme Rizkallah.

Interrogé par la police italienne, cet homme, qui dit avoir collaboré avec les *services de renseignements* italiens et dont le nom est lié à un trafic d'armes à destination du Proche-Orient, a finalement été remis en liberté. *« Nous ne savons pas ce que M. Anghessa comptait faire des photos et des lettres* (des otages). *Quoi qu'il ait été en train de faire, il le faisait pour son compte et sans aucun rapport avec le gouvernement américain »*, a déclaré le porte-parole du département d'Etat.

Si « l'affaire Rizkallah » connaît aujourd'hui une grande publicité, elle est loin d'être la première du genre, les organes de presse occidentaux ne comptant plus le nombre de « proches » des ravisseurs venus leur proposer nouvelles, lettres, enregistrements sonores ou mêmes films, tous plus douteux les uns que les autres, *mais présentés — souvent* contre espèces sonnantes et trébuchantes — comme d'authentiques et exclusifs documents sur les otages.

IRAN

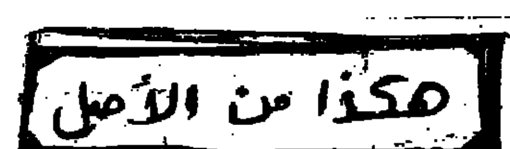
Nouvelles exécutions de masse

selon les Moudjahidines du peuple

Bagdad *(AFP)*. — Les Moudjahidines du peuple (principal mouvement d'opposition au régime de Téhéran, basé à Bagdad) ont affirmé, lundi 24 octobre, que des centaines de militants de ce mouvement avaient été exécutés ces dernières semaines en Iran.

Dans un communiqué, le bureau de Bagdad des Moudjahidines ajoute que, outre deux cent cinquante militants exécutés à Racht (un des bastions historiques de ce parti), quarante-cinq l'avaient été à la prison de la petite ville d'Abkenar (près du port d'Anzali), vingt-trois à Ispahan et *« des centaines d'autres »*, à Machad, Bouchehr, Oroumieh, Arak, Khoy et Sabzevar. Les Moudjahidins *affirment* aussi que *« des dizaines de prisonniers ont été pendus sur la place publique »*.





هكذا من الأصل



EDI. ÉCHANGE DE DONNÉES INTER-ENTREPRISES.

7,5 % : coût moyen de l'ensemble des documents accompagnant tout produit fabriqué. Calculez le temps : saisie, lecture, ressaisie, traitement, envoi.
L'échange électronique de données inter-entreprises vous libère de la lourdeur bureaucratique et des dépenses qu'elle entraîne.
Les enjeux ne sont pas seulement financiers mais stratégiques.
A l'horizon 92, le document électronique remplacera un peu partout le papier lent et cher.
Pour TRANSPAC, c'est déjà une actualité dans l'automobile, le négoce, la presse, avec les réalisations GALIA, EDONI, TAM.
Ce le sera bientôt pour l'électronique, l'aéronautique, l'agro-alimentaire, la banque, l'assurance, l'Administration...
C'est cela, l'élan TRANSPAC.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM). TRANSPAC. Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine. 75755 Paris cedex 15. Tél. : (1) 45.38.52.11.

Prenez l'Elan Transpac.

TRANSPAC

Afrique

RWANDA

Les « refoulés » du Burundi hésitent à regagner leur pays

BUTARE
de notre envoyée spéciale

La nomination d'un nouveau gouvernement composé, pour la première fois dans l'histoire du Burundi, d'une majorité de ministres de l'ethnie hutue (*le Monde* du 21 octobre) est loin d'avoir provoqué l'euphorie parmi les populations burundaises réfugiées dans le sud du Rwanda. « *Tous ces nouveaux ministres, moi ça ne me dit rien* », lâche un jeune étudiant du camp de Katarara, un des cinq sites d'accueil mis en place – après les tueries du mois d'août – à quelques kilomètres de Butare. « *Vous savez, même avant il y avait des ministres hutus dans le gouvernement : ils servaient de caution. A chaque fois qu'il y a eu des problèmes dus à l'injustice sociale, ces gens-là, passez-moi l'expression, n'ont rien foutu. Ils sont restés passifs* », ajoute-t-il avec force.

La crainte de l'armée

« *Au Burundi, le gouvernement n'a pas l'importance qu'il peut avoir dans les pays occidentaux* », explique un autre étudiant arrivé récemment lui aussi de Bujumbura. « *Au Burundi, ce n'est pas le gouvernement qui décide, c'est l'armée. Au mois d'août, avant que l'on envoie les soldats dans le Nord, aucun conseil des ministres n'a été réuni. En fait, c'est de l'état-major que l'ordre est venu.* » Moins enfiévré mais plus brutal, un paysan de la région de Ntega résume le sentiment collectif d'une phrase crue : « *Ces Hutus-là, pour nous ce sont des traîtres* », martèle-t-il d'une voix lente.

La crainte numéro un, qui revient comme un leitmotiv, tient en un mot : l'armée. L'ethnie tutsie demeure largement majoritaire tant chez les officiers de haut rang que chez les simples soldats. C'est elle qui a « ramené l'ordre » sur les collines. Quelle victime des massacres pourrait l'oublier ? « *On nous dit que le premier ministre est hutu, très bien. Mais un premier ministre ça n'a pas de fusil. Qui va me défendre si les massacres recommencent ?* », s'exclame un réfugié.

Pour les étudiants ayant fui les campus de la capitale, les espoirs de retour semblent plus incertains encore : ils n'ont pas même le rêve d'un lopin de terre auquel s'accrocher. « *Pendant que les tueries se poursuivaient dans le Nord, à Bujumbura, les arrestations arbitraires se multipliaient* », explique l'un d'eux. « *C'est un ami zaïrois qui m'a prévenu. Il m'a dit : « Tu es « recherché, tu ferais mieux de faire « attention sinon c'en est fini de toi, « tu vas visiter la terre... » Alors, je suis parti.* »

Sur les campus de Bujumbura, le pourcentage d'étudiants hutus « *ne dépasse pas les 5 %* », expliquaient les jeunes réfugiés. La plupart d'entre eux aimeraient obtenir une bourse afin de pouvoir continuer leurs études à l'étranger. Mais seuls, jusqu'à ce jour, huit des signataires de la « Lettre ouverte au président Buyoya » – publiée à Bujumbura au lendemain des massacres – ont quitté l'Afrique.

Pour l'immense majorité de ceux qui restent dans les camps, l'avenir semble incertain. Si les blessures physiques sont cicatrisées, le traumatisme psychologique risque, lui, d'être beaucoup plus long à effacer. « *La plupart des adultes sont encore en état de choc. Avant que ça ne passe, il faudra bien compter six mois* », explique Michèle Guitto, une des infirmières de l'Action internationale contre la faim (AICF) qui travaille au camp de Katarara. Seuls, les enfants ont rapidement repris goût à la vie. « *Depuis dix ou quinze jours, j'ai remarqué qu'ils s'étaient mis à jouer de nouveau* », note un membre de l'organisation Swiss Disaster.

Un fardeau

Pour le Rwanda, pays minuscule et déjà surpeuplé, la présence des réfugiés constitue un fardeau. La densité démographique du Rwanda était estimée, en 1986, à 283 habitants au kilomètre carré. Dans la région de Butare où sont concentrés les cinq camps de réfugiés, la densité est encore plus inquiétante : 391 habitants au kilomètre carré. Pas question, dans ce contexte, que les autorités de Kigali puissent envisager de garder trop longtemps les « refoulés » du Burundi. Selon les résultats du recensement effectué dans la nuit du 16 au 17 octobre par le personnel du ministère rwandais de la santé, le nombre de réfugiés burundais serait d'ores et déjà tombé à 46 240. Cette soudaine « *évaporation* » ne manque pas de surprendre bien des observateurs. N'avançait-on pas, il y a quinze jours encore, le chiffre de 63 000 réfugiés ?

CATHERINE SIMON.

ALGÉRIE

« Il n'est pas possible d'établir le multipartisme »

affirme le président Chadli

Alger. – Maintien du système du parti unique, liberté de candidature aux élections locales et législatives, suppression de la tutelle pour les organisations de masse et professionnelles : telles sont les grandes lignes des réformes politiques proposées, lundi 24 octobre, par le président algérien Chadli Bendjedid.

Ces réformes seront débattues par la population, puis par le congrès du FLN début décembre, avant d'êtres soumises à un référendum au début de l'année prochaine, a annoncé un communiqué de la présidence de la République, deux semaines après les émeutes du début du mois en Algérie.

« *Il n'est en aucun cas possible d'établir le multipartisme avec des milieux qui visent le pouvoir et l'obtention de privilèges dans le cadre d'une démocratie de façade, alimentée par des surenchères démagogiques, le clanisme (basé sur le) régionalisme ou les catégories « sociales* », indique le communiqué.

Cependant, « *tous les courants et sensibilités* » peuvent s'exprimer au sein du FLN, qui sera ouvert « *à tous les citoyens* ».

Le FLN sera profondément rénové, selon le communiqué. « *Il doit se libérer définitivement de la participation à la gestion au sein de l'appareil d'Etat* » et « *abandonner ses structures calquées sur le découpage administratif territorial* ».

Il doit aussi « *se libérer définitivement de la tendance à la mainmise directe sur les responsabilités dans l'appareil de l'Etat, dans les assemblées élues, dans le secteur économique et dans les organisations de masse professionnelles* ».

Quant aux organisations de masse et professionnelles, « *elles se libèrent à partir de maintenant de toute tutelle structurelle imposée à leur activité et aux méthodes de désignation de leurs dirigeants* », indique le communiqué. Elles « *bénéficient de l'indépendance organique et du choix des hommes* ».

Les élections aux assemblées populaires seront ouvertes à tous, selon le communiqué. « *Le champ est ouvert à tous les niveaux aux élections libres, pour choisir les élus aux assemblées populaires (municipales, régionales et législatives) que les candidats aient bénéficié du soutien du FLN ou non* », ajoute-t-il, précisant qUE « *le FLN présente ses candidats, peut mener une campagne en leur faveur, tout comme il peut mener une campagne en faveur ou contre un autre candidat* ». – *(AFP.)*

Amériques

BRÉSIL : après le voyage du président Sarney à Moscou

Une ombre sur les relations entre Brasilia et Washington ?

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Le président Sarney est rentré lundi 24 octobre d'un voyage en Union soviétique. Son importance tient surtout au fait qu'il se soit réalisé : c'est la première fois en effet *qu'un chef de l'Etat brésilien se rendait* à Moscou. M. José Sarney avait emmené une suite imposante (cent cinquante personnes). Sur place, il a multiplié les déclarations sur la fin des « préjugés » et des « radicalismes » entre les deux pays. Ces « préjugés » ont pesé sur la diplomatie *de Brasilia durant* les deux décennies de régime militaire et n'ont pas encore tout à fait disparu, du moins dans l'armée, à l'égard de cet autre foyer, plus proche, du communisme international qu'est le castrisme.

Preuve que les militaires brésiliens ne nourrissent plus les préventions d'autrefois à l'égard de l'URSS : la présence, au Kremlin, du ministre de l'armée de terre. Le général Leonidas Pires a même trouvé malvenues, pendant son séjour, les questions d'un journaliste de son pays sur le rôle de Moscou dans la « *subversion internationale* ». Le ministre et ses pairs se sont apparemment convaincus que la politique étrangère soviétique n'était plus fondée sur la « déstabilisation » de l'Occident. « *Ils ont changé* », a dit à propos de ses hôtes le ministre de la marine, l'amiral Saboia, également du voyage.

Quant au président Sarney, il a expliqué que le Brésil était désormais un « *grand pays* » et qu'il ne pouvait plus avoir d'inhibition dans ses relations avec les Super-Grands. S'il n'avait tenu qu'à lui, il serait sans doute venu à Moscou bien plus tôt. Il a toujours eu, en effet, de bonnes relations avec les communistes *de son pays, même sous le* régime militaire dont il a été un fidèle serviteur. A peine arrivé à la présidence, l'une de ses premières initiatives, en mai 1985, a été de faire approuver par le Parlement la légalisation du PC brésilien, qui avait presque toujours vécu depuis sa fondation dans la clandestinité. C'est ce qui explique que les communistes soient bien disposés à son égard et qu'on ne les entende guère déplorer la faillite de son gouvernement.

Des accords de coopération

Le voyage à Moscou s'est soldé par les accords de coopération habituels. L'un, sur la coopération spatiale, a eu droit à de gros titres au Brésil. Mais il n'a pas pu plaire à *tout le monde*. Le ministre des relations extérieures, M. Abreu Sodré, n'a-t-il pas expliqué l'oecuménisme de la politique étrangère de son pays en disant : « *Nous ne sommes pas obligés de rester éternellement liés aux Américains* » ? Le quotidien conservateur *O Estado de Sao Paulo* a aussitôt parlé de « *volte-face* » en consacrant un éditorial à examiner les déclarations faites à Moscou. Elles montrent, à son avis, que l'Itamaraty (le ministère brésilien des relations extérieures) est en train de s'aligner sur certaines positions du Kremlin. Brasilia a approuvé, en effet, dans l'un des textes signés le « *multilatéralisme* » dans les relations internationales – en particulier celui qui se pratique à l'ONU, organisation dominée, dit le journal, par l'URSS et le tiers-monde. Or, c'est là « *un chemin dont le Brésil s'était toujours tenu éloigné*, ajoute le quotidien, *pour ne pas dépendre dans ses décisions de pays tiers, avec lesquels il n'avait rien ou peu de chose à voir* ». *O Estado* fait les mêmes réserves à propos d'un passage de la déclaration commune consacré à la prolifération nucléaire : il y voit une contradiction avec la position assumée jusqu'à présent par le Brésil, qui n'a pas signé le *traité de non-prolifération*. *Bref*, M. Sarney et son équipe auraient fait à Moscou un pas de clerc, montrant trop qu'ils voulaient se dégager de l'orbite nord-américaine. Et cela au moment même où le Brésil, en pleine crise économique, a plus que jamais besoin de son principal partenaire *commercial et financier, les* Etats-Unis.

Comme pour appuyer cette démonstration, est arrivée de Washington une décision qui a troublé quelques heures l'équipée moscovite : le département du commerce extérieur de la Maison Blanche a annoncé le 20 octobre que plusieurs produits brésiliens (papier et appareils électroménagers entre autres) seraient désormais taxés à 100 % à leur entrée aux Etats-Unis. Il était indiqué qu'il s'agissait d'une mesure de représailles, contre le « piratage » par des laboratoires pharmaceutiques brésiliens des formules de médicaments américains. La nouvelle taxation n'affectera les exportations brésiliennes que pour une somme infime – 39 millions de dollars – bien inférieure au préjudice de 150 millions de dollars dont les laboratoires américains se disent victimes. Mais il s'agit là d'une mesure symbolique, et le fait qu'elle ait été annoncée au moment où M. Abreu Sodré faisait à Moscou ses déclarations d'indépendance n'est pas qu'une coïncidence aux yeux de certains.

CHARLES VANHECKE.

COLOMBIE

Regain de violence à la veille d'une grève générale

Bogota. – Un regain de violence est enregistré en Colombie à la veille d'une grève générale décidée pour le jeudi 27 octobre par les deux grandes confédérations syndicales. 40 personnes, 35 guérilleros et 5 membres des forces de l'ordre, ont été tuées lundi 24 octobre lors d'accrochages qui ont eu lieu dans le nord du pays.

Des commandos mixtes de l'organisation communiste FARC et du groupe marxiste-léniniste EPL (Armée populaire de libération) ont attaqué cinq villages. Des troupes d'infanterie assistées par l'armée de l'air ont riposté. Selon des sources militaires, les rebelles auraient un plan visant à fomenter des troubles à l'occasion de la journée de grève. Des membres de la guérilla édifient en effet des barrages routiers pour inviter les automobilistes à se joindre au mouvement du 27 octobre. Les syndicats ont, quant à eux, non seulement nié tout lien avec l'insurrection, mais aussi exhorté les rebelles à ne pas intervenir dans la grève. – *(AFP, Reuter.)*

CANADA : coup d'envoi de la campagne électorale

M. Mulroney défend l'accord de libre-échange avec les Etats-Unis

Le premier ministre, M. Brian Mulroney, a vigoureusement défendu, lundi soir 24 octobre, l'accord de libre-échange américano-canadien au cours du premier débat télévisé qui l'opposait à ses deux principaux adversaires, M. John Turner, libéral, et M. Edward Broadbent, social-démocrate.

Ce débat, en français, était considéré comme une répétition de celui prévu pour le lendemain, en anglais, test plus significatif dans la mesure où M. Mulroney était favorisé, lundi, par sa maîtrise de la langue française.

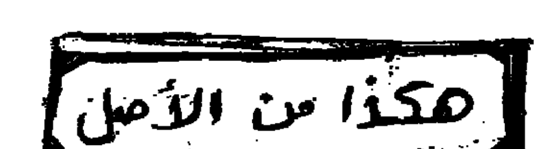
M. Mulroney s'est défendu d'avoir mis en danger les programmes sociaux et de développement régional en signant l'accord de libre-échange, au début de l'année, avec le président Reagan. Cet accord doit entrer en vigueur au 1er janvier 1989, si le Parlement l'approuve, c'est-à-dire si les conservateurs remportent à nouveau la majorité le 21 novembre ; il prévoit la suppression des 20 % restant de droits de douane et barrières tarifaires entre les deux pays.

Harcelé sur ce sujet par ses deux adversaires, le premier ministre a fait valoir que l'accord de libre-échange entraînera la création au Canada de deux cent cinquante mille emplois sur dix ans et permettra d'éviter les tentations protectionnistes des Etats-Unis.

M. Mulroney a également insisté sur le bilan économique de son gouvernement qui a fait du Canada, *a-t-il dit*, le *leader* des pays industrialisés occidentaux en matière de création d'emplois.

Le seul sujet sur lequel les trois dirigeants politiques ne se sont pas opposés a porté sur l'accord dit du « lac Meech » qui reconnaît, au Québec, le caractère d'une « société distincte ».





هكذا من الأصل

Amériques

ÉTATS-UNIS : splendeurs et misères de la campagne présidentielle

Rodéo électoral au Texas

(Suite de la première page.)

« *En tout*, dit-il, *nous aurons dépensé entre 7 et 9 millions de dollars. C'est beaucoup mais pas extravagant. Quant à notre infrastructure, elle est permanente* », et de désigner d'un geste panoramique la carte du Texas où deux cent quarante-deux têtes d'épingle marquent les deux cent quarante-deux comtés (la totalité) dans lesquels « *le sénateur entretient personnellement des correspondants toute l'année pour rester en contact avec les électeurs* ». Et Jack Devore d'ajouter dans un clin d'œil : « *Le sénateur est un homme prudent.* »

Pourtant, si prudent soit-il, « *Ol' Lloyd* » a été pris de court. Car, de manière assez perverse, l'appel de Michael Dukakis à le rejoindre sur le « ticket » démocrate a bouleversé ses plans. Comme l'explique en riant sous cape un banquier, ami des Bentsen : « *C'était comme si Lloyd s'était tiré dans les pieds en vantant pendant des mois aux Texans son idée de l'équipe idéale : Bush à la présidence, Bentsen au Sénat...* » Stratégie si ironiquement couronnée de succès que les républicains l'ont reprise à leur compte : « *Votez 100 % texan*, disent-ils, *George à la Maison Blanche, Lloyd au Capitole.* » Encore que, soit dit en passant, la « texanité » de M. Bush, venu autrefois chercher fortune dans le pétrole, n'est pas entièrement reconnue, bien qu'il entretienne une adresse fictive à Houston en louant une chambre d'hôtel à l'année. Selon le mot du *congressman* Kikaf de la Garza, « *ces Texans-là sont all hat and no cattle* » [tout dans le chapeau)].

N'est pas Kennedy qui veut...

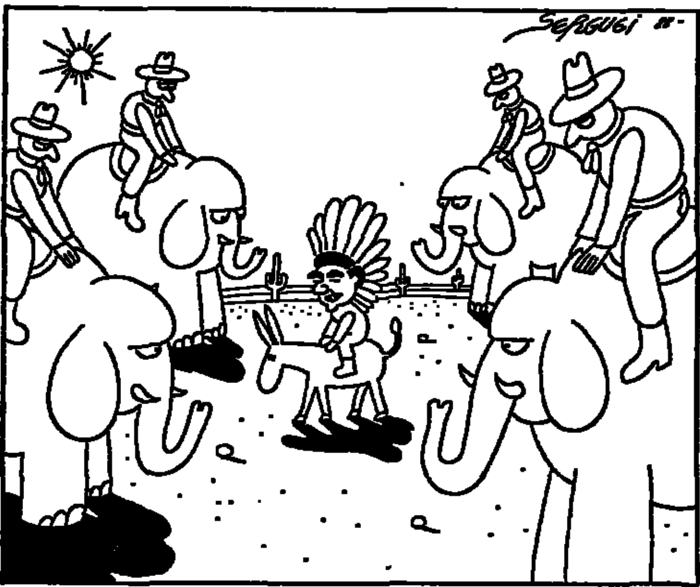
Pour « *Mike* » (Dukakis), en tout cas, ça commençait mal. Pourtant, les démocrates, plutôt apathiques jusque-là (dans un Etat qui a, par deux fois, plébiscité triomphalement Ronald Reagan aux dernières élections), ont été galvanisés soudain à l'idée de recréer l'« *axe Boston-Austin* » qui avait porté le tandem Kennedy-Johnson à la présidence en 1960. Vingt-neuf votes de grands électeurs et un Etat plus grand que la France, ça se mérite. D'autant que la fatalité des statistiques fait qu'aucun démocrate n'a jamais été élu à la présidence sans gagner auparavant au Texas.

Mais n'est pas Kennedy qui veut. « *Trop raide* », « *mesquin* », « *gauchiste mangeur de palourdes* », sont les compliments que déchaîne le peu charismatique gouverneur du Massachusetts. Ce qui est déjà un progrès car, au printemps dernier, Charles Wilson, élu démocrate de l'Etat, déclarait publiquement que « *jamais un nain pacifiste grec* » ne ferait la loi. Il est vrai que les rescapés des « *Yellow-dogs* », démocrates texans (1), lorsqu'ils n'ont pas rejoint les cohortes reaganiennes, froncent le nez de dégoût au seul nom de « libéraux ». Regrettant, comme le dit l'un d'eux, le bon temps où « *les libéraux n'étaient pas plus nombreux que les rochers émergeant de loin en loin dans la plaine* ». Lloyd Bentsen, ce fils de la vallée du Rio Grande, dont le conservatisme n'est pas en cause, avait réussi à leur vendre le « sudiste » Jimmy Carter à la présidentielle de 1976. Mais pour Michael Dukakis, le « *marketing* » est plus difficile.

D'autant que le gouverneur – « *el Duke* », dans les « *barrios* » – joue de malchance. A-t-il programmé un meeting avec Henry Cisneros, le populaire maire de San Antonio ? Celui-ci, en butte aux attaques de la presse pour son flirt avec une de ses assistantes, annule tout, annonçant à la place qu'il ne cherchera pas à être réélu. De même, lorsque Michael Dukakis entreprend, la semaine dernière, de louer l'auditorium municipal pour rallier à sa cause les militaires des cinq bases de San Antonio (dont les pensions, dit-il, sont « *menacées par les gadgets exotiques que veut faire construire George Bush* »), Oliver North, venu la veille, lui a coupé l'herbe sous le pied. S'adressant aux « *trois cent mille Texans employés par l'industrie de la liberté* » (comprendre : l'armée), le héros de l'Irangate, qui collectait au passage des fonds pour son futur procès, a déjà mis le drapeau de son côté. Et les sondages, jusqu'ici très serrés, de donner 5 à 10 points d'avance aux républicains.

Sous l'inévitable photo de « LBJ » (Lyndon B. Johnson), dont la date de naissance, le 23 août, est désormais fête d'Etat, George Christian, qui fut son secrétaire de presse avant de devenir un des oracles politiques texans, éclate carrément de rire : « *Ressusciter le fameux axe avec Boston ? Foutaise ! A l'époque, il n'y avait pas tant de concurrence. On disait même en riant : seuls les immigrés allemands, les Noirs et les armadillos (2) votent républicain au Texas ! Regardez aujourd'hui...* »

Que le « *Grand Old Party* » *ait* fait son trou depuis l'élection « historique » du républicain John Tower au Sénat, en 1961, est incontestable. Le GOP s'est taillé sa place au capitole local, s'adjugeant le gouvernorat, la tête de la cour suprême de l'Etat, et il a multiplié par dix sa représentation dans les comités. « *Pire*, explique encore George Christian, *les républicains nous ont pris l'initiative en se présentant à la fois comme le parti des jeunes et celui des valeurs traditionnelles. Ici, ça ne pardonne pas.* » Un simple coup d'œil sur les gros titres de la presse locale suffit pour s'en convaincre : débat sur la législation de la vente de cocktails alcoolisés dans un comté « sec » près de Dallas, mésaventures extra-conjugales d'un révérend baptiste ou encore bataille des associations qui militent pour le port d'une arme enfin invisible.



Le sondage des condamnés à mort

Un « terreau » des plus féconds pour la campagne patriotico-morale des républicains qui n'ont pas craint de forcer la dose, comme le dit Mark Sanders, un des stratèges du GOP à Austin, avec un art consommé de la litote : « *Au Texas, tout est toujours plus épicé qu'ailleurs.* » L'affaire ne manque pas de piment en effet : le QG républicain semble tout entier voué à la gloire de Michel Dukakis. Ses photos sont partout, mais dûment légendées : « *Au Massachusetts, M. Dukakis permet aux criminels condamnés de prendre des week-ends en permission spéciale* », ou encore à propos de l'avortement, « *le gouverneur laisse tuer les bébés* ». Enfin, pour faire bonne mesure, la semaine dernière, sponsorisés par les républicains, la sœur et le mari de deux victimes d'un « *permissionnaire du Massachusetts* » ont donné une série de conférences de presse édifiantes à travers l'Etat.

« *En arriver à de telles extrémités est une disgrâce nationale* », commente George Christian. « *La pire boucherie depuis la prise d'Alamo par les Mexicains* », ajoute Alberto Florès, un historien hispanique. La palme du reportage kitch dans une campagne au « ras de la prairie » revenant au *Houston Chronicle*, qui est allé sonder les condamnés à mort de l'Etat. Résultat, M. Dukakis a beau être contre le châtiment suprême, 63 % des condamnés préfèrent M. Bush. Explication de l'un des intéressés : « *Dans le couloir de la mort au Texas, on croit à l'exemplarité de la peine...* » Inutile de lutter.

La contre-attaque démocrate est venue sur le terrain économique aux cris de « *Où était George ?* ». Sous-entendu, que faisait-il lorsque, en 1983, la chute des prix du pétrole a stoppé net la croissance hyperbolique qui s'était jouée sur un autre coup de dé pétrolier, dans les années 70 ? Une récession plus dévastatrice qu'un cyclone. Des fortunes légendaires ont été englouties, telle celle de l'ancien gouverneur John Connolly, contraint, il y a quelques mois, à la liquidation. Prises au piège des prêts à l'immobilier, une centaine de banques ont dû être secourues, pas toujours avec succès, tandis que dans les tours de verre de Dallas et de Houston, bradées à la moitié de leur prix, des kilomètres de bureaux restaient désespérément vides. Le chômage avait atteint, lui, le record de la grande dépression.

Dans ce château de cartes à demi effondré, en dépit d'une légère reprise, les démocrates ont un atout majeur : Lloyd Bentsen. Le président de la commission des finances du Sénat, pour les pétroliers texans aux abois, c'était déjà la certitude d'une oreille attentive à Washington, mais, pour peu que celle-ci se trouve à la Maison Blanche, c'est inespéré. Michael Dukakis, à l'instigation de son colistier, n'a-t-il pas déjà promis un « *sommet bipartite sur l'énergie* » dès son arrivée au pouvoir ? « *Je pense sincèrement que M. Dukakis peut faire dans le domaine de l'énergie une ouverture comparable à celle que fit, jadis, Richard Nixon en Chine.* » L'homme qui parle, John Mobley, est un transfuge, des plus inattendus. Une des plus grosses fortunes d'Austin en gaz et en pétrole – et une bénédiction pour son parti politique, – M. Mobley, jusque-là ardent supporter de M. Reagan, a décidé de tourner casaque. « *Reagan n'était pas un mauvais homme et Dukakis est acceptable, mais je vote Bentsen. Lloyd est un manager hors pair.* » L'autre raison de ce revirement est plus personnelle. M. Mobley, qui a dirigé la campagne sénatoriale de 1970, au cours de laquelle Lloyd Bensen a écrasé George Bush, déteste le vice-président : « *Il n'est pas fiable, on le connaît trop ici.* »

Cette méfiance expliquerait, paraît-il, en partie le ralliement au camp Bentsen de plusieurs hommes d'affaires, pétroliers, mais aussi industriels du bois et du coton, durement touchés. Elle expliquerait du même coup le gonflement inhabituel des finances démocrates (le sénateur texan aurait récolté plus de 1,5 million de « dons » auprès de divers groupes d'intérêt). Une mobilisation qui fait sourire Mark Sanders : « *M. Dukakis n'oublie qu'une chose, parce qu'il ne la comprend pas : l'optimisme texan. Avec les indicateurs économiques à la hausse, le prix du bétail à la hausse et une récolte de coton qui s'annonce exceptionnelle, sa stratégie d'épouvante économique n'aura pas d'effet* ».

« Ton vote, c'est ta voix »

« *Su voto es su voz* », (« *Ton vote, c'est ta voix* ») : le panneau figure en bonne place dans le bureau de Bob Brischetto, au Southwest Voter Research Institute (SVRI) de San Antonio, l'organisme qui fait le plus autorité dans le pays sur l'étude de l'impact politique de la communauté latino-américaine. Ces voix hispaniques, à 95 % mexicaines au Texas et à 80 % démocrates, sont cruciales pour Michael Dukakis. Sa dernière chance, en somme. Elles lui ont déjà permis, en grande partie, de remporter la primaire démocrate de l'Etat au printemps dernier, avec 54 % des suffrages. « *Cette année*, explique M. Brischetto, *la participation des Mexicains américains devrait battre tous les records : leur nombre a doublé dans les années 70. A eux seuls, ils représentent le quart de la population de l'Etat.* » Cette fois, à Michael Dukakis l'avantage : ses origines de fils d'immigrants et son maniement parfait de l'espagnol lui donnent une nette préférence sur George Bush, obligé de promener sa belle-fille, Columba, d'origine mexicaine, comme gage de sa bonne foi. De plus, « *el Duke* » bénéficie, là encore, de la bonne réputation de l'indispensable Lloyd Bentsen dans les « *barrios* » et, dit-on aussi, des retombées de son aide « philanthropique » aux organisations hispaniques.

Malheureusement pour les démocrates, les chiffres recueillis par le SVRI montrent que sur les 2,6 millions d'hispaniques en âge de voter, un bon cinquième ne sont pas citoyens américains et, au bout du compte, un million seulement ont fait l'effort de s'inscrire sur les listes. Combien d'entre eux iront voter ? De plus, traditionalistes, conservateurs et catholiques, ils offrent une certaine prise à la propagande moraliste des républicains, notamment en ce qui concerne l'avortement. « *M. Bush a surestimé l'impact de son appel à la famille*, objecte M. Brischetto. *Dans un Etat particulièrement touché par les coupes effectuées par Ronald Reagan dans les budgets sociaux, et qui compte trois millions de pauvres (un cinquième de la population), parler famille, c'est surtout penser à la nourrir.* »

A San Antonio (hispanique à 54 %), un adulte sur deux et un enfant sur trois sont considérés officiellement comme pauvres. Dans le West-Side, les logements publics, délabrés, datent d'Eleanor Roosevelt, elle les a inaugurés en 1939. Une majorité d'immigrants clandestins s'y entasse pourtant, trop heureux. La seule innovation récente du quartier est une petite baraque de bois qui abrite la soupe populaire et les cours d'alphabétisation donnés par un couple d'anglos, Rod et Patti. « *Nous suivons des familles entières et pendant des mois*, explique Rod. *On essaie de les nourrir mais aussi de les intéresser un peu à la vie américaine. Voter ? On verra plus tard...* », et il se retourne, nerveux, vers un groupe qui arrive face à une pile de sandwichs. « *La nourriture*, précise-t-il, *est réservée uniquement à ceux qui ne bénéficient d'aucune autre aide.* » Sur le mur, à côté d'un poster de la Vierge, l'inévitable panneau « *Su voto es su voz* » a l'air bien désuet.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

(1) Ils voteraient pour un chien jaune pourvu qu'il soit démocrate.

(2) Sorte de tatou devenu fétiche de l'Etat.

L'assassinat du président John Kennedy

La télévision britannique croit avoir identifié une « french connection »

Le président américain John Fitzgerald Kennedy, assassiné à Dallas (Texas) en 1963, aurait été exécuté par trois tueurs professionnels marseillais qui agissaient pour le compte de la mafia corse, révèle un film documentaire qui devait être diffusé mardi 25 octobre par la chaîne indépendante britannique ITV.

Le réalisateur britannique Nigel Turner, auteur de ce film intitulé *Les hommes qui ont tué Kennedy*, croit avoir identifié les trois tueurs du président, dont deux, affirme-t-il, sont toujours en vie.

Dans le document, on voit une photo inédite, présentée comme celle de l'un des assassins. Celui-ci, déguisé en policier, serait en train de tirer sur le cortège présidentiel. Cette photo aurait été prise par un spectateur près du bâtiment où fut appréhendé Lee Harvey Oswald, qui fut, selon M. Turner, accusé à tort du meurtre du président Kennedy.

Nigel Turner, qui fut assisté dans son enquête au Texas par un écrivain américain, M. Steve Rivele, explique comment il a pu « *gagner sur place la confiance* » de plusieurs témoins oculaires qui, selon lui, avaient jusqu'à présent gardé le silence par crainte de représailles.

C'est à partir de ces témoignages et d'une enquête sur une filière corse de la Mafia que MM. Turner et Rivele auraient retrouvé la trace des trois tueurs marseillais. Les accusations de MM. Turner et Rivele s'appuient également sur le témoignage d'un trafiquant de drogue français, à qui on aurait proposé le contrat de l'assassinat du président Kennedy, et celui d'un ancien trafiquant devenu informateur. – (*AFP.*)

Alors qu'il effectuait une visite à Dallas (Texas) le 22 novembre 1963, le président John Kennedy, qui circulait dans une voiture découverte, était atteint de deux balles, dont l'une en pleine tête. Transporté au Parkland Memorial Hospital, il était déclaré mort peu après. La police arrêtait bientôt un suspect dans un cinéma où il s'était réfugié : Lee Harvey Oswald.

On apprenait que ce dernier, un ancien « marine », s'était expatrié en Union soviétique avant de rentrer aux Etats-Unis. Oswald, accusé d'avoir tiré sur le cortège présidentiel depuis la fenêtre du sixième étage d'un dépôt de livres scolaires, devait être assassiné à son tour, deux jours plus tard, lors de son transfert dans une autre prison. De manière tout à fait inexplicable, l'assassin d'Oswald, Jack Ruby, un patron de boîte de nuit de la ville, se trouvait sur le passage d'Oswald dans les sous-sols de la prison.

Ce ne sera pas le seul mystère de l'enquête menée par le président de la Cour suprême Earl Warren à la demande du président Johnson. Dix mois plus tard, les résultats de la commission Warren concluaient que Oswald et Ruby avaient chacun agi « seul », et qu'il n'y avait aucune évidence de « conspiration ». Conclusions qui, ne satisfaisant personne, ouvraient la voie à toutes les hypothèses. Entre autres, un « complot communiste », Oswald ayant été en relations avec le gouvernement cubain. Peu avant l'assassinat, il s'était rendu à l'ambassade de Cuba à Mexico.

Autre hypothèse : une vengeance de la mafia américaine dont certains chefs, après avoir rendu service à la CIA dans ses activités anticastristes, se sentaient menacés par l'action des frères Kennedy (Robert, qui sera assassiné plus tard, était ministre de la justice).

Politique

La campagne pour le référendum

Calmer ou dramatiser ?

La campagne officielle pour le référendum du dimanche 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie a commencé le lundi 24 octobre, sous deux éclairages apparemment contradictoires. D'un côté (M. Michel Rocard, le PS et le RPR), *la volonté de dramatisation est évidente*. De l'autre (M. François Mitterrand, M. Raymond Barre, les intellectuels du « Comité Calédonie-Fraternité »), le souci de calmer le jeu en assurant qu'il ne s'agit en rien de se prononcer, pour l'heure, sur l'indépendance du « Caillou », voire même que l'objectif est au contraire de chercher le meilleur *moyen d'assurer la présence française* sur le territoire.

Au milieu, ou plus exactement à côté, M. Jean-Marie Tjibaou, venu participer à la campagne en métropole, mais qui se veut relativement discret, en tout cas sur son but à long terme. A France-Inter, le lundi 24 octobre, il a déclaré qu'il demandait aux *« Français »* leur appui *« dans cette tentative fragile de construire la paix dans la décennie qui vient (...). Nous avons absolument besoin que cela dépasse une législature, et pour cela nous avons aussi besoin de l'appui solennel de la nation pour pérenniser les accords »*.

Partage des rôles ? Probablement. L'obsession des partisans du « oui » est de réduire, autant que faire se peut, le nombre d'abstentions. D'où leur souci d'expliquer qu'il ne s'agit pas d'un vote de confiance au président de la République, ou à la majorité, ni même de préjuger de l'avenir à long terme de la Nouvelle-Calédonie, sans pour autant décourager les partisans de son indépendance. C'est la tâche que s'est fixée M. Mitterrand dans son message adressé aux électeurs en même temps que le texte du projet de loi, quand il explique : *« Le référendum ne marquera ni le triomphe d'un camp ni la défaite d'un autre, aussi bien en Nouvelle-Calédonie qu'en métropole. »* M. Raymond Barre intervient dans le même sens. Voter « oui », c'est montrer, selon lui, que *« nous pouvons résoudre par le dialogue* (...) *les difficultés »* et que cela contribuera *« à ce que dans dix ans la Nouvelle-Calédonie choisisse de rester* (...) *au sein de la République française »* (*le Monde* du 25 octobre).

Position diamétralement opposée pour M. Jacques Chirac, qui, dans sa lettre aux « compagnons » du RPR, explique que la *« fierté »* du mouvement est de *« n'avoir pas sacrifié aux facilités démagogiques l'intérêt supérieur* (...) *de la France »*. Or *« l'intérêt supérieur »* exige que *« la Nouvelle-Calédonie reste française »*, ce qui laisse entendre qu'une réponse positive au référendum revient à prendre position pour cette indépendance.

Cette sévérité des chiraquiens a fourni à M. Rocard l'occasion de dramatiser son discours. En affirmant, le lundi 24 octobre au micro d'Europe 1, que la position de M. Alain Juppé envisageant une modification future de la loi référendaire revenait à se conduire *« comme des factieux »*, le premier ministre a repris une tactique utilisée par M. Mitterrand le jour où il avait annoncé son intention de briguer un deuxième mandat, quand il avait parlé des *« factions dont l'intolérance éclate tous les soirs »*. M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a repris le même jour la même idée, en se demandant si la direction du RPR *« ne cherche pas à faire la politique du pire* (...) *afin de chasser sur les terres de l'extrême droite »*.

De tels propos ne pouvaient rester sans réplique. M. Juppé y a répondu au micro d'*Europe 1* en affirmant que M. Rocard *« a visiblement la fièvre »* et que cela *« participe un peu de* (son) *énervement »*. Mais le secrétaire général du RPR a ajouté qu'il y avait dans le projet soumis au vote des citoyens *« une disposition anticonstitutionnelle, celle qui vise à priver des citoyens français de leur droit de vote en 1998. Ce qu'une loi fait, une autre peut le changer* (...) *S'il y a des choses à changer, c'est naturellement le législateur ou le peuple français qui les changeront »*.

La campagne va-t-elle pour autant s'animer ? En dehors du Front national, les partis de l'opposition ont l'intention d'être discrets, et de pratiquement se contenter de la campagne officielle sur *les chaînes publiques de radio* et de télévision. Le PS, lui, a tout intérêt à mobiliser. Il a donc demandé *« un effort intense de mobilisation »* à ses militants, et organisera huit meetings dont quatre avec M. Rocard (le premier le mardi 25 octobre à Belfort). De surcroît, il a demandé à M. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie, d'intervenir en son nom les mercredi 26, jeudi 27 et vendredi 28 dans la campagne télévisée pour raconter l'histoire de la Nouvelle-Calédonie. Judicieuse utilisation des compétences.

THIERRY BRÉHIER.

Le message du chef de l'Etat

« Ni le triomphe d'un camp ni la défaite d'un autre »

Voici le texte intégral du message adressé aux électeurs par M. François Mitterrand, avec le matériel de vote qu'ils ont reçu lundi 24 octobre pour le référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie. (Nos dernières éditions).

« Français, Françaises,

» Je vous demande d'apporter à nos compatriotes de Nouvelle-Calédonie la garantie de la France pour un avenir pacifique, une économie plus forte, une société plus juste.

» Il y a peu de mois, deux communautés s'affrontaient. Souvenons-nous des événements tragiques qui les ont déchirées et faisons en sorte que de tels drames ne se reproduisent plus. Or l'enchaînement qui conduisait à la guerre civile a été rompu. Les responsables calédoniens ont su refuser la violence et décider de vivre ensemble, en paix.

» Lorsqu'il y a cent trente cinq ans il fut pris possession de cette terre au nom de la France, des femmes et des hommes y vivaient depuis des millénaires, les Canaques. D'autres hommes et d'autres femmes, partis de la métropole, *contre leur gré ou librement*, les ont rejoints. D'autres encore sont venus du Pacifique, d'Asie ou d'Afrique du Nord. Chaque groupe humain a, en Nouvelle-Calédonie, son histoire, et les Calédoniens n'imaginent pas, pour leurs enfants, d'espoir hors de cette terre.

» La question qui vous est posée est simple : approuvez-vous le projet de loi qui organise l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, conformément à l'accord signé le 26 juin par les responsables des deux principales communautés, réunis par le premier ministre, M. Michel Rocard, à l'hôtel Matignon ?

» Cet accord prévoit qu'après une période de dix ans, c'est-à-dire en 1998, les habitants du territoire décideront librement leur destin par un scrutin d'autodétermination. D'ici là, la République devra assurer le dialogue entre tous, rétablir le droit partout où cela se révélera nécessaire, reconnaître au peuple canaque la légitimité de son enracinement sur sa terre, veiller à l'épanouissement des diverses cultures, faire disparaître les injustices et les exclusions, garantir l'égalité des chances et la formation de chacun.

» Pourquoi recourir au référendum ? Parce que les Calédoniens ont demandé que la France engage sa parole contre tout retour en arrière et que cette parole soit donnée solennellement par le peuple français. Sans référendum, il n'y aurait pas eu l'accord. Il en sera la consécration et en assurera la pérennité. Plus vous serez nombreux à dire oui, plus les Calédoniens seront encouragés à poursuivre dans la voie de la réconciliation, plus grandes seront les chances de l'avenir.

» Le référendum ne marquera ni le triomphe d'un camp ni la défaite d'un autre, aussi bien en Nouvelle-Calédonie qu'en métropole. Il consacrera la victoire de la paix. C'est ce que je vous demande aujourd'hui. »

Premier meeting à Paris

« L'affaire des citoyens »

Jean-Marie Tjibaou est là, silencieux, assis au premier rang entre Jack Lang et Louis Le Pensec. Mais s'il n'y avait eu la touchante naïveté de Guy Béart, le millier de personnes présentes à ce premier meeting du « Comité Calédonie-Fraternité », le lundi 24 octobre à la salle de la Mutualité à Paris, n'en auraient rien su avant la fin de la réunion. Les hommes de la politique étaient priés de se taire, pour laisser la parole à ceux de la littérature, du cinéma, de la science.

La fiction devait être préservée jusqu'au bout : *« Le référendum étant par essence,* comme le dit le président du Comité, Michel Piccoli, *l'affaire des citoyens »,* il ne faut pas laisser aux seuls partis politiques le soin de participer à la campagne. Pourtant les organisateurs de cette *manifestation n'avaient* rien trouvé à redire à la venue, non annoncée publiquement mais prévue, de Michel Rocard. Le premier ministre a finalement renoncé, retenu, officiellement, par ses activités de maire de Conflans-Sainte-Honorine.

La militante qui tenait fièrement *serré le drapeau de* « Kanaky », a elle aussi, vite compris qu'il aurait été malvenu de le déployer. Contrairement à la salle, la tribune assure que, comme le dit l'acteur-président, *« voter oui au référendum, ce n'est pas voter oui à l'indépendance »*. Alfred Grosser, scientifique de la politique, justifie cette prudence : il y a au sein du comité *« des gens qui ont l'habitude de signer beaucoup et des gens qui n'ont pas l'habitude de signer des textes collectifs. Il y a entre nous beaucoup de désaccord »,* notamment sur l'avenir souhaitable de la Nouvelle-Calédonie.

Vrai. Pour un Guy Béart qui s'écrie, malgré les mouvements divers de ses auditeurs : *« La Nouvelle-Calédonie est un morceau de la chair de la France »*, les longues références du politologue et du général Georges Buis aux *précédents* indochinois et algérien montrent bien l'obsession de ces intellectuels : assurer une décolonisation sans *« bain de sang »*, permettant, ainsi, le maintien de liens *« le plus étroits possible »* avec la France.

Les arguments de ceux qui se refusent à voter « oui » sont donc vite balayés. *« Ne pas user du droit de vote est une insulte à tous ceux qui se sont battus, ou se battent encore, pour l'obtenir »,* dit l'astro-physicien Jean Audouze. *« Ceux qui souhaitent que la Calédonie reste française doivent comprendre qu'il faut, pour cela, lancer, avant qu'il ne soit trop tard, un plan de développement des populations les moins favorisées du territoire »*, rappelle Alfred Grosser, qui explique aussi à ceux qui redoutent le plébiscite : *« C'est un des rares référendums totalement détachés de la confiance à un homme »*.

Et la crainte que l'abstention ne soit trop forte ? Cette fois le message d'Alfred Grosser s'adresse aux médias : *« Si vous ne parlez pas, ou peu, du référendum, ne venez pas pleurer après parce que la participation a été trop faible »*. Message reçu. Depuis longtemps.

Th. B.

Les déclarations à la radio et à la télévision

Le RPR, le PS et le CDS ont ouvert, lundi soir 24 octobre, la campagne officielle à la radio et à la télévision pour le référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

● **LE RPR :**

« Impossible de répondre « oui » et de répondre « non. »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a affirmé : *« Nous sommes devant une question à laquelle il est impossible de répondre oui et à laquelle il est impossible de répondre non. Le courage, le choix politique que nous faisons, c'est de ne pas participer. »*

Avec, derrière lui, une carte du monde où figure au centre la Nouvelle-Calédonie, le dirigeant du RPR a d'abord écarté le vote *« oui »* parce qu'en 1998 *« tout le monde ne pourra pas voter »*. *« C'est inacceptable et cela pourrait avoir un effet de contagion dans les départements d'outre-mer et pourquoi pas en Corse ? (...) Ces accords ne vaudront que par la manière dont ils seront appliqués au cours des annés et nous ne faisons pas confiance aux socialistes pour les appliquer avec impartialité »*, a-t-il dit. *« Nous avons aussi écarté le vote « non », car nous ne voulons pas désavouer nos compatriotes qui, depuis des années, sont confrontés à la violence »*, a-t-il ajouté.

● **LE PS :**

« Il n'y a pas de place pour l'indifférence. »

Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a affirmé au nom du PS que *« les Calédoniens nous demandent de signer avec eux leur acte de réconciliation, de partager leur espoir de paix. Il n'y a pas de place pour l'indifférence. »* Des images de ce territoire ainsi que des embrassades entre Canaques et caldoches ont précédé l'interview de M. Le Pensec par Marie-France Cubbada. *« Pourquoi un référendum ? Parce que les Calédoniens nous l'ont demandé »*, a déclaré M. Le Pensec. *« Il faut savoir qu'en douze ans il y a eu sept statuts de votés sur la Nouvelle-Calédonie. Chaque majorité nouvelle défaisait ce que l'autre avait bâti, et il y a donc, chez les Calédoniens, le souhait de voir leurs accords entrer dans la durée »*, a-t-il souligné. *« Les Calédoniens sont d'accord pour ne pas poser la question de l'indépendance pendant dix ans. C'est en 1998 que la question sera posée. Jusque-là les Calédoniens, indépendantistes, non indépendantistes, sont tombés d'accord pour considérer qu'il y avait autre chose à faire »*, a-t-il encore indiqué.

● **Le CDS :**

« Notre oui interdit toute récupération politique. » M. Pierre Méhaignerie, président du Centre des démocrates sociaux, a déclaré d'emblée qu'il se trouvait *« dans l'opposition »* mais qu'il disait « oui » aux accords conclus entre le RPCR et le FLNKS. *« Je dis oui à ces accords parce que j'estime qu'ils sont une chance de réconciliation entre les communautés et de paix en Nouvelle-Calédonie »*, a-t-il dit, tout en précisant que son *« oui » est clair et exigeant »*. *« Nous nous plaçons au niveau de l'intérêt général et du sens de l'Etat et notre « oui » interdit donc toute récupération politique »*, a-t-il ajouté.

Pour sa part, M. Henry Jean-Baptiste, député CDS de Mayotte, a affirmé qu'en approuvant le référendum, il n'approuve pas l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.

Politique

sur la Nouvelle-Calédonie

La lettre de M. Chirac aux militants du RPR

« Un processus dangereux »

M. Jacques Chirac, président du RPR, a adressé à tous les adhérents de ce mouvement la lettre suivante, datée du 20 octobre 1988 :

« Au terme d'un très large débat, notre mouvement a démocratiquement arrêté ce que doit être notre attitude le 6 novembre prochain : nous avons décidé de ne pas voter.

» C'est l'idée que nous nous faisons de l'intérêt de la France qui a déterminé notre position. Or l'intérêt de la France, c'est que la Nouvelle-Calédonie reste française.

» Parmi les idées fortes que nous a laissées le général de Gaulle, il y a le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. J'ai toujours dit pour tout territoire ou département d'outre-mer que, si un jour une consultation démocratique conduisait une majorité d'électeurs à se prononcer pour l'indépendance, ce serait notre honneur d'en tirer instantanément les conséquences. Tel n'est pas le cas de la Nouvelle-Calédonie qui a choisi massivement, le 13 septembre 1987, de rester française.

» Le président de la République a cependant décidé de soumettre à référendum les accords conclus par le RPCR et le FLNKS portant sur de nouvelles dispositions statutaires et préparatoires à un nouveau référendum d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie.

» Nous nous sommes toujours opposés, avec nos amis de l'UDF, à une telle procédure, qui s'applique mal à un projet de loi complexe de 97 articles. Un vote du Parlement, au terme d'un débat qui aurait pu emporter l'adhésion solennelle de l'ensemble des familles politiques, nous paraissait plus approprié pour sceller les accords et garantir leur conformité à nos institutions. Nous n'avons pas été entendus.

» Dès lors, il nous fallait répondre à la consultation proposée par le gouvernement socialiste.

» La France est présente dans le Pacifique Sud ; son intérêt est d'y rester. Il suffit de voir avec quelle vigueur nos adversaires essaient de nous en faire partir pour comprendre que nous devons y demeurer. Nous avons d'ailleurs vocation à y être présents demain encore plus que par le passé, pour des raisons stratégiques, politiques et économiques.

« Facilités démagogiques »

» Or le processus dans lequel cherchent à nous entraîner les socialistes est dangereux.

» Dangereux pour la démocratie : les accords conclus entre le RPCR et le FLNKS ne vaudront en effet que par l'application qui en sera faite dans les années qui viennent. Comment pouvons-nous faire confiance aux socialistes pour les appliquer de manière impartiale ? Pour ne pas privilégier systématiquement les indépendantistes ? Pour que des pressions ne soient exercées quotidiennement sur nos compatriotes afin qu'ils quittent le territoire ?

» Dangereux pour nos institutions : comment pouvons-nous sérieusement approuver une décision à partir de laquelle des Français vivant depuis dix ans en Nouvelle-Calédonie pourraient être privés de leur droit de vote, alors que c'est leur destin même qui est en jeu ? Au nom de quel principe moral pourrions-nous accepter une telle mesure ?

» Dangereux pour la France : où conduirait le processus mis en place par les socialistes pour la Nouvelle-Calédonie s'il était sérieusement engagé ? Il créerait, soyez-en persuadé, un précédent qui serait invoqué par d'autres minorités séparatistes dans d'autres parties du territoire national. A terme, c'est l'identité même de notre pays qui serait menacée.

» Nous ne pouvons donc pas cautionner une telle entreprise en votant pour le référendum proposé.

» Alors, me direz-vous, pourquoi ne pas voter non ?

» Parce qu'il a la paix, fragile peut-être, mais que nous souhaitons. Parce qu'il y a ce retour du dialogue entre les différentes communautés — enfin accepté par tous, — illustré par la poignée de main entre Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou. Parce qu'il y a la volonté qui fut déjà la nôtre de 1986 à 1988, de développer en priorité la partie mélanésienne de l'île.

» Enfin, et surtout, nous ne pouvons pas dire non à nos amis calédoniens, qui attendent notre solidarité sans nous demander de l'exprimer par un « oui ». Ils savent que, comme de 1981 à 1986, seule notre vigilance permettra de préserver leur avenir.

» C'est pourquoi, et compte tenu des circonstances dans lesquelles a été décidé ce référendum, la non-participation est apparue à notre mouvement comme la seule attitude responsable.

» C'est, pour le 6 novembre, notre mot d'ordre. Il nous appartient de l'expliquer et d'amener le plus grand nombre de Françaises et de Français à y souscrire.

» En refusant de voter, notre fierté sera de n'avoir pas sacrifié aux facilités démagogiques l'intérêt supérieur de notre pays et la grandeur de la France.

Avec ma confiance et mon amitié, bien cordialement. »

Cette lettre est accompagnée de l'« encadré » suivant :

« Ne pas voter, ce n'est pas empêcher le scrutin, ni refuser de surveiller son déroulement.

» Ceux d'entre vous qui sont maires, adjoints et conseiller municipaux doivent naturellement, conformément au code électoral, présider les bureaux de vote.

» Il appartient également au RPR, comme le prévoit le décret portant organisation du référendum pour toutes les formations politiques représentées au Parlement, de désigner dans chaque bureau de vote un assesseur, un assesseur suppléant, un délégué, un délégué suppléant, ainsi que des scrutateurs.

» Un mandataire départemental sera désigné pour assurer la coordination de cette mission au nom du Rassemblement. »

La campagne du CIC contre l'abstention

Trois spots pour le vote

Combattre l'abstention lors du référendum du 6 novembre sur la Nouvelle-Calédonie. Faire comprendre aux Français, selon les termes de M. Jean-Christian Barbé, président du Centre d'information civique (CIC), que *« le référendum est un facteur impératif de la participation des citoyens à la vie de la nation et qu'il faut voter. Que ce soit par le « oui », le « non » ou le bulletin blanc dont nous défendons la valeur : il permet en effet à ceux qui le souhaitent de manifester leur civisme tout en affirmant ainsi ne pas rejeter, ni approuver la question posée ».*

Pour défendre cet acte de foi, le CIC a choisi — bien avant la prise de position du RPR — de lancer une campagne d'explication et de sensibilisation par médias interposés (coût total : 5,4 millions de francs). Quatre mille deux cents affiches prônant la participation au vote (*« Vous êtes la voix de la France, votez »*, dit le message surmonté de l'image d'une main glissant un bulletin orange dans une urne) ont été placardées. Le 31 octobre, France-Inter répondra aux questions que se posent les auditeurs sur le référendum. Le minitel (36-15, code d'accès CICINFO), le téléphone — 16 (1) 45-44-41-66 — mais aussi la presse, à laquelle sera proposée une pleine page, ont été sollicités.

Le CIC a publié un bulletin spécial, rédigé par des bénévoles, qui fait le point sur l'histoire et le sens du référendum. Le ministère de l'éducation nationale en a commandé dix mille exemplaires, à destination des établissements scolaires.

En plus du message radio livré aux stations périphériques et aux radios locales privées qui en feront la demande, le CIC a réalisé avec l'agence de publicité Ulysse (groupe Eurocom-Havas) trois spots de quarante-six secondes. Trois petits films en noir et blanc, qui mettent en scène un couple de quinquagénaires, une jeune mère et sa fillette, un jeune homme qui, tous, à différents moments de la journée du 6 novembre, ont le « réflexe-vote ». Trois situations extraites de la vie quotidienne, dans lesquelles le public pourra facilement se reconnaître. Le format inhabituel de ces spots — en général, un film publicitaire dure trente ou quarante-cinq secondes — est dû à leur contrepoint musical, un extrait (impossible à tronçonner) du *Dixit Dominus* de Haendel, chargé de leur donner une majesté tonique.

Ces trois petits bijous évitent les travers de ce genre de film. *« Comme M. Barbé, je refuse la gadgétisation du discours politique »*, note M. Claude Posternak, PDG et directeur de création d'Ulysse. Ni flons-flons donc, ni effets spectaculaires. Ces spots seront diffusés gratuitement par les chaînes. Devoir civique, oblige.

Y.-M. L.

La préparation des élections municipales

● **BRON (Rhône).** — Maire de Bron depuis 1971, M. André Sousi a renoncé, vendredi 21 octobre, à exercer cette fonction. Il est remplacé provisoirement par M. Georges Richard, son premier adjoint, l'élection du nouveau maire de cette commune de la banlieue lyonnaise devant se dérouler le 2 novembre prochain. Cette décision de M. Sousi met fin au conflit qui l'opposait à M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS et adjoint au maire de Villeurbanne, qui avait déposé sa candidature auprès des instances socialistes du Rhône, pour conduire la liste municipale à Bron en mars 1989. Choqué par l'annonce de cette candidature, M. Sousi, qui est membre du conseil général et de l'assemblée régionale et qui devait se mettre en conformité avec la loi limitant le cumul des mandats, a préféré renoncer à sa fonction de maire *« avec tous les risques que cela comporte*, selon lui, *pour les élections municipales »*. M. Sousi souhaitait, pour sa part, briguer un troisième mandat en prenant M. Queyranne comme second de sa liste.

● **LANNION (Côtes-du-Nord).** — M. Yves Nédelec, maire (RPR) de Lannion depuis 1983, ne briguera pas un second mandat aux municipales de mars 1989. *« La haine politique des uns, alliée à un manque d'objectivité des autres, ne m'ont pas permis d'aborder avec la sérénité voulue la construction du Lannion de l'an 2000 »*, a-t-il affirmé. Faisant allusion à la vive opposition suscitée, au sein même de sa majorité, par deux de ses projets (un centre d'art et de loisirs et l'aménagement du port), M. Nédelec a conclu : *« Cette passion et cet aveuglement me conduisent à prendre un peu de recul. »*

● **MARLY-LE-ROI (Yvelines).** — MM. Michel Péricard (RPR) et Pierre Léquiller (UDF-PR), tous deux députés des Yvelines, viennent d'entériner officiellement la décision de M. Yves Guibert (divers droite) de conduire la liste d'union de l'opposition à Marly-le-Roi. La tête de liste UDF-RPR entend ainsi déjouer *« les fantasmes politiques »* de M. François-Henri de Virieu, responsable de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, qui se présente comme le successeur de M. Jean Béranger, conseiller d'Etat et actuel maire (MRG) de Marly-le-Roi. Le journaliste de télévision avait annoncé, le 5 octobre, son intention de conduire une liste de *« rassemblement, d'expérience et de renouveau »*, qu'il a définie comme n'étant *« ni de droite ni tout à fait de gauche »*.

● **RENNES (Ille-et-Vilaine).** — M. Edmond Hervé, député socialiste d'Ille-et-Vilaine et maire de Rennes depuis 1977, a été désigné, samedi 22 octobre, « à l'unanimité » comme tête de liste aux municipales de mars prochain.

● **THONON-LES-BAINS (Haute-Savoie).** — M. Pierre Mazeaud, député (RPR) de la 5e circonscription de Haute-Savoie et maire de Saint-Julien-en-Genevois, a annoncé, dimanche 23 octobre, qu'il ne briguera pas un nouveau mandat à Saint-Julien en mars prochain, parce qu'il conduira la liste de l'opposition à Thonon-les-Bains. M. Mazeaud a justifié son choix en jugeant normal de se présenter dans le chef-lieu de la circonscription où il a été élu député en juin dernier.

Bataille pour la succession de M. André Rossinot à la tête du Parti radical

Depuis quatre ans, les congrès du Parti radical se suivent et ont une fâcheuse tendance à se ressembler. Mêmes hommes, mêmes petites ambitions, mêmes gros traquenards. Le prochain congrès fixé aux 10 et 11 décembre prochain a toute chance de ressembler au petit jeu des chaises musicales. Sur la petite chaise de président de cette vieille maison de la place de Valois, M. André Rossinot, qui, sans vergogne, joue la comédie du « j'y suis, j'y reste ».

Une comédie en quatre actes. Octobre 1985 : président depuis deux ans, M. Rossinot est réélu pour un nouveau mandat de deux ans, qui, statutairement, doit être le dernier. Première correction : il pourra obtenir une prolongation d'un an en cas d'élections nationales, législatives ou présidentielles. Résultat : en octobre 1987, M. Rossinot est, sans problème, réélu président, jusqu'à la fin de 1988.

Une autre manœuvre de M. Rossinot aura pour lui l'effet d'un boomerang. En 1985, alors qu'il est pénétré de la foi barriste, donc converti à l'anticohabitation, il fait voter l'incompatibilité entre le mandat de président ou de secrétaire général et un quelconque poste ministériel afin de briser toute concurrence.

Mais la nature radicale étant ce qu'elle est, le décor change un an plus tard, et M. Rossinot abandonne M. Barre pour se jeter dans les bras de M. Chirac. Vive la cohabitation ! Il devient ministre des relations avec la Parlement et se retrouve pris à son propre piège. Qu'à cela ne tienne ! Il fait annuler la mesure prise douze mois plus tôt. Conscient des aléas de la providence républicaine, le ministre tient à rester président quand il ne sera plus ministre.

Le quatrième acte se joue fin 1987, lorsque M. Rossinot tente de briser la limitation à quatre ans du mandat présidentiel, instauré en 1959 pour vaincre définitivement le syndrome Herriot. En vain. Occupé à déclencher un semblant de mobilisation derrière le candidat Barre, le congrès extraordinaire de janvier 1988 décide de repousser cette question à des lendemains meilleurs. En espérant secrètement que d'ici là M. Rossinot aura pris toute la mesure de cette farce. C'était mal le connaître puisque voilà aujourd'hui ce sujet revenu sur le tapis valoisien.

Absence de débat sur l'ouverture

Sur ce tapis, un homme vient déjà de tirer : l'ancien ministre aux collectivités locales, adjoint au maire de Paris, M. Yves Galland, qui, devant le comité exécutif du parti tenu samedi 22 octobre, a officiellement fait acte de candidature à la présidence. Dans une lettre de huit pages aux militants du parti, M. Galland, tout en s'efforçant de rester sur un terrain strictement politique, porte une critique sévère du bilan présidentiel de M. Rossinot, lui reprochant de n'avoir pas su arrêter *l'« affaiblissement de l'influence »* du parti, marqué, selon lui, *« par une érosion régulière venant de l'aile gauche »* et de faire preuve *« d'un positionnement politique de plus en plus flou, hésitant ou contradictoire »*.

Partisan d'un *« approfondissement du dialogue »* avec tous les radicaux, du Mouvement des radicaux de gauche, mais aussi avec l'Association des démocrates de M. Michel Durafour, à qui M. Rossinot a déclaré la guerre, M. Galland regrette de voir son parti *« absent du débat sur l'ouverture »* et propose aux radicaux *« d'approfondir et d'identifier l'opposition radicale »*. M. Rossinot devait répondre à cette contre-attaque de M. Galland au cours d'une conférence de presse, mardi 25 octobre.

Un homme regarde, non sans amusement, se dérouler cette partie de petits bras de fer : M. Didier Bariani, secrétaire général du parti, président jusqu'en 1983 et qui voudrait bien le redevenir pour redorer sa dernière carte de visite de maire du vingtième arrondissement de Paris. M. Bariani sera, le cas échéant, prêt à se dévouer pour sauver la tête du parti. Mais, ayant lui-même proposé, en 1983, la modification de statuts que M. Rossinot réclame aujourd'hui, l'ancien secrétaire d'Etat aux relations extérieures est contraint de se souvenir de quelques dernières notions de diplomatie...

DANIEL CARTON.

PROPOS ET DÉBATS

M. Krivine : « M. Rocard n'a rien compris »

Porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR-trotskistes), M. Alain Krivine a affirmé, lundi 24 octobre, que *« M. Rocard n'a rien appris de ses prédécesseurs de droite »* et *« n'a rien compris à la grève des infirmières »*. *« La thèse du complot pour justifier son refus de négocier avec la Coordination,* a ajouté M. Krivine, *témoigne d'un mépris aristocratique vis-à-vis d'un mouvement de masse qui n'a pas besoin d'assistants. »* Le dirigeant de la LCR répondait ainsi aux propos tenus, le matin même sur *Europe 1*, par le premier ministre, selon lesquels il était *« difficile de négocier avec les assistants de M. Krivine »* dans le conflit des infirmières.

M. Poperen : un calendrier

M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a déclaré, le lundi 24 octobre au cours de l'émission « Face au public » sur France-Inter, au sujet des grèves dans la fonction publique, que *« le gouvernement aurait intérêt (...) à considérer que cette sorte de coup de semonce (...) doit être prise très au sérieux »* et à travailler pour qu'il *« N'y ait pas de prochain coup de vent, parce qu'on aura, d'ici-là, mené la négociation (...) et, donc, abouti à un compromis »*.

Observant que, parmi les socialistes, *« personne ne suggère une autre logique économique »*, M. Poperen a expliqué que, la gauche ayant mis fin à l'indexation des salaires sur la hausse des prix, *« s'il n'y a pas une autre corrélation établie (...) entre la croissance et le plus juste partage, c'est le règne du libéralisme sauvage »*.

Selon lui, au-delà de la question du rattrapage du pouvoir d'achat qui, *« sans doute (...), est posée »*, les fonctionnaires *« veulent surtout (...) un calendrier »*. *« Ils veulent savoir,* a-t-il dit, *dans la mesure où les promesses d'un 3 % à 3,5 % de croissance seraient tenues dans l'année qui vient, ce que cela voudra dire pour eux au milieu de l'année qui s'annonce »*, et ultérieurement.

Selon M. Poperen, le groupe majoritaire à l'Assemblée nationale n'a pas à être *« le petit doigt sur la couture du pantalon »* devant le gouvernement, mais les socialistes, *« tous sur le même bateau, ont intérêt à ce [qu'il] vogue bien et arrive au port »*.

Politique

Un colloque de l'Institut de la décentralisation

Les élus locaux confrontés au désintérêt des citoyens

Les élus locaux sont-ils encore les représentants traditionnels des citoyens face au pouvoir ? Les conseillers généraux issus des urnes lors des dernières cantonales n'ont pas manqué de se poser cette question... existentielle après que plus de la moitié du corps électoral eut boudé le scrutin du 25 septembre et du 2 octobre. Cet absentéisme est-il simplement conjoncturel ou révèle-t-il une crise plus profonde, celle de la représentation ? Au-delà, cette crise remet-elle en cause les fondements de la légitimité politique ? L'Institut de la décentralisation (1), présidé par M. Paul Graziani, ancien président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine, s'est interrogé sur ces thèmes, lundi 17 octobre, à Paris, au cours d'une journée d'études organisée au Sénat.

Nul ne conteste, en effet, la distorsion qui existe entre l'action de la classe politique locale et les attentes du corps électoral, qui se comporte de plus en plus, comme l'a fait remarquer l'un des rapporteurs de cette table ronde, en *« consommateur exigeant à l'égard des élus »*. Cette distorsion est d'autant plus grande que la vie politique est entrée, grâce aux médias, dans la vie quotidienne des électeurs. L'appel à la société civile et la création de commissions *ad hoc* sont d'ailleurs symptomatiques de la volonté des acteurs politiques de combler la distance qui les sépare des citoyens. S'agit-il pour autant d'une remise en cause fondamentale du principe de légitimité ?

Cela relève davantage, selon les participants, d'une adaptation des élus aux nouvelles règles du jeu désormais commandées par l'efficacité économique et fixées, sur le plan local, par la décentralisation entrée en vigueur en 1982. Cette mutation du rôle de la classe politique locale reste toutefois encore largement incomprise des citoyens, qui, comme l'a constaté M. Jean Gatel, député (PS) du Vaucluse et ancien secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale, *« pataugent »* dans les compétences des différentes collectivités locales.

Si la fonction essentielle des élus demeure celle de médiateur entre pouvoir central et électorat, elle s'est aujourd'hui adaptée. Auparavant, la classe politique territoriale assurait *un rôle régulateur entre un Etat* très centralisé, dépositaire du pouvoir décisionnel et des moyens financiers, et des collectivités locales très diverses et placées sous la tutelle *administrative des préfets*. Aujourd'hui, l'Etat-providence est en crise, et les trois échelons territoriaux, qui se partagent des compétences étendues, ont perdu leur identité à force de se concentrer sur des contraintes de gestion.

Des « professionnels »

Car l'efficacité économique passe par une professionnalisation accrue des élus, susceptible, à terme, de couper ces derniers de leur base électorale. Ce risque est encore renforcé par la loi limitant le cumul des mandats, révélatrice d'une hiérarchie des différents niveaux locaux, en fonction de l'intérêt que la classe politique leur porte. En effet, ces dispositions législatives vont engendrer, selon M. René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques, *« un partage des élus entre les législateurs et les hommes de terrain »* qui peut, selon lui, *« faire décoller le pouvoir législatif de la réalité »*.

Dans ce contexte mouvant, il revient aux élus, a estimé M. Jean-Pierre Worms, député (PS) de Saône-et-Loire, de *« développer un partenariat entre l'univers politico-administratif et les moyens de traitement de la demande sociale »*, cette dernière ne s'exprimant plus seulement à travers les relais traditionnels que sont les partis politiques, les syndicats ou encore le réseau associatif.

M. Gatel s'est demandé si *« la réalité du pouvoir local appartenant aux départements, la France peut encore se permettre de travailler au niveau départemental face à la concurrence des immenses régions étrangères »*.

Le débat dépasse celui de savoir à quel échelon local (région, département, commune) doit revenir le pouvoir décisionnel, a fait observer M. Christian Pellarin, président de la SARI (société d'aménagement, notamment de la Défense). On doit, selon lui, remédier à la *« parcellisation »* du pouvoir local français non seulement en développant une solidarité intercommunale mais en raisonnant aussi à l'échelle de « bassins » plus vastes correspondant aux réalités économiques, tels que ceux du TGV, par exemple.

Les choix politiques sont-ils encore conciliables avec les exigences économiques et sociales du nouveau rôle de l'élu local ? Bien sûr, a répondu M. Gatel, qui a rappelé que l'ambition de la classe politique est de mettre en œuvre un projet de société et de remplir non seulement une fonction de gestion du quotidien mais surtout celle d'anticipation.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE.

(1) L'Institut de la décentralisation, 2-16, boulevard Soufflot, 92015 Nanterre Cedex. Tél. : 47-25-40-57.

BIBLIOGRAPHIE

« La République du centre »

Un spécialiste de l'histoire de la Révolution française qui analyse le tronc biséculaire qui conduit les mythes et utopies issus de 1789-1793 à leur épuisement historique *dans l'actuelle décennie* ; un historien de la IVe République et excellent polémiste qui s'emploie à liquider la nouvelle résurgence du projet de « gouvernement par les centres » ; un spécialiste du syndicalisme et du libéralisme classique qui diagnostique les caractéristiques françaises de la crise des formes traditionnelles de représentation ; ces trois études de dimension variable ne soulèvent pas simplement l'intérêt du lecteur par le brio de leurs auteurs et la solidité de leur argumentation, mais surtout par les questions qu'elles suggèrent.

Car, *aujourd'hui, tout le monde* est d'accord pour partager le jugement de François Furet sur l'usure des utopies révolutionnaires engendrées par la Grande Révolution, sous leur forme originaire (républicanisme jacobin) ou dérivée (le jacobinisme léniniste et ouvriériste), du fait de leur accomplissement pour une part (fin de la querelle Eglise-Etat et de la remise en cause des « acquis » de 1789), de leur dépassement pour d'autres (nationalisme jacobin, par exemple). De même, la « banalisation » de la vie politique sous la pression des réalités (quelle marge de manœuvre, même idéologique, pour un Etat moyen enserré dans une économie ouverte, qui ne dispose plus que d'une souveraineté limitée, au niveau européen mais aussi mondial ?) est un constat mélancolique qui n'est guère contesté. Enfin, la difficulté du personnel politique et social (syndicats) à trouver de nouvelles formes de légitimité représentative est plus que jamais à l'ordre du jour en ces temps de spontanéisme catégoriel (les fameuses « coordinations »).

Cela dit, il reste l'essentiel, c'est-à-dire passer du diagnostic désabusé au dégagement de perspectives. Depuis des siècles (et déjà avant la Révolution), la politique française a fonctionné à coups de mythes et d'idéologies (utopies rationalisatrices ou se voulant telles). Le fait que les idéologies et mythes anciens s'usent ne signifie nullement que d'autres ne surgiront pas. La difficulté *aujourd'hui est que l'on ne discerne pas de « nouveaux bricolages idéologiques »* (pour reprendre l'heureuse formule de François Bourricaud) en gestation. Le reaganisme en a été un, puissant, aux Etats-Unis et dans le monde occidental, mais il n'a trouvé que de pâles émules en France. Le lepénisme est, une sorte de bricolage idéologique mineur, addition des rebuts des bricolages anciens qui ne peut durer qu'un temps.

A gauche, l'utopie écologiste n'a guère trouvé de tremplin solide, à l'inverse de nombreux pays européens. Pas de base sociale, mais aussi peu de « bricoleurs » : la disparition et le non-remplacement de « grands intellectuels » capables de servir de maîtres à penser, de créer des écoles et de faciliter les bricolages *idéologiques se font* cruellement sentir. L'absence de personnages d'envergure dans le monde politique et social en est un autre signe, et, dans un pays où le ressort charismatique est un des éléments constitutifs majeurs de toute légitimité, on ne peut que constater le déficit actuel et provisoire.

A la merci de la conjoncture

Que dire alors du discours sur le centre ? François Furet souligne à juste titre que, sur le plan idéologique, c'est un discours par défaut, du fait de la crise des idéologies socialistes et conservatrices. Jacques Julliard ne fait que rappeler une évidence lorsqu'il relève à la fois la quasi-disparition des partis centristes d'hier (démocratie chrétienne, radicalisme) et le fait que le système institutionnel électoral de la Ve République implique, dans sa structure bipolaire, le gouvernement au centre par la coalition victorieuse : simplement il omet de signaler que, si la gauche ne l'a découvert qu'en 1983, le gaullisme et ses succédanés l'avaient compris d'emblée (du rassemblement gaullien aux formules giscardiennes) et que c'est du fait de cette clairvoyance qu'ils ont pu gouverner sans interruption jusqu'en *1981* mais aussi perdre le pouvoir depuis (faute d'un parti modéré ayant, comme les socialistes depuis 1984, son point d'équilibre plus près du centre que des *extrêmes*).

Surtout, Jacques Julliard relève bien (au point de tomber parfois dans ce travers) que les réflexions d'aujourd'hui sur le « centrisme social » pèchent par leur ambiguïté : depuis Valéry Giscard d'Estaing, la recherche du « groupe central » qui constituerait l'assise sociale du gouvernement au centre est à l'ordre du jour : l'émergence des classes moyennes salariées, le déclin de la classe ouvrière traditionnelle, nourrissent ces tentatives, que l'on retrouve aussi à gauche (au dernier congrès du Parti socialiste) mais sans qu'un « bricolage idéologique » crédible soit capable d'amalgamer cet ensemble : est-ce parce qu'il est récent ? Après tout, voici encore sept ans, sociologues et politiciens de gauche exaltaient encore la « majorité sociologique » qui constituerait la base « naturelle » de la gauche unie. Et bon nombre d'hommes et de femmes de gauche y croient encore.

Surtout, il ne faut pas confondre ce groupe central – clientèle électorale et sociale à amalgamer et à conquérir – et l'élite du pouvoir ou du moins celle qui s'autoproclame *telle par l'entremise des médias. On* peut sérieusement douter que ce « microcosme » bruyant constitue la véritable classe dirigeante, comme on a tendance à s'en convaincre facilement, *surtout* lorsque l'on participe soi-même à la société médiatique en question : une étude sérieuse des processus de décision dans les domaines économiques, sociaux et *administratifs* clés *démontrerait* facilement le contraire.

En achevant de nous convaincre qu'un mouvement idéologique biséculaire se termine et que, vraisemblablement, une conjoncture politique longue touche aussi à sa fin, les auteurs de *la République du centre* ont fait œuvre utile. A d'autres maintenant de s'attacher, en y prenant le temps nécessaire, à l'étude des tendances nouvelles qui commencent à façonner la société française et qu'il n'est guère facile de déceler lorsqu'on se trouve soi-même à la merci du cadre étroit de la conjoncture.

HUGUES PORTELLI.

★ *La République du centre*, Calmann-Lévy, 182 p., 89 F.

هكذا من الأصل

Dès aujourd'hui, Une seule carte protège vos achats contre Vol, Perte et Casse, pendant 90 jours.



Assurance Automatique Achats.
Exclusivement, automatiquement, sans frais supplémentaires.

L'Assurance Automatique Achats est une toute nouvelle manière de protéger virtuellement tout ce que vous achetez. Parce qu'à partir du 25 octobre 88, vos achats effectués avec la Carte American Express seront automatiquement assurés pendant 90 jours contre perte, vol et casse. Dès l'achat. Où que vous l'ayez effectué.
L'Assurance Automatique Achats vous rembourse là où les autres polices d'assurance ne vous protègent pas contre la perte, le vol ou la casse.
En tant que Membre d'American Express, cette protection est sans frais supplémentaires. Votre achat est automatiquement couvert dès que vous utilisez la Carte.
Ainsi, par exemple, si vous perdiez votre nouvelle montre en rentrant chez vous, elle vous serait remplacée rapidement et avec le minimum de formalités.
L'Assurance Automatique Achats est un nouveau privilège exclusivement réservé aux Membres d'American Express.
Pour de plus amples informations concernant l'Assurance Automatique Achats, ou pour devenir Membre d'American Express appelez le: (1) 47.77.70.70.

Etre Membre a ses Privilèges.



L'Assurance Automatique Achats est un Privilège réservé exclusivement aux Membres d'American Express pour une période initiale d'un an, renouvelable, à compter du 25 octobre 1988. L'Assurance Automatique Achats ne couvre pas les chèques de voyage, les titres negociables, les tickets de toute nature, les titres de transport, les billets de banque ainsi que les animaux et les plantes. En outre, la perte des bijoux et des montres dans les bagages n'est pas assurée, a moins qu'ils soient portés à la main et sous la surveillance personnelle du Membre d'American Express ou d'une connaissance l'accompagnant. Il n'y a pas d'assurance pour la perte ou les dégâts occasionnés par la fraude, l'abus, la guerre ou hostilité de toute sorte - par exemple: l'invasion, la rébellion ou l'insurrection - la confiscation par ordre d'un gouvernement, autorité publique ou fonctionnaire des douanes, l'usure normale, la contamination nucléaire, l'inondation ou le tremblement de terre, les disparitions mystérieuses ou les vices de fabrication. Il y a une assurance maximale de 267000 F par an et par Membre, sans tenir compte du nombre de Cartes American Express détenues. Les déclarations doivent être faites dans un délai de 45 jours à partir de la perte. L'Assurance est souscrite auprès de Cigna-France - Compagnie d'assurance. Pour plus d'informations, appelez le: (1) 47.77.70.70.

Société

Les poursuites de M. Le Pen contre « le Monde »

Plaidoyer pour la bonne foi

Trois ans, presque jour pour jour, après la publication par *le Monde* d'une interview du docteur Jean-Marie Demarquet, la 17e chambre correctionnelle de Paris examinait, lundi 24 octobre, les poursuites engagées par M. Jean-Marie Le Pen contre son ancien compagnon et contre André Fontaine, directeur du *Monde*, et le journaliste Alain Rollat, qui avait recueilli les propos jugés diffamatoires par le président du Front national.

Si la procédure a été longue, M. Jean-Marie Le Pen n'y est pas totalement étranger, et l'empressement manifesté au début des poursuites a, ensuite, fait place à une série de renvois. En outre, le 11 mai 1987, M. Le Pen demandait que le tribunal interdise à ses adversaires de présenter les pièces pouvant démontrer *« la vérité du fait diffamatoire »*.

Les propos de M. Demarquet s'articulaient autour de quatre points, qu'il considérait comme significatifs dans l'illustration de sa rupture avec le président du Front national : la succession de Hubert Lambert, dont M. Le Pen bénéficia en 1976 ; son comportement en Algérie à l'égard des tortures ; son attitude face au racisme et ses rapports avec les militants du Front national. En conséquence, la poursuite se fondait sur la diffamation envers un particulier, envers un agent de l'autorité (le lieutenant Le Pen en Algérie) et envers la mémoire d'un mort (M. Lambert). Le 9 juin 1987, le tribunal refusait au *Monde* la faculté de prouver la vérité du fait diffamatoire, en considérant notamment que certaines des pièces présentées touchaient à la vie privée.

L'audience s'est donc ouverte lundi, sans que M. Le Pen ni M. Demarquet, ne soient présents. *Le Monde* était réduit à prouver sa seule bonne foi mais c'était encore trop pour Me Olivier Samyn, conseil du président du Front national, qui demanda aux juges d'écarter certaines pièces présentées par la défense, soit parce qu'elles avaient, à ses yeux, été obtenues dans des conditions délictueuses, soit parce qu'elles feraient partie du dossier civil plaidé en 1976, lors de la succession de Hubert Lambert.

De son côté, Me Georges Wagner s'est attaché, dans une courte plaidoirie, à caractériser chacune des diffamations invoquées, en revenant sur des propos tenus par M. Demarquet : *« Lorsqu'il était témoin à cette barre, dans un procès contre M. Poujade, il a déposé sous serment pour faire l'éloge de Jean-Marie Le Pen. On trouve dans cet article exactement le contraire. A quel moment dit-il la vérité ? »*

Quant à certaines attestations concernant l'état de santé de M. Lambert, décrit comme un personnage alcoolique et sans volonté, il s'agirait, selon l'avocat, *« d'allégations de jaloux, qui auraient bien voulu recueillir l'héritage »*.

« Racisme omniprésent »

L'amnistie retirant au débat tout caratère pénal, le tribunal n'aura à se prononcer que sur les intérêts civils, que M. Le Pen évalue à 150 000 F. En conséquence, le substitut du procureur de la République, M. Marc Domingo, refusa de se prononcer en considérant que *« le ministère public n'est pas là pour délivrer des messages philosophiques mais seulement pour recueillir l'application de la loi »*.

Me Yves Baudelot, conseil du *Monde*, démonta donc méthodiquement le dossier, pour démontrer la bonne foi du journaliste, qui, bien avant son entrevue avec M. Demarquet, possédait des informations lui permettant de vérifier ses dires. De plus, la publication d'une telle interview s'inscrivait dans un but légitime d'information puisqu'elle permettait d'expliquer les raisons du mouvement de dissidence mené par M. Demarquet au sein du Front national. Le lendemain, *le Monde* publiait d'ailleurs un long article consacré aux propos tenus par M. Le Pen à « L'Heure de vérité » sur Antenne 2 et répondant à son ancien « jumeau politique ».

Pour Me Baudelot, le passage relatif aux tortures en Algérie ne peut être diffamatoire, car M. Le Pen *« ayant, en de nombreuses circonstances et encore récemment, justifié et approuvé les tortures, on voit mal comment il pourrait se prétendre diffamé »*.

Sur le racisme, l'avocat s'est montré catégorique : *« M. Le Pen écrit et parle beaucoup et tient des discours à caractère raciste »*, dit-il, évoquant plusieurs prises de position publiques du président du Front national, qu'il a fournies au tribunal. *« Le programme de M. Le Pen est soutenu par un racisme omniprésent. On le voit bien notamment aux réactions d'hommes politiques qui, très récemment, ont dit : « On ne » traite pas avec ces gens-là. »*

» Enfin, le docteur Demarquet » aurait dit de M. Le Pen qu'il était » *« un grand mamamouchi para- » noïaque »*. Aux yeux de Me Bau- » delot, l'évocation de la paranoïa » n'est pas une diffamation, mais » seulement *« un diagnostic »*.

MAURICE PEYROT.

Déjà condamné en 1983 pour une série d'agressions sexuelles et libéré en 1988

Luc Tangorre inculpé et écroué pour le viol de deux étudiantes américaines

Luc Tangorre, vingt-neuf ans, condamné en 1983 pour des viols qu'il avait toujours niés et mis en liberté conditionnelle au mois de février dernier, a été interpellé lundi 24 octobre à Lyon. Soupçonné d'être l'auteur du viol de deux étudiantes américaines commis le 23 mai dans la région de Nîmes, Luc Tangorre a été transféré dans la soirée de lundi au palais de justice de Nîmes où M. Christian Lernould, juge d'instruction chargé du dossier, l'a inculpé de viols et placé sous mandat de dépôt.

Cette nouvelle affaire survient quelques mois après la libération anticipée du jeune homme. Par l'effet d'une grâce partielle accordée le 21 juillet 1987 par le président de la République, réduisant sa peine de quatre ans, Luc Tangorre avait obtenu, au mois de février, sa libération conditionnelle. Condamné le 24 mai 1983 à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône pour une série d'agressions sexuelles commises à Marseille entre le 6 décembre 1979 et le 10 avril 1981, Luc Tangorre n'avait cessé de protester de son innocence. Il avait obtenu, dans ce sens, l'appui de nombreux comités de soutien groupant, en France et en Europe, près de quatre mille personnes qui s'étaient mobilisées pour demander, en vain, la révision de son procès et obtenir, après une longue campagne, cette grâce présidentielle.

LYON
de notre bureau régional

C'est à 7 heures, lundi 24 octobre, que les gendarmes de la section de recherches de Nîmes, agissant sur commission rogatoire de M. Christian Lernould, juge d'instruction au tribunal de cette ville, ont interpellé Luc Tangorre au moment où celui-ci ouvrait le bureau de tabac qu'il gère à Lyon, place Carnot, près de la gare de Perrache. Placé en garde à vue dans les locaux du groupement de gendarmerie de Lyon, cours Suchet, le jeune homme devait être longuement entendu par les enquêteurs. Dans l'après-midi, les deux étudiantes américaines, venues spécialement des Etats-Unis, identifiaient formellement leur agresseur après que celui-ci leur eut été présenté parmi un groupe de personnes derrière une glace sans tain. Dans la soirée, Luc Tangorre était transféré à Nîmes et présenté au magistrat instructeur qui, après l'avoir entendu pendant plus de deux heures, inculpait le jeune homme de viols et le plaçait sous mandat de dépôt.

Cette nouvelle affaire Tangorre fait suite aux violences subies le 23 mai dernier, aux environs de Nîmes, par deux jeunes étudiantes américaines en déplacement dans le sud de la France. Ce jour-là, vers 23 heures, Carrol et Jennifer, toutes deux âgées de vingt et un ans et originaires respectivement du Connecticut et du Kansas, appellent la gendarmerie depuis une borne téléphonique de l'autoroute A9, proche du péage de Gallargues (Gard). Très choquées, les deux jeunes filles expliquent qu'elles viennent d'être victimes de violences sexuelles de la part d'un jeune automobiliste qui, après les avoir menacées de mort, avait abusé d'elles. Immédiatement transférées à l'hôpital de Nîmes, où le médecin de garde constatera qu'effectivement les deux étudiantes ont subi des violences, les deux victimes font ensuite un récit assez précis des événements. Parties de Toulon le matin même en auto-stop, elles indiquent avoir été prises en charge à la sortie de Marseille par un jeune homme qui leur « inspirait confiance ». Celui-ci propose de les conduire à Nîmes, leur destination, à 125 kilomètres de là. Dans la soirée, arrivé à proximité de la cité gardoise, le jeune homme, selon les dires des étudiantes, aurait engagé sa voiture sur un chemin de terre au milieu des vergers et les aurait *contraintes, sous la menace*, à des rapports sexuels avant de les abandonner là.

Portrait-robot

L'une des deux jeunes Américaines fournit aux enquêteurs des éléments encore plus précis. Elle indique notamment la nature et la couleur du véhicule de l'agresseur, *une Renault 4 L vert pomme*, et donne un certain nombre de détails, notamment sur le contenu du coffre où elle aurait aperçu une pile de livres dont la couverture porte en début de titre le mot *« coupable »*. Elle précise aussi que l'une des portières de la voiture, démunie de serrure, ne fonctionne pas.

A partir de ces éléments, et d'un portrait-robot établi avec l'aide des deux victimes qui ont pu longuement observer l'agresseur, les gendarmes vont procéder à des vérifications minutieuses à la fois par une recherche dans les différents fichiers concernant les maniaques sexuels que par une enquête dans les bibliothèques pour trouver les ouvrages dont le titre commence par le mot *« coupable »*.

Cette enquête conduit les gendarmes à s'intéresser à Luc Tangorre dont le portrait correspond très exactement au signalement fourni par les deux jeunes filles qui, selon certaines sources, l'auraient immédiatement reconnu sur des jeux de photos qui leur furent présentés aux États-Unis avant leur retour en France.

Luc Tangorre, après sa libération anticipée au mois de février, s'est installé à Lyon avec l'aide d'un membre d'un de ses comités de soutien, Jean-Paul Joachy, qui a tout fait pour aider à sa réinsertion. M. Joachy s'est porté garant pour le jeune homme et a fourni à l'administration des certificats d'hébergement et de travail correspondant à un emploi de secrétariat non rémunéré dans une association. Jusqu'au *mois d'avril, il l'a hébergé à son* domicile jusqu'à ce que Luc Tangorre, après avoir rencontré une jeune femme, trouve lui-même un appartement et reprenne une vie normale. Au début du mois de juillet, Luc Tangorre, avec l'aide de ses parents, achète un petit débit de tabac, place Carnot.

Selon ses proches, dans le courant du mois de mai, le jeune homme a effectué plusieurs déplacements, dont certains dans le Midi de la France, au volant d'une 4 L vert pomme que ses parents lui ont offerte après l'avoir rachetée à Mme Gisèle Tichané, l'auteur du livre *Coupable à tout prix* consacré à la première affaire Tangorre *(voir encadré)*. A bord de ce véhicule, Luc Tangorre s'est rendu, le 18 mai, à Paris pour rencontrer différentes personnalités de son comité de soutien et prendre livraison de quelques dizaines d'exemplaires de l'ouvrage. Le lendemain, il est de passage à Dijon – mais là les dates restent encore floues – prend la direction de Marseille où séjournent ses parents et où il rencontre également Mme Tichané. Le 24 mai, il rend visite à Avignon à une autre responsable d'un comité de soutien et, le 28 mai, il se trouve à Toulouse pour un autre rendez-vous de ce type.

Il reste donc à établir où se trouvait Luc Tangorre *dans la soirée* du 23 mai, et si, comme l'indiquaient certaines sources, mardi matin 25 octobre, il est bien exact que le jeune homme a passé cette soirée-là au domicile de ses parents à Marseille. Ce qui serait, à tous égards, le point de départ d'une nouvelle affaire Tangorre.

ROBERT BELLERET.

Un épais dossier et une polémique de plusieurs années

L'arrestation de Luc. Tangorre, lundi 24 octobre, et l'accusation de viols dont il est désormais à nouveau l'objet renvoient à l'épais dossier du « violeur des quartiers sud de Marseille ». Du 6 décembre 1979 au 10 avril 1981, une série de seize *agressions sexuelles avaient, en* effet, été enregistrées et les témoignages des victimes avaient permis la réalisation d'un portrait-robot. Le 12 avril 1981, Luc Tangorre, alors âgé de vingt-deux ans et étudiant en éducation physique, était arrêté par une patrouille de police.

L'affaire Tangorre commençait. Les victimes avaient décrit les vêtements de leur agresseur : baskets blancs, casque de moto, imperméable kaki. La police retrouvait ces divers vêtements au domicile de Tangorre. Les victimes avaient été menacées, soit avec un couteau, soit avec un revolver factice. Des armes de même type étaient retrouvées lors d'une perquisition. De surcroît, les victimes le reconnaissaient dans les locaux de la police. Et, le 24 mai 1983, la cour d'assises des Bouches-du-Rhône le condamnait à quinze ans de réclusion criminelle pour viols et attentats à la pudeur.

Pour autant, Luc Tangorre ne cessait de protester de son innocence. Les charges accumulées contre lui ne pouvaient-elles pas être contestées ? Des amis, et bientôt des Comités de soutien Luc Tangorre, allaient s'y employer, faisant notamment remarquer plusieurs anomalies : ainsi le pistolet en plastique retrouvé chez Tangorre comportait-il une extrémité rouge, ce qu'aucun témoignage n'avait signalé ; ainsi l'accusé avait-il été présenté aux victimes parmi plusieurs policiers, lui seul portant des baskets blancs.

Ces failles ou ces faiblesses prétendues du dossier d'instruction allaient mobiliser les personnes convaincues de son innocence. En 1984, une chercheuse en biologie au CNRS, Gisèle Tichané, publiait *Coupable à tout prix, l'affaire Luc Tangorre* (éditions La Découverte) avec une postface de Pierre Vidal-Naquet. Cette campagne avait finalement son effet puisqu'un appel publicitaire publié le 25 janvier 1985 dans *le Monde* recueillait notamment les signatures de Denis Langlois, avocat ; Alfred Dreyfus, petit-fils du capitaine ; Jérôme Lindon, éditeur ; Claude Mauriac et Gilles Perrault, écrivains ; Madeleine Rebérioux, conservateur au Musée d'Orsay.

En 1985, le garde des Sceaux, M. Robert Badinter, demandait au procureur général près la Cour de Cassation de requérir l'annulation de l'arrêt de cassation *« dans l'intérêt de la loi et du condamné »*. Mais le 9 octobre de la même année, la chambre criminelle de la Cour déclarait irrecevable le pourvoi. Les Comités de soutien à Luc Tangorre continuaient cependant leur action. Et le 21 juillet 1987, le président de la République réduisait de quatre ans par une grâce présidentielle la peine de Luc Tangorre permettant sa libération le 15 janvier 1988, après qu'il eut purgé la moitié du temps de sa condamnation.

Dès lors, Luc Tangorre cherchait par tous les moyens à obtenir la révision de son procès, affirmant : *« Je ne retrouverai ma dignité qu'une fois mon innocence reconnue. »* Une deuxième requête en révision venait d'être déposée par ses avocats, Mes Jean-Denis Bredin et François Vidal-Naquet, il y a quelques semaines.

Les réactions de Pierre Vidal-Naquet et de Jean-Denis Bredin

M. Pierre Vidal-Naquet, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales et l'un des principaux animateurs des comités de soutien à Luc Tangorre, nous a précisé qu'il s'est engagé aux côtés de l'accusé après *« un travail et une analyse d'historien sur le dossier »* de la première affaire. *« Je juge sur les faits »*, dit-il.

Dans la nouvelle affaire, M. Vidal-Naquet indique que, le 23 mai 1988, Luc Tangorre pouvait difficilement se trouver à Nîmes, dans la mesure où il était resté chez ses parents à Marseille, selon le témoignage de ces derniers. *« Je reste extrêmement sceptique sur sa culpabilité*, ajoute-t-il. *S'il s'avérait qu'il est coupable, je ferais des excuses publiques mais, pour l'instant, je n'y crois pas. »*

D'autre part, Me Jean-Denis Bredin, l'un de ses avocats dans le premier dossier, nous a déclaré : *« Cette affaire ne peut qu'être douloureuse. De deux choses l'une : ou bien Luc Tangorre est coupable cette fois-ci et cela semble s'étendre alors aux autres cas. Nous aurions donc combattu dans l'erreur et c'est une épreuve. Ou bien il est innocent et nous devons être encore plus mobilisés. Aujourd'hui, ce dossier est insoluble et angoissant. »*

Les insuffisances de la médecine légale

Luc Tangorre a-t-il ou non *commis* les viols dont il est aujourd'hui soupçonné ? Alors qu'elle pourrait aujourd'hui répondre avec une absolue certitude à cette question, la médecine légale demeure, une nouvelle fois, totalement absente du débat. Tout pourtant indique aujourd'hui que les affaires de viol pour lesquelles un ou plusieurs suspects ont été identifiés ne devraient plus laisser place à l'incertitude.

Seul le prélèvement de sperme réalisé sur la victime dans les heures qui suivent l'agression permet en pratique de mettre en œuvre les examens biologiques qui, à terme, peuvent servir à confondre l'auteur du viol. Le prélèvement ainsi réalisé n'était, jusqu'à présent, utilisé que pour identifier quelques caractéristiques biologiques qui pouvaient ensuite être comparées à celles du ou des suspects. Il ne s'agissait, toutefois, que *d'une approche grossière*, laissant toujours place à l'incertitude et pouvant toujours être contestée.

Or, depuis peu, existe une nouvelle technique dite des « empreintes génétiques » développée par diverses équipes étrangères et récemment par une société française (*le Monde* du 28 septembre). Ce nouveau procédé est doublement important : d'abord parce qu'il réduit à néant la marge d'incertitude (il a déjà été utilisé à l'étranger par plusieurs tribunaux ayant à juger des affaires de viol), ensuite parce qu'il peut, aujourd'hui, être mis en œuvre sur des échantillons organiques sommaires (taches de sang, de sperme, racines de cheveu, cellules de la peau), échantillons fréquemment retrouvés dans ce type d'affaires.

C'est dire l'importance de la première étape, essentielle, concernant l'examen médical de la personne victime d'une agression sexuelle. Pour des raisons à la fois techniques et psychologiques, cet examen doit être réalisé par une équipe spécialisée en gynécologie-obstétrique et travaillant en étroite collaboration avec les services de police et de gendarmerie. Seul un tel examen permet de pratiquer les *prélèvements organiques indispensables* à la recherche de l'identité du criminel. Il permet aussi de réaliser une série d'examens biologiques et de tout mettre en œuvre pour prévenir les conséquences (maladies sexuellement transmissibles, grossesse, séquelles psychologiques) d'une telle agression.

Or, en dépit de la fréquence élevée des agressions sexuelles et de l'importance médicale et médico-légale de tels examens, les centres d'accueil des victimes sont encore trop peu nombreux en France, leur création n'étant due, le plus souvent, qu'à des initiatives locales de médecins hospitaliers ayant pris conscience de l'ampleur du *drame vécu par les personnes violées*.

JEAN-YVES NAU.

● **M. Pettiti, réélu à la Cour européenne des droits de l'homme.** – *M. Louis-Edmond Pettiti*, ancien bâtonnier de Paris, a été réélu juge à la Cour européenne des droits de l'homme, qui siège auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg. Cette juridiction, à laquelle Jean-Paul II a rendu visite le 8 octobre, veille à la bonne application de la convention européenne des droits de l'homme (*le Monde* daté 9-10 octobre). M. Pettiti a été réélu par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour un nouveau mandat de neuf ans.

CINÉMA

On tourne « la Révolution française »

La victoire de Valmy

Un budget de 230 millions de francs, deux metteurs en scène, trente semaines de tournage, l'armée française mobilisée, des moyens à la hauteur d'une vaste ambition : raconter la Révolution.

La brume est épaisse. Naturelle et artificielle, soufflée en rafales rasantes par des ventilateurs gros comme des turbines d'avion. De ces nuages rampant au ras du sol détrempé, émerge une armée de fantômes. Des soldats, en tunique verte, marchent au pas tandis que battent sèchement les tambours. Trois étendards claquent au vent. Il y a quelque chose de surnaturel, d'émouvant dans ce spectacle, un tableau accroché au musée de la mémoire collective qui soudain prendrait vie.

Mieux placés que Fabrice à Waterloo, nous voyons bien les Prussiens avancer en direction d'un moulin. Sur le vallon opposé, nous voyons des canons alignés dans une parade mortelle. Nous avons raté Kellerman chevauchant, son chapeau élevé à la pointe de son sabre, et criant « *Vive la Nation, vive la France !* », mais nous savons que nous sommes à Valmy, que ce sera une victoire et que le duc de Brunswick arrêtera dès lors sa marche sur Paris...

Enfin, Valmy, c'est vite dit. Nous sommes en fait à Nevers, la ville d' *Hiroshima mon amour*. C'est là que se tourne la décisive bataille d'artillerie. Les Prussiens comme les Français sont de véritables soldats, des appelés du contingent, prêtés obligemment par Jean-Pierre Chevènement. Ils sont près de trois cents, crottés, joyeux, couvés par leurs gradés, venant d'un régiment basé dans la région et spécialisé dans le maniement des missiles de reconnaissance photographique. Pour faire du cinéma, ils ont dû renoncer à une de leurs deux grandes manœuvres annuelles.

La marine, la semaine dernière, a participé à la prise de la Bastille (reconstituée à Tarascon), des aviateurs figureront les pendus de Nancy... L'armée ne lésine pas sur son concours à un ambitieux projet qu'il n'était que temps de mettre en chantier : *la Révolution française*.

Un budget de 230 millions de francs, 280 jours de tournage, une centaine de comédiens, 36 000 figurants, telles sont les forces stratégiques mobilisées pour « *rendre clair et compréhensible* » (c'est le vœu des producteurs) « *cet événement trop grand, trop lié aux intérêts de l'humanité pour ne pas être rappelé aux peuples* ». (C'est la définition de Kant).

L'affaire avait été lancée il y a plus de deux ans, ce qui était raisonnable. Alain Decaux et Robert Hossein, complices de longue date, féconds vulgarisateurs anoblis par le succès de leurs entreprises, s'étaient mis à la tâche. Jusqu'à ce que Hossein déclare forfait, préférant se consacrer à ce qu'il fait le mieux : les grandes fresques scéniques et populaires. Ce sera *La liberté ou la mort*, la Révolution quand même, avec Decaux toujours. Mais seulement au palais des Congrès...

En double version intégrale

Antoine de Clermont-Tonnerée, élégant maître d'œuvre de « *La Révolution...* », vêtu pour la bataille d'aujourd'hui en gentleman farmer allant visiter ses terres, dit pudiquement : « *Avec l'épisode Hossein, j'ai vu toutes les couleurs de l'arc-en-ciel.* » Son groupe audiovisuel est désormais impliqué au stade de la production et de la distribution dans des réalisations de prestige : le prochain Scola, le nouveau Shatzberg, le Skolimovski en tournage, le futur Mikhaelkov. Rien que du beau monde...

Devant le désastre presque inéluctable qui menace sa « *Révolution* » mal engagée, il réagit, trouve de nouveaux financements en France, en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, au Canada. A2 s'associe et accepte que les six heures de télévision ne soient diffusées que dans deux ans, donnant la priorité à la finition des deux films de cinéma de 2 h 40 chacun. Mais comment livrer à temps, c'est-à-dire... avant la fin de 1989, ce qui paraît recommandable pour une célébration du Bicentenaire ? On engage deux metteurs en scène qui travailleront simultanément. Robert Enrico sera responsable de la première partie, de la réunion des Etats-généraux à l'entrée de la famille royale au Temple ; John Guillermin prendra le relais, des massacres de septembre à la mort de Robespierre. Guillermin (*la Tour infernale*), Américain, né de parents français et élevé en Angleterre, déclare « *éprouver pour le sujet un intérêt immense* ». Le scénariste britannique David Ambrose complète alors le travail d'Alain Decaux, et Daniel Boulanger s'attelle aux dialogues français.



E. GEORGE

Une centaine de comédiens (ci-dessus Hans Zischler) et... 36 000 figurants

« *Je ne prendrai aucun risque historique* », dit Antoine de Clermont-Tonnerre, « *J'espère vivement être critiqué par la droite comme par la gauche.* » Tout entouré de conseillers et de spécialistes qu'il soit, il a évidemment toutes les chances d'être exaucé. Mais, optimiste, il attend aussi – outre les critiques – une audience planétaire, à la hauteur de son engagement financier.

La plupart des territoires anglophones n'acceptant pas le doublage, *la Révolution française* est donc tournée en double version intégrale, l'une parlant anglais, l'autre français. Une postsynchronisation sera opérée sur les deux versions, la distribution étant par essence internationale. Mais le mouvement initial des lèvres sera irréprochable.

La distribution... elle, constitue pour l'instant un casse-tête assez épineux. Le « casting » est loin d'être bouclé, peu de comédiens pouvant se permettre une mobilisation de six mois. On tient Louis XVI (Jean-François Balmer), Necker (Michel Piccoli), Danton (l'Allemand Brandauer), Robespierre (le Polonais Severin, un pensionnaire de Peter Brook). On souhaite Sandrine Bonnaire en Charlotte Corday. Mais on n'a pas encore de Marat, de Desmoulins. Et, surtout, pas de Marie-Antoinette. La reine ayant la bonne idée, comme on sait, d'être étrangère, Antoine de Clermont-Tonnerre et le producteur exécutif Alexandre Mnouchkine ne seraient pas opposés à ce qu'elle soit incarnée par une vedette américaine susceptible d'ouvrir les portes du marché anglo-saxon. Mais les premiers contacts sont décevants. Les agents des stars pressenties répondent invariablement : « *Marie-Antoinette ? Elle n'a pas le rôle principal. Et puis elle meurt avant la fin.* » Difficile de faire autrement.

Mnouchkine, quatre-vingts ans, un vétéran vert comme un bourgeon de printemps. Premier levé, dernier parti. Il a débuté comme accessoiriste dans *la Proie du vent* de René Clair. C'était en 1927. « *Etre producteur*, dit-il avec un accent de Pétrograd conservé comme une vodka hors d'âge, « *c'est avoir le droit de rêver.* » Il a rêvé sur 97, 98 films, il ne sait plus... « *Et à chaque fois, j'ai juré que ce serait le dernier...* » Alexandre Mnouchkine a rêvé sur *l'aigle à deux têtes*, sur *l'Homme de Rio*, sur d'autres tuniques bleues entraînées par Gérard Philipe, l'immortel « Fanfan la Tulipe ». Il rêve maintenant sur *la Révolution*. « *Vous avez vu mes canons*, dit-il, *hein qu'ils sont beaux, tout à fait « home made »*. Et il ajoute : « *Cette aventure est folle, nous visons très haut...* »

Robert Enrico est là, en visiteur, discret : on ne dérange pas un collègue qui a une bataille à gagner. Mais disert. Il raconte le premier tour de manivelle à Tarascon : « *La pluie qui devait noyer Nîmes menaçait. Cinq cents Tarasconnais avaient été réquisitionnés. On a baptisé le film comme un paquebot, accrochant à un mât une bouteille de champagne cravatée de tricolore. La foule a applaudi. Et après, a pris la Bastille avec une efficacité et une docilité exemplaires.* »

Evidemment elle eut un peu de mal, la foule (sacrée double version !), à crier en chœur « *We want the Bastille !* ». Et l'ingénieur du son confie que, lors des premières prises, il entendait plutôt dans son casque « *We want the pastis !* ». Personne n'est parfait.

Parfaits, en revanche, les costumes. Et même exceptionnellement raffinés et crédibles. Tout droits descendus d'une toile de Boilly. Catherine Leterrier y travaille avec son équipe depuis six mois. Faisant teindre, tisser, coudre dans les ateliers du Chinatown parisien, ou couper sur des patrons authentiques sortis du musée, chinant aux puces, inventant des tenues pour certaines corporations du faubourg Saint-Antoine. « *Ce sont ces gens-là qui ont pris la Bastille*, dit-elle. *Il faut se raconter une histoire sur chaque costume.* » Beaucoup d'histoires... Beaucoup de costumes. Plus de 2 000. Et 800.000 francs dépensés pour la seule patine de certains d'entre eux. « *On ne peut pas mettre de robes neuves devant des maisons ridées* », dit Catherine Leterrier.

Une belle fédération de talents

La pluie redouble, mais après tout, il pleuvait aussi à Valmy le 20 septembre 1792. John Guillermin, ciré jaune, bonnet bleu, pipe au bec, a pris son look loup de mer. Un assistant passe en rugissant : « *Goethe ! Où est passé Goethe ?* »

Goethe, c'est Hans Zischler, un comédien allemand, pas dépaysé pouisqu'il a été l'interprète de *Tarot* de Rudolph Thome, une adaptation des *Affinités électives*... On l'a vu aussi chez Wenders, chez Thomas Brach. Il est grave. On le serait à moins. Ce n'est pas tous les jours qu'on vous demande de prononcer une phrase qui passera à la postérité. On tourne. Un obus explose. Un très jeune officier, presque un enfant, sort de la brume en titubant, sa tunique poissée de sang. Il s'écroule aux pieds du grand homme en disant : « *Also Herr von Gœthe... Eh bien ! Monsieur Gœthe vous n'avez pas vu ce que vous vous attendiez à voir.* » Ce qui permet à Gœthe de répondre (en allemand), tandis que le soldat meurt entre ses bras : « *Je pense qu'aujourd'hui nous avons vu le début d'une ère nouvelle dans l'histoire de l'humanité.* »

Pour notre part, nous avons vu aujourd'hui une belle bataille de cinéma. *La Révolution française* est en marche. Le combat continue avec beaucoup d'enthousiasme, beaucoup d'argent, une belle fédération de talents. Ça ira.

DANIÈLE HEYMANN.

THÉATRE

« La Dame de Bayreuth », au Théâtre Moderne

L'héritage

C'est un beau personnage, Winifred Wagner. Un personnage ambigu, comme souvent au théâtre. Belle-fille du musicien, égérie de Hitler, gardienne du temple à Bayreuth à la suite de Cosima, membre actif du Parti, « dénazifiée » en procès après la débâcle, persuadée jusqu'à sa mort, le 5 mars 1980, qu'« Oncle Wolf » (petit nom qu'elle donnait au Führer) était une bonne pâte puisqu'il distribuait attentions et cadeaux lors de ses visites à la villa Wahnfried et qu'il avait le cœur assez noble pour communier dans le culte du grand Richard.

Naïve en politique ou d'un cynisme déconcertant ? La question a intéressé deux scénaristes vivant à New-York (le Belge André Ernotte et l'Américain Eliott Tiber), suffisamment pour qu'ils construisent autour du personnage une fiction dont l'histoire n'est pas absente. Voici Winifred vieille, solitaire en son palais, passant ses longues journées à écouter un enregistrement du *Crépuscule des dieux*. Débarque un jeune metteur en scène étranger qui lui fait raconter par le menu son passé, entreprend de l'amnistier en un faux procès, pour enfin lui arracher l'aveu suprême (l'holocauste, apothéose wagnérienne) et obtenir d'elle, si l'on comprend bien, la partition originale du *Crépuscule*, annotée par Hitler lui-même...

La Dame de Bayreuth est reprise à Paris dans une mise en scène de Wolfram Mehring toute centrée sur l'héroïne ; celle-ci est incarnée par Catherine Alcover (Alain Chevalier joue le rôle du metteur en scène). Entre folie et lucidité égarée, l'actrice est tout à fait convaincante, tout à fait émouvante. Au fil des révélations croustillantes (l'homosexualité de son mari Siegfried), on en vient presque à lui trouver des circonstances atténuantes.

C'est là, évidemment, que le projet peut être idéologiquement discuté. Dans sa longue interview de la vraie Winifred, incluse avec *Ludwig*, *Karl May* et *Hitler* dans sa « Tétralogie » à lui, le cinéaste allemand Hans-Jurgen Syberberg avait mesuré le risque : le long récit de cette vieille dame « innocente » (il l'avait filmée un an avant sa mort) était mis en perspective historique par d'explicites extraits de bandes d'actualité. Pour assurer la distance critique, le metteur en scène n'a compté aujourd'hui que sur la musique de Wagner, quelques bruits de bottes, quelques chants nazis. Rien de suffisant pour faire de Winifred autre chose qu'un personnage de théâtre.

ANNE REY.

★ Théâtre Moderne, 20 h 30, le dimanche à 15 h 30, relâche le dimanche soir et le lundi.

« La Femme à contre-jour », d'Eric Naggar

Duo d'alchimistes

Le théâtre des Mathurins est l'un des plus charmants endroits « off boulevard » : salle aux proportions harmonieuses qui permet de se sentir très proche des acteurs, petit bar sympathique, foyer où l'on « accroche » des artistes toujours talentueux et, peut-être surtout, choix de pièces souvent tirées du répertoire contemporain, ce qui est courageux sur une scène du théâtre privé d'habitude affolé à l'idée de s'écarter d'Anouilh et de Ionesco.

Son directeur, le comédien Gérard Caillaud, a décidé d'installer cette année dans la petite salle une troupe indépendante, la Nouvelle Compagnie, qui s'attaque au *Minotaure* de Marcel Aymé, et s'est associée pour l'animation de la grande salle avec la productrice à succès Jacqueline Cormier. Tous deux ont donné cette saison carte blanche au comédien Jean Rochefort qui met en scène la nouvelle pièce d'un vieux complice, le jeune auteur Eric Naggar, avant d'interpréter lui-même une pièce de David Mamet, *la Vie d'artiste*, que mettra en scène Michel Piccoli : une première.

On est tellement étonné, à la fin de la pièce de Naggar, qu'aussitôt rentré chez soi on se précipite sur le texte publié par Actes Sud-Papiers. Est-il possible qu'un moment de théâtre qui a passé si vite, de si agréable façon, soit fondé sur une pièce dont il ne reste rien, ou si peu, dès la fin de la représentation ?

La substance de *la Femme à contre-jour* est d'une insigne banalité : un homme qui commence à vieillir (Jean-Pierre Marielle), sa femme, belle à hurler, qui finit d'être jeune (Ludmilla Kikaël), et l'amant, sorte d'adolescent prolongé, tout droit sorti d'une sale histoire arrivée à l'homme il y a déjà longtemps (Maxime Leroux). Trio classique du boulevard auquel Naggar essaie de tordre le cou par le biais d'un langage moderne, de situations volontairement décalées, de références à un art majeur, le cinéma américain, le tout pimenté d'un suspense à la petite semaine. Certains, indulgents, ont cru voir là du Pinter ! Plus modestement, Jean Rochefort parle de « *quelques griffures insignifiantes.* » Il a raison.

Si cette soirée passe si vite, tout le mérite en revient aux deux interprètes principaux. Le mariage inattendu du talent bonhomme, puissant, étourdiment efficace de Jean-Pierre Marielle et celui, épatant de virtuosité, d'extrême raffinement, de Ludmilla Mikaël, relève tout simplement de l'alchimie : mystérieusement, ces deux superbes monstres transforment, par instants, le métal mat de la pièce en or.

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre des Mathurins, du mardi au samedi à 21 heures, matinées samedi à 18 heures et dimanche à 15 heures. Tél. : 42-65-90-00.

VENTES

Estampes : de Dürer à Foujita

La discrétion a été de tout temps le mot d'ordre des collectionneurs d'estampes. Les vrais amateurs ne se risquent pas à les exposer à la lumière de peur de la décoloration. Devenues rares, on les trouve de plus en plus difficilement dans le commerce privé. « *Pour trouver aujourd'hui des estampes françaises en couleurs du dix-huitième siècle, c'est vraiment du sport* », lance Denise Rousseau, expert.

Malgré d'innombrables tirages exécutés jusqu'au dix-neuvième siècle, Rembrandt demeure une tête d'affiche incontestée, mais uniquement pour ses estampes, en parfait état de conservation, réalisées de son vivant, et aujourd'hui rares, comme ici *Abraham caressant Isaac* (1645). Son prix : 30 000 F. Ou encore un *Vieillard barbu au grand bonnet de fourrure*, estimé à 20 000 F. Cette minuscule estampe, qui a gardé toute sa fraîcheur, est malheureusement un peu trop sombre. Quant aux paysages de l'auteur de *la Ronde de nuit*, comme une *Maison et ferme avec un dessinateur*, ils sont particulièrement prisés. Et ce ne sont pas les quelques rousseurs, faciles à faire disparaître neuf mois sur dix, qui devraient empêcher cette très belle eau-forte de monter jusqu'à 25 000 F. Enfin, *le Songe du docteur* de Dürer, une très belle épreuve au burin, et une eau-forte de Ruisdael *le Petit Pont* devraient respectivement partir pour 30 000 F et 15 000 F.

Même si le dix-neuvième siècle est dignement représenté par huit estampes de Corot (de 300 F à 30 000 F), Goya lui vole la vedette avec *les Proverbes*, dix-huit superbes planches imprimées en bistre et un frontispice de la première édition de 1864. Le tout évalué entre 150 0000 F et 200 000 F. Toulouse-Lautrec ne sera pas en reste avec *la Loge*, magnifique lithographie tirée en ton violacé et dont on ne connaît qu'un très petit nombre d'exemplaires. Les scènes de théâtre comme celles de café et de concert étant les plus convoitées, cette estampe devrait dépasser les 200 000 F. A titre de comparaison, en avril dernier, une estampe *la Femme au tub* avait atteint 500 000 F.

Le nombre important d'estampes de Léonard Foujita et de Marie Laurencin en circulation sur le marché de l'art ne semble pas avoir affecté leur cote auprès des acheteurs nippons. Deux estampes de Foujita, dont une *Tête d'enfant noir de profil* signée et numérotée, devrait partir pour 15 000 F. Six estampes plutôt palôttes du peintre des *Jeunes filles aux yeux de biche* sont estimées entre 10 000 F et 30 000 F. Quant à Picasso, victime de nombreux faux provenant des Etats-Unis, il n'en demeure pas moins une star avec un *Minautaure caressant une dormeuse*, une pointe sèche signée. Son prix 25 000 F. Ou encore, une *Nature morte à la pastèque* en couleurs de 1962, tirée uniquement à cent soixante exemplaires et qui est évaluée à 60 000 F.

Sans aucun doute, le cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale, le plus riche du monde, devrait laisser le champs libre aux collectionneurs français, américains, anglais et allemands. Et Denise Rousseau de conclure : « *Les prix restent abordables, mais il devient de plus en plus difficile de trouver des pièces de bonne qualité. Le bon marché est toujours trop cher.* »

ALICE SEDAR.

★ Vente le 26 octobre à 14 h 30, salle 7 à Drouot.

MUSIQUE

Le Festival de guitare de Radio-France

Longue marche vers la modernité

Stephan Schmidt et Matthias Dammann, deux Allemands de l'Ouest, ont illustré la Semaine internationale de guitare, à Paris, en remportant les prix d'interprétation et de « maître guitarier ».

Cent vingt-trois candidats, représentant trente pays, s'étaient inscrits pour le concours de guitare, trentième du nom, organisé par Radio-France. Aucun des concurrents n'était né quand Robert J. Vidal entreprit en 1955, pour la radio française, ce travail intense de « défrichement » du territoire de la guitare classique. Celle-ci avait retrouvé, grâce à Segovia, Presti et Lagoya, Yepes, Bream, entre autres, ses lettres de noblesse, mais elle était bien loin d'atteindre son public et sa popularité d'aujourd'hui.

Quatre ans plus tard naissait le concours d'interprétation, maintenu annuellement grâce à la ténacité de son fondateur et au soutien de Radio-France, pour aboutir cette saison à une brillante semaine de festival (suivie par un public jeune et connaisseur), où, notamment, des « maîtres guitariers » étaient aussi en compétition et présentaient des instruments plus beaux les uns que les autres (1).

Les finalistes illustraient l'universalité de la guitare à notre époque, en réunissant, aux dépens des nations latines traditionnelles, des artistes du Japon, de Yougoslavie, des Etats-Unis et d'Allemagne, tous d'un niveau élevé, au jeu clair et élégant. Satoshi Oba paraissait cependant trop placide et lointain, malgré un talent délicat ; et les exécutions du Yougoslave Goran Listes restaient souvent à fleur de peau, voire banales. Ils recevaient un troisième prix exæquo.

L'Américain Scott Tenant (deuxième prix), un peu superficiel dans les œuvres classiques, même si sa virtuosité jetait des étincelles, recréait ensuite de l'intérieur quatre pages de Leo Brouwer, d'un pouvoir d'évocation si fort en quelques notes, confidences d'un musicien à sa guitare, qui rejaillissaient en beaux éclats, nostalgiques et joyeux à la fois.

Venait enfin Stephan Schmidt, qui s'affirmait par une finesse et un rayonnement supérieurs dans une *Fancy* de Dowland, une *Sonate* de Scarlatti et une pièce de Brouwer, avant d'imposer magistralement trois pages très expérimentales, mais flamboyantes, de Maurice Ohana (tirées de la suite *Si le jour paraît*), arrachant ainsi la victoire.

En ce milieu musical toujours un peu fermé de la guitare, un profane découvrait avec satisfaction la haute qualité des œuvres présentées par ces finalistes ainsi que la hardiesse des compositeurs confiant à leurs interprètes des pensées complexes.

Mais la marche vers la modernité est toujours longue, avec des retours en arrière ; le contraste n'en était que plus frappant avec la fête finale où le Nouvel Orchestre Philharmonique, dirigé par Leo Brouwer, accompagnait quatre *Concertos* récents.

Passe encore pour le *Concierto antillano* du Portoricain Ernesto Cordero (joué à merveille par un Grec, Costas Cotsiolis), qui oppose à un orchestre vraiment simpliste, des soli délicieux, poétiques et astucieux. Mais, comment Brouwer, admirable guitariste, a-t-il pu nous présenter, avec Ichiro Suzuki, ses arrangements sirupeux et inodores sur des thèmes des Beatles *(From Yesterday to Penny Lane)* ?

Le concert s'achevait au mieux avec le *Concerto de Toronto* de Brouwer, où John Williams a tiré un éblouissant feu d'artifice ; mais là aussi, le compositeur cubain fait délibérément populaire, tout en piquant dans la trame bigarrée des soli plus subtils et délicatement ouvragés. On le préfère cependant plus sauvage et sans concessions, obéissant à son seul tempérament.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Grand Prix décerné à Matthias Dammann, de Passau ; deux premiers prix pour Gerundino Fernandez Garcia, d'Almeria (Espagne) et Masaki Sakuraï (Japon), devançant de fort peu Joël Laplane *(France)*.

ARTS

Jean Hélion à la Bibliothèque nationale

Gravures et carnets

Pour le premier anniversaire de la mort de Jean Hélion, le cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale expose à la rotonde Colbert des documents d'un intérêt capital.

« L'abstraction était entrée en moi violemment. J'ai vécu pour elle pendant des années. Je lui demandais tout. Trop peut-être, écrira Hélion, *J'ai refait tout le périple, le tour de mes desseins en cinquante-six dessins* (...). *Pour être sûr d'avoir tout dit, tout secoué. D'où* Kaléidoscope... ». Les gravures et les dessins de *Kaléidoscope* illustrent, en effet, les adieux rétrospectifs du peintre à « dix ans de jeunesse » *(1929-1939)*.

De ce « bouquin de gravures » est ici visible ce qui en fut la genèse, environ quatre-vingts compositions rigoureusement géométriques réalisées aux Etats-Unis en 1938-1939 : les cinquante-six dessins préparatoires à l'encre de Chine repris à la gouache, conservés au Musée d'art moderne et vingt-deux linogravures en noir et blanc retrouvées depuis peu.

Le règlement de comptes avec l'abstraction s'est fait à l'amiable. Hélion n'a rien renié. Il le démontre « avec joie » alors que fait subrepticement surface la figuration retrouvée le long d'un itinéraire reparcouru, « où l'image du monde bourgeonnait sourdement ». Ainsi peut-on suivre l'évolution des lignes et des volumes, des structures d'une austère roideur dans cette sorte d'art de la fugue d'une démarche orientée à contre-courant, qui justifie du même coup une expérience délibérément non figurative et la nécessité d'en sortir. Sans l'ascèse des années trente, Hélion n'aurait sûrement pas, d'une poigne aussi inflexible, plié le réel à ses exigences.

Le parcours s'achève avec une aquarelle présentée comme un premier projet pour la toile *Au cycliste* (1939). Cette huile, acte de reconnaissance d'un territoire reconquis, fait pendant, on le sait, à sa sœur contemporaine, *Figure tombée*. De l'écroulement des blocs de quelque œuvre monumentale, pareils aux formes géométriques surgies de *Kaléidoscope*, vont naître les créations qui puiseront peu à peu leurs forces et leurs provisions dans les magasins du monde extérieur.

La Bibliothèque nationale expose également quatre-vingts des deux cents *Carnets* qu'Hélion a remplis au cours de sa vie. Le dernier, de 1984, est interrompu par la cécité de l'artiste. Ceux qui ont été choisis ont été répartis en sept vitrines par Anne Moeglin-Delcroix. Sept vitrines, sept tranches d'une vie de peintre qui, au fil des ans, entre de plus en plus dans le vif de l'objet, qui happe tout ce qui sollicite son regard, mais qui avant tout s'interroge sans cesse sur les *motifs* (en jargon pictural comme au sens psychologique) qui jalonnent sa carrière et en articulent les étapes.. A savoir : comment *« l'abstraction géométrique se met progressivement au service de la figuration »* ; comment le peintre réapprend à peindre sur nature, d'après les modèles les plus humbles : comment, à partir de 1962, *« le regard de l'intérieur l'emporte définitivement sur la vision du monde extérieur »*, un petit monde de bouchers, de bistrots, de « cabassières », mais, précise Hélion, *« la rue passe dans ma tête aussi »* ; comment, dans sa liberté reconquise, il a le cœur et la palette en fête. Il célèbre le 14 Juillet en Bretagne, comme les barricades de Mai 68, le carnet et le crayon à la main. Un marché devient un palais de la découverte ; il note le 28 août 1972, *« quand je m'éprends d'un objet, j'y vois toute la création »*, qu'il s'agisse d'un chou, d'une botte de radis, d'un bouquet de harengs, de homards agonisants *« aussi émouvants qu'un Christ sur la croix »*. Devant la montée envahissante de la vieillesse, saison de la mémoire, le thème des soldes lui donne *« l'envie de faire la somme des motifs d'une vie »*. Et ce sont ses promenades aux Puces qui lui inspirent son grand triptyque, *le Jugement dernier des choses*, neuf ans avant avant sa mort.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Rotonde Colbert, 6, rue des Petits-Champs. Tous les jours, sauf dimanche. *Jusqu'au 5 novembre.*

DIGRESSIONS, *par Bernard Frank*

Réponse

1 *Douleur de Ducousset*

Il ne faudrait pas me pousser beaucoup pour que je vous avoue que le meilleur magazine littéraire, c'est *Livres Hebdo*. Si l'on n'aimait pas s'irriter l'épiderme, on pourrait presque se passer de la lecture des autres. L'un des points forts de cet hebdomadaire, c'est sa rubrique « Les meilleures ventes », et j'apprécie surtout celle qui concerne les livres de poche et ces livres assez mystérieux que l'on nomme « divers ». Dans les divers, vous trouverez par exemple entre le 23 et le 30 septembre 1988, en tête et par ordre : les *300 médicaments pour se surpasser* (Balland), le *Petit Larousse illustré 1989, l'Almanach Desproges* (Rivages), le *Petit Larousse en couleurs 1989, le Livre des champignons*, de Jean-Louis Lamaison (Solar), le *Guide rouge France Michelin 1988*.

Ces résultats sont obtenus à partir d'informations communiquées par une cinquantaine de librairies. Ainsi, à Paris, la librairie Marin est requise dont les rayons sont vides puisque son bail n'a pas été renouvelé. Il serait peut-être juste d'indiquer également les dix livres qui, dans chaque catégorie (roman, essai-document, poche, divers), se sont les moins vendus dans la semaine. Ce serait une douce consolation pour leurs auteurs de se voir ainsi cités. Il y aurait des rivalités sauvages, on se disputerait les mauvaises places. Ce classement illustrerait la boutade de Jean Paulhan, comme quoi il y a deux sortes de livres : les bons qui ne se vendent pas en général, et les autres qui se vengent comme ils peuvent. Ce serait une erreur de croire que *Livres Hebdo* est un journal froidement impersonnel qui s'en tiendrait aux seuls faits bruts, à la publicité, aux communiqués, aux manifestations qui tournent autour du livre, ou même à des dossiers. Cet hebdomadaire est non seulement complet mais vivace.

Les éditeurs qui se sentent incompris peuvent soulager leur bile dans des tribunes forcément libres. Le dernier en date est Richard Ducousset, le directeur général d'Albin Michel, qui veut *« tordre le cou aux idées reçues »* et pourfendre les Bouvard et Pécuchet que nous sommes trop souvent. La diatribe de Ducousset m'a semblé confuse mais partant d'un bon sentiment. La confusion, une phrase piquée au hasard vous en donnera l'idée : *« N'oublions tout de même pas que le roman littéraire, y compris d'un point de vue commercial, demeurera à tout jamais seul, avec la poésie, absolument unique, spécifique à l'écrit. »* Franchement, Ducousset, qu'est-ce que vous entendez par « roman littéraire » ? Y a-t-il des romans dignes de ce nom qui ne soient pas de la littérature ? Et des poèmes ? D'une façon générale, tout ce qui en littérature est savoureux ne passe-t-il pas automatiquement par l'écrit ? Et tout ce qui est écrit avec talent n'est-il pas du côté de la bonne littérature ? Mais je vois ce que vous vouliez dire. Vous vouliez dire que ni la télévision ni la radio ni la presse ni la télématique ni l'informatique ne peuvent prendre la place d'un poème de Baudelaire, d'un roman de Flaubert ou même des bons romans d'Albin Michel, ce que vous appelez bizarrement les « romans littéraires ».

Drôle d'appellation qui mettrait la puce à l'oreille sur la valeur réelle de ces romans, un peu comme lorsqu'on lit sur l'étiquette d'une bouteille sans millésime « vieux vin (ou grand vin) de Bordeaux » ! Vous vouliez dire, j'imagine, que même d'un point de vue commercial un bon roman, un bon poème, et sans doute un bon essai, ça pourrait rapporter gros à la longue. Et pourquoi ne le disiez-vous pas au lieu de vous emmêler les pinceaux dans une phrase incompréhensible ? Les idées reçues et vilainement distillées par les méchants critiques, soyons précis *« de Bernard Frank aux gazettes à la mode »*, seraient les suivantes : 1. Les gens ne lisent plus ; 2. Il y a trop de livres ; 3. Nous n'avons plus d'auteurs ; 4. Le roman n'a pas d'avenir ; 5. A l'exception des romans étrangers ; 6. Qui paraissent chez des éditeurs marginaux.

Dans une assez bonne phrase, vous résumez votre fureur : *« Et c'est ainsi que le fin du fin, le* nec plus ultra *de nos jours d'automne, c'est de ne considérer comme seule habitable que la planète des romans étrangers et des rééditions du second rayon. »* Chez les gazetiers à la mode que vous fustigez et dont, hélas, je fais partie, il n'y aurait que deux mots d'ordre *« avec une décennie de retard sur tous les autres milieux » : « Small is beautiful »* et *« Vive l'import » !*

Je vais tâcher de vous répondre aussi précisément que possible en vous faisant toutefois remarquer que les romanciers nationaux *que vous mettez en avant, « ces auteurs qui font bouger notre langue »*, Besson, Pierre-Jean Rémy, Hocquenghem, Christiane Singer, Cauvin pour notre propre maison d'édition, Orsenna, Van Cauwelaert, B.-H. L. ou Labro quand il s'agit des autres éditeurs, n'ont pas particulièrement souffert d'une conspiration du silence, et croyez bien que j'en suis ravi pour eux ou pour leur mémoire. Le seul qui a l'impression que l'on ne parle jamais de lui, c'est Pierre-Jean Rémy, mais ce n'est qu'une impression, ensuite ça fait partie de son image de marque. Dans vos propos pataudsm, il y a pourtant une brave phrase qui m'a arraché une larme : *« La clef, ici encore, reste la lecture et comment faire lire. »*

2 *Un Pym au bord des larmes*

Vous l'avez dit, cher Ducousset, comment *faire lire* ? Tout le problème est là. Pour vous, en apparence, la réponse devrait être aisée : en ne publiant que des livres qui, pour une raison ou une autre, soient lisibles. Ces livres-là ne seront peut-être pas tous lus mais du moins tous auraient-ils mérité de l'être. Que vous soyez petits éditeurs ou Albin Michel, tous tant que vous êtes, vous vous acharnez à compliquer la donne en ne négligeant pas les livres sans intérêt et qui ne peuvent que décourager la lecture. Pour nous, intermédiaires, le problème est plus complexe. Il ne suffit pas que nous repérions les bons livres, que nous en parlions d'abondance, il nous faut les faire lire. Et, pour cela, il nous faut être lisibles, crédibles. Le lecteur qui achète un livre par mois, douze par an serait l'oiseau rare.

Ce n'est pas faute d'informations, de commentaires que les livres ne se vendent pas assez. C'est d'abord parce que le grand public est paresseux, qu'il n'a pas tellement envie de lire, qu'il n'a pas forcément bon goût. C'est ensuite parce que les personnes qui seraient susceptibles d'acheter des romans et de les lire sont souvent aiguillées vers des voies de garage. Ce qui m'a le plus surpris, et d'une certaine façon rassuré, dans ma longue vie de lecteur, ce n'est pas que tel livre, que j'ai eu du plaisir à lire, ne se soit pas vendu, c'est que cet autre que j'avais lu par hasard et avec tant de difficulté se soit si bien vendu. Mon optimisme relatif sur l'avenir de la lecture en *France vient de cette dernière constatation*. Il n'y a pas de raison qu'un jour ces centaines de milliers de lecteurs qui ont eu l'estomac assez solide pour déglutir une histoire indigeste ne découvrent pas dans l'ébahissement et la joie que la bonne littérature peut être d'un accès plus facile que la médiocre. La plupart du temps, c'est par timidité que nous péchons. Pour revenir à Ducousset, je ne sais pas si nous lisons moins, mais je constate que les éditeurs se plaignent et, sur ce point, ils en savent plus que moi. Il y a toujours eu trop de livres et il n'y en aura jamais assez, c'est selon. C'est vrai qu'il y a moins de bons écrivains en France qu'il n'y en a eu par exemple entre 1917 et 1940. C'est tellement évident qu'il serait lourd d'insister. Ça ne veut pas dire qu'il n'y en a plus.

Dès que je lis un roman qui me plaît, je pense que le roman a de l'avenir, l'avenir du roman est dans ce roman. C'est vrai également, et c'est assez normal, qu'on peut lire plus de bons romans étrangers que de bons romans français. Ce n'est pas l'éditeur de Doris Lessing, de Naipaul qui va m'affirmer le *contraire, soyons sérieux. Oh ! assez perdu* notre temps à énoncer des évidences. Voici une deuxième liste de livres lus avec intérêt en septembre au bord de l'eau : 1. *La Ligne de front*, de Jean Rolin (Quai Voltaire, 95 F) : un voyage en Afrique australe par route, train et avion. C'est drôle et précis ; 2. *Lorenzaccio* et autres pièces (*les Caprices de Marianne, On ne badine pas avec l'amour, le Chandelier, Il ne faut jurer de rien*), de Musset (G.-F. Flammarion, présentation de Bernard Masson) : comme à chaque lecture, on aimerait bien comprendre ; oui, comment c'est fait, comment ça marche, ça a l'air si simple ; 3. *La douce colombe est morte*, de Barbara Pym (traduit de l'anglais par Martine Béquié avec la collaboration d'Anne-Marie Augustyniak *(Christian Bourgois, 80 F), un Pym plus* sophistiqué, plus ville, moins pasteur et presbytère que d'autres, mais tout aussi savoureux, au bord des larmes, comme toujours ; 4. *Le Seigneur-Chat, Philippe Berthelot (1866-1934)*, de Jean-Luc Barré (Plon, 150 F) : une biographie utile qui ravira tous ceux qui s'intéressent à notre « avant-guerre », à sa littérature, au prince des diplomates, à une vieille famille républicaine ; 5. *Décor ciment*, de François Bon (Les Editions de minuit, 65 F). Je préférais *Sortie d'usine* et *le Crime de Buzon* (même éditeur) mais Bon est un écrivain. Commencez par les premiers si vous n'avez rien lu de lui.

3 *Du haut des Pyramides*

C'était superbe cette fête donnée pour les *dix ans de notre cher Fig-Mag* avec le Louvre comme décor, la Pyramide comme buffet et Jean d'O comme visiteur inspiré du soir. On peut dire beaucoup de sottises sur Robert Hersant, *mais c'est le moins regardant* des patrons de presse : ces quatre mille personnes qui se pressaient sauvagement autour de merveilleux buffets de nos grands chefs, c'était *quelque chose. Ah ! ces marennes de Meneau,* et son foie gras ! Ce soir-là, une fois n'est pas coutume, le Tout-Paris aussi avait son restaurant du cœur.

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

SUNNY SIDE UP OU 27 JOURS POUR UN SPECTACLE. Artistic Athévains (48-06-36-02), 20 h 30.

FEMME A LA PORTE COCHÈRE. Th. Renaud-Barrault (42-56-60-70). Petite Salle, 18 h 30.

QUELLE FAMILLE. Th. Fontaine (48-74-74-40), 21 h.

LA MEUTE. Théâtre de la Main d'Or (48-05-67-89), 20 h 30.

TU M'AIMES, COMBIEN ? Th. Grévin (42-46-84-47), 20 h 30 (25).

LETTRES D'UNE RELIGIEUSE PORTUGAISE (42-56-60-70), 20 h 30.

L'AVARE. Vincennes. International Visual Theater (43-65-63-63), 20 h.

MARTYR. Arlequin Théâtre (45-89-43-22), 20 h 45 (25).

RETOURS. Odéon (43-25-70-32), 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Avanti : 20 h 30.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉATRE) (45-89-43-22). ◇ Martyr : 20 h 45.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). ◇ Sunny side Up ou 27 jours pour un spectacle : 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). ◇ Les Enfants du Soleil : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Baby Boom : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Souvenirs assassins : 18 h 30. Salle Louis Jouvet. Simplement compliqué, Festival d'automne à Paris 1988 : 19 h.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Le roi se meurt : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence : 20 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Notes en duo : 20 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Théodore : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). L'Augmentation : 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Trakiniaï : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah ! Ca ira, ça ira, ça ira !... : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). L'Orage : 20 h 45.

CIRQUE D'HIVER (42-66-20-75). Astérix : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. La Seconde Surprise de l'amour : 20 h 30. La Resserre. Henry Brûlard : ma vie : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Revieus dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ Esther : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). [illegible]nsieur Masure : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Glengarry Glen Ross : 21 h.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Les Anciennes Odeurs : 18 h 30. Voyance : 21 h. Salle II. Paroles d'or : 18 h 30. L'Annonce de Matthiah : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-40). ◇ Quelle Famille !... : 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Nocturnes : 20 h 45.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal Man's Apprentice (les Aiguilleurs) : 21 h.

GAVEAU-THÉATRE (SALLE GAVEAU) (45-63-20-30). ◇ Le Naufragé : 19 h.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Le Merle blanc : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Eux seuls le savent : 18 h 45. Le Festival de Cuculaou : 20 h 30. Le Complexe de Job : 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ange gardien : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Tokyo : 21 h 30.

JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). Paris-Nord, attractions pour noces et banquets : 21 h.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). ◇ La Face cachée d'Orion : 20 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). ◇ Les Armoires : 21 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Métamorphoses d'une mélodie : 21 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Valardy : 20 h 15.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Aérolitos : 18 h. Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Mort à crédit : 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. Pour un oui, pour un non : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 21 h.

MARAIS (42-78-03-53). Le Grand Invité : 20 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Monte-Plats : 18 h 30. Monologues de Jean Cocteau : 20 h 30. Sept Contes cruels : 22 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Si c'est pas Montagné, j'en veux pas : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). La Femme à contre-jour : 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Le Minotaure : 19 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six : 21 h 15.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Ma cousine de Varsovie : 20 h 45.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 21 h.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Paris accordéon, Fêtes d'automne du Ve arrondissement : 20 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing : 20 h 30.

ODÉON (43-25-70-32). ◇ Retours : 20 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Toile de fond : 18 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45.

PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Kilowatt : 20 h 15. Les Vamps : 21 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). L'éléphant est tombé : 21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ◇ Louis Jouvet, le patron Rencontres du Palais-Royal : 14 h 30. Et le spectacle continue ! Raymond Devos : 20 h 30.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Le plus heureux des trois : 21 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor : 20 h 30.

RANELAGH (42-88-64-44). L'Etrange Mister Knight : 21 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). A ta santé, Dorothée : 20 h 45.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Le Lavoir : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). L'Ex-Femme de ma vie : 20 h 30.

SQUARE RÉJANE (SOUS DEUX CHAPITEAUX) (43-79-90-90). Baroque II : 20 h 30.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Gérard Sety : 20 h 30. Brassens, Brel : 22 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). La Résistible Ascension d'Arturo Ui : 20 h 30.

THÉATRE DE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-29-61). Le Monologue de Molly Bloom, d'après Ulysse : 21 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). ◇ La Meute : 20 h 30.

THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). ◇ Tu m'aimes combien ? : 20 h 30.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). La Dame de Bayreuth : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre Gémier. Sophonisbe : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. Réveille-toi, Philadelphie : 20 h 30. Petite salle. Une visite inopportune : 21 h.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Le Retour au désert, Festival d'automne à Paris 1988 : 20 h 30. Petite salle. Femme à la porte cochère : 18 h 30. ◇ Lettres d'une religieuse portugaise : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Berthélémy : 19 h. Hélas, tant mieux : 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). Identités : 19 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Rififoin dans les labours : 21 h.

Les concerts

AMPHITHÉATRE RICHELIEU. Gustav Leonhardt, 20 h 30, Récital de clavecin. Œuvres de Rameau, Frescobaldi, Bach.

Mardi 25 octobre

ÉGLISE DE LA MADELEINE (39-61-12-03). Jacques Dieny, Joachim Havard de La Montagne, 18 h 30, Hautbois, orgue. Œuvres de Telemann, Donizetti, Henrich.

ÉGLISE NOTRE-DAME - DU - TRAVAIL - DE - PLAISANCE. La chapelle royale, 20 h 30, Dir. Gustav Leonhardt. Œuvres de Bach, Valls.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Orchestre de chambre Bernard Thomas, 20 h 30, Dir. Bernard Thomas. N. Monestier (soprano), A. Papadjiakou (mezzo). Œuvres de Vivaldi, Pergolèse. Téléphone location : 42-23-55-28.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). Corée. 20 h 30. Le pansori, opéra coréen ou théâtre chanté par un seul acteur chanteur accompagné d'un tambourineur.

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Société de musique contemporaine du Québec, 19 h. Dir. Walter Boudreau. M.-D. Parent (soprano). Œuvres de Garant, Tremblay, Vivier. Concert-lecture. Grand auditorium.

LE REGARD DU CYGNE (45-23-03-90). De nature et de saisons, 20 h 30. Six concerts. Peintures de E. Ronard et C. Lorsy. Œuvres de Britten, Mendelssohn, Debussy, Schubert.

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). Fine Arts Quartet, 20 h 45. Œuvres de Debussy, Beethoven, Rachmaninov.

THÉATRE DU LIERRE (46-86-55-83). Quatuor vocal du Lierre. Jusqu'au 27 octobre. 20 h 30. V. Audat, V. Joly, J.-Y. Penafiel, M.-C. Vallez, P.-A. Vallade (flûte), G. Buquet (tuba), 1 h 30.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

La Colère des dieux (1946), de Karl Lamac, 16 h.

CENTRE POMPIDOU GRAND FOYER

Vidéodanse : 200 vidéos en non stop, un panorama de la danse contemporaine depuis dix ans. Jusqu'au 21 novembre, tous les jours de 14 h à 21 h - gratuit.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

Festival international de programmes audiovisuels : Cinq Colonnes à la Une : la République du bout du monde, Mort à Madrid Madame Griman, la Suisse sans conférence, André et Simone Schwarzbart, Magasin littéraire de Michel Mitrani, 14 h 30 ; le Temple de Diakonov, le Rêve de Mohamed Malas, 16 h 30 ; A Duke Named Ellington de Terry Carter, 18 h 30 ; Risk II de Dimitri Barshevsky, 20 h 30.

Les exclusivités

A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ADA DANS LA JUNGLE (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

L'AUTRE NUIT (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

BIG (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

BIRD (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

BONJOUR L'ANGOISSE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

CHOCOLAT (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

COLORS (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA COMMISSAIRE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LE COMPLOT (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; v.f. : George V, 8e (45-62-41-46) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

DE BRUIT ET DE FUREUR (**) (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A., v.o.) : Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67).

DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

EMMANUELLE 6 (**) (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ENCORE (*) (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55).

L'ETUDIANTE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

FRANTIC (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; v.f. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LA GUERRE D'HANNA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'HOMME QUE J'AI TUÉ (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

HOTEL TERMINUS (Fr., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

IRONWEED (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LA LECTRICE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MASQUERADE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MIDNIGHT RUN (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

LES MODERNES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

PIÈGE DE CRISTAL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PRESIDIO (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

PRISONNIÈRES (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RANDONNÉE POUR UN TUEUR (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LE REPAS DU DRAGON (All., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

STORMY MONDAY (Brit.-A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

TERRE SACRÉE (Fr., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

TROIS SŒURS (It.-Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

UN MONDE A PART (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

UN PRINCE A NEW YORK (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UNE ETOILE POUR L'EXEMPLE (Fr.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX

MALAVENTURA. Film espagnol de Manuel Gutierrez Aragon, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

ONIMARU. Film japonais de Kiju Yoshida, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

L'OURS. Film franco-allemand de Jean-Jacques Annaud : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PAPILLO. Film tchèque de Jiri Svoboda, v.o. : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

PETITE REVANCHE. Film vénézuelien d'Olegario Barrera, v.o. : Denfert, 14e (43-21-41-01).

RAMBO III. Film américain de Peter MacDonald, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 26 OCTOBRE

« Le Marais, de l'hôtel de Sens à l'Arsenal », 12 h 15, métro Saint-Paul (Dominique Fleuriot).

« Hôtels et cours du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Le séminaire d'Issy-les-Moulineaux », 14 h 30, métro Mairie-d'Issy (M.-G. Leblanc).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 14 h 30, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (Mme Cazes).

« Les rois maudits : leurs tombeaux à Saint-Denis et la crypte mérovingienne », 14 h 45, entrée de la basilique (Tourisme culturel).

« Exposition : le symbolisme », 15 heures, Petit Palais, avenue Winston-Churchill (Paris et son histoire).

« Exposition Boucheron », 18 h 30, boulevard Haussmann (Mathilde Hager).

MONUMENTS HISTORIQUES

« L'extension du bouddhisme en Chine, au Japon et en Asie méridionale », 15 heures, hall d'entrée du Musée Guimet, 6, place d'Iéna.

« La villa des Jardies, demeure de Balzac puis de Gambetta », 15 h 30, 14, rue Gambetta à Sèvres (train par gare Saint-Lazare).

POUR LES JEUNES

« Sculpture et peinture à l'époque romane », 14 h 30, vestibule du Musée des monuments français, place du Trocadéro (Monuments historiques).

CONFÉRENCES

Ecole européenne des affaires, 108, boulevard Malesherbes, 20 heures : « Le Japon en 1988 », avec M. Moriyuki Motono, ambassadeur du Japon (Institut du Pacifique).

91, rue de Seine, 20 heures : « La femme initiatrice fait-elle peur ? », par Jacqueline Kellen (Espace bleu).

« Jeux de constructions : masques », 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne de la Ville de Paris).

« Les arènes de Lutèce », 14 h 30, 49, rue Monge (Musée Carnavalet).

« Séance de contes », 14 h 30, Musée du Petit Palais.



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 25 octobre

TF 1

20.40 Cinéma : Rambo ■ Film américain de Ted Kotcheff (1983). Avec Sylvester Stallone, Richard Crenna, Brian Dennehy, David Caruso. **22.20 Magazine : Ciel mon mardi !** Présenté par Christophe Dechavanne. **23.40 Journal et Météo. 0.00 Magazine : Livres en tête.** Présenté par Joseph Poli et Jacques Duquesne. **0.10 Feuilleton : Ballerina. 1.10 Feuilleton : Les Moineau et les Pinson. 1.35 Documentaire : Collection nouveaux mondes. 2.30 Documentaire :** *Histoires naturelles. 3.55 Musique. 4.15 Documentaire :* **Histoires naturelles.**

A 2

20.35 Cinéma : les Frères Pétard □ Film français d'Hervé Palud (1986). Avec Gérard Lanvin, Jacques Villeret, Josiane Balasko, Valérie Mairesse. ▶ **22.10 Magazine : Stars à la barre.** De Catherine Barma et Thierry Ardisson, présenté par Roger Zabel. Thème : « Le mariage ». **23.25 Informations : 24 heures sur la 2. 23.40 Tennis : Tournoi de Bercy. 0.50 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

20.30 Cinéma : le Jour de la fin du monde ■ Film américain de James Goldstone (1979). Avec Paul Newman, Jacqueline Bisset, William Holden. **22.30 Campagne officielle pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. 22.45 Journal. 23.10 Cinéma : Havre** ■ Film français de Juliet Berto (1985). Avec Alain Maneval, Frédérique Jamet, Joris Ivens. **0.40 Musiques, musique.** Semaine Rafael Puyana : Sonate K 175, de Scarlatti ; Bullorditto, de Giovanni Picchi.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : les Chiens de paille ■ Film américain de Sam Peckinpah (1971). Avec Dustin Hoffman, Susan George, Peter Vaughan. **22.20 Flash d'informations.** *22.25 Cinéma : Witness ■■ Film* américain de Peter Weir (1984). Avec Harrison Ford, Kelly McGillis, Josef Sommer (v.o.). **0.15 Cinéma : Freddy III** □ Film américain de Chuck Russell (1987). Avec Robert Englund, Heather Langenkamp, Patricia Arquette. *1.45 Spectacle : Le monde du cirque, Barnum.*

LA 5

20.30 Cinéma : l'Armée des ombres ■■ Film français de Jean-Pierre Melville (1969). Avec Paul Meurisse, Lino Ventura, Simone Signoret. **23.00 Rallye des Pharaons. 23.05 Le retour de Mike Hammer. 0.00 Journal de minuit 0.05 Capitaine Furillo.** (rediff.) *1.15 L'inspecteur Derrick* (rediff.). **2.05 Les faucheurs de marguerites** (rediff.). **2.55 Journal de la nuit. 3.00 La nouvelle malle des Indes** (rediff.). **3.55 Les hommes de Rose. 4.50 Seule à Paris** (rediff.). **5.03 Voisin, voisine** (rediff.).

M 6

20.35 Téléfilm : Permis de tuer. De Jud Taylor, avec James Farentino, Penny Fuller. **22.15 Série : Le Saint. 23.05 Journal. 23.20 Magazine : Ondes de choc** (rediff.). **0.15 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **1.00 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Sexy clip** (rediff.). **2.30 Série : Le Saint** (rediff.). **3.20 Magazine : Adventure** (rediff.). **3.45 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **4.10 Magazine : Ondes de choc** (rediff.). **5.00 Magazine : Adventure** (rediff.). **5.30 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.) **6.00 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel Science. Les rythmes du soleil et le climat. **21.30 La jeune opposition polonaise : Les enfants de la loi martiale. 22.40 Nuits magnétiques.** Le Burkina-Faso : je demande la route. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Nina Simone, soul diva.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de l'église *Notre-Dame-du-Travail*) : Cantate BWV 114, Cantate BWV 45, de Bach ; Missa scala aretina, de Valls par l'ensemble vocal et instrumental La Chapelle royale, dir. Gustav Leonhardt ; sol. : Agnès Mellon, *soprano ; Gérard Lesne, haute-contre ;* John Elwes, ténor et Peter Kooy, basse. **22.30 La galaxie des traditions. 23.07 Club d'archives.** Piero Coppola, l'apôtre de la musique française : la Damnation de Faust, de Berlioz (version abrégée) par l'orchestre des *Concerts Pasdeloup ; les* plus belles rééditions récentes. **1.00 Karlheinz Stockhausen.**

Mercredi 26 octobre

TF 1

13.40 Feuilleton : Côte ouest. 14.30 Club Dorothée après-midi. Sablotin ; Les chevaliers du zodiaque ; Flashman ; GI Joe ; Lamu ; Capitaine Flam ; Silver Hawks ; Bioman ; Le mot mystérieux ; Le jeu du téléphone ; Le Jacky seau ; Le jeu de l'ABC ; Le top junior. **17.45 Série : Chips. 18.35 Avis de recherche. 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Tirage du Tac-O-Tac. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Tirage du Loto. 20.45 Variétés : Sacrée soirée.** Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Guy Bedos, Dorothée, Gérard Oury. Variétés : Patricia Kaas, Jean-Jacques Burnel, Jacques Higelin, Matt Bianco, George Benson, Jennifer Taylor et Jean-Pierre Rives, Tarento. ▶ **22.40 Magazine : Ex libris.** De Patrick Poivre d'Arvor. Sommaire : Exclamation ; Extras et ordinaires ; Exercice de style ; Extérieur livres ; Tête à tête ; Expertise ; Exploration ; Excellence ; Le baromètre du plaisir. **23.50 Journal et Météo. 0.10 Variétés : Wiz qui peut.** Télé-crochet animé par Jesse Garon. **0.55 Feuilleton : Ballerina. 1.55 Feuilleton : Les Moineau et les Pinson. 2.15 Documentaire : Collection nouveaux mondes. 3.20 Documentaire : Histoires naturelles. 4.10 Musique. 4.15 Documentaire : Histoires naturelles.**

A 2

13.45 Feuilleton : Jeunes docteurs. 14.30 Magazine : Chauds les glaçons. Présenté par Cerise et Philippe Giangreco, Julie et Stéphane ; Pitou. **16.00 Tennis.** Tournoi de Bercy. **18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.05 INC. 19.10 Campagne officielle pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Plaisir de rire : La baby-sitter. 20.00** *Journal* **et Météo. 20.35 Téléfilm : L'argent.** De Jacques Rouffio d'après l'œuvre d'Emile Zola. Avec Claude Brasseur, Miou-Miou, Michel Galabru, Jean-Pierre Bisson, Jean-Paul Roussillon (2e partie). **22.05 Flash d'informations.** ▶ **22.10 Magazine : Les Français vus par...** Proposé par Daniel Toscan du Plantier, présenté par Eve Ruggieri. Courts métrages : Les Gaulois, de Werner Herzog ; Le cow-boy et le Français, de David Lynch ; Proust contre la déchéance, d'Andrzej Wajda ; Pèlerinage à Agen, de Luigi Comencini ; Le dernier mot, de Jean-Luc Godard. **23.40 Informations : 24 heures sur la 2. 0.00 Magazine : Figures.** De Jacques Chancel. Invité : Maurice *Béjart.*

FR 3

13.30 Feuilleton : Allô ! Tu m'aimes ? 13.57 Flash d'informations. 14.00 Magazine : Une pêche d'enfer. 14.30 Jeu : Cherchez la France. 15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Dessin animé : Petit ours brun. 17.05 Croc note show. 17.15 Dessin animé : Mister T. 17.35 The Muppets babies. 18.00 Magazine : Drevet vend la mèche. 18.30 Feuilleton : Guillaume Tell (18e épisode). **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région. **19.53 Dessin animé : Il était une fois la vie.** La moelle osseuse. **20.02 Jeu : La classe. 20.25 Dessine-moi l'Europe. 20.30 Théâtre : la Savetière prodigieuse.** Pièce de Federico Garcia Lorca, mise en scène par Jacques Nichet. Avec Isabelle Candelier, Olivier Perrier, Gérard Victor. *Une coproduction FR3, la SEPT, le Théâtre des Treize Vents.* **22.15 Campagne officielle pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie. 22.30 Journal et Météo. 22.55 Magazine : Océaniques.** Cycle Glenn Gould : Fugue en si bémol mineur, du Second livre du clavier bien tempéré, de Bach ; Sonate opus 31 nº 2, de Beethoven ; Final de la troisième sonate, d'Hindemith. **23.20 Tennis : Tournoi de Bercy.**

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : La malédiction du pont. De E.W. Swackhamer, avec David Hasselhoff, Stephanie Kramer. **15.00 Série : La malédiction du loup-garou. 15.30 Téléfilm : Le réseau.** De Howard Avedis, avec David Naughton, Barbara Crampton. **17.10 Football.** Coupe d'Europe de l'UEFA : Ujpest Dosza-Bordeaux. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas. **19.55 Football.** Les coulisses. **20.00 Football.** Coupe d'Europe des clubs champions : Bruges-Monaco. **21.55 Cinéma : Tant qu'il y aura des femmes** □ Film français de Didier Kaminka (1987). Avec Roland Giraud, Fanny Cottençon, Marianne Basler. **23.15 Cinéma : Touché** ■ Film américain de Jeff Kanew (1985). Avec Anthony Edwards, Linda Fiorentino, Nick Corri. **0.50 Cinéma : le Guépiot** ■ Film français de Joska Pilissy (1981). Avec Emilie Montgenet, Bernard Fresson, Evelyne Dress.

LA 5

13.30 Supercopter. 14.25 Série : K2000. 15.25 Série : Shérif, fais-moi peur. *De 16.25 à 17.40 Dessins animés.* **16.25 Le tour du monde de Lydie. 16.50 Pollyana. 17.15 Susy aux fleurs magiques. 17.40 Magazine : En route pour l'aventure. 18.05 Dessin animé : Les aventures de Claire et Tipoune.** *18.30 Dessin animé : Olive et Tom, champions du foot.* **18.55 Journal images. 19.00 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : Double identité.** *La reconversion d'un spécialiste de l'escroquerie dans l'éducation d'enfants.* **22.30 Série : La loi de Los Angeles. 23.30 Supercopter. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Supercopter** (rediff.). **0.35 Boulevard Bouvard** (rediff.). **1.00 Les faucheurs de marguerites** (rediff.). *1.50 La nouvelle malle des Indes* (rediff.). **2.45 Journal de la nuit. 2.50 Les hommes de Rose. 3.45 Seule à Paris.** (rediff.). **3.58 Voisin, voisine** (rediff.). **5.45 Musique : Aria de rêve.**

M 6

13.20 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire. 14.15 Jeu : Fan de... 14.45 Variétés : Frequenstar. 15.45 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Hawaii, police d'Etat. 18.05 Série : Daktari. 19.00 Série : Les routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. Le procès de Théodore. **20.35 Téléfilm : La nuit des mutants.** De John Bud Cardos, avec Wings Hauser, Lee Montgomery. *Policier et fantastique.* **22.15 Magazine : Libre et change.** De Michel Polac. Sur le thème « Tous mal élevés », sont invités : René Haby (ancien ministre de l'éducation nationale), Marguerite Gentzbittel (proviseur du lycée Fénelon, auteur de *Madame le proviseur*), Roger-Henri Guerrand (auteur de *C'est la faute aux profs*), Catherine Baker (auteur de *les Cahiers au feu*), des jeunes élèves de lycée, et des adolescents qui n'ont jamais été scolarisés. **23.30 Journal. 23.40 Série : Le Saint. 0.30 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.50 Musique : Boulevard des clips. 1.50 Magazine : Charmes** (rediff.). **2.20 Série : Le Saint** (rediff.). **3.10 Magazine : Ondes de choc** (rediff.). **4.00 Magazine : Adventure** (rediff.). **4.25 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **4.50 Magazine : Ondes de choc** (rediff.). **5.50 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. L'actualité de la langue. **21.30 Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada. **22.00 Communauté des radios publiques de langue française.** L'histoire du blues. **22.40 Nuits magnétiques.** Le Burkina-Faso : Ouaga deux-roues. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Nina Simone, soul diva.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 octobre salle Gaveau) : Barcarolle pour piano op. 67 nº 6, Le tambour bat aux champs, Esquisse pour piano op. 50b, Le festin d'Esope, variations pour piano op. 39, d'Alkan ; Csardas macabre pour piano de Listz ; Polonaise en la bémol majeur op. 61, de Chopin ; *Gigue et air de ballet dans le style ancien pour piano op. 24,* d'Alkan ; La lugubre gondole pour violoncelle et piano, Elégie pour violoncelle et piano de Liszt ; Introduction et polonaise brillante pour violoncelle et piano en ut majeur op. 3, de *Chopin ; Sonate pour violon et piano, d'Alkan ; Trio pour violon,* violoncelle et piano nº 7 en la mineur op. 37, de Reber ; Trio pour violon, violoncelle et piano en sol mineur op. 8, de Chopin, par Régis Pasquier (violon), Roland Pidoux (violoncelle) et Olivier Gardon (piano). **23.25 Jazz club.** En direct du Jazz-club Lionel-Hampton de l'hôtel Méridien : le groupe de Budy Guy et Junior Wells.

Audience TV du 24 octobre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	48.8	Santa-Barbara 17.5	Actual. région. 6.0	Actual. région. 14.9	Top 50 4.3	Porte magique 2.6	Routes paradis 2.7
19 h 45	57.5	Roue fortune 32.4	Loft story 7.0	Actual. région. 7.5	Nulle part 4.2	Boulev. Bouvard 2.8	Routes paradis 3.3
20 h 16	71.4	Journal 34.9	Journal 13.1	La classe 12.6	Nulle part 2.0	Journal 5.6	Cosby show 3.3
20 h 55	74.7	Cinéma 27.7	Grand échiquier 10.2	Le Voleur 16.5	Touché 2.3	Nevada Smith 16.4	A nous deux 2.6
22 h 8	57.5	Chocs 12.3	Grand échiquier 8.5	Le Voleur 16.0	Flash 1.9	Nevada Smith 16.8	A nous deux 2.6
22 h 44	38.7	Chocs 12.0	Info 5.2	Campagne off. 3.3	Bobagelfoot 0.7	Nevada Smith 16.0	Le Saint 1.7

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 25 octobre à 0 heure et le dimanche 30 octobre à 24 heures TU.

La douceur persistera jusqu'à dimanche. Le ciel sera généralement très nuageux à couvert sur la moitié nord de la France, où les nuages apporteront pluies ou bruines. Plus au sud, le soleil brillera.

Mercredi 26 : De la Bretagne et des pays de Loire au Cotentin jusqu'au Pas-de-Calais, le temps sera couvert et il tombera quelques petites gouttes de pluie. Le vent de sud soufflera assez fort près des côtes (50 à 60 km/h).

De la Vendée au Pays Basque jusqu'au Bassin parisien, au nord Picardie, à la Champagne et aux Ardennes, le *ciel sera très nuageux. Juste quelques* éclaircies sont à espérer l'après-midi.

Sur le pourtour méditerranéen, la journée sera bien ensoleillée et douce dès le matin. Partout ailleurs, la matinée sera fraîche, les brumes et les brouillards seront nombreux dans les vallées et parfois denses. Ils pourront être tenaces en Lorraine et en Alsace. Après leur dissipation, en général avant la fin de matinée, le temps sera très agréable, doux et très ensoleillé. Toutefois, sur la Lorraine et l'Alsace des nuages arriveront par l'ouest et deviendront de plus en plus nombreux. Ces nuages descendront le soir sur la Franche-Comté et le Jura.

Le matin, il fera 11 à 14 degrés en Bretagne, en Vendée et sur le Cotentin, *6 à 10 degrés partout ailleurs, sauf localement* dans les vallées du Massif Central et en Bourgogne, où le thermomètre pourra descendre entre 3 et 5 degrés.

L'après-midi le mercure atteindra 20 à 25 degré au sud d'une ligne Bordeaux-Montélimar. Dans le Nord-Est, il fera 13 à 15 degrés, dans le nord Picardie, 15 à 17 degrés, partout ailleurs 16 à 20 degrés.

Jeudi 27 : pluie de la Bretagne au *Nord.*

Ciel couvert, pluie et bruine de la Bretagne et de la Vendée au Nord, dès le matin. En cours de journée, les pluies et les nuages s'étendront jusqu'au nord de la Lorraine.

Les nuages seront nombreux du littoral atlantique aux régions de Loire et aux Vosges. Sur les Alpes, le ciel sera très nuageux le matin. Puis quelques éclaircies apparaîtront. Ailleurs, le soleil brillera, après la dissipation des brumes et des brouillards matinaux. Les températures au lever du jour seront voisines de 5 à 8 degrés sur les régions de l'Est et du Centre. Elles atteindront 12 à 14 degrés sur les côtes. Les températures maximales varieront de 13 degrés dans le Nord-Est à 26 degrés au Sud.

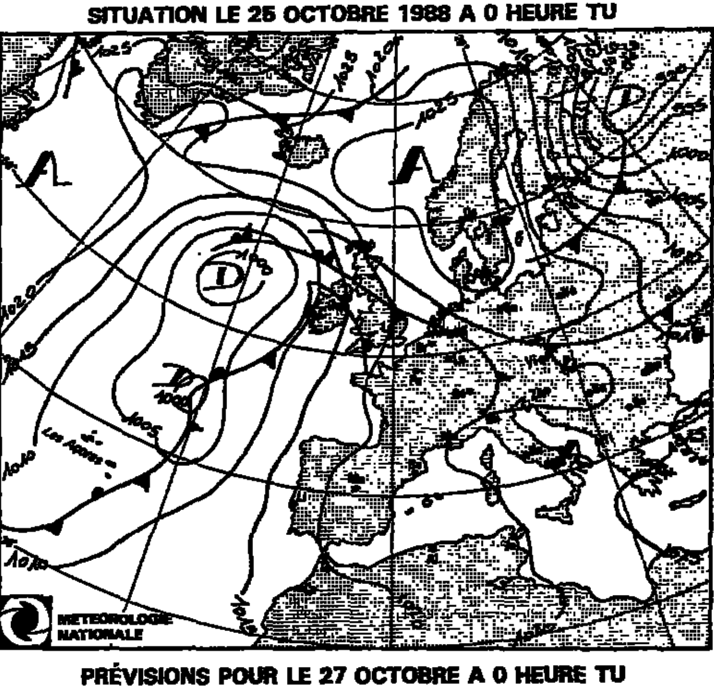
***Vendredi 28 :** pluie sur le Nord-Ouest,* soleil sur le Sud-Est. Le ciel sera couvert et il pleuvra de la Bretagne et des Charentes aux frontières du Nord et du Nord-Est. *Cependant, sur le Finistère,* les pluies seront rares le matin.

Le temps sera très nuageux du Massif Central au Jura et au nord des Alpes. Nuages et éclaircies se partageront le ciel en Aquitaine et sur Midi-Pyrénées. Ailleurs, la journée sera ensoleillée. Les températures seront en légère hausse.

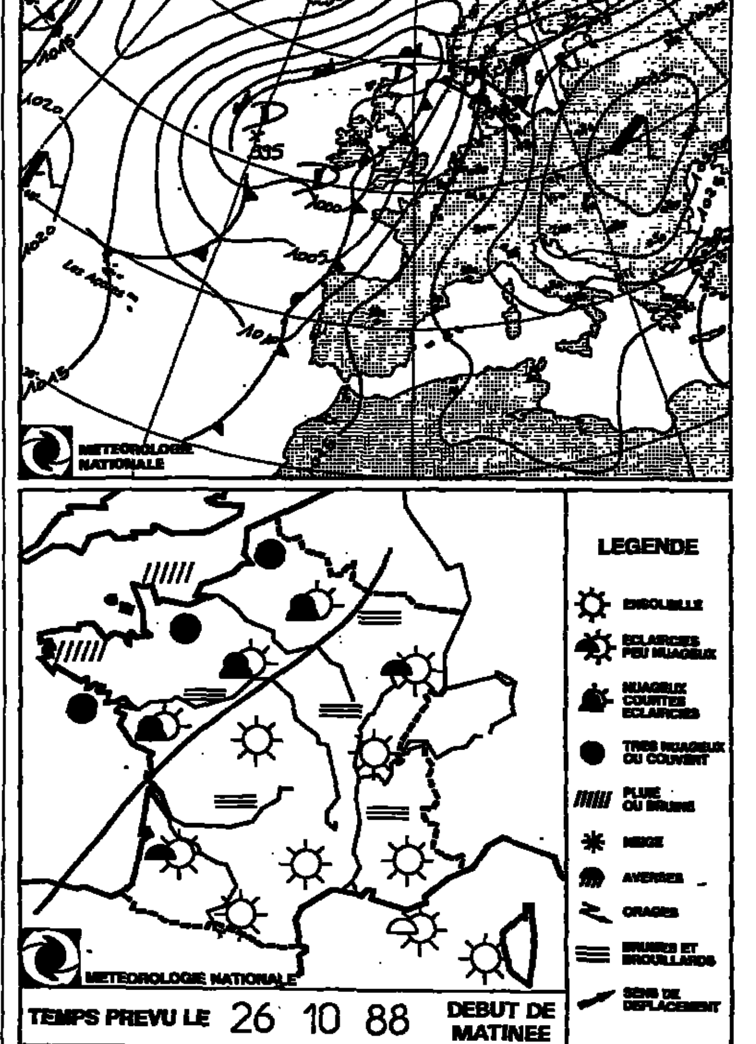
Samedi 29 : pluie au Nord, soleil au Sud. Le temps sera couvert et les nuages apporteront pluies ou bruines de la Bretagne aux frontières du Nord dès le matin. Dans la journée, le temps maussade s'étendra jusqu'aux Vosges. Sur les régions méridionales, le soleil brillera. Ailleurs, le ciel sera nuageux à très nuageux. Les températures resteront douces.

Dimanche 30 : encore de la pluie au Nord. Ciel couvert, pluie et bruine le matin de la Bretagne au Nord et aux Vosges. L'après-midi, les pluies gagneront la Franche-Comté. Mais elles cesseront sur la Bretagne où de belles éclaircies se développeront. Sur les régions méditerranéennes, il fera beau.

SITUATION LE 25 OCTOBRE 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 27 OCTOBRE A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

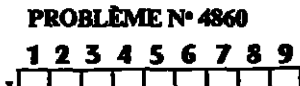
Valeurs extrêmes relevées entre le 24-10-1988 à 6 heures TU et le 25-10-1988 à 6 heures TU — le 25-10-1988

FRANCE	Max	Min	Temps
AJACCIO	23	11	D
BIARRITZ	23	10	D
BORDEAUX	22	9	D
BOURGES	16	6	N
BREST	16	14	C
CAEN	19	12	C
CHERBOURG	15	13	C
CLERMONT-FERR.	18	5	N
DIJON	17	7	N
GRENOBLE St-M-H	19	8	C
LILLE	16	8	B
LIMOGES	17	9	N
LYON	17	8	B
MARSEILLE-MAR.	22	9	D
NANCY	15	5	B
NANTES	20	12	N
NICE	21	13	N
PARIS-MONTS.	18	12	C
PAU	21	8	D
PERPIGNAN	25	7	D
RENNES	19	13	C
ST-ETIENNE	17	6	C
STRASBOURG	13	6	C
TOURS	17	9	C
TOULOUSE	21	5	D
POINTE-A-PITRE	31	22	A

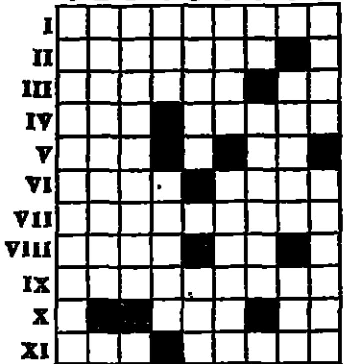
ÉTRANGER	Max	Min	Temps
ALGER	24	8	D
AMSTERDAM	14	7	D
ATHÈNES	21	15	A
BANGKOK	29	26	C
BARCELONE	23	11	D
BELGRADE	11	6	D
BERLIN	11	2	D
BRUXELLES	16	9	C
LE CAIRE	29	17	D
COPENHAGUE	5	-3	D
DAKAR	32	24	D
DELHI	35	18	D
DJERBA	24	16	D
GENÈVE	16	6	C
HONGKONG	29	23	D
ISTANBUL	18	11	C
JÉRUSALEM	26	12	D
LISBONNE	24	15	D
LONDRES	17	12	P
LOS ANGELES	21	16	N
LUXEMBOURG	13	6	B
MADRID	21	9	D
MARRAKECH	34	16	N
MEXICO	26	13	B
MILAN	19	10	N
MONTRÉAL	10	2	D
MOSCOU	5	-6	*
NAIROBI	26	18	P
NEW-YORK	17	9	D
OSLO	6	-5	D
PALMA-DE-MAL.	24	11	B
PÉKIN	19	7	B
RIO-DE-JANEIRO	26	22	C
ROME	21	10	D
SINGAPOUR	30	25	P
STOCKHOLM	1	-5	D
SYDNEY	17	16	P
TOKYO	18	14	P
TUNIS	25	15	N
VARSOVIE	9	-5	N
VENISE	17	8	B
VIENNE	14	10	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



PROBLÈME Nº 4860



HORIZONTALEMENT

I. Employés pour la suspension. – II. Jugée bonne pour les mauvais. – *III. Fait de solides nœuds.* Participe. – IV. Est froid quand le climat est mauvais. Où il en est un qui se battit comme un lion avant de mourir. – V. Sigle. Visible sur des joncs. – VI. Où certains avaient l'habitude de philosopher. Idéal pour celui qui rêve de monter *sur les planches.* – VII. Est bien placé pour reprendre du poil de la bête. – VIII. Fils de prince. Tous derrière et lui devant. – IX. Rendues mais pas forcément arrivées. – X. Pour celui qui tenait les cordons de la bourse. Sert à *lever.* – XI. Peut *se faire* tirer par les oreilles. S'assurer un travail d'avenir.

VERTICALEMENT

1. Personne ne craint de se frotter à lui. – 2. A besoin de fil pour travailler. – 3. *De quoi* mettre le feu aux poudres. – 4. Fait peut-être porter le chapeau. Ce serait faux que de dire qu'on n'en tire rien de bon. – 5. Traverse la forêt. Possessif. – 6. Résulte d'une élimination. Pour l'obtenir, certains n'hésitent pas à *faire des façons.* – 7. Ne *prend pas* de poids bien qu'étant souvent à table. Purée à laquelle il ne vaut mieux pas goûter. – 8. On la trouve à tout bout de champ. Fait « descendre » du monde. – 9. Fut fréquentée par des proches d'Ulysse. Mettre la main à la pâte.

Solution du problème nº 4859

Horizontalement

I. Faussaire. – II. Issues. Ut. – III. Liés. Ria. – IV. Lentement. – V. *Tétine.* – *VI. Nattes.* – VII. Dentiers. – VIII. Enée. – IX. Ut. Entêté. – X. Irisée. Ra. – XI. Les. Trait.

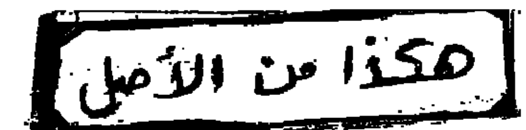
Verticalement

1. Fille. Deuil. – 2. Asie. Ventre. – 3. Usent. Ne. Is. – 4. Sustentées. – 5. Se. Etai. Net. – 6. As. Mite. Ter. – 7. Rentrée. – 8. Ruinées. Tri. – 9. Etat. Béat.

GUY BROUTY.







Communication

Négociations sur les salaires

Les journalistes de « Libération » devaient se prononcer pour ou contre la grève

Libération est plongé dans l'attente. A l'issue de la journée du lundi 24 octobre, ponctuée par deux assemblées générales, la rédaction a majoritairement repoussé de vingt-quatre heures – jusqu'à la décision de l'assemblée générale convoquée mardi 25 octobre – son préavis de grève déposé la semaine dernière (*le Monde* du 21 octobre). Ce laps de temps supplémentaire devait permettre à la direction de faire de nouvelles propositions salariales.

La politique des salaires agite *Libération* depuis de longues semaines. Sa rédaction, composée de cent cinquante journalistes juge le moment venu de recueillir les fruits du redressement du titre, dont les bénéfices en 1988 devraient dépasser 10 millions de francs. Bloqués depuis deux ans du fait des difficultés économiques, les salaires de la rédaction du quotidien de Serge July se situent pour la plupart à 11 150 francs nets mensuels. Seul, l'accès à la hiérarchie du journal peut donc permettre à un journaliste d'espérer une augmentation : un chef de service gagne 15 800 francs nets, un salaire encore modique par rapport au reste de la presse parisienne.

Pendant tout le week-end, l'intersyndicale de la rédaction et la direction ont négocié sur la nouvelle grille salariale. La direction proposait une augmentation de 800 francs nets immédiatement et une autre, d'un montant identique, au 30 juin 1990. En outre, elle souhaitait augmenter les salaires par « vagues » et instaurer une échelle salariale en six paliers, premier pas vers une individualisation des salaires dans une rédaction attachée au salaire uniforme.

Dans la nuit de dimanche à lundi, la CFDT (majoritaire au sein de la rédaction) et FO parvenaient à un compromis avec la direction : la seconde augmentation aurait lieu en décembre 1989, une prime d'intéressement de 2 500 francs serait versée à tous les salariés dès le mois de novembre, et le nombre de paliers serait réduit à quatre. Le Syndicat national des journalistes CGT, qui défend le principe d'une augmentation immédiate de 800 francs et d'une autre en mai 1989, quittait pour sa part la table des négociations.

Présenté par la CFDT à une première assemblée générale, ce pré-accord en forme de compromis a été repoussé – à bulletin secret – par 84 des 133 votants, 43 l'acceptant et 6 s'exprimant par un vote nul. Dans la foulée, une seconde assemblée générale a eu lieu au sujet du préavis de grève. Les journalistes, alors nettement moins nombreux, ont reporté par un vote à main levée leur décision à mardi midi.

Pour la CFDT, qui s'était battue pour ce compromis, le vote de la rédaction a des allures de désaveu. La CGT, quant à elle, a élargi son champ de revendications et souhaite que les services périphériques de la rédaction (télématique, documentation, archives, etc.) profitent aussi de la future revalorisation salariale.

Pour la direction, enfin, « *le pré-accord est le seul compromis possible, arbitré par les possibilités financières du moment* ». Nul ne se hasardait mardi matin à *Libération* à faire des pronostics sur le vote. Pour une grande partie des journalistes la grève risque en effet de mettre à mal l'image du journal, sa bonne santé retrouvée et la cohésion de la rédaction. Plusieurs réunions de concertation devaient avoir lieu dans la matinée de mardi entre rédaction et direction.

YVES-MARIE LABÉ.

• **M. Robert Maxwell annonce la création d'un centre européen d'informations à Lille.** – En présence de M. Pierre Mauroy, maire de Lille, le magnat de la presse britannique, actionnaire de TF 1, a rendu public, le 24 octobre, le projet de création d'un centre d'informations à vocation européenne, sorte de banque de données, dans la perspective du marché unique de 1992. Industriels, chefs d'entreprise, universitaires, y trouveront les informations nécessaires à toute initiative d'implantation, d'exportation ou de recherche dans les différents pays de la Communauté (réglementations, données statistiques, équipements, etc.). M. Maxwell a indiqué que le centre serait implanté sur 2 000 mètres carrés et que quatre-vingt à cent emplois de haut niveau, en particulier dans l'informatique, pourraient y être créés.

Changement de direction au quotidien « El Païs »

Un événement dans la presse et la politique espagnoles

MADRID
de notre correspondant

Treize ans après sa naissance (peu après la mort de Franco et à l'aube de la démocratie espagnole, *El Païs* fait peau neuve. Le « *journal indépendant du matin* », selon les termes de sa manchette, change de directeur : M. Juan Luis Cebrian, quarante-quatre ans, qui avait tenu les rênes du quotidien depuis son premier numéro, cède la place à M. Joaquim Estefania, trente-sept ans, ancien directeur de la section économique et responsable adjoint du supplément du dimanche.

C'est un événement dans la vie du quotidien. Et même dans la vie politique espagnole, tant est grande, au sud des Pyrénées, l'influence de ce journal rigoureux mais austère, peu enclin au sensationnalisme, qui n'en a pas moins réussi en quelques années à s'assurer la plus forte diffusion du pays (372 000 exemplaires en 1987, 758 000 le dimanche. Ne dit-on pas à Madrid que plus d'un ministre céderait volontiers son portefeuille en échange du fauteuil de directeur du quotidien madrilène ?

A l'époque où les institutions de la démocratie n'étaient pas encore consolidées, c'est dans les colonnes des journaux, et principalement dans celles d' *El Païs*, qu'eut lieu le débat politique. Et il n'était pas rare dans les moments difficiles du pays, de voir le président du gouvernement, M. Adolfo Suarez, débattre avec le directeur du quotidien de la stratégie à adopter. Aujourd'hui, les Cortes franquistes ont cédé leur place à un Parlement démocratique, mais *El Païs* n'en reste pas moins un lieu de débat politique privilégié...

Durant treize ans, M. Juan Luis Cebrian fut le principal artisan de ce succès et l'âme d'une équipe de rédacteurs, réduite au départ (ils sont aujourd'hui deux cents), dont certains étaient encore néophytes. Son départ marquera-t-il un tournant dans la vie du quotidien ? Ses responsables le nient, d'autant que le directeur sortant ne quitte pas la place. Il est en effet nommé administrateur délégué de PRISA, la société qui édite *El Païs*. Son successeur passe pour un « fidèle » de l'équipe de direction antérieure. Mais c'est malgré tout une époque qui a pris fin pour les lecteurs du quotidien.

THIERRY MALINIAK.

Lancée sur le câble par la Générale d'images

Ciné-Cinéma se consacre à la fiction

Ciné-Cinéma, chaîne thématique payante, a démarré, lundi 24 octobre, sur les réseaux câblés de Nice et de Saint-André, dans la banlieue ouest de Lille. Créée par la Générale d'images, filiale programmes du groupe Générale des eaux, la chaîne propose aux abonnés du câble, pour 30 francs supplémentaires par mois, des courts et moyens métrages, des fictions audiovisuelles et, surtout, des films allant du « *répertoire populaire et classique* » des années 1930 à 1970, au cinéma d'auteur de ces vingt dernières années.

Malgré un budget de démarrage modeste – 22 millions de francs la première année, – Ciné-Cinéma offre seize heures de programmes par jour en recourant à la multidiffusion.

Ces programmes ne pourront pas être proposés dans l'immédiat à d'autres réseaux câblés. La réglementation, qui prévoit pour les chaînes payantes consacrées au cinéma (comme Canal Plus) des conditions de programmation des films plus favorables que pour les chaînes traditionnelles, leur impose en contrepartie deux obligations : consacrer 25 % de leurs ressources à l'achat de films (ce que fait Ciné-Cinéma) et être financée à 75 % par des abonnements individualisés. Une exigence que la nouvelle chaîne – qui n'est pas cryptée – ne peut actuellement remplir que sur des réseaux techniquement performants comme ceux de Nice et de Saint-André (deux réseaux équipés d'un système dit « d'adressage » qui permet d'envoyer une chaîne à ses seuls abonnés).

Pour les réseaux câblés moins évolués, la Générale d'images a donc mis au point une version simplifiée de sa nouvelle chaîne, baptisée Ciné-Spectacles.

Créée à partir des mêmes modules de diffusion que son aînée, elle n'offrira – gratuitement cette fois – que quatre heures de programmes par jour en respectant les règles applicables aux chaînes généralistes comme TF 1 ou Antenne 2. Ciné-Cinéma et Ciné-Spectacles ont été autorisées par la CNCL pour six mois.

P.-A. G.

EN BREF

• **Les Français trouvent TF 1 « trop commerciale » et sont contre la publicité sur les chaînes publiques.** – 65 % des Français, selon un sondage IPSOS réalisé par *Télépoche*, jugent TF 1 « *trop commerciale* », et 2 % seulement « *pas assez* ». L'image d'Antenne 2 est assez nettement différente, puisque 19 % des personnes interrogées l'estiment « *trop commerciale* », 9 % « *pas assez* » et 61 % ni « *l'un ni l'autre* ». Les deux chaînes, en revanche, se voient reprocher par une assez forte minorité de Français de n'être « *pas assez culturelle* » : 48 % pour TF 1, 32 % pour Antenne 2. Enfin, 57 % des sondés se prononcent contre la publicité sur les chaînes publiques, 36 % seulement y étant favorables. L'enquête a été effectuée les 11 et 12 octobre, auprès d'un échantillon représentatif de 800 personnes de plus de dix-huit ans.

• **La 5 et M 6 pourront utiliser les images de l'UER.** – Deux conventions viennent d'être signées entre les membres français de l'Union européenne de radiodiffusion (UER), réunis au sein de l'Office français de radio-télévision (OFRT), la 5, d'une part, et M 6 d'autre part. Aux termes de ces conventions – approuvées au sein de l'OFRT à l'unanimité moins la voix de TF 1, – les images de l'Eurovision pourront être utilisées par la 5 moyennant un paiement forfaitaire, tandis que M 6 acquittera des droits en fonction du volume d'images utilisées. Ces dispositions, précise un communiqué de l'OFRT, « *devraient précéder l'adhésion définitive de ces deux sociétés à l'UER* » en juin prochain.

• **Une mission d'étude sur l'accès de la distribution à la publicité télévisée.** – Mme Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la communication, a annoncé le 21 octobre la création d'une mission d'étude sur l'introduction de la publicité pour le commerce et la distribution à la télévision. Rappelant que le secteur de la distribution avait accès à la publicité télévisée dans plusieurs pays européens – Grande-Bretagne, RFA et Italie notamment – Mme Neiertz a déclaré : « *C'est un défi à relever pour le marché unique et les repésentants de la presse régionale que j'ai rencontrés savent que c'est un problème à régler.* »

• **La baisse de la fréquentation des salles de cinéma s'est poursuivie au premier semestre.** – Avec 55 545 000 spectateurs, les salles de cinéma ont enregistré durant le premier semestre de l'année une baisse de 16,58 % de la fréquentation. Ces chiffres, publiés par le Centre national de la cinématographie, correspondent à une diminution de 11,9 % des recettes. Au premier semestre 1987, les salles françaises avaient enregistré une baisse de 24,5 % de la fréquentation. Même si la baisse de fréquentation semble légèrement se ralentir, elle demeure d'une ampleur suffisante pour inquiéter toute la profession. Le cinéma américain se porte mieux que le film français puisqu'il détient au premier semestre 50,6 % de part de marché, en progression de 7,6 points. Le film national, lui, doit se contenter de 32,4 % de part de marché, accusant une perte de 33 %.

Après l'incendie criminel du cinéma Saint-Michel à Paris

Une manifestation pour la libre projection du film de Martin Scorsese

Mille cinq cents personnes environ ont manifesté, lundi 24 octobre, pour *« les libertés du cinéma et des spectateurs »* à l'appel des fédérations de Paris du PS et du PCF, de la Société des réalisateurs de films, de la Sociétés des auteurs et des compositeurs dramatiques et des états généraux de la culture. Les manifestants s'étaient réunis devant les décombres du cinéma Saint-Michel, qui projetait le film de Martin Scorsese et qui a été la cible, le week-end dernier, d'un incendie criminel. Sur une pancarte signée par la direction et plantée sur un amas de fauteuils calcinés, déposé sur le trottoir, on pouvait lire : *« Nous remercions les personnes qui ont apporté leur soutien ou témoigné leur solidarité après cet attentat. »*

Plusieurs orateurs ont ensuite pris la parole pour marquer leur indignation devant *« la menace que cet acte de violence représente pour la liberté d'expression »*. M. Max Gallo, ancien secrétaire d'Etat et porte-parole du gouvernement Mauroy, a mis en cause M. Jacques Chirac en lui reprochant de ne pas avoir pris position sur cette affaire. Mais sans succès auprès des manifestants qui n'étaient pas venus, disaient-ils, pour entendre *« des discours récupérateurs »*. M. Jack Ralite, de son côté, n'a pas été davantage applaudi et s'est attiré les réponses irritées de certains : *« on n'est pas communistes, on est des artistes »*.

M. Gallo a été mieux suivi, quand il a repris l'initiative de la Ligue des droits de l'homme et proposé que soit organisée une projection-manifestation.

Puis aux cris de *« non à l'inquisition »* et de *« à Saint-Nicolas »*, un groupe d'environ deux cent cinquante personnes s'est dirigé à une cadence soutenue vers Saint-Nicolas du Chardonnet : refuge des intégristes, situé à moins d'un kilomètre. Mais la colonne a été arrêtée à quelques mètres des portes de l'église par un cordon de police. *« Je m'en vais*, clama alors bien haut un jeune étudiant, *car si je reste, je vais devenir comme eux, intolérant. »*

Une protestation des revues de cinéma

Les rédactions de *Vertigo*, *Positif*, *la Revue du cinéma*, *les Cahiers du cinéma*, *Cinémaction*, *Télérama*, *Studio*, *Première*, *Starfix* et le Syndicat français de la critique de cinéma déclarent dans un communiqué : *« Alors que la France se prépare à célébrer la Déclaration des droits de l'homme, l'intolérance et l'obscurantisme l'emportent dans la rue et dans les salles de cinéma. Nous ne saurions rester indifférents face à ces autodafés d'un nouveau genre. Notre vocation est de faire connaître et aimer le cinéma. Notre devoir est de le défendre contre la violence et la bêtise et tous ceux qui, directement ou non, les cautionnent. Nous tenons à manifester notre colère et notre indignation, et demandons que tout soit mis en œuvre afin que cessent ces attaques criminelles contre les plus élémentaires libertés : celle de filmer, celle de penser. Il en va de la liberté des créateurs autant que de celle des spectateurs. »*

Le cardinal Lustiger : « Vous ne défendez pas le Christ, vous l'agressez »

Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, a notamment déclaré, lundi 24 octobre, sur les ondes de Radio-Notre-Dame : *« J m'adresse d'abord aux victimes pour leur dire ma compassion et ma sympathie, parce que ceux qui ont prétendu agir contre eux pour protester contre ce film ont agi comme des lâches (...). Pour eux je vous demande pardon. Je m'adresse ensuite à tous ceux qui ont commis ces actes et à tous ceux qui seraient tentés de les imiter. Ne faites pas cela. Ce que vous faites est contraire à ce que le Christ nous demande. En jetant un bombe, en jetant des fumigènes, en agressant, en risquant la vie d'autrui, vous ne défendez pas le Christ, vous l'agressez (...). Je trouve assez étonnant que des manifestations violentes de ce genre, qui étaient prévisibles et prévues puisqu'elles étaient annoncées par ceux qui les ont organisées, n'aient pas été maîtrisées à l'avance. Nous avons, le cardinal Decourtray et moi-même, fait appel à la sagesse et à la tolérance (...). Quand on manque de respect aux sentiments et à la foi d'autrui, quand un désordre s'installe ainsi, ne nous étonnons pas que cela provoque des violences obscures, aveugles, que je condamne (...). »*

Signé par trois syndicats

Le protocole d'accord sur les infirmières n'est qu'une étape dans les discussions

Pas de cérémonie télévisée, pas de déclarations de victoire : la signature du protocole d'accord sur les infirmières par les syndicats CFDT, FO et CFTC avec le ministre de la santé, M. Claude Evin, s'est faite lundi 24 octobre, sobrement. Tous les signataires ont estimé que jamais cette profession n'avait obtenu autant d'avantages en une seule fois, mais ils ont tous souligné le climat tendu qui règne dans les hôpitaux et précisé que cette signature ne représente qu'une étape dans les discussions.

Le rejet unanime du protocole par la coordination nationale des infirmières empêchait toute manifestation de joie. Les fédérations signataires n'ont pas pu s'empêcher de penser, lundi, au travail d'explication qui les attend auprès de leur base. Ce travail sera d'autant plus difficile que les infirmières, longtemps négligées, ont placé très haut leurs revendications (salaires, formation, conditions de travail, reconnaissance de leur rôle). Elles se montrent aujourd'hui impatientes et laissent souvent éclater leur frustration.

Déjà faiblement implantés dans cette profession (8 % environ de syndiqués), les syndicats sont désunis. Ainsi, depuis le début du conflit, la CGT a fait bande à part. Elle refuse de signer le protocole d'accord parce qu'elle estime qu'il n'est pas à la hauteur des exigences des infirmières. Elle a décidé, comme la coordination, de continuer le mouvement avec celles qui le désireront et sous la forme qui leur sera demandée.

Les quatre autres syndicats, CFDT, FO, CFTC et CGC, qui ont essayé de se regrouper pendant ces quinze jours de négociations, n'ont pas pu maintenir leur unité jusqu'au bout.

A la grande surprise de ses partenaires, la CGC, qui n'a réuni que 0,48 % des voix aux dernières élections professionnelles, a décidé de ne pas signer le protocole et ne s'est pas présentée lundi au ministère. Si elle note dans l'accord des *« avancées significatives »*, elle estime comme un défaut *« incontournable, l'augmentation de salaire trop faible du début de carrière et le tassement hiérarchique des surveillantes-chef »*.

Ce sont donc trois syndicats, ayant recueilli cependant plus des deux tiers des voix aux dernières élections professionnelles, qui ont signé le protocole d'accord. Après avoir apposé leur signature au bas du texte, les représentants de la CFDT, de FO et de la CFTC ont expliqué dans une déclaration commune qu'il s'agissait pour eux d'un *« accord d'étape qui acte à un moment donné des résultats obtenus, notamment pour les infirmières »*.

L'emploi du temps des syndicalistes, les jours prochains, est en effet très chargé : réunion du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière où seront étudiés les textes d'application et mesures prévus par le texte du protocole, participation à la grande consultation sur la place et la mission des infirmières dans l'équipe soignante. A ce sujet, les syndicats ont demandé au *« corps médical, qui a manifesté son soutien aux revendications salariales des infirmières, de savoir entrendre les revendications touchant à la réorganisation nécessaire et indispensable des services de soins »*.

Le ministre de la santé, qui a été assailli de coups de téléphone de la part des médecins peu après la déclaration de M. Rocard sur l'éventuelle possibilité de faciliter le passage des infirmières de plus de vingt ans d'expérience au corps médical, n'a pas caché que les discutions sur la place de l'infirmière risquent d'être fort mouvementées.

Outre ces différents points, les syndicats vont être amenés à rediscuter dès cette semaine des conventions réglementant le secteur privé et participeront en novembre aux négociations sur les agents de service hospitaliers des infirmières générales et personnels paramédicaux et médico-technique ; puis, début janvier, aux discussions sur les personnels techniques ouvriers et administratifs.

« Nous voulons, ont expliqué lundi les trois syndicats, *engranger les résultats obtenus et lancer un mouvement d'évolution en profondeur de l'hôpital, notamment au niveau des conditions de travail et de la reconnaissance professionnelle des différentes catégories. »* Depuis longtemps, ils disent que l'hôpital est en crise. Cette crise ne va pas s'interrompre du jour au lendemain et a même été exacerbée par le mouvement des infirmières.

Transformer l'hôpital en profondeur

Bien que dans une phase descendante, la mobilisation des infirmières continue sous des formes diverses. Des rendez-vous ont été donnés par la Coordination nationale et seront autant de tests. Le 27 octobre, il y aura des manifestations régionales de solidarité avec le privé et, le 3 novembre, une manifestation nationale avec les usagers a été programmée.

Par ailleurs, la CGT et d'autres coordinations peuvent entretenir des foyers dans plusieurs établissements. En effet, si la coordination des anesthésistes a décidé de suspendre la grève, la coordination des aides-soignants et agents de santé hospitaliers s'est prononcée pour le maintien de la grève reconductible et manifester également le 27 octobre et le 3 novembre. Il en est de même pour la coordination des personnels de santé. Le collectif des kinésithérapeutes et du personnel médico-technique continue également la grève, mais ne s'est pas encore prononcé sur la manifestation.

« Cette crise doit être un levier pour transformer en profondeur l'hôpital », estiment les syndicats CFDT, FO et CFTC. *« L'efficacité de l'hôpital... passe aussi par la reconnaissance et la motivation des personnels. Rester sourd à ce message mille fois répété dans le conflit serait source de difficultés majeures. »*

Le message semble avoir été entendu par M. Claude Evin. *« Je n'ai pas le sentiment d'avoir terminé ma tâche*, a-t-il expliqué lundi soir. *Ce mouvement a exprimé l'aspiration de chacun à être reconnu mais il a aussi montré les tensions qui règnent à l'intérieur de l'hôpital. Ces tensions ne vont pas trouver de réponses immédiatement. »* Pourquoi ? Parce que, dit en substance le ministre, le budget de la Sécurité sociale n'est pas élastique et que la rigueur budgétaire continue. *« Nous allons connaître de nouvelles difficultés dans le secteur de la santé, mais si nous laissons partir les dépenses en permettant que la régulation se fasse par le marché, on fera sauter le système de protection sociale et, cela, les Français ne l'accepteraient pas. »*

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Une « tempête tropicale » inonde la côte pacifique de l'Amérique centrale

Le cyclone tropical Joan, qui a ravagé le Nicaragua les 21 et 22 octobre, a traversé ce pays en perdant un peu de sa violence et est devenu une « tempête tropicale ». C'est le troisième cas connu d'une telle traversée. A son arrivée sur le Pacifique, le 23 octobre, Joan a été rebaptisé Miriam.

Miriam a fait tomber sur la côte pacifique du Nicaragua, du Salvador et du Guatémala, où avaient été prises des mesures d'évacuation, des pluies diluviennes les 23 et 24 octobre. Les dégâts sont heureusement sans comparaison avec ceux subis par le Nicaragua caraïbe. A 0 heure le 25 octobre (temps universel, soit 6 heures, heure de Paris), le centre de Miriam était à 80 kilomètres au large du golfe de Tehuantepec (Mexique). Il se déplaçait vers le nord-ouest à la vitesse de 16 kilomètres à l'heure et les vents qui tourbillonnent autour du système cyclonique ne soufflaient plus qu'à 80 kilomètres à l'heure.

Pour le moment, les autorités nicaraguayennes estiment que Joan a détruit 60 % de la récolte de riz et une notable partie des bananeraies et des plantations de canne à sucre.

Le gouvernement cubain envoie des secours en médecins, vivres, médicaments et matériels divers. D'autre part, les Communautés européennes ont accordé une aide de 750 000 dollars (4,7 millions de francs environ). – *(AFP, UPI.)*

Les mesures décidées

Le protocole d'accord signé le 21 octobre par les syndicats de santé CFDT, CFTC et FO prévoit une révision des carrières des infirmières diplômées d'Etat (IDE), des infirmières du secteur psychiatrique et des infirmières spécialisées (dont les puéricultrices), aboutissant pour les IDE, par exemple, à une hausse de rémunération de 500 F net minimum par mois, augmentation des primes comprise.

Le nouveau statut entrera en application dès le 1er décembre. Il prévoit un racourcissement de la carrière des infirmières diplômées d'Etat et donc des hausses de salaires plus rapides (maximum atteint en 17 ans contre 24 ans auparavant) avec des relèvements d'indice plus substantiels en début et en fin de carrière.

● **RÉMUNÉRATIONS.** – Certaines infirmières, en fin de carrière, pourront déborder sur le second grade qui, jusqu'ici, était réservé aux infirmières ayant des responsabilités fonctionnelles.

Les surveillantes, elles, seront reclassées aux 2e et 3e grades, jusqu'ici réservés aux surveillantes-chefs, tandis que ces dernières se verront offrir une compensation en bonification indiciaire.

Les infirmières psychiatriques et les infirmières spécialisées bénéficieront d'une bonification d'ancienneté allant de six mois à un an. Il est par ailleurs spécifié que la situation des infirmières psychiatriques *« sera revue lors de l'harmonisation du diplôme d'Etat d'infirmier et du diplôme d'infirmier du secteur psychiatrique »*.

CAS L'ensemble de ces personnels verra certaines primes augmenter (passage de la « prime Veil » à 350 francs pour tous). Il est créé une indemnité spécifique pour les infirmières débutantes et l'indemnité spécifique des infirmières surveillantes et surveillantes-chefs est majorée.

● **EFFECTIFS.** – Des crédits complémentaires équivalant à 1 500 postes sont mis à disposition des établissements hospitaliers pour 1989 et pourront être utilisés pour des emplois d'agents temporaires ou pour le recrutement de « remplaçants tournants ». Mais il est aussi prévu, à la demande des syndicats, que le ministre exige des gestionnaires des établissements un état des lieux de l'évolution des postes budgetés et non pourvus. Ce bilan devra être étudié au premier trimestre 1989 par le Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière.

● **FORMATION.** – Le protocole prévoit la modification de l'arrêté du 23 décembre 1987 sur l'entrée des écoles d'infirmières. Il propose que les postulants justifient, soit du Bac, soit d'un diplôme équivalent, soit d'une présélection permettant de valider les formations acquises pour les intéressés ayant cinq années d'activité professionnelle.

Le ministre s'engage par ailleurs à veiller à ce que le 1 % de la masse salariale des établissements soit bien utilisé. Les établissements devront en outre verser 0,1 % de la masse salariale au financement des congés individuels de formation. Le but du ministère est d'activer, par ce biais, la promotion professionnelle.

● **MESURES DIVERSES.** – Il est prévu toute une série de dispositions pour associer les personnels médicaux aux décisions qui concernent les établissements hospitaliers.

Les aides soignantes qui figurent elles aussi dans ce protocole vont bénéficier de la création d'un grade *« aide soignant principal »* qui permettra aux plus anciennes de passer dans le groupe supérieur de rémunération. 15 % des aides soignantes (soit 18 870 personnes) seront concernées immédiatement par cette décision et leur augmentation de traitement variera de 593 F brut par mois à 622 F).

Le ministre s'est aussi engagé, dans un avenant au protocole, à ouvrir une concertation avec les partenaires sociaux concernés sur les conventions du secteur public à but non lucratif. Il organisera une vaste consultation, tant au niveau des établissements qu'au plan régional et national, avec l'ensemble des personnels des services de soins, sur le rôle et la place de l'infirmière dans l'équipe soignante.

Enfin, il est décidé que les jours de grève allant jusqu'au 21 octobre 1988 inclus seront payés à 50 %.

Faciliter l'entrée dans le corps médical ?

La proposition de M. Rocard ne soulève pas l'enthousiasme

Jusqu'aux infirmières, qui n'en demandaient pas tant, la proposition de M. Michel Rocard visant à mettre en œuvre une *« réflexion »* sur la possibilité de *« faciliter l'entrée dans le corps médical »* pour les infirmières ayant vingt ans de pratique hospitalière (*le Monde* du 25 octobre) a surpris tout le monde. *Aussi bien dans l'entourage de* M. Claude Evin, le ministre de la santé, qu'à la Direction générale de la santé, on ignorait que le premier ministre allait aborder cette question. Pour autant, il serait inexact d'affirmer que M. Evin a été totalement pris au dépourvu, M. Rocard lui ayant fait part, il y a quelques jours, de la nécessité d'offrir aux infirmières de nouveaux types de promotion.

Tel qu'il est rapporté par l'entourage du ministre de la santé, le raisonnement du premier ministre est le suivant : le fait que les infirmières n'aient pas de possibilité de débouchés dans le corps médical pose un réel problème. Pourquoi peut-on espérer accéder à de hautes fonctions par des promotions internes dans la fonction publique et pas dans les hôpitaux ?

En 1968, la création d'un grand premier cycle commun à l'ensemble des professions de santé avait été envisagée. Aujourd'hui, explique-t-on à la DGS, les choses ont changé : il existe un *numerus clausus* dans les études médicales (en 1988-1989, quatre mille cent étudiants en médecine seront admis en deuxième année), et, en outre, les directives européennes imposent un minimum de six années d'études. Dans ces conditions, la solution serait peut-être de mettre en place un système d'équivalence compatible avec le *numerus clausus* et les directives européennes, un système qui serait accessible à l'issue des études d'infirmière. Mais il ne s'agit que d'un schéma hypothétique, et l'on ne cache pas à la DGS un certain scepticisme quant à la possibilité de le mettre en œuvre.

Ce point de vue est partagé également par le professeur Claude Got, qui, en 1979, fut l'un des auteurs de la réforme des études médicales. Autant le débat de fond que suscite la réflexion de M. Rocard lui paraît intéressant, autant, lui semble-t-il, les modalités pratiques d'une telle réforme pourraient s'avérer insurmontables. Il faudrait, dit-il, aménager un cursus parallèle et spécifique, prévoir un recrutement particulier, un petit peu comme cela s'est pratiqué à l'ENA. Mais encore faudrait-il que cela soit compatible avec les exigences communautaires...

« Il s'agit d'une mauvaise réponse à un vrai problème, nous a déclaré le docteur Jacques Beaupère, président de la CSMF (Confédération des syndicats médicaux français). *Cette proposition ne tient pas la route. Elle ne répond même pas au souhait des infirmières. »*

Le premier ministre aurait-il donc voulu trop en faire ? Se serait-il laissé aller à l'un de ces *« effets d'annonce »* contre lesquels il avait mis en garde ses ministres lors de la formation de son gouvernement ?

FRANCK NOUCHI.

SPORTS

Le rallye Paris-Dakar passera-t-il par la Libye ?

Les derniers événements d'Algérie ont conduit les organisateurs du rallye automobile Paris-Dakar à étudier la possibilité d'un nouveau tracé pour leur compétition. Après avoir imaginé un passage par le Maroc et la Mauritanie, l'équipe de Thierry Sabine Organisation (TSO) a pris contact avec les autorités libyennes pour voir si leur pays peut être traversé par la caravane.

Le onzième Paris-Dakar emprunterait ainsi les pistes tunisiennes et libyennes avant de rejoindre le Niger, à moins que les autorités algériennes ne se montrent une fois encore très persuasives. Les éditions précédentes de l'épreuve sont là pour témoigner de la partie serrée que jouent chaque année organisateurs et responsables du Touring Club algérien, avant le départ d'une course qui draine beaucoup d'argent.

● **TENNIS : Tournoi de Paris-Bercy. – Résultats du lundi 24 octobre :**

Premier tour : Svensson (Suè.) b. Pate (E-U), 6-4, 6-1 ; Annacone (E-U) b. Casal (Esp.), 6-4, 6-2 ; Krickstein (E-U), b. Cahill (Austr.), 7-6, 7-6 ; Mecir (Tch.), b. Reneberg (E-U), 6-3, 6-4 ; Hlasek (Suisse) b. Tulasne, 6-4, 7-6 ; Forget b. Limberger (Austr.), 6-7 (4-7), 6-4, 6-2.

هكذا من الأصل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Cadavres experts

Les cadavres humains peuvent-ils servir à des fins expérimentales ? La science autorise-t-elle à ne plus respecter les morts ?

M. GILLES DUBIGEON, juge d'instruction à Nantes, et le professeur Rodat, médecin légiste, imaginaient-ils l'émotion qu'ils allaient provoquer en chargeant un moniteur de la CRS 42 de Saint-Herblain (Loire-Atlantique) de tirer cinq balles de 11,43 dans les têtes de cinq cadavres humains ? Il s'agissait alors – c'était en décembre dernier – d'une expérience de criminalistique visant à établir les circonstances précises de la mort de Marie-Thérèse Baudry, trente-six ans, tenancière du Tropic-Bar à Nantes, disparue en 1986 et dont le corps avait été retrouvé en novembre 1987 au fond d'un puits dans la région d'Angers sous trois mètres de béton et dans un bain de chaux vive.

Plusieurs éléments pouvaient laisser penser que le principal suspect de cette affaire avait abattu la victime au moyen d'un 11,43. La présence de deux orifices dans le crâne du cadavre confortait cette hypothèse. Restait à savoir si la chaux vive n'était pas une substance capable, en attaquant le tissu osseux, de provoquer des lésions de ce type.

C'est ainsi que le 30 décembre 1987, à Nantes, au stand de tir de la 9e division d'infanterie de marine, un moniteur de la CRS 42 tirait cinq balles dans les têtes de cinq cadavres de personnes qui, de leur vivant, avaient fait don de leurs corps à la science.

Evoquée dans les milieux judiciaires de Rennes, l'affaire a été rendue publique il y a quelques jours par le quotidien *Ouest-France (le Monde* daté 16-17 octobre) ; après avoir déclenché une série de réactions indignées, elle alimente une vive inquiétude.

Les spécialistes d'anatomie de médecine légale et de greffes d'organes, après les deux « affaires d'Amiens », craignent les multiples retombées de cette nouvelle utilisation à des fins expérimentales des dépouilles humaines.

Scandale ou quiproquo ?

Véritable scandale ou simple quiproquo ? Atteinte à la mémoire des morts ou enquête scientifique indispensable à la recherche de la vérité ? Au-delà des dissensions universitaires locales qui permettent sans doute d'en comprendre la genèse, l'affaire des cinq têtes de cadavres de Nantes soulève une série de questions délicates dans ces domaines trop méconnus que sont le statut juridique des morts et l'utilisation des cadavres humains à des fins scientifiques.

En pratique, trois situations peuvent se présenter :

● **L'utilisation des cadavres humains à des fins directement médico-scientifiques.** Il s'agit de personnes qui ont de leur vivant « donné leur corps à la science ». « *C'est un véritable contrat*, explique le docteur Etienne-Charles Frogé, professeur de médecine légale (CHU Bretonneau-Tours). *Les personnes écrivent dans un premier temps à la faculté de médecine de leur région pour dire leur intention. Elles reçoivent ensuite une carte de donneur. Après leur décès, le laboratoire d'anatomie vient chercher le cadavre et, après utilisation à des fins scientifiques, se charge des obsèques par inhumation ou par incinération.* »

On estime en France que plusieurs dizaines de milliers de personnes actuellement vivantes ont ainsi déjà fait don de leur corps. Cette situation concerne également les personnes décédées pour lesquelles personne ne réclame le corps. Les cadavres sont, en règle générale, conservés dans les laboratoires universitaires d'anatomie. Ils font le plus souvent l'objet de travaux pratiques de dissection auxquels participent les étudiants en médecine ou encore servent aux chirurgiens débutants pour se familiariser avec certains gestes opératoires.

● **L'autopsie médico-légale.** Celle-ci est entreprise pour rechercher les causes de la mort dans le cadre d'une procédure judiciaire. Il s'agit là du scénario habituel de toutes les affaires criminelles ou supposées telles afin d'établir au plus vite les causes exactes d'une mort considérée comme suspecte. Un juge d'instruction commet deux spécialistes de médecine légale qui procèdent alors – le plus souvent avant l'inhumation – à l'autopsie de la victime.

Cette autopsie est généralement complétée par une série d'examens (radiologiques, toxicologiques, anatomo-pathologiques, balistiques, etc.) afin de fournir au magistrat instructeur la réponse la plus précise possible compte tenu des données actuelles de la science. Dans certains cas – notamment lorsqu'il y a demande de contre-expertise – l'autopsie médico-légale peut être pratiquée après inhumation, plusieurs mois, voire plusieurs années après la mort.

● **L'autopsie scientifique pour la recherche de la cause d'une mort en dehors de toute procédure judiciaire.** Mise en œuvre de manière relativement fréquente à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième à une époque où l'on accordait une grande importance à la recherche en anatomie et en anatomie pathologique, cette pratique tend à tomber en désuétude.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 20.)

RUDOLF SCHAEFER/VU

« Portraits doux à la morgue », Exposition-rencontres d'Arles 1987.

LA PLACE DU MORT

PLUS que les médecins légistes, ce sont sans aucun doute les spécialistes d'accidentologie qui, ces dernières années, ont eu recours à l'utilisation des cadavres humains à des fins expérimentales différentes de celles habituellement connues. C'est pourquoi ce sont eux qui craignent le plus les conséquences négatives que pourrait avoir la répétition d'affaires du type de celle de Nantes.

« *Nous disposons sans aucun doute de la plus grande expérience au monde de l'étude sur cadavres dans le cadre de travaux d'accidentologie*, explique le professeur Claude Got (hôpital Ambroise-Paré, Boulogne). *Tous nos travaux ont été publiés. Ils font aujourd'hui référence et ont notamment permis l'adoption de normes internationales concernant par exemple les ceintures de sécurité des automobiles.* »

Le professeur Got – qui, depuis le début de ces recherches, a donné, avec son épouse, son corps à la science, explique avoir travaillé en collaboration avec d'autres spécialistes sur plus de quatre cents cadavres humains au cours de ces quinze dernières années. Ces cadavres ont été fournis par différents centres de don du corps parisiens au premier rang desquels celui de la rue des Saints-Pères.

« *Dans le domaine qui nous intéresse*, fait-il valoir, *le meilleur modèle d'étude demeure le cadavre humain. L'animal, qu'il s'agisse du singe ou du porc, ne permet pas, pour de multiples raisons, d'extrapoler sérieusement à l'homme. Quant au mannequin, s'il constitue bien un outil d'homologation pour les casques de moto notamment, il ne fournit nullement, dans un premier temps du moins, un matériel utilisable. D'autre part, le recours aux volontaires humains n'est pas envisageable dès lors que l'on cherche à étudier des situations qui proviendraient des fractures osseuses ou des lésions organiques. Il ne nous reste donc que le cadavre humain* ».

Les travaux français ont été menés, entre autres, dans le cadre de l'IRBA (Institut de recherches biomécaniques et accidentologiques) en liaison avec les firmes automobiles Peugeot et Renault. Ils ont permis de modifier les caractéristiques des points d'ancrage des ceintures de sécurité, qui, fondés jusqu'alors sur des modèles américains, n'offraient pas de garantie suffisante vis-à-vis des traumatismes osseux et abdominaux observés en cas d'accident. Ils ont aussi permis de définir les meilleures caractéristiques des textiles utilisés pour la fabrication des ceintures de sécurité. Il s'agissait alors de ne pas provoquer (en cas de trop forte résistance) des fractures osseuses des côtes du conducteur ou des passagers ni d'être à l'origine (en cas de résistance trop faible) de fractures après choc sur le volant, le tableau de bord ou le pare-brise de l'automobile.

Les cadavres humains ont par ailleurs été utilisés pour étudier l'aspect dangereux de l'avant de véhicules automobiles vis-à-vis des piétons ou des conducteurs de deux-roues ainsi que pour modifier certaines caractéristiques des habitacles. Pour le professeur Got, seul le recours aux cadavres humains – que l'on retrouve notamment dans la conception des gilets pare-balles – permet de fournir des données scientifiques utiles et indiscutables. Lui seul aussi permet dans certains cas bien spécifiques après analyse des données expérimentales et modélisation informatique, de fabriquer des mannequins suffisamment proches des caractéristiques humaines pour être considérés comme un modèle fiable.

J.-Y. N.

Planètes froides et volcaniques

Les spécialistes découvrent la complexité du volcanisme dans le système solaire. A chaque planète son volcan.

DES volcans crachant des coulées de glace ? La chose, il est vrai, se passe bien loin d'ici : sur Ariel et Miranda, deux satellites naturels de la planète Uranus. Un monde de méthane, d'ammoniac et d'hydrogène évoluant à trois milliards de kilomètres de la chaleur du Soleil, où règne en permanence la température peu accueillante de – 200 °C. Mais tout de même : des volcans qui fabriquent de la glace ! De mémoire de géologue, on n'avait jamais vu ça.

C'est pourtant ce que viennent de découvrir deux chercheurs de l'université Cornell d'Ithaca (Etat de New-York), David Jankowski et Steven Squyres, en scrutant de plus près les milliers de clichés envoyés en 1986 par Voyager-2, seule sonde spatiale à ce jour à s'être aventurée dans la lointaine région d'Uranus. Relatée dans un récent numéro de la revue *Science* (1), cette surprenante révélation s'ajoute ainsi à la moisson de données fournies depuis quelques années par Voyager-1 et 2, les deux sondes américaines lancées en 1977 à la rencontre des planètes lointaines de notre système solaire.

La mission Voyager n'en finit plus d'ouvrir de nouveaux horizons, insoupçonnés jusqu'alors des planétologues. Et le volcanisme, sans nul doute, en est l'un des meilleurs exemples : on le connaissait sur Mars, on le devinait sur Vénus ; il y a dix ans à peine, on le découvrait sur Io, satellite de Jupiter... et le voici aujourd'hui dans la banlieue d'Uranus. A mesure que l'homme recule les limites de son exploration, les volcans, patiemment, racontent l'histoire de l'univers.

« *Le volcanisme fait partie intégrante de l'histoire des planètes. A travers l'étude de ce phénomène géologique, ce sont donc nos connaissances sur le système solaire et son évolution, depuis sa formation il y a quatre milliards et demi d'années jusqu'à nos jours, que nous tentons d'approfondir.* » Chercheur au laboratoire de géophysique et géodynamique du CNRS à Orsay, Philippe Masson parle d'expérience, puisqu'il a participé en tant qu'« IP » (investigateur principal) à la plupart des programmes d'exploration planétaire de la NASA depuis le lancement des sondes Viking sur Mars, en 1976.

« *Au-delà de son intérêt propre, la géologie des autres planètes permet également de mieux comprendre ce qui s'est passé sur Terre*, précise-t-il. *Notamment dans un passé antérieur à 3,8 milliards d'années, date au-delà de laquelle nous ne disposons plus de témoins géologiques dans la croûte terrestre. D'une manière plus générale, il est souvent utile, pour mieux comprendre l'évolution de la Terre aux différentes époques de sa longue histoire, d'aller voir ce qui s'est passé à la même époque sur d'autres corps célestes, qui n'ont que peu évolué depuis leur formation.* » D'où l'intérêt, entre autres, d'étudier les phénomènes volcaniques survenus sur les planètes voisines.

Premier acte de cette épopée cosmique : Mars, sur laquelle les signes d'un important volcanisme ont été observés en long et en large par les différents engins spatiaux qui, depuis 1965, ont exploré la planète rouge. Tous éteints aujourd'hui, les grands volcans se concentrent essentiellement dans la région équatoriale. Géant parmi les géants, c'est là que se dresse le plus célèbre d'entre eux, les « Neiges de l'Olympe » : le plus grand volcan actuellement connu dans le système solaire, qui brave fièrement l'espace du sommet de ses... 26 kilomètres de hauteur.

Mars, Vénus, Io...

« *D'un point de vue morphologique, ces volcans géants sont assez semblables aux volcans terrestres de type hawaïen* », précise Philippe Masson. Intérêt supplémentaire : les coulées de lave observées sur une grande partie de la surface de Mars laissent penser que cette activité volcanique s'est terminée assez récemment. Soit environ huit cent millions d'années avant notre ère, au terme d'une histoire géologique qui passionne d'autant plus les scientifiques qu'elle leur semble complexe.

Deuxième acte : Vénus. Enigmatique étoile du Berger, autour de laquelle la sonde américaine Pioneer Vénus se mettait en orbite en décembre 1978. « *Vénus est – ou a été – le théâtre d'éruptions volcaniques aussi importantes que les plus grandes éruptions terrestres* », affirment alors les scientifiques. L'hypothèse, il est vrai, ne s'appuie pas sur l'observation directe : l'épaisse couche de nuages qui constitue l'atmosphère vénusienne interdit en effet l'examen de sa surface, et c'est sur la seule mesure des composants de la haute atmosphère (notamment les variations de sa teneur en dioxyde de soufre) que repose alors la certitude des géologues. Argumentation étayée quelques années plus tard par les observations radar effectuées par la sonde d'atterrissage soviétique Vénus 15, grâce auxquelles l'existence d'un volcanisme vénusien, même si son activité actuelle reste à démontrer, est aujourd'hui généralement admise par la communauté scientifique.

Mars, Vénus, passe encore. Petites, denses, dotées d'un croûte solide, ces deux petites planètes ont profondément évolué depuis leur formation. A l'instar de la Terre, il n'est donc pas surprenant de trouver des traces volcaniques – actives ou éteintes – à leur surface. La première grande surprise, c'est à Io que la doivent les planétologues. Io, le plus important satellite de Jupiter, découvert par Galilée en 1610. Io que l'on croyait sage, et que la sonde Voyager-1, en la survolant à moins de 18 200 kilomètres en mars 1979, révélait soudain être le siège d'un volcanisme intense. Coup de théâtre, paysages saisissants : étonnamment colorée, la surface du satellite dévoilait au total près de deux cents cheminées volcaniques de plus de 20 kilomètres de diamètre (contre seulement une quinzaine sur la Terre), d'immenses coulées de lave et, fait le plus spectaculaire, rien de moins que huit volcans en éruption, dont les panaches montaient parfois jusqu'à 280 kilomètres d'altitude.

CATHERINE VINCENT.

(Lire la suite page 20.)

(1) *Science* du 9 septembre 1988.

Cadavres experts

(Suite de la page 19.)

» Tout se passe dans ce domaine comme si la mort du malade mettait un terme au travail médical et scientifique, aucune investigation autopsique ne venant confirmer ou infirmer les hypothèses diagnostiques qui avaient été émises du vivant du malade. *« Il s'agit là d'une situation tout à fait regrettable qui nuit grandement à la formation des futurs médecins comme à celle des médecins en exercice*, estime le professeur Frogé. *Il faut toutefois souligner que depuis la réglementation adoptée à la suite de la loi dite Caillavet l'autopsie scientifique ne peut plus être réalisée que chez les personnes qui n'ont pas de leur vivant fait état de leur opposition à une telle pratique sur leur cadavre. »*

C'est ainsi que, comme pour les dons d'organes, les équipes soignantes estiment devoir demander à la famille ou à l'entourage du mort si ce dernier, à leur connaissance, a exprimé son refus lorsqu'il était vivant. Une interrogation qui conduit le plus souvent à l'interruption de toute investigation *post-mortem*.

On comprend mieux dès lors les problèmes soulevés par l'« affaire de Nantes ». C'est qu'au-delà de son aspect spectaculaire et pour certains terriblement choquant, elle ne correspond à aucun des cas de figure habituels : il ne s'agit ni d'une autopsie scientifique ou médico-légale ni de l'utilisation socialement admise du cadavre à des fins scientifiques. La question posée est dès lors de savoir si le travail de balistique expérimentale pratiqué à Nantes correspond ou non à la « science », à laquelle les personnes avaient de leur vivant donné leur corps. Ou, en d'autres termes, si la criminalistique est une science au même titre que l'anatomie ou la physiologie humaines.

Au sein du corps médical, sur ce point précis, les positions apparaissent quelque peu divergentes. Pour les uns, l'« affaire de Nantes » ne soulève aucun problème juridique puiqu'il s'agissait de personnes ayant donné leur corps à la science. D'autres, au contraire, retiennent le caractère choquant d'une telle expérience ou en discutent son intérêt scientifique. *« Il n'est pas certain qu'une telle expérience ait été nécessaire*, estime le professeur Durrigon, médecin légiste (hôpital Raymond-Poincaré à Garches). *Peut-être faudrait-il, dans des cas similaires, faire appel à un comité d'éthique. »*

« En toute hypothèse, la dépouille humaine a droit au respect, rappelle le docteur Louis René, président du Conseil national de l'ordre des médecins. *On ne peut pas faire n'importe quoi avec un cadavre, tout comme on ne peut accepter que les tissus des fœtus humains puissent servir à l'industrie cosmétologique. Il s'agit là d'une notion très ancrée dans la pensée française. »*

Le respect des morts

Il faut aussi savoir si c'est « leur manquer de respect » que d'utiliser à des fins expérimentales les cadavres humains en dehors des circonstances (dissection anatomique, apprentissage ou recherche dans le domaine chirurgical) socialement admises.

On peut également s'interroger sur l'utilité d'un recours à un comité d'éthique dans un domaine où, de l'avis général, *« la discrétion devrait être la règle et où il est difficile d'expliquer au plus grand nombre la nécessité de l'expérimentation sur des cadavres. »* Etant bien entendu par ailleurs que, comme le précise le professeur Frogé, *« la mémoire des morts doit en toute circonstance être impérativement protégée, le médecin pouvant faire l'objet de sanction lorsque ce n'est pas le cas »*.

« Dans ce domaine, il n'existe pas d'autre limite que la conception éthique et morale des médecins qui utilisent les cadavres humains », estime le professeur Claude Got, spécialiste d'anatomie phatologique (hôpital Ambroise-Paré, Boulogne) qui a pour sa part participé à la plus grande expérimentation mondiale sur cadavres pour la recherche en accidentologie *(voir encadré)*.

« Le problème n'est pas nouveau, rappelle le professeur Got. *A la fin du dix-neuvième siècle, un médecin français spécialiste d'otorhinolaryngologie, le docteur Le Fort, a étudié les fractures maxillo-faciales en frappant de différentes manières et sous différents angles avec une grosse masse les visages de nombreux cadavres humains. Grâce à ce travail, il a pu décrire tous les types de fractures de la face, qui depuis portent son nom dans le monde entier. »*

Existe-t-il au fond une différence fondamentale entre les travaux du docteur Le Fort et la volonté du magistrat instructeur et du médecin légiste de Nantes de tout faire pour connaître la vérité et pour une bonne administration de la justice ? Sans doute pas. Reste la question essentielle soulevée par ce type d'affaire : celle de l'information aux vivants désirant donner leur corps sur l'utilisation que la science, la médecine, voire la justice pourront faire de leur cadavre.

Tout se passe en effet comme si le système fonctionnait relativement bien grâce à un manque d'information. C'est ainsi bien souvent que les donateurs pensent que leur geste permettra de réaliser une ou plusieurs greffes d'organes, chose rigoureusement impossible, le prélèvement d'organes ne pouvant avoir lieu que sur des sujets en état de mort cérébrale et maintenus en vie artificielle. Parce qu'ils ne résisteraient peut-être pas à la visite des laboratoires d'anatomie des facultés de médecine, l'altruisme et la foi en la science sur lesquels se fonde le don du corps imposent que l'on ne donne pas une publicité excessive à ces travaux, dans la mesure bien évidemment où l'on sait que ceux qui les effectuent ne trahissent pas la mémoire des personnes qui leur ont offert et confié leur dépouille.

Au-delà de ces considérations, il reste à s'interroger sur le caractère légitime ou non de telles expérimentations. *« En réalité la remise d'un cadavre aux autorités médicales revient à une destruction non sépultuaire et directe du cadavre*, estime M. Pierre Berchon. *Le cadavre, après avoir subi une lente dégradation que suppose son utilisation scientifique par l'effet des dissections ou des prélèvements multiples dont il peut être l'objet, n'est que rarement inhumé. Il finit dans la réalité pratique et d'une manière quasi générale par être inciné à l'état de restes divers. Lorsqu'il échappe à ce sort, il ne subsiste plus qu'à l'état de squelette dans quelque amphithéâtre ou dans quelque classe de sciences naturelles »* (1). Pour M. Berchon, *« il est certain que cette destruction du cadavre remis aux autorités scientifiques n'est pas directement légale puisqu'aucun texte ne l'autorise expressément et que, en principe, elle ne devrait pas l'être. Cependant, dans la mesure où elle est de pratique quotidienne et s'opère sans qu'aucun texte n'en vienne interdire littéralement la réalisation, on peut considérer qu'elle participe d'une tolérance du droit positif »*.

Mais peut-être faut-il penser, comme le fait M. Berchon à propos du droit, que les ambiguïtés dans ce domaine ne sont en définitive que le reflet des ruptures juridiques de notre société avec toute croyance collective en l'au-delà.

JEAN-YVES NAU.

(1) Sur ce thème, on peut se rapporter à la thèse pour le doctorat d'Etat en droit soutenue à l'université de Bordeaux par M. Pierre Berchon : « La condition juridique des morts » (1984).

ORGANES EN FAILLITE

BONN
de notre correspondant

L'HOMME, la cinquantaine, la calvitie élégante, le verbe enjoleur, porte beau. Paré d'un titre de noblesse emprunté à son épouse, le comte Adelman von Adelmansfelden défraye régulièrement la chronique de la République fédérale : il y a quelques années, il se présentait comme intermédiaire en mercenaires, l'an passé, il ouvre une agence d'adoption d'enfants du tiers-monde, rapidement fermée par les autorités.

Habile dans l'art d'attirer sur lui l'attention des médias, il semble que ce comte de roman noir ait cette fois-ci poussé le bouchon un peu loin : sa dernière entreprise, une Bourse d'échanges d'organes à transplanter, a suscité un communiqué indigné du ministère ouest-allemand de la santé, le 11 octobre. Mme Rita Süssmuth s'étrangle d'indignation devant ce qu'elle appelle *« des procédés se moquant de l'éthique de la Constitution »*. L'idée « géniale » de ce chevalier d'industrie consiste en effet à fonder une association, dont le siège est situé près de Karlsruhe, intitulée Bureau de don d'organes sur la base de la réciprocité. Dans une circulaire adressée à des personnes ayant des difficultés financières, dont les noms et adresses ont été repérés dans les bulletins d'annonces légales signalant faillites et mises en règlement judiciaire, il propose la solution miracle : le don d'organes contre espèces sonnantes et trébuchantes. *« Vous êtes maintenant mis au ban de la société comme les malades du SIDA »*, écrit-il à ses clients potentiels. *« Si vous n'avez pas le courage de commettre un hold-up ni celui de vous construire une nouvelle existence à l'étranger, nous avons trouvé une solution pour vous. »* Le système Adelman est simple : il suffit que le failli fonde une association sans but lucratif (il en a le droit), que le compte de cette association soit alimenté par un « membre passif » en échange du don d'un organe. Le rôle du bureau Adelman consistant à recruter, en échange d'une commission substantielle ces *« Crésus las d'attendre un rein pour une transplantation »*. Les prix tournent autour de l'équivalent de 260 000 F par organe.

Le ministre de la santé l'avoue dans son communiqué : on se trouve dans ce cas dans une *« zone grise »* du droit, et le parquet de Karlsruhe est en train *d'examiner si les agissements du* comte peuvent être poursuivis selon les lois en vigueur. La décision d'effectuer ou non une transplantation d'organe provenant d'un sujet vivant (en RFA, elles constituent 10 % des greffes de rein) est laissée à la libre appréciation des médecins appelés à les effectuer. Certains d'entre eux, comme le chirurgien Walter Land, de Munich, estiment que le seul moyen d'éviter une commercialisation croissante des dons d'organes est de ne plus effectuer du tout de greffes d'organes prélevés sur des vivants. Le docteur Land avait été effaré de voir, lors d'un voyage au Brésil, des annonces dans les journaux appelant aux dons d'organes monnayés, et d'entendre le témoignage de collègues, lors d'un congrès médical à Sydney au mois d'août dernier, faisant état de l'existence à Bombay et à Madras, en Inde, de cliniques effectuant des prélèvements d'organes sur des enfants : la mortalité y atteindrait 50 %.

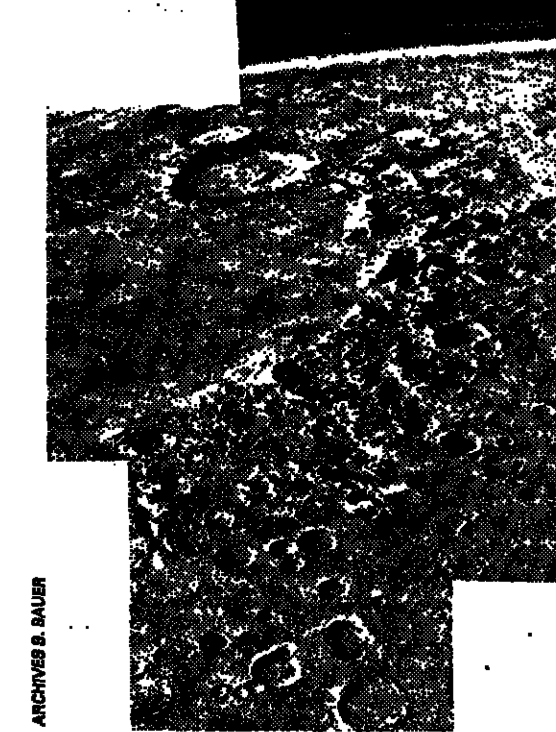
LUC ROSENZWEIG.

Planètes froides et volcaniques

(Suite de la page 19.)

La raison d'une telle activité ? Alors que les éruptions volcaniques terrestres proviennent essentiellement de la décompression explosive du gaz carbonique et de la vapeur d'eau, force fut pour Io d'imaginer un autre phénomène, puisque ces deux éléments sont absents de sa composition. *« La matière en profondeur est vraisemblablement le siège d'un échauffement quasi permanent*, explique Philippe Masson, *lequel serait entretenu par de très puissants effets de marées, résultant de l'attraction combinée de Jupiter et de deux autres de ses satellites, Europe et Ganymède. »* De là proviendrait ce volcanisme généralisé, presque aberrant (calculé depuis la Terre par des observations en infra-rouge, le flux de chaleur moyen émanant de Io est supérieur à celui que l'on enregistre, sur notre planète, dans les régions de plus forte activité géothermique !), qui fait de la surface du satellite jovien, en perpétuel renouvellement, un modèle unique pour les scientifiques.

Dernière révélation enfin, ce volcanisme « de glace », que viennent de mettre en évidence les chercheurs de l'université Cornell sur deux des satellites d'Uranus, Ariel et Miranda. Une question vient tout d'abord à l'esprit : pourquoi une découverte si tardive, survenant plus de deux ans et demi après ce 24 janvier 1986, date historique où Voyager-2 passait à *quelque* 80 000 kilomètres de distance de la planète Uranus ? C'est que, depuis lors, les chercheurs du Jet Propulsion Laboratory de Pasadena (Californie), où sont dépouillées les données collectées par les sondes spatiales d'exploration, eurent des énigmes autrement pressantes à résoudre. Les satellites de glace d'Uranus (2) ayant réservé bien d'autres surprises aux planétologues.



ARCHIVES S. BAUER

Une vue oblique de Mars.

Miranda, par exemple : « frôlée » à moins de 30 000 kilomètres par la sonde spatiale, mitraillée par les caméras, cette petite « lune » de glace salée, dont le diamètre ne dépasse pas 480 kilomètres, nous dévoilait en quelques heures tous les détails de son anatomie. Et quelle anatomie ! Failles en chevrons, plis, vallées, falaises de 20 kilomètres de haut : tous les accidents de relief possibles et imaginables, livrés tout à trac, tel un gigantesque puzzle géologique, aux scientifiques hébérlués. Spectaculaire également — bien que photographiée d'une plus grande distance, 130 000 kilomètres, — Ariel présentait quant à elle une surface grêlée de cratères et parcourue d'un important réseau de vallées, les plus larges d'entre elles étant par endroits creusées de sillons sinueux dont la nature reste controversée.

C'est précisément en étudiant de plus près ces images que David Jankowski et Steven Squyres ont mis en évidence, pour la première fois, l'existence d'un volcanisme à l'état « solide » dans le système solaire. Première découverte : de longues langues de matière, émises par des points précis à la surface des deux satellites. A l'aide des ordinateurs et de modèles de surface, les deux chercheurs sont parvenus à déduire la viscosité de cette matière. Verdict : de la glace, mélange probable d'eau et d'ammoniac. Mais une glace étonnamment tiède pour la région : − 33°C « seulement », alors que la température ambiante, rappelons-le, atteint en surface − 200°C... Une véritable fournaise pour ce monde gelé, qui indiquerait l'existence, dans le sol, de poches de matières « chaudes » insoupçonnées jusqu'alors.

« Les structures complexes que l'on observe sur Miranda et Ariel ne sont pas là par hasard, confirme Philippe Masson. *Elles proviennent sans doute de mouvements internes, dus eux-mêmes à des variations de viscosité et d'écoulement de la matière. Il est donc envisageable que ces variations aboutissent également à la remontée de coulées de glace profonde, qui viennent alors se répandre à la surface. »* Si cette toute jeune hypothèse se confirme, ce volcanisme du troisième type pourrait se retrouver sur la plupart des satellites des trois planètes géantes explorées jusqu'alors, Jupiter, Saturne et Uranus. Quant à la quatrième d'entre elles, la lointaine Neptune, il faudra pour en savoir plus attendre son survol par Voyager-2, prévu en août 1989.

CATHERINE VINCENT.

(2) Avant le passage de Voyager-2 dans son voisinage, on connaissait à Uranus cinq satellites naturels : Miranda, Ariel, Umbriel, Titania et Oberon, du plus proche de la planète au plus éloigné. Dix satellites supplémentaires, dont les diamètres vont de 40 à 170 kilomètres, ont été identifiés sur des photographies prises par la sonde américaine.

Plaidoyer pour la « psychothérapie institutionnelle »

Après l'article « Un cercle très fermé » paru dans nos colonnes le mercredi 28 septembre, nous publions le droit de réponse du médecin directeur de la Fondation Pi.

SOUS le titre *l'Extermination douce*, la Fondation Pi (Editions de l'AREFPPI) a publié en 1987 la thèse de Max Lafont décrivant les processus « non violents » et « doux » par lesquels *sous le régime de Vichy* 40 000 malades mentaux sont morts de faim. Il ne faut pas croire que de tels processus ont cessé, ils sont devenus encore plus doux, entendez encore plus violemment non dits.

Que sont ces processus ? Ceux qui récusent à l'homme son opacité, son secret, son énigme, ceux qui le traitent non pas même comme un objet, mais comme l'expression du défaut, de la défaillance de systèmes machiniques. Les nazis ont ouvert cette voie en pratiquant l'holocauste. Les hommes n'étaient plus humains, ils n'étaient que des nombres. Nos contemporains ne savent plus que compter et notre politique n'est plus qu'économie. Il n'est pas *dans l'être de l'homme de vivre* à l'économie, et la folie, pour impasse qu'elle soit, vient lui rappeler cruellement que Don Quichotte est un homme. La psychiatrie est l'espace sensible où une société peut entendre la vérité de son fonctionnement. Qui croit qu'un malade mental, un fou, peut guérir ? Est-il encore utile de payer le prix du défaut, de la caricature humaine ?

Depuis vingt-trois ans, nous menons un combat pour qu'en droit et en pratique les malades mentaux puissent se soigner et guérir sans être des objets soumis à la seule chimiothérapie. La psychothérapie *institutionnelle, c'est* l'affirmation de la dignité, du respect et de la liberté des malades mentaux. C'est en quoi la création de clubs, d'associations, d'activités est un de ses outils fondamentaux.

Le chômage est depuis plusieurs années en France et en Europe la ruine silencieuse des projets et espérances de soin en psychiatrie. Comment faire la place aux malades mentaux alors qu'il n'y en pas pour trois millions de Français dont une majorité de jeunes ? C'est dans ce sens que nous avons créé toutes ces activités avec les malades mentaux : informatique, imprimerie, maison d'édition, hôtellerie, agriculture. Savez-vous par exemple que la conférence de presse dont fait état *le Monde* du 28 septembre a été organisée par des parents des soignés constitués en association Espoir Fondation Pi ? Avez-vous noté qu'il n'en est rien dit ? Pas plus qu'il n'est fait état de l'association des soignés et de celle qu'ils constituent : Association pour la réinsertion des handicapés mentaux ? Or pour la première fois en France des malades mentaux mettent en œuvre les moyens de leur réinsertion sociale et professionnelle. Ils ont demandé à rencontrer le secrétaire d'Etat M. Gillibert. Qui ferme ?

Cercle fermé, et c'est trois mille cinq cents personnes qui viennent à la journée « portes ouvertes ». Cercle fermé, quand ces lieux accueillent J. Ellul, organisent des rencontres, des *séminaires, quand* aujourd'hui même vient séjourner l'acteur Michel Bouquet.

Mais allons un peu plus loin. Nous avons toujours dit que la moindre des honnêtetés en psychiatrie était de reconnaître qu'on devient soignant pour les mêmes raisons qu'on devient malade. Est-ce à dire que les psychiatres sont fous ?

Etre soignant c'est avoir reconnu que le désir de guérir l'autre s'adresse d'abord à soi-même. Il vaut donc mieux avoir appris à faire avec sa folie avant d'apprendre à l'autre comment faire avec la sienne. Jacques Lacan dit cela autrement ? *« Loin qu'elle* [la folie] *soit pour la liberté une insulte, elle est sa plus fidèle compagne, elle suit son mouvement comme une ombre. Et l'être de l'homme non seulement ne peut être compris sans la folie, mais il ne serait pas l'être de l'homme s'il ne portait en lui sa folie comme la limite de sa liberté. »*

Quant à la psychothérapie institutionnelle, elle se situe en ce point où le sujet, pour malade mental qu'il soit, n'en demeure pas moins responsable et citoyen en droit. C'est à restituer ces conditions de droit que devrait s'attacher la psychiatrie, là commence la psychothérapie institutionnelle. Ces conditions sont celles de l'égalité, de la fraternité et de la liberté. Concrètement, qui pense qu'un malade mental est son égal ? Son frère ? Libre de surcroît ?

A l'origine de celle-ci, avec F. Tosquelles, son fondateur, il y a le combat contre le fascisme, le « travail, famille, patrie » de Vichy, le refus que les malades mentaux soient traités comme des sous-hommes. Ce combat n'est jamais fini. Il est bien clair par exemple qu'au regard de la guérison, pour les soignants parfois, pour les administratifs et le public, encore plus, la psychiatrie est dans l'état où se trouvait la cancérologie il y a trente ans, où l'on ne prononçait dans les services ni le mot cancer ni celui de mort, ni bien sûr celui de guérison.

Tous les soignés venus à la Fondation Pi n'ont pas guéri au sens que lui donne Freud (aimer et travailler), *parce qu'il nous est arrivé de* rater, mais aussi parce que chacun sait que la liberté, la fraternité et l'égalité, l'homme n'en veut pas toujours, mais tous ont retrouvé une dignité qu'ils n'avaient plus. Au total, c'est plus d'un tiers des soignés, en plus de vingt-cinq ans, qui ont pu retrouver une place sociale et une formation. C'est moins que nous le voudrions. Si notre travail veut dire quelque chose, c'est que chaque homme soigné ou soignant soit restitué dans sa responsabilité. Ce qui signifie que les hiérarchies et médailles, les petits royaumes que chacun veut se tailler, seront laissés de côté. Tel est le sens de la psychothérapie *institutionnelle*, elle n'offre aucun avenir aux gourous.

MARC LECLERC
(médecin directeur de l'association).



هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

L'« Astrolabe », navire de plein Sud

Un nouveau bateau polaire et océanographique français pour assurer la logistique de la base Dumont-d'Urville en terre Adélie.

POUR la première fois de son histoire antarctique, longue de cent quarante-huit ans, la France possède un bateau polaire. Baptisé *Astrolabe* – comme l'un des navires de La Pérouse et surtout de Dumont d'Urville, le découvreur en 1840 de la terre Adélie, – ce bateau a été présenté le 10 octobre au Havre d'où il est parti le 14 octobre, *via* le cap de Bonne-Espérance, pour Hobart (Tasmanie) où il est attendu le 1er décembre. Transportant depuis Le Havre quelque 500 tonnes de matériels, d'équipements et d'approvisionnements divers, l'*Astrolabe* prendra à son bord, dans le port australien, quarante-huit personnes qui participeront à la campagne d'été ou à l'hivernage prochain en terre Adélie. Il devrait arriver à la base française Dumont-d'Urville vers le 10 décembre – si les conditions de glace de mer ne le retardent pas.

A dire vrai, l'*Astrolabe* – qui s'appelait à l'origine le *Résolution* – a été construit en 1986 dans un chantier britannique en tant que ravitailleur de plates-formes pétrolières de l'*offshore* arctique canadien. Mais, la baisse considérable du prix du pétrole a fait abandonner en grande partie la recherche de ce pétrole cher.

En février 1988, une convention a été passée, avec l'autorisation du ministère des DOM-TOM, entre le territoire d'outre-mer des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) et la société Fish (Feronia International Fishing), filiale à 100 % de la Compagnie nationale de navigation (CNN). La CNN venait d'acheter le navire – encore neuf – pour la somme de 25 millions de francs.

Un « couteau à glace »

D'après cette convention, les TAAF se sont engagés à affréter le navire cent quatre-vingt-trois jours par an pendant cinq ans moyennant environ 65 000 francs par jour. Ainsi, la terre Adélie pourra-t-elle être desservie depuis l'Australie quatre ou cinq fois (selon les conditions de glace de mer) pendant le court été austral.

De par sa destination première, l'*Astrolabe* est un navire polaire certifié par les Lloyds. C'est-à-dire que sa coque renforcée de membrures supplémentaires est faite d'aciers spéciaux épais de 18 millimètres (20 millimètres à l'avant). Comme dans tous les navires polaires, sa proue est en biseau et elle porte un « couteau à glace » épais de 15 centimètres. Il pourra ainsi « casser » la banquise (la glace de mer) épaisse de 1 mètre au maximum. La coupe de la coque a la forme d'un « U » un peu arrondi de façon que l'*Astrolabe*, pressé par la glace de mer, ne soit pas écrasé comme une noix par un casse-noix mais monte sans dommage sur la banquise. Cette forme particulière, qu'ont tous les navires polaires et les brise-glace (1), a été inventée par l'explorateur norvégien Fridtjof Nansen pour son navire essentiellement en bois, le *Fram*, à bord duquel, le premier, il a pu dériver dans les glaces de l'océan Arctique de 1893 à 1896.

Par sécurité, l'*Astrolabe* a deux arbres et deux hélices d'une puissance totale de 6 200 chevaux. Il a aussi une hélice transversale (500 chevaux) installée dans un tunnel ménagé dans l'avant de la coque. Ce qui donne au navire une très grande maniabilité à la fois efficace, précise et souple.

Cent quarante-huit ans après

Entre le 10 juin et le 9 octobre, l'*Astrolabe* a été aménagé par la société havraise Siren pour le rendre apte à la desserte de la base française Dumont-d'Urville. Il a ainsi reçu, sur son pont arrière, un hangar étanche de 1 300 mètres cubes où pourront être transportés des containers et les engins de travaux publics nécessaires à la construction de la piste aérienne, indispensable au développement des activités scientifiques et décidée en 1986. Sur ce hangar a été aménagée une plate-forme d'hélicoptère. Les quartiers d'habitation ont été agrandis pour loger quarante-huit personnes (outre les douze membres d'équipage). Une grue peut manipuler des « colis » de 32 tonnes et à l'arrière un portique fixe peut soulever 20 tonnes. Enfin, un nid-de-pie, perché à 6 mètres au-dessus de la passerelle, permettra à l'officier de quart de manœuvrer l'*Astrolabe* naviguant dans les glaces.

Le coût total de tous ces aménagements est de 16 millions de francs environ et son amortissement est prévu sur la durée du contrat de cinq ans qui lie la société Fish et les TAAF.

Avec l'*Astrolabe*, les Expéditions polaires françaises (EPF), qui ont en charge toute la logistique de Dumont-d'Urville, n'auront plus à chercher à l'étranger un navire polaire. Longtemps, elles ont utilisé le *Thala Dan* danois. Une fois celui-ci vendu au Brésil, elles ont loué le *Lady Franklin*, canadien et très cher, bientôt remplacé par le *Polar Björn*, norvégien et trop petit.

Outre ses aménagements de bateau de relève de la base Dumont-d'Urville, *Astrolabe* a été équipé d'un treuil qui pourra recevoir un câble de 10 000 mètres. Un sondeur de grands fonds y sera installé et des branchements d'électricité, d'eau, etc., le sont déjà. Dans le hangar, pourront prendre place des containers-laboratoires. Ainsi, l'hiver austral empêchant toute liaison maritime avec la terre Adélie, l'*Astrolabe* pourra être pendant six mois un navire océanographique, et même le seul à pouvoir travailler dans les glaces dérivantes. Les TAAF proposent donc aux océanographes français d'utiliser l'*Astrolabe* pour faire des campagnes scientifiques moyennant « des prix très compétitifs » puisque l'amortissement de ses aménagements a été calculé en fonction de la seule desserte de la terre Adélie.

Navire polaire et océanographique, le nouvel *Astrolabe* reprend, après cent quarante-huit ans, le rôle joué par l'*Astrolabe* de Dumont d'Urville.

YVONNE REBEYROL.

ACH. CH. ROULT

L'« Astrolabe » est long de 63,50 mètres. Il déplace, en charge, 2 200 tonnes. Sa vitesse maximale est de 14,5 nœuds (26,8 kilomètres à l'heure) et celle de croisière est de 12,5 nœuds (23,15 kilomètres à l'heure).

(1) Les brise-glace sont utilisés pour ouvrir la route à travers la glace de mer, à un convoi de navires. Ils sont dotés d'une machine (parfois, d'un moteur nucléaire) dont la puissance est de 40 000, de 75 000 chevaux et même de plus de 120 000 chevaux pour les « géants » les plus modernes. Les plus puissants arrivent à se frayer un chemin dans des glaces de mer épaisses de 3 mètres.

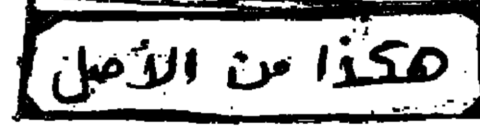


s et volcaniques

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers de la Santé...

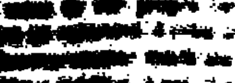


هكذا من الأصل

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

...Les Métiers de la Santé...



l'appel médical **N° 1 intérim paramédical**
recherche

INFIRMIERES D.E.

réanimation - soins intensifs - dialyse - bloc opératoire.

AIDE-ANESTHESISTES

MANIPULATRICES RADIO

- 12 rue Blanche Paris 9°. Tél. 42.85.71.99
- 50 Bd de Strasbourg Paris 10°. Tél. 42.08.10.42
- 50 rue de Montreuil Paris 11°. Tél. 43.79.48.98
- 295 Bd Raspail Paris 14°. Tél. 43.22.33.99
- 225 Bd Jean Jaurès 92 Boulogne. Tél. 46.21.05.55
- 2 rue Saint Louis 77 Melun. Tél. 60.68.04.49.

ORG.-Pierre Lichau



Ressources humaines 500 000 F +

Nous sommes un **Groupe Pharmaceutique International**, effectif + 500 personnes, présentant un environnement varié (siège, usine, marketing/visite médicale, recherche). Notre contexte, en pleine évolution, donne à notre

Direction des ressources humaines

un rôle moteur dans la gestion de la croissance. Aussi, souhaitons-nous renforcer notre structure et confier à un bon professionnel la responsabilité de la gestion des ressources humaines d'une division importante. Mise en place d'une politique de rémunération et motivations, réflexion sur les changements de structure, développement d'une culture d'entreprise, etc. seront vos principales missions.

Pour devenir ce véritable « 1 bis » de la fonction, vous êtes un jeune généraliste de la fonction, de formation supérieure. Vous avez une expérience du milieu international (très bon niveau d'anglais), si possible dans l'industrie pharmaceutique. Vous avez un bon potentiel d'évolution... car l'avenir est très ouvert !

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions, sous réf. A/DRH/LM, à notre Conseil Michèle DUCHER.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA

Synthélabo

recherche pour une de ses filiales, leader dans la fabrication et la commercialisation de matériel médico-chirurgical, proche banlieue Sud de Paris

CHEF DE PRODUIT

pour prendre en charge le développement d'une gamme de produits hospitaliers et pour assurer, en liaison avec le Marketing, la Recherche et la Production :

- le suivi des produits existants,
  - assistance technico-commerciale,
  - développement des argumentaires de vente,
  - conception et lancement des actions de promotion.
- la sélection et le lancement des produits nouveaux
  - conduite des études de marché,
  - remontée de l'information clientèle.

C'est un diplômé de l'Enseignement Supérieur qui, par sa formation commerciale (Ecole Supérieure de Commerce, par exemple) ou technique (Ingénieur Biomédical) ou son expérience saura faire la synthèse de ses qualités créatives, réalistes, prospectives et commerciales.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 88/143 MO
à l'attention de D. VOLTZ
SYNTHELABO
22, avenue Galilée
92350 LE PLESSIS ROBINSON.

ORG.-Pierre Lichau



Ingénieurs commerciaux confirmés pensez à votre carrière

PARIS et PROVINCE

réf. AIC 10

CAP GEMINI SOGETI
L'Expertise Informatique

CAP GEMINI SOGETI, premier groupe Européen de Services et de Conseil en Informatique poursuit en France son développement dans les secteurs de la **DEFENSE**, des **TELECOM**, de l'**INDUSTRIE**, de la **FINANCE**, et du **TERTIAIRE**.

VOTRE MISSION : Intégré à nos agences décentralisées vous agirez en toute autonomie sur les missions que nous vous confierons :

- suivi et développement d'une importante clientèle existante.
- conquête de nouveaux marchés axés sur l'ensemble de la gamme de nos prestations (conseil, grands projets, assistances techniques spécialisées...).

VOTRE PROFIL : De formation Ecole d'Ingénieur ou de Commerce vous avez une solide expérience de la vente acquise chez un constructeur ou dans une SSII.

Dynamique et compétent, vos qualités de fin négociateur et la passion de votre metier seront les meilleurs atouts de votre réussite.

Les candidatures de débutants à fort potentiel seront étudiées avec attention.
Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions à Agnès MESNAGE en précisant la référence.

CAP SOGETI SELECTION
Tour Maillot, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

Une société de produits de consommation
recherche
pour son cabinet de brevets

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

ayant une connaissance de propriété industrielle.
Lieu de travail : BANLIEUE NORD PARISIENNE.
Lang. : anglais indispensable, allemand souhaité.

Envoyer c.v. + photo à C.G.P., réf. (V3)
14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS
qui transmettra.

L'AUTOMOBILE, UN PRODUIT DE HAUTE TECHNOLOGIE ET GRAND PUBLIC, UN ENJEU INDUSTRIEL PASSIONNANT. POUR OFFRIR A NOS CLIENTS LE MEILLEUR PRODUIT, NOUS POURSUIVONS NOTRE EFFORT DE MAITRISE ET D'OPTIMISATION DE NOTRE PRODUCTION.

JEUNES INGÉNIEURS DE FABRICATION

DIPLÔMÉS DE GRANDES ÉCOLES OU D'UNIVERSITÉS
ARTS ET MÉTIERS, CENTRALE, DOCTORATS, ENSI, ENSTA, MINES, NORMALE SUP, PONTS, UTC, X...

Démarrez dans l'un des métiers de la fabrication : animation d'un atelier, qualité, fiabilité des moyens de production, logistique, organisation, informatique industrielle.

A partir de cette première expérience, votre professionnalisme et votre exigence personnelle vous permettront de réaliser un parcours de carrière diversifié dans le groupe en usine, en méthodes ou dans des fonctions d'organisation ou de gestion de projet. La journée de recrutement aura lieu dans l'un des sites de fabrication afin de vous permettre de rencontrer l'ensemble de l'équipe que vous rejoindrez.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant vos objectifs professionnels et vos préférences géographiques pour un premier poste (nos principaux sites sont Douai, Sandouville (près du Havre), et Flins pour le montage ; Cléon (près de Rouen), Le Mans et Orléans pour la mécanique), sous référence FAB, à Florence Dumez, à Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.



Carré Turenne

U.D.M.I. et CLINIQUE MUTUALISTE GRENOBLE

(Etablissement privé à but non lucratif participant au service public hospitalier, 218 lits)

recherchent

MÉDECIN ou PHARMACIEN BIOLOGISTE

ancien interne CHU
pour DIRECTION LABORATOIRE ANALYSES BIOLOGIQUES.

Ecrire avec C.V. au Directeur de la Clinique Mutualiste, 8-12, rue Docteur-Calmette, 38028 GRENOBLE CEDEX.

LILLY FRANCE (1000 personnes, 1,7 milliards de francs de CA) filiale d'une multinationale d'origine américaine dans le secteur de la Pharmacie et de la Chimie, étoffe le service ENGINEERING / METHODES de son unité de production de STRASBOURG par l'intégration d'un

Ingénieur projets H / F

Il participera à notre vaste programme d'investissements et assurera la gestion et la réalisation de projets depuis l'étude de faisabilité jusqu'à l'assistance technique.

Nous recherchons un jeune ingénieur généraliste (Arts et Métiers, INSA, ENSI) capable de coordonner des projets avec des technologies extrêmement variées en fonction des besoins de nos différentes zones de production.

En relation permanente avec de nombreux interlocuteurs internes ou externes, vous saurez vous faire reconnaître par vos qualités d'écoute et de contact ; l'anglais est indispensable, une première expérience (2-3 ans) dans un environnement ou une fonction similaire serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier complet à Isabelle LESTANG qui le traitera en toute confidentialité.

LILLY FRANCE
Zone Industrielle
67640 FEGERSHEIM



CONTESSE

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

AVENTURIERS DU LOGICIEL SOYEZ DES NÔTRES SUR UN PROJET HORS DU COMMUN

Jeunes ingénieurs, grandes écoles ou universitaires, de niveau bac + 4 minimum, vous souhaitez vivre aujourd'hui l'aventure d'un grand projet au sein de petites équipes dans un environnement très exigeant.

Vous êtes créatifs et la complexité ne vous fait pas peur, devenez Ingénieurs en architecture de logiciel, Ingénieurs en développement ou encore Ingénieurs Système chez Bull.

Nous vous proposons de rejoindre une des toutes premières équipes logiciel européennes qui travaille sur un des plus grands systèmes d'exploitation mondiaux : GCOS7.

Bull vous permet ainsi d'accéder à un haut niveau d'expertise en :

- Génie logiciel, langages de 4[e] génération,
- Base de données, Moniteurs interactifs et transactionnels,
- Réseaux et Télécoms,
- Superviseur, Unix...

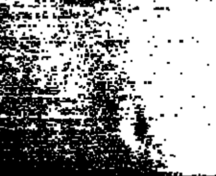
Saisissez cette offre exceptionnelle, avec nous, vous accéderez à une variété de métiers hors du commun.

Alors, dépêchez-vous, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) sous la référence 2510 M, à Ivan Maltcheff - BULL Systèmes - 2, rue Ernest Lefèvre - 75990 PARIS Cedex 20












Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Offre forte IBM : conseillez les décideurs.

Votre motivation pour le Conseil et la Vente est forte ; aptitude à communiquer, ambition, sens de la méthode, esprit de synthèse, talent pour négocier et convaincre sont vos qualités. Ce sont aussi celles qui sont nécessaires pour représenter notre Compagnie à un haut niveau, dans les domaines les plus variés : Administrations, Industries, Commerces, Services...

JEUNES DIPLOME(E)S D'UNE GRANDE ECOLE D'INGENIEURS OU DE COMMERCE

(Bac + 4 minimum)

après une formation réputée et rémunérée, nous choisirons avec vous l'activité la plus adaptée à votre projet professionnel. Vous deviendrez

INGENIEUR COMMERCIAL ou INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL.

Ces postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE, avant la fin de 1988.

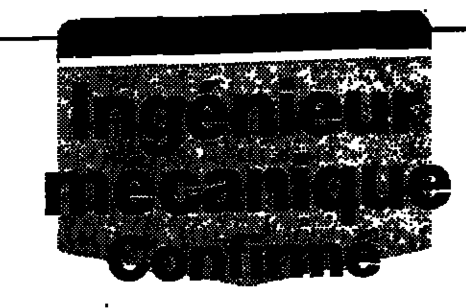
Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience professionnelle, nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature, CV détaillé et photo sous référence S 71 à :
IBM FRANCE – Département Recrutement – 5, Place Vendôme 75001 PARIS.

Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.





CONSENSUS



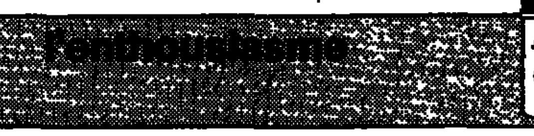
(ENSI - Fabrication Mécanique)

Les matériaux et les techniques de fabrication vous connaissez ! Nous vous proposons d'allier ces connaissances à votre goût des contacts commerciaux.

Vos quelques années d'expérience industrielle en laboratoires ou services techniques vous ont permis de mettre en pratique votre domaine de compétences, de développer votre esprit d'équipe et votre tempérament novateur.

Au sein de notre division "Techniques Industrielles" vous prendrez en charge l'assistance technique de la gamme des produits abrasifs pour l'industrie et assurerez l'interface entre l'entreprise et les clients en France, mais aussi à l'étranger où vous investirez une partie de votre temps (grande disponibilité exigée). Pour ce poste-clé basé à **Rueil** (92), nous demandons une une parfaite maîtrise de l'anglais et si possible des connaissances en allemand. En contrepartie, nous vous offrirons un salaire motivant et des perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions sous référence DS/IM à Danièle SAVINIEN - 3M FRANCE - Division des Ressources Humaines - Boulevard de l'Oise - 95006 CERGY-PONTOISE CEDEX.



MEDIA-SYSTEM

Conduire notre plan de formation automatismes - maintenance

LYON

RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS - constructeur mondial de poids lourds, 35 900 personnes, C.A. 29 Milliards - vous propose de donner une nouvelle dimension à votre métier d'Ingénieur : devenir Formateur, jouer un rôle de Conseil en formation auprès des Responsables de secteur industriel (électricité, électronique, hydraulique, pneumatique). A l'écoute des besoins de l'entreprise et des évolutions techniques, vous concevrez, évaluerez et organiserez des actions de formation pour développer nos compétences. Vous animerez certains cycles de formation et choisirez vos intervenants pour d'autres.

Ingénieur électronicien de formation, vous avez une expérience industrielle, de solides connaissances en automatismes. Vos qualités relationnelles et votre sens inné de la pédagogie vous prédisposent à cette fonction. Enfin, concourir à la réussite de notre politique ambitieuse de formation vous motive.

Adressez votre candidature sous référence TS 104/0 au Service Recrutement Cadres - 129, rue Servient - 69431 LYON Cedex 03.



L'AVENIR ENSEMBLE



Ingénieurs mécaniciens

Lyon

FRAMATOME, leader en ingénierie d'installation nucléaire offre des opportunités de carrières à des ingénieurs performants.
Dans le cadre du développement de notre Division Services Industriels, nous recherchons :

Débutants

Intégré dans notre équipe **développement outillage**, vous définissez, concevez, réalisez et rendez opérationnels les moyens (procédés, équipements, outillage) nécessaires aux interventions en milieu nucléaire.
Vous êtes un jeune ingénieur mécanicien, avec de préférence une spécialisation en **robotique**, et de bonnes connaissances en automatismes. Sens du contact nécessaire. Anglais souhaité. (Réf. FR 20)

Confirmés

Vous serez responsable de la préparation et du suivi d'intervention en centrale dans le domaine des équipements auxiliaires et équipements chaudronnés.
Vous déterminerez les processus de réalisations, émettrez les documents afférents et animerez une équipe de techniciens.
Ingénieur mécanicien, vous avez de préférence 4/5 ans d'expérience en **Bureau d'Etudes**, dans un secteur d'activité identique ou similaire. Anglais et Allemand appréciés. (Réf. FR 30).

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à FRAMATOME, Service Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon en précisant la référence.



FRAMATOME

LE FUTUR EN TETE

MEDIA-SYSTEM

Lorsque la finance et l'informatique se rencontrent !

Un important groupe bancaire et financier installé au cœur de la cité financière accroît ses activités en s'appuyant sur une politique de développement informatique ambitieuse et recrute

JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS OU 1ère EXPERIENCE

Grandes Ecoles Scientifiques ou de Gestion - 3e cycle informatique-Miage

DES MOYENS INFORMATIQUES DE POINTE

Environnement IBM 3084-3090, MVS/XA, IMS, PL1, L4G, DB2, un important réseau de télétraitement et plusieurs milliers de terminaux.

DES PROJETS D'ENVERGURE

Vous affirmerez votre potentiel en participant à la conception et à la réalisation des projets informatiques : bourse, salle de marché, monétique, international, contrôle de gestion, produits financiers...

UNE MISSION DE CONCEPTION ET D'ORGANISATION

Votre autonomie, vos qualités relationnelles vous permettront d'exercer notamment un rôle de conseil auprès des différents départements ou filiales de la banque, et d'évoluer vers des postes à responsabilité au sein de l'organisation informatique ou d'un *département plus spécifiquement bancaire*.

UNE FORMATION SUIVIE

Vous appuierez vos compétences sur une formation informatique et bancaire initiale de plusieurs mois, vos connaissances seront ensuite entretenues par le biais de la formation continue.

Merci d'adresser votre dossier complet sous référence CT/BP/6 M à

centi profile

Claire Tamalet - Centi-PROFILE
128, rue de Rennes 75006 PARIS

Conseil en Recrutement Informatique

MISSIONS DE DÉVELOPPEMENT POUR UN JEUNE CHIMISTE

Filiale d'un Groupe International, leader sur son marché (Chimie et Parachimie), nous souhaitons renforcer l'équipe chargée de nos activités **"Papiers"** par un jeune Ingénieur chimiste.

Il aura pour mission d'élaborer pour nos clients les meilleures solutions techniques, de mobiliser les Études et la Production pour développer et diversifier nos prestations.

Il contribuera ainsi, sur le plan technique et commercial, au développement de nos services et de notre image.

Ce poste créatif et formateur lui permettra d'acquérir une compétence élargie, débouchant sur d'intéressantes possibilités d'évolution au sein du Groupe.

DEA apprécié - Anglais indispensable - Allemand souhaité.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et photo, sous référence IM/2047, à notre Conseil



MILO Ressources Humaines
3, avenue des Ternes
75017 PARIS.

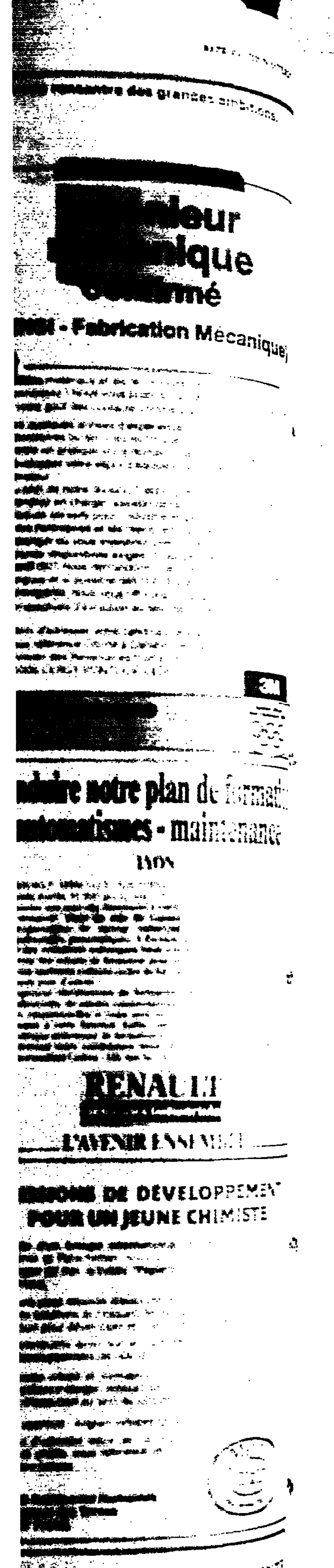
AD'COM

PROFESSIONNEL DE LA VENTE

Vous cherchez l'évasion, venez en PROVENCE.
Vous êtes motivé, dynamique, apte à la négociation.
Vous avez une expérience de la

PYROTECHNIE CIVILE

Adresser C.V., lettre manuscrite + photo à :
M. Robert MAUREL, B.P. 48, 84120 PERTUIS.



هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieurs électroniciens prenez un temps d'avance

TRT Spécialiste des télécommunications radioélectriques et téléphoniques et de l'électronique professionnelle recherche pour

son **Centre Technique du PLESSIS-ROBINSON** des **Ingénieurs Electroniciens**, intéressés par le traitement numérique du signal appliqué aux :
- codage d'image TV et HDTV
- transmissions numériques.

La préférence sera donnée aux Ingénieurs Grandes Ecoles ayant une première expérience dans l'un des domaines précités.

Adressez votre candidature avec photo à **TRT**, Centre Technique, Direction du Personnel, 5 avenue Réaumur, 92350 Le-Plessis-Robinson.

son **Centre Industriel de ROUEN** orienté Télécommunication publiques et privées des **Ingénieurs Electroniciens** :
- souhaitant acquérir une expérience technique sur des matériels de haute technicité à forte intégration de logiciels.
- dynamiques et capables de prendre des responsabilités au sein d'un grand groupe industriel.
- ayant quelques années d'expérience ou débutants super motivés..

Adressez votre candidature avec photo à **TRT**, Centre Industriel de Rouen, 49 rue de la République, 76250 Deville-Les-Rouen.

TRT **Un temps d'avance en électronique professionnelle.**

MEDIA-SYSTEM

Banque commerciale de taille moyenne – 1600 personnes – à forte synergie financière, notre direction de l'organisation et de l'informatique compte une centaine de collaborateurs. Elle recherche son

Ingénieur réseaux

banque privée

Outre les aspects de la fonction traditionnellement liés à SNA/VTAM/NCP..., nous lui demandons d'assumer les spécificités de notre établissement et préconiser les évolutions en matière de :
- *salle des marchés avec les liaisons IBM-DEC*
- *réseaux locaux, tant au sein des agences que des services centraux avec TOKENRING/ETHERNET..*
- *connexions aux réseaux de la profession SIT/RONA/TELEKURS/SWIFT et au nouveau réseau national RNIS.*

Nous proposons ce poste doté d'une forte autonomie au jeune ingénieur possédant une première expérience similaire dont deux années ont été consacrées aux environnements IBM/SNA/VTAM... et aux réseaux locaux. Nous lui offrons d'assurer la gestion et l'évolution de l'architecture générale des réseaux nécessaires à notre activité.

MDA. ***Christine TRINQUAND** étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, c.v. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8810.208 au cabinet M.D.A. 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.*

Conseil en ressources humaines.

Plain Champs

Notre division AEROSPATIAL figure parmi les premiers équipementiers aéronautiques en France. Avec 1100 personnes, elle représente un potentiel de recherche et d'innovation de tout premier ordre. Elle recrute des :

Ingénieurs informaticiens génie logiciel

disposant d'une solide formation de base en informatique (ENSIMAG, INSA Lyon...) et ayant acquis une première expérience dans le développement d'un logiciel de base et/ou en génie logiciel.

Nous vous proposons de prendre une part active à l'étude et la réalisation d'outils intégrés dans un atelier logiciel. Dans un environnement technique de haut niveau, vous pourrez utiliser et valoriser votre connaissance du temps réel, des techniques de compilation, d'outillage de test...

Ce poste est à pourvoir à Valence.

Envoyez votre dossier de candidature en précisant la référence GENLO/LM, au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Védrines - 26027 VALENCE cedex.



MEDIA PA



Nouveaux marchés, Nouvelles techniques... La réussite des Compétences !

Rejoindre l'Equipe MATRA, c'est intégrer une équipe qui sait mettre à profit l'ensemble des compétences réunies. Au sein de notre Branche Défense, notre Centre Equipement recherche pour son Département Electro-optique

Responsable d'Affaires

Vous aurez la responsabilité de la définition et du développement de nouveaux équipements de visualisation, faisant appel à diverses technologies notamment en électro-optique. Vous participerez à l'étude des parties électroniques et informatiques graphiques de ces équipements.

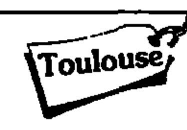
Ingénieur électronicien, vous possédez 4 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire. Rigoureux, vous avez le sens des Relations humaines.

Merci d'adresser votre dossier sous référence RA/2510M à Emmanuelle CHEDAL - MATRA DEFENSE Centre de Montigny - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES

MATRA
DEFENSE ESPACE

PARFRANCE ANNONCES





LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Chargé du futur **AVION SPATIAL HERMES** propose à un **MANAGER CONFIRME** le poste de

Responsable avion

SON PROFIL

Issu d'une grande école, il aura une quinzaine d'années d'expérience, notamment comme Chef de projet, si possible dans le domaine aéronautique ou spatial. Ses connaissances seront pluridisciplinaires et il aura le goût des affaires techniques.

SA MISSION

Cet ingénieur se verra confier la gestion des contrats relatifs à l'avion spatial HERMES passés auprès des grands industriels européens du secteur spatial. Sa responsabilité couvrira les aspects techniques, calendaires et financiers. Il disposera d'une équipe d'ingénieurs de haut niveau en interne au CNES.

SES QUALITES

Sa personnalité sera affirmée et il devra faire preuve, bien entendu, de dynamisme et de rigueur. Il parlera anglais et effectuera de nombreux déplacements en Europe.

Envoyer CV et prétentions au CNES, Division du Personnel, 18 avenue Edouard Belin 31055 Toulouse Cedex.

MEDIA-SYSTEM

INGENIEURS CONSEILS SYSTEMES INFORMATIQUES

Notre vocation est d'aider les grandes entreprises à maîtriser, au profit de leur gestion, les différentes technologies de l'information. Notre expansion nous conduit à renforcer notre structure avec des Ingénieurs confirmés. Tout particulièrement dans deux domaines : la sécurité et la banque.

SECURITE Vous êtes Ingénieur diplômé ; votre expérience informatique (3 à 5 ans) vous a déjà permis d'être confronté aux problèmes posés par la sécurité (développement de systèmes, réseaux, cartes...).
Vous participerez au développement de nos méthodologies et interviendrez sur tous les aspects de la sécurité : Schéma Directeur, Plan, Sécurité logique, physique, Back up.

BANQUE Diplômé Ingénieur Grandes Ecoles, vous possédez une expérience d'environ 10 ans d'une fonction à responsabilités dans le domaine de l'informatique bancaire.
Vous effecturez des interventions de haut niveau : Etudes stratégiques, Expertises, Architectures de Systèmes, Direction de grands projets sectoriels (titres, engagements, étrangers,...).

Vous êtes ambitieux et souhaitez valoriser votre carrière ; nous vous proposons de rejoindre un groupe en fort développement, de participer à nos recherches et de prendre part activement à notre évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant le domaine choisi, à Mme AICH.

Diebold France
56, rue de Londres - 75008 PARIS

Notre Métier, une Vocation : le Conseil



SSII Leader dans le domaine de télécommunications dans l'environnement **IBM** recherche :

INGENIEURS TELECOM H/F

Pour le développement de progiciels dans le domaine des télécommunications.

De formation Ingénieur Grande Ecole, **débutant** ou **expérimenté**, vous avez la pratique du **microprocesseur** et du langage **assembleur**.

La connaissance de l'IBM PC, du 8088, du langage C serait vivement appréciée. Poste basé à Rungis.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf.1043 à C2S - Mme BOCHET - Silic 560 - 94643 RUNGIS Cedex

LEVI-TOURNAY/ABSCOM

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

INGENIEURS LOGICIELS PENSEZ RESEAUX

S'appuyant sur un parc mondial de 55 000 unités, les logiciels de la nouvelle génération DPS6 multi-processeurs sont un élément clé de la stratégie d'information et de communication d'entreprise de Bull.

Nous vous proposons d'intégrer les équipes de développement système qui travaillent en France en coopération avec les Etats-Unis sur nos projets : réseaux de communication (ISO/DSA, RNIS,...), télématique, transactionnel, UNIX.

Votre volonté d'innovation et votre esprit d'équipe vous permettront d'acquérir une expertise technique dans l'un de ces domaines.

Vous êtes ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires, avec option informatique et vous parlez couramment l'anglais. Débutants ou confirmés, de réelles opportunités d'évolution s'ouvriront pour vous dans un contexte international.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM 8803 à : Denis Langlois, BULL Système PC 3C17 - 68, route de Versailles - 78430 LOUVECIENNES.



SOURCES

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CHOISISSEZ LA QUALITE

Nous concevons et réalisons des systèmes de radiocommunications (Réseaux, Systèmes aéroportés) adaptés aux exigences des Etats Modernes.

Le haut niveau d'intégration et de complexité de nos systèmes, nous a conduit à définir et développer une politique de QUALITE TOTALE. Nous recherchons aujourd'hui des



INGENIEURS LOGICIELS



De formation supérieure, ils ont une expérience du développement logiciel (3/5 ans) acquise dans un environnement de haute technologie.

Nous leur proposons de rejoindre nos Centres d'Etudes, implantés en Région Parisienne, et d'apporter leur concours aux succès techniques et commerciaux de nos programmes.

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. 92961/LM à :
HCA - 1, Place du Palais Royal - 75001 PARIS

MEDIA-SYSTEM



Le futur pour OTIS, c'est pérenniser sa position de leader dans le monde et de nº 1 en France (5 400 personnes et 2,4 Milliards de F de C.A.).
Le futur pour vous, c'est valoriser votre expérience concrète en devenant :

Chef de projet organisation

Cette création de poste vous permet de participer pleinement au développement de nos projets dans le cadre d'un schéma directeur ambitieux.
Rattaché au Directeur du service Organisation, vous avez un rôle de conseil en déterminant les méthodes et procédures qui répondent aux besoins des utilisateurs.
Votre mission principale est :
- A partir de l'établissement d'un cahier des charges, élaborer des solutions et réaliser des projets en collaboration avec les services informatiques.
- Suivre le lancement.
- Assurer la formation des utilisateurs.

Les responsabilités de ce poste impliquent de nombreuses relations fonctionnelles avec les 2 usines et les 22 agences.
Ingénieur généraliste ou Diplômé d'Ecole Supérieure de Commerce, vos connaissances en informatique vous ont permis pendant 4 ou 5 ans, de mener des applications d'organisation importantes, si possible à l'intérieur d'une entreprise possédant des unités périphériques.
Si vous êtes autonome, fort de vos qualités relationnelles et pédagogiques, si vous souhaitez évoluer à l'intérieur d'un grand groupe, merci d'adresser votre candidature à Véronique PARAGES, OTIS, 141 rue de Saussure, 75017 Paris, sous réf. M833.

OTIS DESTINATION FUTUR

Ingénieurs informaticiens débutants et confirmés

Banlieue Ouest

Notre société intégrée à un groupe industriel international de premier plan conçoit et réalise des équipements destinés au marché de l'aéronautique. Ces équipements fonctionnent grâce à un ensemble complexe de systèmes informatiques dont nous assurons la conception, la réalisation et l'intégration. Nous souhaitons confier la réalisation de ces logiciels à des ingénieurs informaticiens à qui nous proposons un environnement matériel et logiciel des plus performants. Diplômé d'une grande école d'ingénieur **(X, CENTRALE, ESE, ENST, ENSIMAG...)**, vous êtes débutant ou possédez une première expérience acquise dans un univers industriel où vous avez appris à maîtriser différentes techniques informatiques appliquées à la recherche ou à l'industrie. Votre maîtrise des techniques informatiques scientifiques (Fortran, Pascal, Langage C, etc...), vous permettra de vous adapter rapidement à nos systèmes et à nos outils. La taille des projets que nous conduisons et notre envergure internationale sont les garants d'une progression de carrière motivante.
Merci d'adresser votre candidature sous réf. C.177.88 à notre Conseil CRITERE, 12, rue Pergolèse 75116 Paris.



Critère

LEN-TOURNAY/ASSCOM



la direction des constructions et armes navales de CHERBOURG

Etablissement Industriel de l'Etat
(5000 personnes)
recherche

Un INGENIEUR
POUR SON SERVICE APPROVISIONNEMENTS

Fonctions :
Négociateur et rédacteur de marchés publics :
- il étudie les demandes d'achats en provenance des différents services techniques de l'Etablissement,
- il consulte les fournisseurs potentiels, étudie leurs propositions et les choisit en liaison avec les services techniques demandeurs,
- il négocie et met au point les projets de contrats,
- il rédige les contrats et les rapports de présentation qui leur sont associés.

Profil :
- Bonnes dispositions pour les travaux administratifs,
- goût des contacts humains (relations nombreuses avec les fournisseurs, les services techniques, les organismes de tutelle et de contrôle),
- très bonne aptitude à la rédaction,
- bon jugement et bon esprit de synthèse et d'analyse,
- une spécialité d'ingénieur en rapport avec la construction navale serait bien appréciée.

Rémunération :
Il est proposé une rémunération mensuelle nette de 9 400F.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV., photo, rémunération actuelle) à : DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES - Chef de Section du Personnel -BP. 10 - 50115 CHERBOURG NAVAL

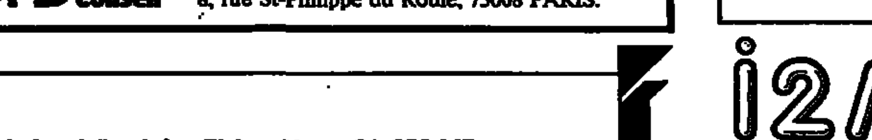


Nous sommes filiale d'un groupe européen de 5 000 personnes et spécialisée dans la fabrication de pièces en caoutchouc moulées, destinées à des systèmes complexes (transports ferroviaires, défense nationale...). Notre société en pleine évolution crée un poste de

CHEF de PROJET

Préparer le Futur

En étroite collaboration avec le Directeur Général, vous interviendrez auprès des clients, pour définir avec eux leurs produits futurs. Vous établirez les cahiers des charges correspondants, de façon à lancer les études et les développements dans les bureaux d'études du groupe. Vous suivrez le bon déroulement de ces projets, en assurant l'interface entre les partenaires concernés.
Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs. Vos 5 années d'expérience professionnelle en milieu industriel, vous ont familiarisé avec les problèmes d'environnement mécanique (vibrations, acoustiques etc.) et vous rendent apte à proposer des solutions d'avenir.
Vous serez basé dans le LOIRET (Malesherbes) et serez appelé à vous déplacer en France et à l'étranger. Ce poste peut-être un tremplin pour des responsabilités importantes.
Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 528/M à



8, rue St-Philippe du Roule, 75008 PARIS.

CURRICULUM

COLORANTS TEXTILES

Ingénieur d'Application

Hoechst High Chem

Comptant parmi les toutes premières filiales de HOECHST dans le monde, nous réalisons en France un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards, dont près de la moitié provient de notre production. 4 usines et un centre de recherches fabriquent et développent une large gamme de produits spécifiques.

Pour sa Division Fibres et Colorants, nous recherchons un Ingénieur d'Application.

Après une période de formation en Allemagne (Francfort) et dans nos différentes agences en France, il sera chargé des essais et du suivi technique en clientèle pour notre gamme des Colorants Textiles.

Nous recherchons un Ingénieur Chimiste débutant (ENSCP - ESCIL...) ayant **impérativement** un bon niveau d'allemand.

Le poste est à pourvoir à **LYON**.
Il évoluera ultérieurement vers une fonction plus directement orientée vers le commercial.

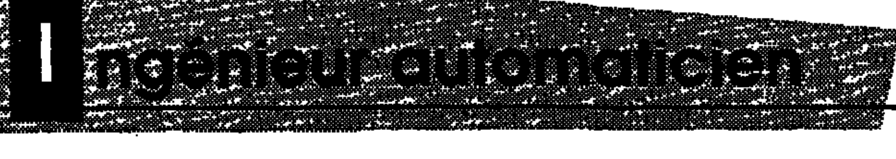
Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous la référence 904 M.

Société Française HOECHST - Département des Ressources Humaines - Tour Roussel Hoechst, Cx 3, 92080 Paris La Défense.

Hoechst
La voie de l'innovation

DESSEIN

Entreprise Industrielle région Rhône-Alpes, CA 350 MF, fortement exportatrice et leader dans sa profession, recherche un :



Futur chef de projet nouveaux automatismes, vous avez un diplôme d'Ingénieur Grande École, avec spécialité automatismes, une expérience de 2 à 5 ans de leur développement type robot, machines outils, une bonne connaissance micro-processeur, du développement logiciel temps réel.

A ces qualités techniques doit s'ajouter une capacité rapide d'intégration dans l'équipe, pour ensuite prendre le « leadership » de celle-ci.

Si ce poste large et évolutif vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous réf. 88112 à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU
56, avenue de Suffren
75015 PARIS

Organisation et Publicité



S.S.I.I. spécialisée en informatique industrielle et scientifique
recherche

INGENIEURS INFORMATICIENS

- **3 ingénieurs** connaissant LTR3 ou ADA pour projet avionique et télécom. (réf. 88/10-1)
- **5 ingénieurs** connaissant UNIX, C, 68XXX, ou 80XXX pour projet monétique, atelier logiciel et logiciel de base. (réf. 88/10-2)
- **2 ingénieurs** connaissant MITRA/LTR2 pour projet cryptage de données. (réf. 88/10-3)

Envoyer C.V. en précisant la référence choisie à :
I2M - Mr DEVRIESE - 66, rue des Binelles 92310 SEVRES

هكذا من الأصل



Votre ambition, notre avenir.

Vous cherchez un espace où exprimer votre imagination, votre créativité, votre énergie, nous vous offrons les conditions de votre succès. C'est notre métier, notre devoir de développer notre personnel, c'est l'intelligence du futur que de permettre à chacun d'accroître ses compétences. Parmi les opportunités que nous offrons :

PRODUCTION :
A vocation européenne, notre unité de production attend de vous contribution et initiative dans les domaines de la gestion de production, de l'ingénierie produit, de l'organisation industrielle, et du management d'équipes. Produire chez HP, c'est garantir et développer la qualité de nos produits que nous fabriquons.

ACHATS :
Dans un environnement international, vous avez le rôle stratégique de la constitution et de l'animation d'un portefeuille de fournisseurs. Vous développerez votre connaissance des marchés pour proposer des solutions encore plus efficaces.

QUALIFICATION DE COMPOSANTS :
Votre compétence technique dans le domaine des semi-conducteurs, ou des composants mécaniques ainsi que vos qualités relationnelles vous donnent les moyens de conseiller efficacement vos partenaires (recherche et développement, achats et production) et de qualifier nos fournisseurs.

INFORMATIQUE :
Informaticien de gestion ou informaticien industriel, votre mission est d'accroître notre productivité et notre performance, vous êtes responsable de projets de développement et apportez conseils à vos interlocuteurs.

GESTION :
Contrôle de gestion, comptabilité générale, comptabilité analytique ou management d'équipe, pour chacune de ces missions vous évaluez notre profitabilité et vous garantissez la qualité de notre système d'information financier.

Débutant ou expérimenté, vous êtes diplômé Grandes Ecoles (ECP, EMP, ESE, ENSIMAG, ENSERG, HEC, ESSEC, SCIENCES PO, ESCP, ESCL), nous sommes prêts à considérer votre candidature même si vous n'êtes pas disponible dans l'immédiat.

Hewlett-Packard France, Etablissements Industriels, Ressources Humaines, 5 avenue Raymond Chanas, 38320 EYBENS.



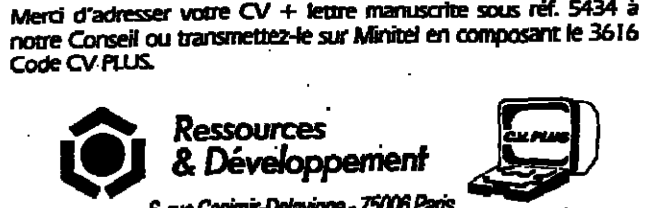
CHEF DE SERVICE METHODE ET INDUSTRIALISATION

280.000 F / an

Vous serez responsable d'un service d'une trentaine de personnes (Ingénieurs et Techniciens) chargé d'une part d'optimiser l'outil de production par l'amélioration de la qualité et les réductions des coûts, et, d'autre part, d'industrialiser les nouveaux produits : estimation des coûts, recherche des méthodes appropriées, conception des machines spécifiques, mise en production.

Ingénieur généraliste type AM, ENSI... vous avez une expérience similaire d'environ 10 ans sur des productions mécaniques de grandes séries et parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite sous réf. 5434 à notre Conseil ou transmettez-le sur Minitel en composant le 3616 Code CV PLUS.





Nouveaux marchés, Nouvelles techniques... Le challenge des Nouveaux Métiers !

Rejoindre l'Equipe MATRA, c'est intégrer une équipe qui gagne des marchés et prépare aux nouveaux métiers de la haute technologie. Nous proposons de rejoindre notre Branche Defense à de

Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

(SUP'AERO, ENSTA, ECP, ENST, ENSI...)

Au sein de nos équipes, vous participerez à des études théoriques de pilotage guidage sur de grands programmes de Défense ou vous réaliserez des simulations informatiques sur des avant-projets et projets mettant en œuvre des méthodes de modélisation mathématique...

Ingénieurs diplômés d'une grande école aéronautique, débutants à 3 ans d'expérience, vous possédez des connaissances en automatique, mécanique du vol, informatique...

Merci d'adresser votre dossier sous référence IGE/2510M à Emmanuelle CHEDAL - MATRA DEFENSE Centre de Montigny - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGÉNIEURS LOGICIELS RÉSEAUX

Dans les domaines des Communications et de l'Informatique, de la Défense et des Transports, la CSEE fait de la SECURITE un métier. Elle emploie 2500 personnes dont 550 ingénieurs et cadres. Aujourd'hui, elle développe son Département **RESEAUX ET SYSTEMES INFORMATIQUES** implanté à **ORSAY** (91), en intégrant des **spécialistes** réseaux capables de prendre en charge le logiciel de communication, le protocole de routage, le dialogue opérateur, etc., d'un grand projet temps réel. Dans ces études, une connaissance des protocoles X25 et du langage C confirmée par une première expérience est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à CSEE - SRH-DCI - rue des Tropiques - BP 80 - ZI de Courtabœuf - 91943 Les Ulis, sous réf. MD 32.



alorisez dans le conseil votre expérience de la conduite de projets informatiques

Diplômé(e) d'une grande école, vous avez déjà piloté l'implantation de systèmes comptables ou de gestion dans de grandes entreprises du secteur industriel, bancaire ou des services.

Vous vous êtes ainsi familiarisé avec un ou plusieurs des principaux progiciels du marché et vous souhaitez maintenant valoriser et enrichir votre expérience.

Le fort développement de notre activité Systèmes d'Information vous offre cette opportunité. Vous intégrerez nos équipes de Consultants et exercerez votre métier dans un contexte international.

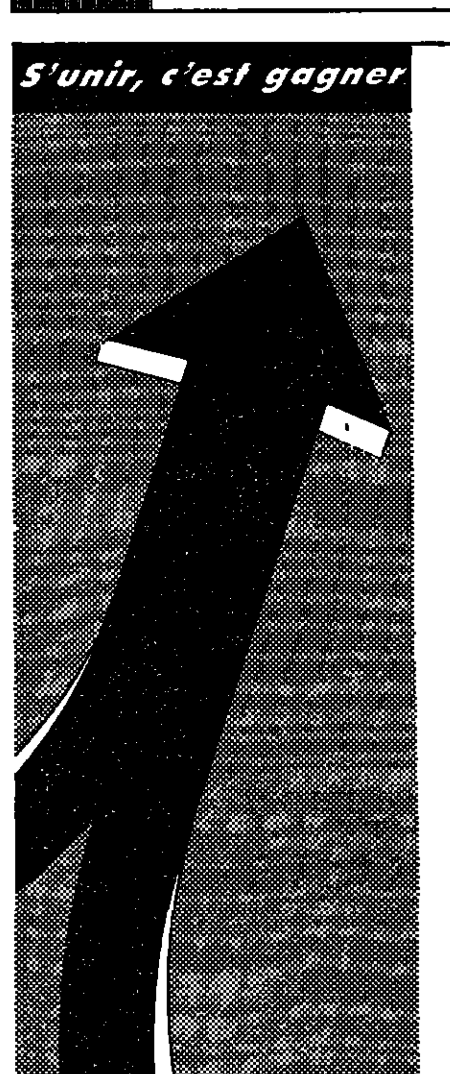
Veuillez adresser votre candidature sous référence 931/09 à Marie-Odile RIBATTO
PEAT MARWICK CONSULTANTS - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.

Si vous saviez ce qu'est le conseil chez Peat Marwick, vous y seriez déjà



Peat Marwick Consultants

S'unir, c'est gagner



RADARS ET IMPERATIFS THERMIQUES : LA COMPLEXITE MAXIMALE QUI REQUIERT LES COMPETENCES OPTIMALES.

Figurer aux tout premiers rangs de la compétition internationale en matière d'équipements électroniques aéroportés suppose la totale maîtrise de domaines pluridisciplinaires à la pointe des technologies.

Pour nous, **DIVISION RADARS, CONTRE-MESURES, ELECTRONIQUE DE MISSILES** du groupe THOMSON, 60 % de CA réalisés à l'export constituent la meilleure illustration de ce savoir-faire. Le résultat, nous le devons bien sûr à la mise en œuvre, à tous les niveaux, de moyens techniques et financiers considérables, mais surtout à la volonté de nos équipes à repousser toujours plus loin les limites du scientifiquement possible.

Ainsi la résolution de problèmes thermiques extrêmement complexes, conditionne pour une large part la réussite de nos radars aéroportés. C'est un contexte optimal pour développer et valoriser votre expertise dans ce domaine. Nous vous proposons de conduire les études et les développements liés à la mise au point de technologies de conditionnement de ces équipements.

INGENIEURS THERMICIENS

Ingénieurs mécaniciens, diplômés d'une Grande Ecole option Thermique, votre expérience de 5 ans minimum dans un secteur comparable au nôtre ou dans le secteur nucléaire vous permet de maîtriser l'un ou plusieurs des domaines *suivants* : *Refroidissement - Thermodynamique - Contrainte Mécanique* Résistance des Matériaux - Acoustique.

Relevons ensemble les défis technologiques les plus ambitieux.
Merci d'adresser votre dossier
de candidature sous référence M
à notre Conseil AFL CONSULTANTS
12, avenue Victor Hugo - 75016 PARIS.



HCAD

● TéléDiffusion de France

LANCEMENT TDF 1 : JOUR J–2

TDF — 1er diffuseur de radio et télévision — innove de la pointe de l'actualité à la pointe de la technique, en créant de nouveaux services (satellite de diffusion directe, radiomessagerie, radio-téléphone, diffusion de données, réseaux câblés...). Société Anonyme, 4000 professionnels de l'audiovisuel, un savoir-faire exporté dans le monde entier, un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs. ***TDF : LA PASSION D'ENTREPRENDRE.***

Nous recherchons pour notre Centre d'Etudes et de Recherche basé à Paris

INGENIEURS DE RECHERCHE (ENST - SUPELEC...)

Transmission et diffusion spatiale

Rattaché directement au Responsable du Laboratoire Transmission et Diffusion Spatiale, vous contribuez à l'étude de systèmes de transmission et de diffusion de programme radio-TV, en assurant la définition et la validation de systèmes nouveaux y compris au moyen de simulation informatique.
Vous participez à leur mise en service opérationnelle avec une équipe de chercheurs que vous animez.

Système informatique et téléexploitation

Rattaché directement au Responsable du Laboratoire Réseaux, vous contribuez à l'étude du nouveau système de téléexploitation du réseau de transmission et de diffusion de programmes radio-TV en assurant la définition, le suivi de réalisation et la validation des projets d'études associés et en participant à leur mise en service opérationnelle.
Vous encadrez une équipe de chercheurs en travaillant en coopération avec les membres des autres départements.

Merci d'adresser votre dossier à : TDF-Direction des Ressources Humaines 21/27, rue Barbès, BP 518 - 92542 MONTROUGE Cedex.

Pour de plus amples informations sur MINITEL :



Affluents



Passionné par l'Automobile ... et la Production !

Engagés dans un programme de développement de nos structures, nous recherchons un

Ingénieur Qualité

avec une forte capacité à communiquer, un souci permanent de qualité et une mobilité géographique et intellectuelle réelle, dans un environnement offrant des perspectives d'évolution rapide.

Ingénieur Grandes Ecoles, débutant ou avec quelques années d'expérience, vous avez le profil d'un battant.

Votre premier poste est basé à ROMORANTIN (41).

Merci de transmettre votre candidature (CV, lettre manuscrite) à
MATRA AUTOMOBILE - Madame MOINE
- BP 47 - 78340 LES CLAYES S/BOIS

MATRA AUTOMOBILE



CLESTRA

La haute qualité et les performances de nos systèmes de cloisons amovibles et de plafonds intégrés ont fait de nous le leader européen dans notre métier.
Nous répondons aux besoins spécifiques de nos clients dans toute l'Europe (22 unités de vente et travaux dans 10 pays, une unité de production à Strasbourg), et nous réalisons un chiffre d'affaires consolidé de 630 millions de FRF, dont les 2/3 hors de France.
Nous développons nos activités sur une base géographique plus large et recherchons un :

Responsable vente grande exportation

Basé à **STRASBOURG** vous serez chargé d'assurer notre développement au Moyen-Orient, en Extrême-Orient, en Afrique, en Scandinavie...
Ingénieur diplômé, vous avez acquis une solide expérience de la vente à l'exportation dans le domaine du bâtiment ou des biens d'équipement, et avez négocié avec succès des contrats de plus de 500.000 $ US.
Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.
Votre orientation internationale et votre désir de développer un professionnalisme élevé vous permettront une évolution enrichissante au sein de notre groupe.

Contactez-nous (lettre manuscrite/CV +photo) : CLESTRA S.A.,
Direction du Développement des Ressources Humaines, 56 rue Jean Giraudoux, BP 46, 67034 STRASBOURG Cedex.

MEDIA-SYSTEM

SOCIÉTÉ INGÉNIEURS CONSEILS SPÉCIALISTE EAU, ENVIRONNEMENT

recherche pour région ouest :

Responsable Service Informatique

3 à 5 ans mini. expérience, connaissance DAO, CAO indispensable. Environnement UNIX station APOLLO, logiciel AUTOCAD + développement spécifique métiers de l'eau et de l'environnement.

Ingénieur

ENSAR, INSA ou ÉQUIVALENT + INFORMATIQUE indispensable.
2 ans d'expérience minimum. Aptitude relation publique pour développement service informatique.
– Clients : collectivités.

Ingénieur Hydraulicien

2 ans d'expérience minimum ISIM, INPG ou équivalent. Connaissance modèle mathématique en hydrologie indispensable. Pratique courante de l'informatique.

pour filiale : Géomètre ou Ingénieur

ESGT, ESTP ou équivalent.

Connaissance DAO indispensable. Aptitude commerciale pour développement important, 2 ans d'expérience souhaitée, débutant accepté.

Envoyer c.v. + photo + prétentions sous nº 8 839.
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

CHEF DE PROJET

pour informatiser la gestion d'un parc de 40.000 logements

Nous sommes un important organisme du secteur immobilier. Nous souhaitons mettre en place un projet d'envergure pour gérer notre parc de 40.000 logements.
Agé d'environ 30-35 ans, fort d'une expérience réussie dans la conduite de projet, idéalement en immobilier, vous souhaitez valoriser vos compétences en prenant la responsabilité d'un projet, de son élaboration (collecte des informations, organisation, schémas directeurs...) jusqu'à sa mise en application concrète.
Vous interviendrez dans un environnement Bull (DPS 6) et NCR, développerez des bases de données relationnelles et des intégrations d'applications.
A la fois généraliste et très pointu sur l'évolution des techniques, vous saurez, par vos qualités de meneur d'hommes, animer votre équipe pour faire de ce projet une réussite valorisante et formatrice.
Lieu de travail : Montigny le Bretonneux (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à l'UNFOHLM. Monsieur BRESSOT - 2, rue Lord Byron - 75384 Paris Cedex 08.

LEVI-TOURNAY/ASBCOM

هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



CHIMIE ET PARACHIMIE

CONCEPTION, DÉVELOPPEMENT ET PROCESS INDUSTRIEL

Filiale d'un Groupe international, leader sur son marché. nous recherchons un Chimiste pour rejoindre notre département **"Papeterie".** Nous fabriquons des produits scolaires et d'éveil artistique pour les enfants.

En liaison avec les services Marketing et Commerciaux, il aura pour mission de rechercher et développer de nouveaux produits dont il mettra au point les process de fabrication avec la Direction Technique.

Ce poste allie la créativité de la recherche, le pragmatisme de la démarche industrielle et le goût pour les activités artistiques.

Chimiste Bac + 3 ou + 4, anglais apprécié.
Poste basé dans **l'ouest de la France.**

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et photo, sous référence IM/2048, à notre Conseil

MILO Ressources Humaines
3, avenue des Ternes
75017 PARIS.



AD'COM.

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT TÉLÉPHONIE

Dans les domaines des Communications et de l'Informatique, de la Défense et des Transports, la CSEE fait de la SECURITE un métier. Elle emploie 2500 personnes dont 550 ingénieurs et cadres. Son Département TÉLÉPHONIE, implanté à ORSAY (91), prépare les systèmes de demain.

Dans le cadre du renouvellement d'une gamme d'autocommutateurs spécialisés, cet ingénieur assure la responsabilité du développement de nouveaux matériels (commutation numérique, puis RNIS). Il encadre une équipe de techniciens et d'ingénieurs, assure les liaisons avec l'usine de production, les partenaires étrangers et les organismes officiels de qualification.

C'est un ingénieur Grande Ecole ayant une expérience de quelques années dans le développement de produits téléphonie, souhaitant prendre en charge un projet et évoluer par la suite vers les technologies RNIS.

Merci d'adresser votre candidature à CSEE - SRH-DCI - rue des Tropiques - BP 80 - ZI de Courtabœuf - 91943 Les Ulis, sous réf. MD 38.



Ensemble créons un avenir plus sûr

Isolation thermique



filiale de



recherche un

Directeur d'Usine

pour son unité de Rantigny (Oise), fabriquant et distribuant des produits d'isolation thermique en polystyrène.

Vous aurez pour mission de gérer et d'animer cette unité d'environ 50 personnes dans un objectif d'optimisation des coûts et des services.

Ingénieur de formation (AM ou équivalent) vous avez acquis une bonne expérience dans le domaine du management et de la production (si possible dans le secteur de la transformation des matières plastiques) que vous souhaitez valoriser.

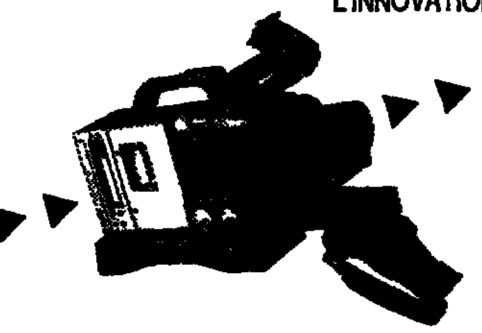
Compte tenu de l'importance de notre groupe, un candidat de valeur peut être assuré d'y évoluer à la mesure de ses compétences. Une bonne connaissance de l'allemand serait appréciée.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous réf. 439 M à :

jlp j.l parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris

SONY

L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE AU CŒUR DE L'ALSACE



POUR AVOIR TOUJOURS UNE TECHNOLOGIE D'AVANCE.

Notre usine d'Alsace, produit des lecteurs de disques compacts et des caméras vidéo 8mm destinés au grand public.

Nous poursuivons notre forte expansion et recherchons :

■ *Ingénieur Qualité Audio*

Rattaché au Responsable Production, il est en charge de la qualité du produit par une participation active auprès de l'ensemble des partenaires : fabrication, procédés, maintenance, fournisseurs... Il est le garant du label "qualité".
Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure en électronique : ESE, ENSI ou MST, DEA... avec une première expérience dans le domaine industriel, particulièrement ouvert et intéressé par la communication et le conseil auprès de toutes les personnes qui créent la "qualité" du produit. La pratique de l'anglais est indispensable. Réf. M 31/1600 BJ

■ *Responsable Productique*

Rattaché au Responsable Production, il participe activement à l'élaboration et la réalisation de l'ensemble des moyens technologiques pour la production : supports procédés, insertions et assemblages, automatisation, moyens de mesures. Il animera une équipe de 10 personnes.
Nous souhaitons rencontrer un candidat de 35 ans, de formation ingénieur en électronique ESE, INSA, AM, CNAM, ENSI... avec une expérience confirmée dans la conduite de projets et de procédés. La pratique de l'anglais est indispensable. Réf. M 52/1600 BX

■ *Ingénieur Procédés CMS*

Rattaché au Responsable Productique, il prendra en charge l'ensemble des techniques liées au montage en surface de composants.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation ingénieur en électronique ou automatismes, INSA, CNAM, ENSI..., avec une première expérience en production CMS. La pratique de l'anglais est indispensable. Réf. M 52/1600 BW

■ *Responsable Entretien Travaux Neufs*

Rattaché au Responsable de l'ingénierie, il aura 13 000 m2 de bâtiments à construire, la charge du suivi de l'ensemble des nouvelles installations, servitudes, ainsi que la sécurité des biens et des personnes.
Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation ingénieur généraliste AM, CP, Mines, ENSAIS... avec une première expérience de nouvelles installations et une excellente capacité d'organisation et de communication. La pratique de l'anglais est indispensable. Réf. M 31/1600 BQ

Dans un contexte de management participatif et d'une approche de qualité intégrée, l'entreprise offre des techniques de production avancées et un cadre de travail motivant. Ces postes sont basés en Alsace, à proximité de Colmar dans le Haut Rhin.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence choisie à :

EGOR TECHNOLOGIES
125 Champs Elysées - 75008 PARIS.



INGENIERIE ET HAUTES TECHNOLOGIES

Nous travaillons depuis 10 ans à l'ingénierie de grands logiciels scientifiques et techniques, dans des domaines de pointe (spatial, aéronautique et marine).

Pour nos Agences Parisiennes, nous recherchons :

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Votre formation d'ingénieur de haut niveau est enrichie d'une expérience de 1 à 5 ans dans les applications temps réel et complétée d'une pratique ou d'une connaissance du langage Ada.

Vivez avec nous la dynamique des grands projets.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous la Réf. 076 à Mme CLAUDEL
CR2A 19, avenue Dubonnet
92411 COURBEVOIE CEDEX

Notre société (200 millions de C.A., 450 personnes), filiale d'un groupe français important (20.000 personnes), fabrique et commercialise des disjoncteurs industriels.

Nous souhaitons, pour poursuivre notre développement à l'export, redéfinir la conception de nos produits et nous recherchons un/e :

INGÉNIEUR DÉBUTANT

De formation généraliste (INSA ou autre), il s'intégrera dans un groupe de projet composé de responsables de plusieurs fonctions de l'entreprise.

Son tempérament diplomate et volontariste permettra au groupe d'atteindre ses objectifs.

Il pourra se voir confier à moyen terme de nouvelles responsabilités au sein de notre entreprise ou de notre maison mère.

Ce poste est basé dans la région de Rouen.

Envoyer dossier de candidature et prétentions s/nº 8 842
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.



Nouveaux marchés, Nouvelles techniques... La réussite des Compétences !

Rejoindre l'Equipe MATRA, c'est intégrer une Equipe qui gagne des marchés de haute technologie. La Direction Commerciale de notre Branche Défense renforce son équipe et recherche

Ingénieurs Technico-commerciaux

Vous participerez, au sein d'une équipe performante, à la mise en place de la politique commerciale d'un produit essentiel pour le Groupe. Vous devez assurer le lien entre des compétences techniques internes et vos clients. Vous élaborerez des dossiers technico-commerciaux que vous négocierez en France et à l'étranger.

Ingénieurs de formation, débutants à 3 ans d'expérience, vos qualités de rigueur et de méthode, votre sens des contacts vous permettront d'évoluer dans un milieu de vendeurs. Anglais courant.

Merci d'adresser votre dossier sous référence ITC/2510Mà Emmanuelle CHEDAL - MATRA DEFENSE
Centre de Montigny - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES

MATRA
DEFENSE ESPACE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



se donne les moyens de ses ambitions.

- SSII leader dans l'environnement HEWLETT PACKARD
- Couverture géographique nationale et internationale (Belgique, Allemagne, Canada)
- 120 professionnels (300 dans le groupe SAGES) • 150 MF C.A. consolidé.

Avec de nouveaux partenaires financiers et opérationnels, **SAGES** redéfinit ses orientations stratégiques et brigue désormais une place de premier plan parmi les SSII de gestion d'ici 1992.

Pour cela, elle recherche les hommes capables de relever ses défis :

Directeur Paris Ile de France

De formation Ingénieur «Grande Ecole» ou équivalent, disposant déjà d'une solide expérience comme responsable de division ou d'agence en SSII, il aura l'entière responsabilité d'une équipe d'une trentaine de personnes sur les plans technique, commercial, humain et financier. Il devra développer l'ensemble des activités de la société sur sa région dans le cadre des orientations définies. Il devra s'imposer par sa compétence et ses qualités de manager. Réf. 820 M

Directeur Régional Rhône-Alpes

D'un profil similaire au précédent, il aura à manager une quinzaine de personnes et développera les activités de la société sur l'ensemble de la Région Rhône-Alpes.
Il s'agit d'un homme d'autorité, compétent et autonome. Réf. 821 M.

Directeur Régional Nord

D'un profil similaire au précédent, il aura la responsabilité d'une équipe d'une douzaine de personnes. Il lui appartiendra de développer les activités de la société sur l'ensemble de la Région Nord dans le cadre de la stratégie définie. Réf. 822 M.

Responsable «Méthodes et Qualité»

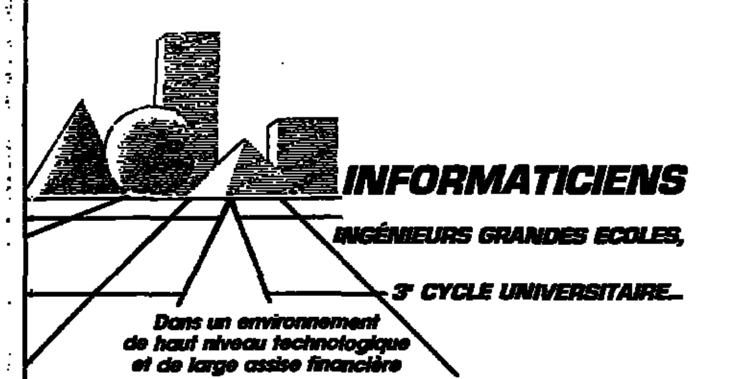
En créant cette fonction, il aura pour mission, pour l'ensemble de la société, de définir les méthodologies de développement, les actions de formation pour les ingénieurs et analystes programmeurs, de mettre en place une démarche Qualité, de participer à des contrôles, des audits et des recettes.
Disposant d'une solide expérience en réalisation de logiciels et en Méthodes, il s'agit d'un homme de communication, apte à faire passer ses messages et ses conceptions. Réf. 823 M.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (en précisant la référence) à notre conseil :



Charles Raynaud Consultants
17 Quai de Grenelle 75015 PARIS. Tél : 45 75 57 87.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



INFORMATICIENS

INGÉNIEURS GRANDES ECOLES,

3e CYCLE UNIVERSITAIRE...

Dans un environnement de haut niveau technologique et de large assise financière

VENEZ REJOINDRE LES EQUIPES DU CAM (850 personnes)

au service de la Caisse des Dépôts (CNP, IRCANTEC, Crédit Local de France, CNRACL)
- *nos ordinateurs haut de gamme (IBM 3090/400, BULL 9092 et leurs 2500 terminaux)*
- *nos réseaux de plus de 60 minis, 600 micros*
- *nos techniques d'avant garde (carte à mémoire, systèmes experts IAG...) sauront vous convaincre de notre volonté d'innovation.*

INGENIEURS RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Venez développer des solutions informatiques mettant en œuvre des stations de travail, l'intelligence artificielle, et les réseaux locaux connectés à des sites centraux. Débutants ou expérimentés, dynamiques et passionnés, maîtrisant de préférence l'anglais, vous êtes prêts à vous investir dans un environnement performant. (Réf. CF 6101 LM)

FUTURS CHEFS DE PROJETS

Venez animer sur Paris, une petite équipe et participer au développement de l'activité logement de la Caisse des Dépôts. Votre expérience d'environ 3 ans dans le secteur bancaire et votre maîtrise de MERISE vous seront indispensables. (Réf. CF 6401 LM)

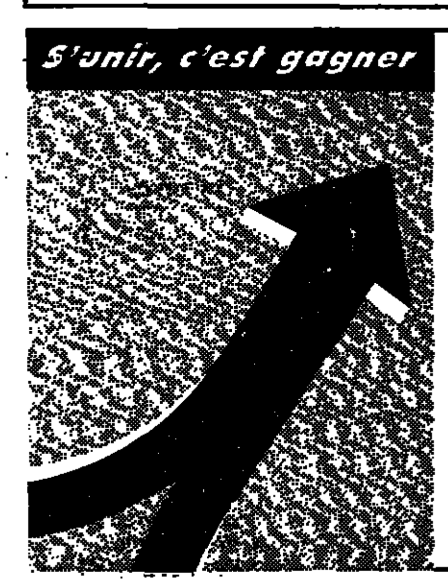
INGENIEUR METHODES

Expérimenté dans la conduite de projets développés sous Merise et Racine, venez rejoindre notre équipe d'experts, chargée de l'enrichissement du guide méthodologique et de la formation à la conduite de projets. (Réf. CF 6001 LM)

Christine FABREGA traitera en toute discrétion votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) que vous lui adresserez en précisant la référence choisie au CAM - DRH - 4, rue Berthollet - 94110 ARCUEIL




CAM : *Une informatique de grands projets*



L'AUDIOVISUEL DE DEMAIN : RELEVEZ UN DEFI TECHNOLOGIQUE INTERNATIONAL

Nous sommes à Strasbourg l'un des 9 laboratoires pour les activités Grand Public que compte le groupe THOMSON à travers le monde (Villingen, Los Angeles, Singapour, Tokyo...). L'association de technologies de pointe et de compétences internationales de haut niveau (7 nationalités différentes composent notre équipe), nous place aux tout premiers rangs de la compétition mondiale. Développer les nouveaux systèmes audio-visuels et l'électronique de loisirs de demain : c'est le challenge que nous proposons à un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Diplômé d'une grande école, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience dans les domaines de la vidéo, TV, électronique analogique ou digitale.
La pratique de l'anglais est indispensable. L'allemand serait un plus.

Vous souhaitez intervenir au plus haut niveau dans l'audiovisuel de demain ?

Adressez sans tarder votre dossier de candidature à **L.E.R.E.A.** - BP 140 - 67403 ILLKIRCH.

THOMSON



BOSCH

Pour des applications... sur mesures

ROBERT BOSCH FRANCE SA, filiale française (CA de l'ordre de 5 milliards de F), du groupe allemand mondialement connu pour ses innovations technologiques et la fiabilité de ses produits, recherche pour son département INJECTION ET ALLUMAGE, un

Ingénieur informaticien instrumentation

Entouré de 2 techniciens pour réaliser les adaptations spécifiques des systèmes d'injection chez nos clients constructeurs, il développe et met au point de nouveaux logiciels d'acquisition de traitement de données, tout en assurant la maintenance et la mise à jour des logiciels actuels (sur VAX + PC utilisés avec logiciel d'exploitation VMS). Parallèlement, il gère les montages, l'utilisation et l'évolution du parc important d'instruments de mesure. Cela implique naturellement la liaison permanente avec les ingénieurs d'application, ceux des études en Allemagne, et ceux de nos clients. Vous êtes ingénieur diplômé (ESIEE, ISEP, ISEN, ENSIMAG...), de contact aisé, avec une bonne connaissance de la langue allemande, et votre jeune expérience vous a donné, outre l'envie de nous écrire, une bonne maîtrise de ce genre d'applications, idéalement dans un contexte d'instrumentation scientifique.

Ce poste est situé en très proche banlieue Nord de Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions), sous la référence Z/DEN/LM, à notre Conseil.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Nº 1 FRANÇAIS DE LA PRODUCTIQUE.
RENAULT AUTOMATION (1 800 personnes dont 600 Ingénieurs et Cadres) dispose du savoir-faire et de l'expérience que nécessite la maîtrise de la productivité et de la compétitivité.
Dans le cadre de son expansion, RENAULT AUTOMATION recherche pour sa Direction ROBOTIQUE (ACMA-AXERA).

INGENIEUR LOGICIEL
Concepteur de logiciels d'automatismes.

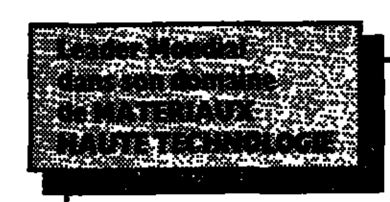
Vous interviendrez sur des projets de Robotisation en concevant des logiciels d'application adaptés aux besoins de nos clients.

Ingénieur de formation, vous avez une expérience d'au moins 5 ans pendant laquelle vous avez acquis la maîtrise du pilotage de processus séquentiels.

Adressez lettre, CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 88.22 en précisant l'intitulé du poste choisi à la Direction du Personnel - RENAULT AUTOMATION Centre Parly 2 - BP 70 - 78152 LE CHESNAY CEDEX.

Le poste est basé au Nord-Ouest de Paris.

Renault Automation



CORNING GLASS
recrute pour son **Centre Européen de Recherche et Technologie** de FONTAINEBLEAU (77)

INGENIEUR DEVELOPPEMENT
MATERIAUX

Rattaché(e) à l'un des Directeurs de Développement des produits, vous serez chargé(e) de **conduire un important projet.**

Vous aurez à coordonner tout le processus de développement jusqu'à la mise en fabrication d'un nouveau produit (mise au point des matériaux et procédés, réalisation de prototypes, démarrage de production).

PROFIL : INGENIEUR **Grande Ecole** ou équivalent, option MATERIAUX, vous avez une première expérience industrielle réussie et/ou une formation par la recherche.

Au delà de vos compétences techniques en **physico-chimie des matériaux et thermique** où vous saurez démontrer vos qualités de **créativité et rigueur,** nous recherchons une personnalité apte à **animer une équipe et coordonner** l'ensemble de travaux pour faire aboutir le projet.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à CORNING EUROPE, Service du Personnel, B.P. nº 3, 77211 AVON Cedex.



Société pour l'innovation, l'informatique industrielle et la productique

Notre activité se développe autour de produits logiciels et de services d'ingénierie informatique, dans des environnements très évolués (ADA, C, PASCAL/VAX, Stations de travail).

Notre clientèle est celle des grandes entreprises industrielles (aéronautique, spatial, automobiles...) Dans le cadre de notre expansion, nous recrutons pour Paris et Région Parisienne :

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX (H/F)

- Vous êtes diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs ou d'une Ecole Supérieure de Commerce.
- Vous souhaitez exercer votre dynamisme dans un contexte technologique de pointe, au sein d'une structure jeune et performante.
- *Votre rigueur* et *vos qualités relationnelles vous* permettent de dialoguer efficacement avec des Directions de haut niveau.

Nous vous assurons la formation spécifique à nos produits.

Merci d'adresser votre dossier de cand. sous la référence JC/IP à notre Conseil,



Société Anne Milcent
5, rue de Turbigo, 75001 Paris.



Sogitec

AÉRONAUTIQUE ET INFORMATIQUE TEMPS RÉEL

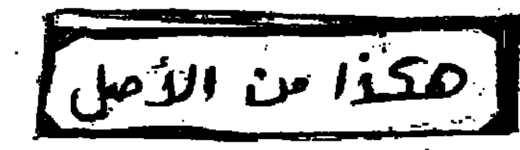
Le développement rapide des activités de SOGITEC, l'un des grands de la simulation temps réel, ouvre d'intéressantes perspectives de carrière à des candidats de haut niveau attirés par l'innovation.

Le Département Systèmes et Simulation recherche des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
débutants ou première expérience

Vous renforcerez une équipe logicielle et vous prendrez en charge l'analyse, la modelisation et la réalisation *de systèmes temps réel*. Selon votre expérience, vous pourrez encadrer une petite équipe de réalisation. Ces premières fonctions renforceront vos compétences pluridisciplinaires pour évoluer vers la conduite de projets d'envergure.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
SOGITEC - 46, av. Édouard Vaillant
BP 127 - 92106 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX
sous la référence MH1.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SIEGE PARIS

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES RECHERCHE POUR SA DIRECTION DES PROGRAMMES



INGENIEUR

GRANDE ECOLE OU DIPLOME EQUIVALENT

Au sein de la Division Radiocommunications Spatiales, vous serez plus particulièrement chargé(e) :
– de la définition et de la mise en oeuvre des programmes de télécommunications avec les "mobiles",
– de la coopération avec les organismes utilisateurs et les instances concernés.
Vous avez acquis 3 à 5 ans d'expérience professionnelle et une bonne connaissance des techniques et des programmes spatiaux de radiocommunications.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. 10162.

AGENCE MAILLE
18 RUE VOLNEY 75002 PARIS
QUI TRANSMETTRA



MINISTERE de la DEFENSE
D.A.T. / G.I.A.T.

recrute pour son Etablissement de BOURGES

UN DOCTEUR en ENERGETIQUE

Débutant ou quelques années d'expérience, titulaire d'un Doctorat ou du Diplôme de Docteur-Ingénieur.

Le candidat retenu devra maîtriser les techniques thermodynamiques, mécanique des fluides ainsi que la chimie de la combustion.

Intégré à une équipe de 6 ingénieurs, il sera chargé après une période de formation, des études théoriques ainsi que de simulation numériques et expérimentales sur des phénomènes à dynamique élevée; ce qui implique la connaissance de l'informatique scientifique.

Anglais indispensable, autre langue souhaitée.
Poste à pourvoir immédiatement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions s/réf. 88/O2-M au S.I.A.R. Service Facteur Humain
18, rue du Docteur Zamenhof 92131 Issy-les-Moulineaux Cedex.

©RS.-Pierre Lichau

RESEAU FRANÇAIS DE DISTRIBUTION DE MICRO-INFORMATIQUE
Gammes : I.B.M., APPLE et COMPAQ.
Plus de 250 personnes. Plus de 250 Millions de FF de C.A. en 1987.

RECRUTE :
pour l'expansion de son réseau au niveau européen des

DIRECTEURS NATIONAUX

pour la GRANDE-BRETAGNE	Réf. MG 01
l'ESPAGNE	Réf. ME01
l'ALLEMAGNE	Réf. MA01
les PAYS-BAS	Réf. MP01

Mission : après une période de formation de quelques mois aux méthodes de la société en France (au siège parisien et dans certaines agences de province), ils ou elles prendront en charge l'implantation du réseau de distribution dans le pays concerné : recrutement, recherche de locaux, mise en place des procédures commerciales et administratives, développement des ventes, etc.
Profil : agé(e)s de 30 à 45 ans, ils ou elles seront de préférence de la nationalité du pays choisi mais parlant et lisant parfaitement le français. Ils ou elles auront une parfaite connaissance et une bonne pratique de la vente des produits technologiques aux sociétés dans ce pays. Une compétence dans le domaine de la micro-informatique serait un atout très important.

Envoyer curriculum complet à : W. SWEERTS publicité,
31, Champs-Elysées - 75008 PARIS sous réf. du pays demandé.

SNEF ELECTRIC-FLUX

Société de 2200 personnes, spécialisée dans les travaux d'installations électriques - régulation automatisme - 20 agences en France - 800 Millions de CA - recherche le patron d'un de ses centres de profit à l'étranger

Connaissances en Instrumentation souhaitées

Ingénieur électricien

En liaison avec notre siège social, vous aurez en charge le commercial, les études, le suivi des affaires et la gestion d'une équipe d'une cinquantaine de personnes.
Véritable patron d'une de nos agences à l'étranger, vous possédez, à 45 ans environ, une bonne expérience du secteur pétrolier.

Vous parlez et rédigez l'anglais couramment.

Rémunération motivante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV très détaillé + photo) à SNEF ELECTRIC FLUX, Service Export, 87 avenue des Aygalades, 13015 MARSEILLE

MEDIA-SYSTEM

C.P. BOURG S.A.

Notre groupe est leader mondial dans la conception, la fabrication et la commercialisation de machines d'assemblage automatiques.

Nous recherchons, pour notre siège, situé à Rungis :

UN RESPONSABLE DE SERVICE INFORMATIQUE

Vous avez acquis une formation supérieure (ingénieur ou équivalent) et une expérience d'au moins trois ans dans un poste similaire ; mobile, vous maîtrisez parfaitement l'IBM 36S et le GAP 2 ; la gestion des stocks, la comptabilité ainsi que la gestion technique centralisée vous sont familières.

Merci d'adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions à :
C.P. BOURG S.A.
32, rue des Gémeaux - Silic 410 - 94573 Rungis
à l'attention de M. CHAUMEIL.

NO FRONTIERS

INTERNATIONAL TRAINING



Après le succès rencontré en 1988, nous lançons pour la seconde année consécutive le programme de formation internationale "No Frontiers" pour les diplômés des Grandes Ecoles d'Ingénieurs.

Notre ambition : mettre en valeur les hommes, développer les systèmes d'intégration et de communication, renforcer nos positions sur le marché mondial.

Nous nous donnons cette année encore de nouveaux objectifs, en terme de technologies, de secteurs d'activité et de management, afin d'accroître l'esprit d'équipe et d'associer plus étroitement le management et l'expertise des systèmes d'information.

Notre croyance - l'intégration totale dans une équipe, alliée à un maximum de liberté individuelle et d'initiative - a fait ses preuves et s'apprécie chaque jour dans nos développements mondiaux.

Le programme 1989 de formation OLIVETTI est international et organisé depuis notre siège en Italie.

JEUNES DIPLOMES **JD/NF/06**

Vous êtes débutants, ou possédez déjà une courte première expérience dans le domaine scientifique ou informatique.

Notre formation vous permettra d'évoluer vers des carrières d'ingénieurs systèmes, d'ingénieurs technico-commerciaux ou d'ingénieurs de promotion marketing sur notre ligne mini-informatique.

TEACHERS **T/NF/06**

Ingénieurs de formation, vous possédez déjà une solide expérience professionnelle, à la fois des méthodes d'enseignement et des systèmes de communication, réseaux, bases de données, etc... : Professionnels en entreprise, vous vérifiez chaque jour sur le terrain vos talents de pédagogue ; enseignants de haut niveau, vous vivez quotidiennement la réalité du monde industriel.

Dans l'un ou l'autre des cas, formés au programme No Frontiers, vous serez chargés de transmettre votre savoir aux jeunes diplômés, à Paris.

La sélection des candidats se déroulera de novembre à décembre 1988, dans 20 pays, et la formation débutera en janvier, en Grande-Bretagne et en Italie. La maîtrise de l'anglais est donc indispensable.

Pour participer à ce projet international, adressez votre dossier de candidature sous référence du poste choisi, à OLIVETTI-LOGABAX, Cedex 69 - 92047 Paris la Défense.

PEOPLE · BUSINESS · TECHNOLOGY

olivetti

FRANCE · GERMANY · U.K. · CANADA · FINLAND · BELGIUM · DENMARK · NORWAY · SPAIN · HOLLAND · SWITZERLAND · AUSTRIA · JAPAN

Nouveaux marchés, Nouvelles techniques... Le challenge des Nouveaux Métiers !

Rejoindre l'Equipe MATRA, c'est au présent participer à l'aventure du futur. Notre Branche Défense recherche pour sa Direction des Programmes de Contre-Mesures

Jeunes Ingénieurs Synthèse

Diplômés d'une Grande Ecole généraliste (ECP, Sup'Aéro...) débutants à 3 ans d'expérience, vous participerez au sein de nos équipes à des avant- projets, des études et des développements de systèmes de Contre-Mesures.
Réf.JIS/2510M

Ingénieur Logiciel

Vous travaillerez sur des logiciels systèmes de génération successives sur différents projets.

Vous établierez les spécifications de besoin logiciel système au sein d'une équipe intégrée, vous suivrez le développement, l'intégration et la validation logiciel.

Ingénieur de formation, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience en réalisation de logiciels temps réel. Votre goût du travail en équipe, vos qualités de méthode et de rigueur seront des atouts supplémentaires pour évoluer dans notre Groupe.
Réf.IL/2510M

Merci d'adresser votre dossier sous référence choisie à Emmanuelle CHEDAL - MATRA DEFENSE
Centre de Montigny - 3 avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES

MATRA
DEFENSE ESPACE



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Propulser les H.F. et les U.H.F.

Pour préparer son avenir et passer à la vitesse supérieure, la filiale d'un groupe important intègre un

Directeur commercial et technique

Ingénieur de formation, il connaît bien l'instrumentation électronique.
Il possède à la fois le sens du marketing et le recul technique lui permettant de décider des grandes orientations et d'assumer ainsi pleinement les résultats de ses équipes.
Il a l'habitude de négocier avec les administrations et grandes entreprises.
Il est capable d'établir une politique export.
C'est un homme de communication et un bon animateur.
Poste évolutif vers une direction générale.

Ecrivez sous référence 491/LM avec CV et rémunération actuelle.
Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEF.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Notre réussite s'appuie notamment sur une exigence de qualité de tous les instants, sur l'innovation et des investissements technologiques importants. Elle repose aussi sur une implication primordiale de nos ressources humaines, dans un environnement de forte compétitivité commerciale.
Dans ce contexte, nous recrutons pour l'une de nos filiales, basée en Région Parisienne (site informatique : moyen système IBM) le

Responsable informatique

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il sera chargé de faire évoluer notre système d'information, en intégrant l'ensemble des impératifs de la stratégie informatique du Groupe.
Son rôle d'animateur et d'organisateur sera primordial, tant auprès des Directions utilisatrices que de son équipe (une quinzaine de collaborateurs).
Après une formation supérieure (Ingénieur, Ecole de Commerce, DESS,) il a 6 à 7 ans d'expérience. Celle—ci lui a permis d'acquérir de véritables compétences de conduite de projets qu'il souhaite désormais valoriser dans un contexte évolutif, en prenant une dimension décisionnelle. Ses qualités personnelles comme son potentiel seront essentiels. La connaissance des questions liées à la gestion commerciale sera un atout.

Nicole LE MEUR vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MNL/LO/RI à ORDIS — Conseil en Recrutement 13, rue Auber — 75009 PARIS.

MEDIA-SYSTEM

L'ORÉAL

L'OREAL LA VOLONTE DE LA PERFORMANCE

Le groupe INTERTECHNIQUE (2 700 personnes, 1,8 milliard de CA) est au premier rang des entreprises françaises de haute technologie dans le secteur des équipements aéronautiques et de l'informatique de gestion.

La Direction de l'Organisation et de l'Informatique, implantée à Plaisir (78), est maître d'œuvre de vastes projets informatiques de gestion pour l'ensemble des sociétés du GROUPE INTERTECHNIQUE.

Organisée en petites équipes sectorielles très proches des préoccupations de chaque société, elle utilise largement les moyens informatiques conçus et commercialisés par la filiale IN2 (plusieurs centaines de terminaux déjà connectés, bases de données réparties, réseau et bureautique).

La grande variété des activités du Groupe permet d'offrir des opportunités motivantes à des diplômes de l'enseignement supérieur intéressés tant par les problèmes d'organisation que par les aspects techniques de leur solution.

ingénieurs logiciels en gestion

Ingénieur Grandes Ecoles ou de formation supérieure, débutant ou confirmé, vous souhaitez acquérir des compétences approfondies dans la réalisation d'applications de gestion puis dans la conduite de projets. Nous vous proposons de mettre votre savoir-faire au service d'une société leader et d'acquérir de nouvelles compétences dans un environnement à la pointe de la technique. Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence DOI/19, à INTERTECHNIQUE - Direction du Personnel - B.P. 1 - 78374 PLAISIR.

MEDIA PA



SOCIETE INDUSTRIELLE MULTINATIONALE

GROUPE SAINT-GOBAIN

Recherche :

2 JEUNES INGENIEURS EN INFORMATIQUE

pour participer au développement des projets retenus par la Société pour la réalisation d'applications intégrées à sa politique industrielle et commerciale.

1er poste
il travaillera sur les supports techniques et méthodologiques dans les domaines : bases de données, outils de développement et d'assistance à la conception, L4G, langage de requêtes et aura des liaisons avec l'informatique industrielle.
Il conviendrait à un ingénieur Grande Ecole débutant (SUPELEC, TELECOM, ...) connaissant les systèmes d'information, ou avec une première expérience. Réf. 803/618

2e poste
dans le même environnement technique que le poste précédent, et après une formation informatique de base assurée par la Société, il sera d'abord chargé de la réalisation d'applications puis évoluera vers un poste de conception et d'assistance aux services utilisateurs.
Il conviendrait à un ingénieur Grande Ecole débutant. Réf. 803/619

Par la suite, larges possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe en France ou à l'étranger.
Prière de transmettre votre candidature sous référence choisie à notre conseil Béatrice Galievsky.

EMPLOI centor — 26, rue Henri Monnier 75009 Paris

PARIS 42 85 15 53 LYON 78 89 37 16 MULHOUSE 89 32 26 26

Express Europe — Filiale de INFORMATION RESOURCES, Inc. (USA) leader dans le domaine du Support de Décision propose à un

Diplômé grande école

SCIENTIFIQUE OU GESTION
DEBUTANT OU PREMIERE EXPERIENCE, LE POSTE DE

ingénieur consultant

Après une période de formation à nos techniques informatiques de pointe, vous prendrez rapidement la responsabilité technico-commerciale de plusieurs grandes entreprises. Vous assurerez auprès d'elles le conseil, l'assistance et le développement d'applications financières, marketing et industrielles. Tirant profit de votre acquis, vous étendrez vos compétences aux domaines de la gestion décisionnelle tout en évoluant dans une équipe jeune et dynamique.

Ce poste requiert :
- le goût des contacts,
- un penchant pour les outils informatiques évolués,
- la connaissance de l'anglais.

Le lieu de travail est Paris avec des déplacements de courte durée.

Merci d'envoyer C.V. et photo sous réf. 993 à :
EXPRESS EUROPE — Le Courcellor 2, rue Curnonsky 75854 PARIS Cedex 17

PUBLIVAL

Institut Telesystemes — filiale de FRANCE TELECOM, recherche pour de grandes entreprises des :

INGENIEURS

GRANDES ECOLES

Débutants : SUPELEC, MINES, CENTRALE,...
ou Universitaires (Maîtrise et DESS, DEA)

Les candidats sélectionnés intègreront le Programme post-ingénieur du CITCOM, de type Master of Sciences, sur 7 mois intensifs, qui les préparera aux fonctions de :

CHEFS DE PROJET

en ingénierie des télécoms

Le CITCOM (Centre d'Ingénierie de la Communication) est implanté à PARIS, NANTES, MONTPELLIER et SOPHIA ANTIPOLIS et rassemble les meilleurs experts en informatique, télécommunication et conception de systèmes.
TELESYSTEMES, les entreprises partenaires et les Régions proposent des Bourses qui couvrent totalement ou partiellement le coût du Programme. Ces bourses peuvent être accompagnées d'une rémunération (jusqu'à 6000 F/mois).

CITCOM — Envoyer CV sous référence CIT-11 à : CITCOM (Institut TELESYSTEMES) - 11-15 rue Sarrette - 75014 PARIS

Groupe Telesystemes

HCAP

SOCIETE FRANÇAISE DU RADIO-TELEPHONE

Filiale du Groupe Générale des Eaux, seul opérateur privé de radio-téléphone public, l'ouverture prochaine de notre réseau nous amène à renforcer nos équipes et à rechercher

3 RESPONSABLES REGIONAUX D'EXPLOITATION MAINTENANCE

Après une période de formation à Paris, vous encadrerez une équipe assurant, en plus de la maintenance de l'autocommutateur, l'exploitation et l'administration du réseau, le suivi technique des abonnés, la surveillance du trafic, les relations avec les sous-traitants...
De formation Ingénieur, vous possédez une expérience réussie de 2 ans dans les domaines de la commutation et des transmissions numériques.

Trois postes d'exploitation sont à pourvoir :
LILLE (Réf. RM/LE) METZ (Réf. RM/MZ) LYON (Réf. RM/LY)

- Prenez contact avec nous :
- par téléphone au (1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h 30 et le samedi de 10 h à 13 h)
- par minitel 3616 code CVCOM
- par courrier en adressant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence choisie à :

COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
Service Relations et Ressources Humaines
52, rue d'Anjou - 75008 PARIS

CONTACT-TELEPHONE 16 (1) 42 61 82 81

Organisation et Publicité

Conception et réalisation sur un marché mondial

CLECIM

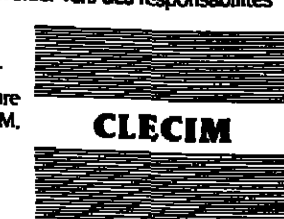
Ingéniériste métallurgique du Groupe Spie batignolles, CLECIM conçoit et réalise des équipements de la sidérurgie de demain.
Avec le souci d'une approche système, ses équipes pluridisciplinaires maîtrisent le process, la mécanique, les automatismes, l'électronique et les fluides.
Dans cet environnement de haute technologie, l'innovation est permanente.

INGENIEUR AUTOMATICIEN DEBUTANT

Région Lyonnaise

Intégré à notre Département Automatismes, vous intervenez dès la phase de conception et assurez la réalisation du projet : analyse, programmation, essais, suivi de sous-traitance. Vous participez aux mises en route sur site.
Vous êtes intéressé par le process, mobile géographiquement (nous réalisons 80 % de notre CA à l'export) et vous parlez couramment l'anglais.
Ingénieur diplômé, vous souhaitez évoluer vers des responsabilités de Chef de Projet : votre avenir est ouvert, aussi bien chez CLECIM que dans le groupe SPIE BATIGNOLLES.

Adressez votre dossier de candidature complet sous réf. NAO 005, à CLECIM, Service des Ressources Humaines, Parc St Christophe, 95864 Cergy Pontoise cedex.



Groupe Spie Batignolles

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ALCATEL ESPACE

L'univers des grands projets

Spécialiste des Télécommunications Spatiales.
Dans le cadre du démarrage d'INTELSAT VII à TOULOUSE.

REJOIGNEZ LES INGENIEURS DE CETTE EQUIPE

Vous êtes expérimenté et spécialiste dans l'un des domaines suivants :

- Hyperfréquences
- Télécommunications
- Radar
- Traitement du Signal
- Achats
- Vidéo Télé
- Fiabilité/Qualité
- Fiabilité Composants
- Gestion de projet
- Systèmes Logiciels
- EMC
- Calcul Thermique
- Calcul de Structures mécaniques
- Télémesure, Télé Commande

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole ou Université et votre anglais est "Fluent".

Pour exercer un métier passionnant dans un secteur de pointe et évoluer dans l'une des filiales d'un groupe international, faites nous parvenir un dossier de candidature en précisant votre spécialité à la Direction du Personnel, B.P. 1187, 31037 TOULOUSE CEDEX.

ALCATEL
ESPACE

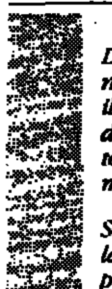


MEDIA-SYSTEM

Telemecanique

Dans le cadre de l'expansion de notre activité AUTOMATES PROGRAMMABLES, nous recherchons pour notre UNITE DE PRODUCTION de CARROS (près de NICE, Alpes-Maritimes) :

1 RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT DE MOYENS DE TESTS



De formation ingénieur électronicien, débutant ou expérimenté, il sera chargé de l'étude et du développement de moyens de tests à partir de logiciels sur microprocesseurs INTEL.

Ses aptitudes à la conception et à la communication devront lui permettre de s'intégrer dans une équipe de production.

Envoyer CV, photo et prétentions à
TELEMECANIQUE
Direction du Personnel
245, route des Luciales
06565 VALBONNE Cedex

CONTESSE

Importante société nationale

recherche

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

DIPLOMÉS D'UNE GRANDE ÉCOLE
(ESE, INPG, ENSEEIHT, IDN, ENST...)

désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- **Développement et suivi d'applications transactionnelles de gestion ;**
- **Développement et suivi de programmes scientifiques et d'applications graphiques.**

Lieu de travail : PARIS LA DÉFENSE.

- **Développement de réseaux de transmission.**

Lieu de travail : SAINT-DENIS (93).

Envoyer C.V., photo sous nº 8834,
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

A LA BASE DE NOTRE REUSSITE INTERNATIONALE : DES MOYENS CONSIDERABLES AU SERVICE DE GRANDES AMBITIONS.

Nous sommes aujourd'hui parmi les leaders internationaux en matière de conception et de réalisation de systèmes électroniques complexes.
Déjà nous préparons demain.
Notre stratégie du succès ?
Des équipes d'ingénieurs de haut niveau motivés par les challenges ambitieux.
Un environnement de technologies avancées basé sur les moyens les plus performants en études, développement et fabrication.
Relevons ensemble les défis technologiques de la prochaine décennie !

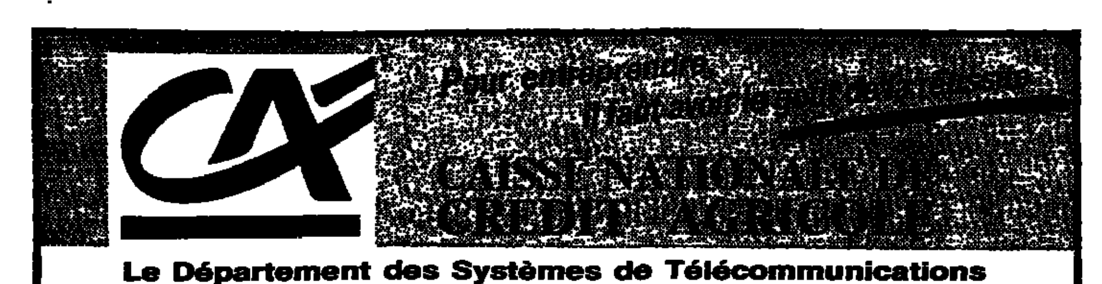
JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

Vous êtes diplômés de Grandes Ecoles de type SUPELEC, SUP TELECOM, SUP AERO...
Nous vous offrons d'évoluer au sein de petites équipes, jeunes et hautement qualifiées. Après une formation à nos métiers, vous participez, de la conception à la réalisation, au développement de nos prototypes et produits, intégrant des technologies d'avant-garde telles que : circuits intégrés, hyperfréquences, antennes à balayage électronique, optronique... Vous bénéficiez bien sûr de tous les moyens d'informatique de pointe : ateliers flexibles, XAO, systèmes experts, IA, simulateurs...
Outre une expérience technique de premier plan, nous vous offrons l'opportunité de construire une carrière à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions, sous références 92970/LM à :
HCA - 1 place du Palais Royal, 75001 Paris.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le Département des Systèmes de Télécommunications
recherche

INGENIEURS TELECOMMUNICATIONS

pour son activité conseil

Dans les domaines :
- des autocommutateurs 3e et 4e génération,
- des réseaux de transmission de données (en particulier X25),
- de la vidéocommunication.

Qualités essentielles de ces hommes et de ces femmes :
grande mobilité, dons de conviction, esprit d'équipe, éveil technologique permanent.

Leur profil :
Ingénieur technico-commercial d'entreprise ou ingénieur grande école (ENST, SUPELEC...) ayant une expérience minimum de 3 ans.

Lieu de travail : ST QUENTIN-EN-YVELINES.

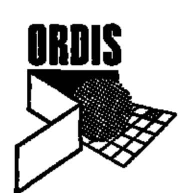
Adresser lettre, CV, photo, rémunération et prétentions sous la réf. JCB/10.63 à **LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE** — Service Gestion des Personnes — BP 48 — 78280 GUYANCOURT.

PUBLIVAL

Banlieue Sud - Filiale de l'une des grandes SSII européennes, nous intervenons dans les domaines scientifiques techniques et industriels. Notre Département Systèmes Industriels, en s'appuyant sur des équipes de premier plan, a acquis une solide notoriété auprès des grands comptes, dans des domaines de compétences pointus : systèmes temps réel, conduite de procédés, productique et surveillance.
Nous souhaitons catalyser ces atouts et renforcer la promotion de nos activités (conseil, études, maîtrise d'oeuvre de projet, rôle d'ensemblier, produits...).
Ceci nous amène à créer le poste d'

■ Ingénieur d'affaires

Rattaché au Responsable du Département, vous serez chargé du développement de nos interventions auprès de grands comptes industriels.
Votre dimension de conseil sera primordiale auprès de nos interlocuteurs.
Après une école d'ingénieur et un premier trajet plus technique, vous avez ensuite acquis une expérience commerciale réussie (d'au moins trois ans), dans un domaine proche (informatique temps réel).
Vous souhaitez désormais la valoriser dans un contexte vous apportant de réelles opportunités.



Nicole LE MEUR vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MNL/CI/IA à
ORDIS - Conseil en Recrutement
13, rue Auber - 75009 PARIS.

MEDIA PA

Produits et systèmes électroniques

RESPONSABLE MARKETING INTERNATIONAL

Cette importante entreprise industrielle française, en pleine croissance, est rattachée à un des premiers groupes mondiaux du secteur de l'électronique professionnelle. Elle réalise environ 3,5 milliards de francs de chiffre d'affaires dont près de la moitié à l'export.

Intégré dans un département spécialisé et oeuvrant au sein d'une petite équipe autonome et pluridisciplinaire, vous prendrez totalement en charge le marketing d'une ligne de produits et systèmes au plan international (analyse des marchés, définition de stratégies commerciales, appui à la force de vente, etc...).

Vous serez secondé dans cette tâche par 4 ingénieurs chefs de produits que vous animerez.

Ce poste basé en région parisienne implique de nombreux déplacements à l'étranger. Il s'adresse à des diplômés d'écoles d'ingénieurs ou de commerce ayant acquis une solide expérience technique et/ou d'affaires dans le domaine des biens d'équipements électroniques et souhaitant aborder ou approfondir une fonction marketing.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/1386 BN à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, avenue des Champs-Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE · BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED KINGDOM BRASIL

PROGRAMME ARIANE 5 HERMES

La Direction des lanceurs du CNES à Evry (91) recherche :

Un ingénieur structures composites

Diplômé d'une grande école, vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans la conception et le calcul de structures en matériaux composites, de préférence dans le secteur aéronautique.
Vous aurez, en liaison avec les industriels concernés, la responsabilité d'études et de développement des structures du lanceur ARIANE 5 et du planeur HERMES.
La pratique de l'anglais est nécessaire.

Les candidatures sont à adresser avec CV et photo sous la référence 88/DLA/28 à Monsieur le Chef du Département Personnel du Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91093 Evry Cedex.

Consultation possible de l'ensemble des postes offerts par le Centre Spatial d'Evry, sur Minitel 3615 code CNESPACE.

cnes

Centre National d'Etudes Spatiales
LES COMPETENCES DU FUTUR

CENTRE REGIONAL D'INNOVATION et de TRANSFERT TECHNOLOGIQUE

Nous sommes nombreux (partenaires publics et privés) à lancer notre centre dans notre belle région du Tarn. Pour conseiller nos PMI dans leurs programmes de recherches, les nouvelles technologies, leurs nouveaux produits, nous cherchons, pour Albi

notre directeur général

En entrepreneur, venez proposer un plan, bâtir le centre, constituer votre équipe de direction, accroître au fil des ans, la part des recettes privées dans votre budget grâce aux prestations fournies.
Ingénieur généraliste, vous avez dirigé un centre de profit en milieu industriel, proche de l'informatique, et avez déjà une belle dimension commerciale.
Venez assurer la veille technologique de nos PMI.
Notre Directeur, Joël PICARD, vous remercie de lui écrire avec prétentions (réf. 3120 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
97, RUE RIQUET - 31000 TOULOUSE
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - STRASBOURG
MEMBRE DE SYNTEC

élargir sa carrière dans le «Marketing Système»

INGENIEUR D'ETUDES AVANT-VENTE

Chef de projet logiciel, vous avez environ 5 ans d'expérience professionnelle qui vous ont permis d'acquérir une compétence étendue en conception et développement de systèmes temps réel intégrant des réseaux, des SGBD, ou des outils graphiques de l'I.A....
Vous maîtrisez la technique et souhaitez maintenant élargir votre carrière à d'autres dimensions du métier.
Basé en région parisienne, vous interviendrez en amont du cycle de conception et développement de grands systèmes pour :
● répondre aux appels d'offres (France et Export) ● définir une offre «système» standard ● spécifier des études avancées ● contrôler leur avancement.
Nous sommes la division d'une grande Entreprise ensemblier et constructeur électronique et informatique.
Nous souhaitons vous intégrer dans notre groupe «marketing système» spécialisé sur l'avant-vente et les pré-études, plaque tournante vers de nouvelles responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature sous référence B 826 à notre Conseil
315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX



Valeo Thermique

Leader européen pour la fabrication des radiateurs et des appareils de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air

- Vous êtes diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs.
- Vous avez quelques années d'expérience dans un Service Achats ou un Service Méthodes.

Devenez le

Responsable Achats

de notre Unité de LAVAL (450 pers.)

- Directement rattaché au Chef d'Etablissement vous aurez notamment pour mission l'acquisition de machines spéciales et outillages.
- Vous établirez les objectifs, le budget et en suivrez la réalisation.
- Négociateur, capable d'analyser la situation financière des fournisseurs vous veillerez au respect mutuel des engagements.

Adressez lettre, CV, prétentions en indiquant la référence 601/LM à Valeo Thermique - Recrutement Ingénieurs et Cadres - 8 rue Louis Lormand - La Verrière 78320 Le Mesnil St-Denis.

Valeo *L'Equipement Automobile*



INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Vous voulez participer à la conception et à la réalisation de grands systèmes informatiques.
Nous recherchons des **ingénieurs "grande école"** ayant une bonne connaissance de l'informatique et le goût du travail en équipe.
La maîtrise d'un projet exige de réunir les meilleurs professionnels, réalisateurs, conseils, experts, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de réussir cette entreprise.
Venez rejoindre nos équipes pour prendre rapidement des responsabilités au sein d'une entreprise en pleine expansion :
1600 personnes, près de 1,2 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1987, une implantation nationale et internationale.

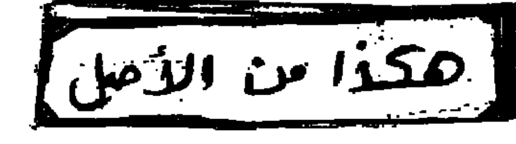
Le parfait simple.

Nous avons développé des technologies et un savoir-faire exceptionnel dans le domaine des télécommunications, des réseaux télématiques et monétiques, des systèmes d'automatisation : annuaire électronique, péages de métro, systèmes de commandement pour les forces armées, Transpac...
Les succès que nous rencontrons dans le monde en témoignent.
Nous voulons vous faire partager notre conception du "Parfait Simple".

SESA
Direction des Ressources Humaines
30, Quai de Dion Bouton 92806
Puteaux Cedex
Réf. : 87 LM



ARTEFACT



هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Florian Mantione Institut

AIX EN PROVENCE

Société d'INGENIERIE BATIMENT ET INDUSTRIE intégrée à un Groupe d'audience Nationale, nous recherchons notre

Ingénieur technico-commercial

Disposant d'excellentes références locales et nationales en relation avec les prescripteurs, industriels et collectivités territoriales, votre activité portera sur un registre d'APPLICATION (réalisation d'études) et un registre COMMERCIAL (suivi et développement clientèle).

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, INSA, CNAM, ESIM, ISBA ou équivalent, ou Technicien chevronné, vous cherchez à valoriser vos compétences au sein d'une entreprise à l'avenir certain. Une définition de fonction sera adressée aux candidats présélectionnés qui auront envoyé lettre manuscrite, CV et photo sous réf. PA 1088 SI à FLORIAN MANTIONE INSTITUT, LE MERCURE B, ZI d'Aix en Provence, 13763 LES MILLES Cedex ou téléphonez le 26 octobre de 18 h à 21 h au (16) 42.24.31.57.

AIX - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - GRENOBLE - LA REUNION - LA ROCHELLE - LYON - MONTPELLIER - PARIS - TOULOUSE.

MEDIA-SYSTEM



DIVISION PROTECTION FRANCE *(Société NEIMAN) recherche pour compléter ses Equipes de Recherches, de Développements et d'Etudes, situées à CROISSY/SEINE (78)*

3 Ingénieurs d'Etudes Electroniciens
expérimentés

pour réalisation et conduite de projets d'études en électronique grand public en liaison avec les constructeurs français et étrangers.

La maîtrise de la langue anglaise est souhaitée.

Merci d'adresser C.V. et prétentions au Chef du Personnel - NEIMAN - B.P.38 - 78290 CROISSY SUR SEINE.

Valeo *L'Equipement Automobile*

Disque 23 — dossier 1937 justif 03

Banlieue Parisienne

CENTRE DE RECHERCHES TECHNIQUES

complète son équipe de spécialistes hautement qualifiés par un

INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

ayant acquis la maîtrise des techniques de structures métalliques, qui sera notamment chargé de prendre la **RESPONSABILITE du SERVICE DE NORMALISATION** et de traiter des problèmes de qualité (B.E. et fabrication).

Ce poste convient à un ingénieur ayant assumé des responsabilités en Bureau d'Etudes en Construction Métallique ou en Chaudronnerie, et ayant une connaissance de la pratique des règlements français et étrangers. Connaissance de l'anglais indispensable. Allemand souhaité.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, C.V., prétentions, sous la référence TI/LM1, à



michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

PARIS-LILLE

MEDIA BL

ATTENTION !

EN RAISON DE LA TOUSSAINT

TOUTES LES RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

SERONT REGROUPÉES

DANS LE NUMÉRO DU

LUNDI 31 DATÉ

1er NOVEMBRE 1988 :

LE MONDE DES DIRIGEANTS

LE MONDE CADRES

L'UNIVERS DE LA GESTION

SECTEURS DE POINTE

DIGITAL EQUIPMENT CORPORATION, leader mondial des systèmes de réseaux informatiques, poursuit et intensifie le programme de développement de son Centre Technique Européen situé sur le Parc de Sophia Antipolis.

Pour le groupe Recherche et Développement de notre Centre de Compétence Télécommunications, réalisant des produits de technologies avancées pour le marché mondial, nous recherchons des

Experts Télécoms

Chefs de projets

Vous êtes Chefs de Projets avec 5 ans d'expérience dans les Télécoms. Nous vous offrons d'évoluer rapidement en prenant la responsabilité de projets dans les domaines stratégiques suivants : RNIS, Administration de Réseaux, Messagerie, Videotex... Réf. CP

Ingénieurs logiciels confirmés

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans les Télécoms et une formation supérieure, avec de préférence une connaissance de VAX/VMS. Nous vous proposons de participer au développement de nos projets en cours et de valoriser votre expérience par une contribution effective aux nouvelles applications de ce secteur de pointe. Des aptitudes à la gestion de projet vous conduisent à une évolution rapide. Réf. ILC

Ingénieurs logiciels débutants

Vous êtes diplômés de Grandes Ecoles (Télécom, ESE, Sup'Aéro, Ensimag, INSA...) ou Universitaires (DESS Génie Logiciel, Téléinformatique). Vous mettrez en œuvre des connaissances approfondies en architecture logiciel et réseau dans un environnement technique avancé et très performant. Vos résultats vous permettront d'évoluer vers plus de responsabilités. Des connaissances de base en Intelligence Artificielle seront également appréciées. Réf. ILD

Pour tous ces postes, les candidats devront avoir une excellente maîtrise de la langue anglaise et toutes les qualités humaines nécessaires pour communiquer et évoluer dans une entreprise de dimension internationale.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature (lettre + C.V.) sous la référence choisie à DIGITAL EQUIPMENT, CENTRE TECHNIQUE EUROPE, Département du Personnel, B.P. 29, Sophia Antipolis, 06561 VALBONNE CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

Le monde de la Radio Mobile : notre passion commune

TRT — Le Groupe TRT, apparenté à PHILIPS, conçoit et produit la plupart des matériels et systèmes qu'il commercialise. A eux seuls, les Départements d'études emploient plus de 1200 personnes. Pour se maintenir en tête de la compétition internationale, le Groupe consacre près de 20 % de son C.A. à la recherche et au développement.

En Radio Mobile, TRT est leader au sein de Philips International pour le développement et la commercialisation des réseaux de radiocommunications privés à ressources partagées.

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais, nous vous proposons les postes suivants au sein de notre activité **Radio Mobile** :

Ingénieurs technico-commerciaux (Réf. ITC - 1)

Vous assurerez le support des ventes internationales, les réponses aux appels d'offre et la préparation des propositions techniques. Electroniciens, vous avez 4 à 5 ans d'expérience en systèmes de radiocommunications et marketing/commercial et êtes fortement motivés par l'export.

Ingénieurs d'études (Réf. IE - 2)

Vous étudierez, réaliserez et suivrez la mise en production d'équipements d'infrastructure de Radio Mobile dans le cadre de projets internationaux. Vous avez 4 à 5 ans d'expérience dans le domaine de la Radio : émissions réceptions de 50 à 900 MHZ - circuits HF. F.I. - synthétiseurs-amplificateurs HF : 2 à 100 watts - couplage d'antennes - circuits numériques.

Pour nous rejoindre, envoyez votre candidature avec référence du poste choisi (lettre manuscrite, CV, photo) à : **TRT**, Direction du Personnel, Centre Technique, 5 avenue Réaumur, 92350 Le Plessis-Robinson.

TRT **Un temps d'avance dans les hautes technologies.**

MEDIA-SYSTEM

NOUS METTONS DE GROS MOYENS A VOTRE DISPOSITION

Division Equipements, **nous concevons et réalisons les commandes de vol des avions de demain.**
Dans le cadre d'une large refonte informatique, notre Division (1 500 pers.) développe ses propres applications sur DEC et IBM (4381 MVS).
Nous basculons sous IMS et recherchons :

CHEF DE PROJETS IMS

Vous serez celui (ou celle) à qui nous confierons (à la tête d'une équipe de 6 pers.) le développement de l'ensemble de nos applications sous IBM. Confirmé(e) dans la responsabilité de projets importants sous IMS, vos connaissances DBDC complètent une formation supérieure de préférence ingénieur généraliste. (Réf. O/IMS/LM)

ANALYSTE CONFIRME

Vous serez celui (ou celle) à qui nous confierons, au sein de notre équipe IBM, la conception et l'étude fonctionnelle d'une partie de nos projets. Votre connaissance d'IMS serait bien sûr un atout. Diplômé(e) d'Etudes Supérieures, BAC + 4, votre première expérience s'est déroulée dans un environnement gros système. (Réf. O/ANA/LM)

Basé à Saint-Cloud, vous serez amenés à des déplacements sur notre site de production d'Annecy.

Didier LESUEUR attend votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence choisie à **RAYMOND POULAIN CONSULTANTS - 74, *rue de la Fédération* - 75015 PARIS.**

MEDIA BL

AVIONS MARCEL DASSAULT — BREGUET AVIATION

INFORMATIQUE DE POINTE **PARIS**

JEUNE INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES

Cette Société Internationale (150 Millions de F de CA) basée en France, développe une activité de service de très haut niveau dans les domaines HIGH TECH, Engineering et informatique.

Pour cette dernière activité, filialisée, elle connaît un développement très important (+ 50 % par an). Les applications spécialisées, qu'elle étudie et commercialise, couvrent les fonctions communication/réseau, GPAO, sécurité, systèmes experts et intelligence artificielle à destination exclusive des très grands comptes nationaux.

Elle crée aujourd'hui un poste d'Ingénieur Chargé d'Affaires, rattaché à la Direction de l'entreprise, dont les missions seront les suivantes : interface clients/études, détermination des cahiers des charges et développement contractuel d'affaires existantes, maîtrise technique et budgétaire des dossiers jusqu'à la conclusion.

Pour assurer sa mission, il agit en support de l'équipe de vente et supervise les équipes d'études : Chefs de Projet et Analystes.

Ces développements se font sous système UNIX ou PICK, sur une très large gamme de matériel pour des fonctions gestion, technique et scientifique.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste très évolutif un jeune diplômé grande école (Ingénieur ou Sup de Co) qui a développé depuis quelques années une maîtrise des affaires informatiques dans une SSCI ou chez un constructeur.

L'étendue des responsabilités, la diversité des terrains d'intervention, la très haute tenue technique de l'entreprise, ses contacts au plus haut niveau, ainsi que les conditions offertes (un salaire fixe très motivant) sont de nature à intéresser un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature et CV sous réf. M 115 F à notre Conseil NEMESIS, 10, rue de Richelieu 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

"Télécom" et Marketing, passionnez-vous pour les marchés internationaux

TRT réalise sur le marché international plus de 40 % de son chiffre d'affaires.
Son Activité Télécommunications Publiques développe et commercialise avec succès des matériels et systèmes de transmission sur câbles et par radio (faisceaux hertziens). En Télécommunications d'Entreprise, TRT est spécialisé dans le domaine de la transmission de données et des réseaux d'entreprise à commutation de paquets.
Vous maîtrisez parfaitement l'anglais, nous vous proposons les postes suivants au sein de nos Activités :

TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES

Ingénieurs chefs de zone export (Réf. CZE 1)

Ingénieurs diplômés et confirmés dans le domaine des télécommunications publiques, vous avez de réelles aptitudes à négocier des contrats à haut niveau. Nous vous confierons la responsabilité d'une zone géographique pour la commercialisation de faisceaux hertziens et de matériels de transmission.

Ingénieurs marketing produit (Réf. P 2)

Vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine des faisceaux hertziens ou de la transmission téléphonique.
Au niveau international, vous réaliserez des analyses marketing sur des systèmes de distribution d'abonnés. Par ailleurs, vous suivrez le développement des produits et systèmes et en assurerez la promotion.

TELECOMMUNICATIONS D'ENTREPRISE

Ingénieur marketing produit (Réf. IMP 3)

Ingénieur diplômé, vous avez au moins deux ans d'expérience et vous connaissez le domaine des protocoles de transmission. Vous serez chargé des spécifications et de l'introduction sur le marché international des produits de Télécommunications d'entreprise, éléments d'un réseau de communications.

Ingénieur support à l'International (Réf. SI 4)

Ingénieur diplômé, vous avez au moins deux ans d'expérience en réseaux de Télécommunications. Responsable de la coordination des affaires après signature des contrats, vous "supporterez" les organisations de vente à l'international pour la conception de réseaux de télécommunications d'entreprises.
Vous serez amené à vous déplacer 50 % de votre temps à l'étranger.

Pour nous rejoindre, envoyer votre candidature avec référence des postes choisis (lettre manuscrite, CV) à TRT, - Direction du Personnel - Centre Technique - 5 avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

TRT **Un temps d'avance en télécommunications**

MEDIA-SYSTEM

les chemins de la performance

Notre contribution aux performances de nos clients (grandes entreprises industrielles et commerciales) explique la très forte expansion de notre activité de conseil.
Ce succès repose sur la qualité de nos consultants et de l'esprit qui les anime.

Pour élargir nos équipes (200 consultants, 150 MF CA) nous vous invitons à rejoindre les chemins de la performance. La qualité des missions qui vous seront confiées et le développement rapide des différentes composantes du Groupe Ouroumoff ouvrent de larges possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(Arts et Métiers, Centrale, HEC, Mines, Supélec...)

VECTEUR recherche des ingénieurs Grandes Écoles bénéficiant de préférence de 2 à 5 ans d'expérience professionnelle et souhaitant devenir CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU pour les associer à ses missions :
- ***Production*** : GPAO et planification
- ***Gestion*** : – Comptabilité industrielle et Tableau de Bord
  – Approvisionnement
- ***Productivité administrative***
- ***Projet d'entreprise***
- ***Développement de systèmes experts***

Nous souhaitons des candidats ayant une personnalité de tout premier plan motivés par la mise en œuvre du changement et la transmission du savoir-faire.

De fréquents déplacements en France et en Europe sont à prévoir.
Nous vous remercions d'envoyer votre candidature à :

VECTEUR
Ouroumoff Consultants
58, avenue Kleber 75784 Paris Cedex 16

CONSULTANTS MAINTENANCE INDUSTRIELLE

Ouroumoff et Associés recherche des Ingénieurs Grandes Écoles pour son DÉPARTEMENT MAINTENANCE.
Les Consultants MAINTENANCE interviennent dans les Entreprises de l'Industrie Lourde pour réaliser des missions de :
- ***Audit Performance Maintenance***
- ***Définition et mise en œuvre*** de plans d'amélioration de la Maintenance
- ***Formation Maintenance.***

Sous l'autorité du Directeur de Département et en liaison étroite avec les clients, les Consultants prennent en charge des missions complètes depuis le diagnostic initial jusqu'au pilotage de la mise en place des recommandations.
Agés d'environ 33 ans, de formation type AM, ICAM, IDN, ENSM... les candidats possèdent plusieurs années d'expérience acquise dans la Maintenance d'équipements automatisée et dans l'Animation de Personnel. Ce poste implique une large autonomie d'action et une grande disponibilité.
Nous vous remercions d'envoyer votre candidature à :

Ouroumoff & Associés
O&A - 94, rue Lauriston 75116 Paris
Paris, Lyon, Toulouse, Nantes, Mulhouse

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(X, Centrale, Mines, Supélec, Arts et Métiers...)
Débutants ou première expérience industrielle

Ouroumoff et Associés recherche des Ingénieurs Grandes Écoles pour les associer à ses missions de :
- ***Production*** : Stratégie industrielle, Flexibilité, Conception d'USINES DU FUTUR
- ***Logistique*** : Stratégie de Distribution, Pilotage des flux, Audits Transport

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une personnalité de tout premier plan :
- Profil d'organisateur
- Excellente aptitude à communiquer, convaincre et animer les hommes
- Grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail
- Motivés par la mise en œuvre du changement et la transmission du savoir-faire
- Disponibles pour de fréquents déplacements en France et en Europe

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature à :

Ouroumoff & Associés
O&A - 94, rue Lauriston 75116 Paris
Paris, Lyon, Toulouse, Nantes, Mulhouse

Groupe Ouroumoff

AUDITEURS CONFIRMÉS ET ASSISTANTS

La COMPAGNIE EUROPÉENNE D'AUDIT recherche
- jeunes experts-comptables
- mémorialistes
- assistants confirmés
- comptables confirmés

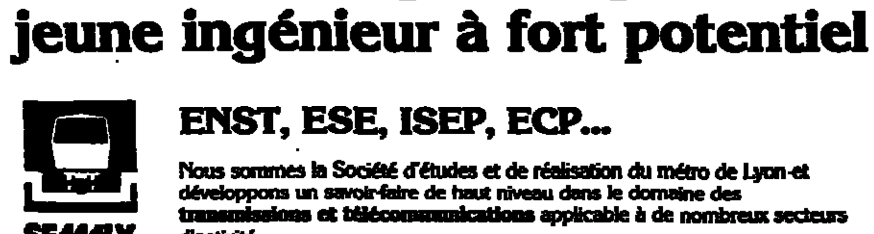
pour les associer à ses missions de diagnostic d'entreprise et d'expertise comptable
Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une personnalité de tout premier plan.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature à :

Compagnie Européenne d'Audit
Ouroumoff Audit
67, avenue Kléber 75116 Paris

Groupe Ouroumoff

Hay Management Consultants

Mission spéciale pour jeune ingénieur à fort potentiel



SEMALY

ENST, ESE, ISEP, ECP...

Nous sommes la Société d'études et de réalisation du métro de Lyon et développons un savoir-faire de haut niveau dans le domaine des **transmissions et télécommunications** applicable à de nombreux secteurs d'activité.

Le Directeur de la Division SYSTEME, recherche un jeune ingénieur à qui il confiera des **missions** d'études, de recherche, de conduite de projets spécifiques, de coordination extérieure.
Jeune ingénieur **diplômé grande école**, votre formation et une première expérience éventuelle de 2 à 3 ans, vous ont procuré des connaissances spécialisées en **réseaux, architecture informatique, sécurité numérique.**
Votre créativité technique, votre potentiel relationnel et votre goût de la nouveauté trouveront un terrain d'expression dans les missions que nous voulons vous confier.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + rémunération) à notre Conseil, Joëlle KHUAT'DUY, sous réf. 924.

HayGroup
5, place de la Gare de la Part-Dieu
69428 LYON CEDEX 03

MEDIA-SYSTEM

Pour filiale Sud-Est bureau d'études aéronautiques recherche

INGÉNIEURS

AUTOMATICIENS, formation grande école, expérience aéro souhaitée.
Ecrire avec c.v. + photo et prét. à nº 6 796, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75544 Paris Cedex 11.

INFORMATIS

techniques de pointe

INGÉNIEURS ORACLE
exp. ORACLE sur DPS 7

INGÉNIEURS UNIX
grande exp. UNIX pour développ. du noyau du système

INGÉNIEURS SYSTÈMES
IBM-CICS-MVS

INGÉNIEURS SYSTÈMES
projets militaires temps réel APOLLO 68000-LTR-UNIX-Moniteur temps réel MOP 3

INGÉNIEURS DATANET
exp. BULL-DSA-TRANSPAC-X25
26, r. Daubenton, 5e, 43-37-88-22.

Telemecanique
les solutions de progrès

14.000 personnes - C.A. consolidé : 6,7 milliards de F.
LEADER EUROPÉEN DES CONSTITUANTS POUR AUTOMATISMES INDUSTRIELS

Pour étoffer son équipe Marketing, sa division Pneumatique crée à l'établissement d'Evreux (27) un nouveau poste de

INGÉNIEUR CHEF DE PRODUITS

Placé sous l'autorité du Directeur du Marketing Produits et Projets en liaison permanente avec les opérationnels et la Direction Technique.
– Il assistera techniquement le réseau Commercial.
– A l'écoute du marché, il analysera la concurrence et définira le cahier des charges des produits nouveaux.
– Il établira les flux économiques et gèrera les projets en phase de développement.

INDISPENSABLE

28-30 ans - INGÉNIEUR diplômé type INSA, ENSI ou similaire. Première expérience souhaitée de pneumaticien ou automaticien avec mise en application sur le terrain.
Anglais pratiqué apprécié - Mobilité

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manusc., C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 8897 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Ingénieur qualité

électronicien hard et soft

Aix-en-Provence



Études Électroniques Informatiques

Vous voulez intégrer une PME en croissance constante dans l'univers des techniques de pointe. Prix « Performance 87 », nos équipes jeunes et entreprenantes développent des systèmes spécifiques à base de micro-processeurs 16-32 bits pour l'Industrie et l'Armée. Nous vous proposons de partager nos succès en vous engageant sur la diminution des coûts, l'amélioration de la qualité (RAQ2).

En liaison avec les différents services, vous réaliserez les contrôles, le plan qualité matériel et logiciel dans un souci d'efficacité. Interlocuteur du SIAR et de nos clients, vous participerez au développement de notre image et de nos résultats. Solide techniquement dans ce domaine, pragmatique, vous avez une expérience prouvée de ce type de fonction dans le domaine militaire ou aéronautique. Vous évoluerez dans un environnement technique et humain de très haute qualité.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite + C.V., sous la référence 8819/LM, à CAPFOR MEDITERRANEE - CA Evolic, La Bastide Blanche, B 6 - 13127 VITROLLES. Pour plus d'informations pour ce poste Minitel 3615 Code CAPFOR/Rubrique technique.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

Tioxide France

MEMBRE de TIOXIDE GROUP PLC
1er producteur européen de pigments d'oxyde de titane recherche pour son Service ENTRETIEN - TRAVAUX NEUFS (160 personnes dont 8 cadres et 48 agents de maîtrise).

INGENIEUR GENERALISTE

Diplômé Grande Ecole

Homme de terrain, il prendra en charge l'encadrement d'équipes d'entretien (90 personnes dont 18 agents de maîtrise et techniciens) couvrant un large éventail de disciplines (chaudronnerie - plasturgie - mécanique - automatisme - électricité).
Ce poste pourrait convenir à un débutant.
L'anglais est indispensable.

Envoyez candidature manuscrite, CV et rémunération souhaitée au Directeur des Relations Sociales TIOXIDE FRANCE - B.P. 89 - 62102 CALAIS Cedex.

CONTESSE



Le Monde CADRES

Yves Rocher

première marque de cosmétique en France avec un CA de 3,8 milliards de Francs et 6000 personnes, crée, pour ses usines en Bretagne, le poste de

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

Rattaché au Secrétaire Général des sites bretons et en collaboration étroite avec les opérationnels, il sera amené à : participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique sociale, devenir l'analyste social de nos usines, assurer la gestion dynamique de la maîtrise.

Vous avez plus de 30 ans et bénéficiez d'une formation supérieure juridique et/ou sociale que vous avez valorisée en milieu industriel dans la fonction personnel ; votre personnalité vous permet d'être à l'aise dans un contexte économique en pleine mutation. Alors, vous serez un des collaborateurs privilégiés du Secrétaire Général dans ce poste évolutif.

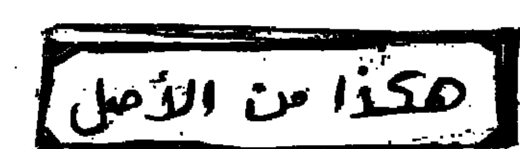
Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 649 M à notre Conseil.

SODERHU
36 rue de Lisbonne
75008 PARIS.



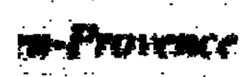
SODERHU
MEMBRE DE SYNTEC

DESSEIN

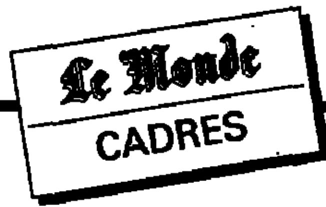


هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE







Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

A la Fnac
votre talent au service de clients passionnés.

Avec près de 5 milliards de chiffre d'affaires et des résultats en forte croissance, la Fnac est un des leaders de la distribution spécialisée. La qualité de service qu'elle réserve à ses clients est basée sur la qualité de ses collaborateurs, et sur la passion dont ils témoignent pour que l'entreprise remplisse sa mission.

Directeurs de magasin (H/F) Réf P10

Vous gérez une unité filiale de plus de 100 millions de francs de chiffre d'affaires, et d'environ 100 personnes.
Vous avez la responsabilité complète d'un compte d'exploitation, et des investissements. L'animation des hommes, le commerce de la Fnac sur votre ville, sa communication locale, reposent sur vous.

Agé de 30 à 40 ans, de formation supérieure, vous avez une expérience réussie de 5 à 10 ans dans la distribution, confirmée par le management d'un centre de profit.

Plusieurs postes sont à pourvoir dans les prochains mois pour des ouvertures de magasins préparées, en province et périphérie sud de Paris. La direction de Fnac Bordeaux est à pourvoir immédiatement.

Directeurs adjoints (H/F) Réf P20

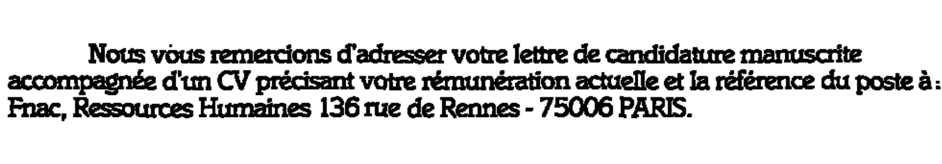
Destiné à prendre sous 1 à 2 ans la direction d'un magasin, vous assistez le directeur d'un des plus importants magasins de province.

Agé de 30 à 35 ans, vous avez une expérience de plusieurs années dans la distribution, validée par l'animation d'équipes de vente. Vous avez été responsabilisé sur un centre de profit, de préférence non alimentaire.

Ces postes sont à pourvoir pour l'immédiat à Lyon, Marseille, Toulouse, Grenoble, Strasbourg.



Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature manuscrite accompagnée d'un CV précisant votre rémunération actuelle et la référence du poste à : Fnac, Ressources Humaines 136 rue de Rennes - 75006 PARIS.





royal air maroc

NOUS :
Compagnie Nationale de Transport Aérien, implantée dans plus d'une trentaine de pays, C.A. : 3 milliards de dirhams et un effectif de 4.880 personnes.

NOTRE AMBITION :
Relever les défis de la prochaine décennie pour être parmi les gagnants.

VOS ATOUTS POUR NOUS CONVAINCRE :
Une passion pour la créativité, l'organisation, l'innovation et l'esprit d'entreprise.

Une excellente formation supérieure sanctionnée par :

- un diplôme d'ingénieur de Grandes Ecoles,
- un diplôme de Hautes Etudes en Management, Administration des Entreprises, Relations Humaines, Sociologie.

Si vous répondez à ce profil, vous serez intégrés dans une équipe pour mettre en place une nouvelle politique de gestion de ressources humaines.

Un C.V. détaillé prouvant vos aptitudes professionnelles, une lettre manuscrite de candidature accompagnée d'une photocopie de vos diplômes sous référence : Recrutement D.A.A.S., 44, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS.





La société LEVER (Skip, Omo, Cajoline, Cif...), filiale du Groupe UNILEVER, recherche pour son département Développement d'Haubourdin (banlieue lilloise) un

INGENIEUR PACKAGING
DEBUTANT OU PREMIERE EXPERIENCE

En relation étroite avec le département marketing et les centres de développement étrangers, sous l'autorité directe du Responsable Développement Emballages, vous participerez à la conception, à la réalisation et à la mise en place de l'ensemble des packagings de nos produits, nouveaux ou existants, standards ou promotionnels.

A une formation d'Ingénieur Emballages (MST de Reims,...) ou Généraliste (AM, IDN, HEI,...) vous ajoutez des qualités d'organisation et de communication, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Votre évolution ultérieure sera à la mesure de vos compétences et de la dimension internationale du Groupe UNILEVER.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la référence 19/88 LM à ***UNILEVER FRANCE SERVICES*** *- Recrutement et Sélection des Cadres - 157, boulevard Haussmann - 75382 Paris Cedex 08.*

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

SAFT

SECTEUR DEFENSE : haute technologie et horizon 2000...
ingénieurs d'affaires confirmés, ingénieurs R et D « débordants d'énergie » !

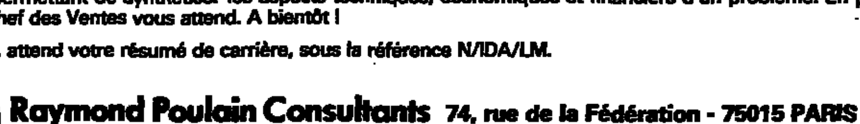
Vous êtes un jeune Ingénieur d'Affaires confirmé, travaillant sur des programmes longs de biens d'équipement, auprès d'une clientèle de « Grands Comptes », ou bien, après environ trois ans en Recherche-Développement pour des produits à haute technologie, votre « fibre commerciale » ne demande qu'à trouver un « terrain d'application »... Venez, en qualité d'

Ingénieur d'affaires

rejoindre la Direction Commerciale de notre Département Générateurs de Technologies avancées ! Disposant de produits sophistiqués (cf. systèmes d'énergies électrochimiques...) pour Engins et Missiles, vous prendrez la responsabilité de la relation avec des sociétés à haut standing, tant publiques que privées. Cela signifie : une autonomie importante, une activité tournée vers le long terme et un « angle de vue » vous permettant de synthétiser les aspects techniques, économiques et financiers d'un problème. En proche banlieue Est de Paris, notre Chef des Ventes vous attend. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/IDA/LM.

CIGIE





- IBM 4381 et 25 VAX, ordinateurs départementaux en réseau sous transpac
- plus de 400 terminaux et 150 micros
- IBM/MVS, CICS, S2000, DB2
- VAX/VMS, RDB, DECNET, FMS.

IOSP filiale du groupe IOS recrute

INGENIEUR PRINCIPAL
260 KF

Vous assisterez le directeur des projets dans la conduite de toutes études (opportunité, orientation, organisation) visant à l'évolution des systèmes d'information de la compagnie des eaux et de l'ozone selon méthode (Merise) et outil (Méga).
Formation BAC + 5, 30-35 ans, 4 à 6 ans d'expérience en matière d'organisation ou conception de grands projets de gestion.

RESPONSABLE SYSTEME TELECOMMUNICATION
240 KF

25-28 ans, ingénieur grandes écoles, environ 3 ans d'expérience en tant qu'ingénieur système. Méthodique, rigoureux, vous possédez le sens de la communication et de la pédagogie.

Pour en savoir plus, consultez notre dossier d'information MINITEL (1) 48.75.10.10 code IOSP ou contactez notre conseil Nathalie VON DAHLE (1) 34.72.93.10.

FOR.SE Consultants - 33, avenue de Ségur 75007 PARIS.

48.75.10.10 MINITEL réf: IOSP FoRJoB

FILIALE DU GROUPE GENERALE DES EAUX

SUIVRE ET GERER DE GRANDS PROJETS INDUSTRIELS

UN JEUNE INGENIEUR

Filiale «Pharmacie» de l'un des premiers groupes chimiques mondiaux, nous consacrons 150 à 200 millions de francs à l'extansion de notre site : nouveaux ateliers, magasins, centale d'énergie...

Pour suivre et gérer ces réalisations, en liaison avec la Direction ingénièrie, nous recherchons un jeune responsable de projets...

28/30 ans, issu d'une Grande Ecole, vous possédez une expérience de 3 ou 4 ans dans la conduite de travaux Génie Civil / Utilité pour le compte d'un groupe industriel (pharmacie, chimie, agro-alimentaire par exemple). Vous parlez anglais et peut être même allemand... Enfin, vous êtes suffisamment ambitieux pour, cette mission terminée, évoluer vers des responsabilité élargies au sein du groupe : nous souhaitons vivement vous rencontrer.

Votre candidature fera l'objet de la plus grande discrétion. Merci de l'adresser sous réf. 5603 à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS NON SALARIÉS recrute pour SERVICE

INSPECTION

CADRES

(H./F.)

IL EST DEMANDÉ :
- *Maîtrise en droit ou sciences économiques ;*
- De bonnes connaiss. micro-informatique.

Adr. lettre manus., c.v., photo, et prétent. ss réf. 1 459 M à LTA ANTENNE SAINT-LAZARE, 4, rue du Faugourg-Poissonnière, 75010 PARIS qui trans.

PX CONSULTANTS bureau d'études spécialiste en ouvrages d'art et structures spéciales cherche

INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES
DÉBUTANTS

1 à 2 ans, pour ses bureaux à Paris.

Envoyer c.v. et prétentions à 13, rue Auber, 75009 Paris.

AGENT COMMERCIAL bonne conn. grande distribution, animat., PROMO. Env. c.v. et lettre à PARTNER entreprise, 8, imp. Winburn, 92400 Courbevoie.

Ecole artistique supérieure recherche
1) PROF. DE PHYSIQUE OPTIQUE, ÉLECTROTECHNIQUE MATHS, HISTORE-GÉO HISTOIRE DU CINÉMA pour début novembre 88.
2) ASSISTANTE DE RÉDACTION ET D'ADMINISTRATION Dactylo (sténo-dactylo). Libéré de suite.
Expédier C.V. + photo sous nº 8845 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

MAISON D'ÉDITION 30 km SUD DE PARIS recherche

1 FORMATICIEN

Format. Bac+2 à Bac+4. Expérience de 2 ans min. en MICRO-INFORMATIQUE DE GESTION. Maîtrise du langage C sous MS. DOS, GAP 2, GAP 3. Evolution : RESPONSABLE DE LA MICRO-INFORMATIQUE.

Env. lettre manuscrite, C.V. et prétentions à : Robert RUELLE, 17, rue Soufflot, 75005 PARIS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche

UN(E) CONSULTANT(E) JOURNALISTE

avec un esprit d'entrepreneur pour lancer sur le continent européen ses activités en anglais de conseil et de publication dans le domaine du capital risque et du RES. Poste basé à Paris. Parfaite maîtrise de l'anglais.

Ecrire sous le nº 8844 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

CONSEIL JURIDIQUE PARIS, recherche

1 CONSEIL JURIDIQUE FISCAL

1 CONSEIL EN DROIT DES SOCIÉTÉS

de haut niveau, ayant expérience professionnelle d'au moins 5 ans (exp. fiduciaire appréciée). Anglais courant. Déplacements fréquents en province.

Ecrire sous nº 8 838 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR PME

36 ans, gestionnaire avec 5 ans en

RESSOURCES HUMAINES

(formation et consensus) recherche poste motivant. Vous pouvez me joindre au 46-36-46-55 (répondeur).

Français, 36 a., tit. DESS

finance banqu. univ. Paris-Dauphine, 5 a. d'exp. dont 4 en Afrique, comme resp. adm. et fin. puis contrôleur de gest. Etud. ttes prop., prét. 15 000 F/mois. Tél. 78-67-42-52.

Assistante sociale, 28 ans, D.E. 88, libre de suite, initiative et imagination, ch. poste motivant et diversifié Paris-province. Exp. 4 a. pouponnière sanit. et soc. + psychiatrie adulte, ados., entreprise, logt soc. et secteur DDASS. Mme Delacour, 21, rue Perdonnet, 75010 ou Tél. 46-26-01-42.

F. 40 ans, chargée d'études. Doctorat, Sc. éco., spécial. en relat. internat. et agricult., excellente conn. pays voie développ., anglais cour., ch. études, missions en emploi fixe. Ecrire sous nº 8 848, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

J.F. 26 ans, maîtrise, DEA économie + 1 an exp. prof., études de marché, rech. poste. Etudiera ttes propos. Ecrire sous le nº 8843 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

PROFESSIONNEL EXPORT

40 a., Et. S.V.P. Eco, CNAM, ing. 12 a. à l'internat. ventes et marketing, animation collab. et vendeurs (bilingue all., 17 a. R.F.A., angl. et espagnol courants) ch. poste direction export sur région parisienne. Tél. (PARIS) : 46-44-46-68.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DU PONT DE NEMOURS

Nos Départements PETROCHIMIE et PRODUITS CHIMIQUES & PIGMENTS recrutent

2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Votre mission sera d'assurer le développement, la promotion et la vente d'une large gamme d'intermédiaires chimiques en France et dans les pays limitrophes.

Justifiant d'une formation Chimiste ou Ingénieur Chimiste et d'une expérience similaire de trois à cinq ans, les candidats devront :
- Posséder un réel potentiel de négociateur à haut niveau et un sens aigu de la communication.
- Etre parfaitement bilingue français/anglais
- Etre capable de travailler de façon autonome.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV et prétentions) sont à adresser à :

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Département des Ressources Humaines / MA
137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07



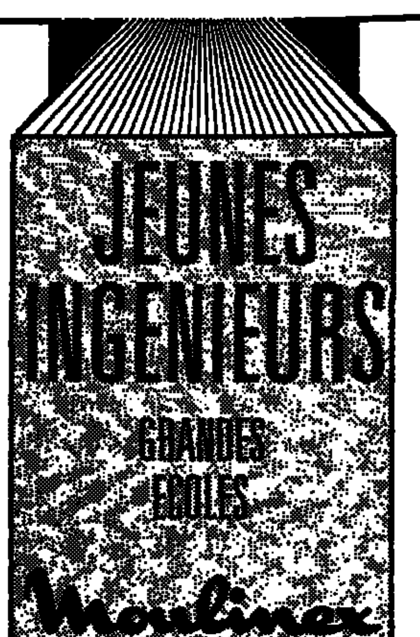
HCA

Notre Département Industriel conçoit, développe et fabrique des produits électro-ménagers à haute technologie.

Le succès que ceux-ci rencontrent sur le marché français et étranger nous conduit à renforcer nos équipes de Direction d'usine.

Vous débutez dans la vie professionnelle ou vous avez déjà une première expérience.

Nous vous proposons de vous confier



rapidement des responsabilités opérationnelles dans nos unités de production.

Les postes sont à pourvoir à proximité d'une grande ville universitaire, à deux heures de Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous pli confidentiel à notre Directeur des Ressources Humaines, Alain BOENNEC, Société MOULINEX, B.P. 181, 14015 CAEN Cedex.

CONTESSE

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN

recrute
plusieurs cadres pour assurer la promotion du tissu industriel régional

1) Réf. COMM : CONSEIL D'ENTREPRISE

MISSION : Conseil en entreprise (fonction commerciale), organisation et gestion de salons professionnels, animation d'un réseau de relations interentreprises et de banques de données de sous-traitance.

PROFIL : Grande école commerciale (ESC ou équivalent).

Ce poste nécessite une maîtrise de la « fonction commerciale » et une expérience industrielle est indispensable.

RÉMUNÉRATION : 210 000 F annuel (ou plus selon expérience).

2) Réf. CTE : CONSEIL D'ENTREPRISE

MISSION : Conseil en stratégie d'entreprise, étude et élaboration de dossiers de création et transmission d'entreprises industrielles, aide à la gestion courante des P.M.I.

PROFIL : Grande école commerciale : ESC ou équivalent, maîtrise sciences économiques, administration des entreprises.

Ce poste nécessite d'excellentes connaissances en gestion (comptabilité, finance, contrôle de gestion).

RÉMUNÉRATION : 150 000 F annuel (ou plus selon expérience).

3) Réf. PRO : INGÉNIEUR

MISSION : Conseil en entreprise, technico-commercial d'un centre technique (conseil, formation...).

PROFIL : Docteur-ingénieur, ingénieur grande école.

Ce poste nécessite des connaissances en CFAO, robotique, électronique...

RÉMUNÉRATION : 200 000 F annuel (ou plus selon expérience).

4) Réc. TEC : 2 INGÉNIEURS

MISSION : Conseil en entreprise, audit technique, transfert de technologie, aide et accompagnement pour la mutation technologique des PMI.

PROFIL : Docteur-ingénieur, ingénieur grande école + formation gestion (IAE, ICG...).

Ces 2 postes nécessitent une expérience industrielle (ingénierie appréciée) et si possible une pratique de la fonction recherche et développement.

RÉMUNÉRATION : 200 000 F annuel (ou plus selon expérience).

Tous ces postes demandent le goût des contacts humains, une capacité d'initiative et d'autonomie, un esprit créatif.

Adresser lettre de candidature manuscrite + c.v. avec photo en précisant la référence du poste à :
Jean-Paul VIDAL, Chambre de commerce et d'industrie de Rouen, Palais des consuls, B.P. 641, 76007 ROUEN CEDEX.



COGEMA

NOTRE GROUPE

18 000 PERSONNES
21,6 MILLIARDS DE CA

EST LE LEADER MONDIAL DU CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLEAIRE

POUR NOTRE SITE DE LA HAGUE NOUS RECHERCHONS UN



Vous n'êtes pas forcément un spécialiste du contrôle de gestion, mais vous possédez néanmoins une formation complémentaire ou une 1ère expérience dans le domaine.
Vous serez spécialement chargé de la méthodologie d'élaboration des coûts dans le cadre des contrats qui nous lient à nos clients.
Vous participerez également à l'établissement des budgets, à l'élaboration des tableaux de bord et à l'analyse des résultats.
Vous serez directement rattaché à notre responsable du Service Gestion Economique.
De formation Ingénieur Grande Ecole vous êtes fortement motivé par le contrôle de gestion et vous justifiez d'une expérience professionnelle de 3 à 8 ans en milieu industriel. La pratique de l'anglais est indispensable. Des connaissances en micro informatique sont souhaitables.
Merci d'adresser votre candidature (C.V., salaire actuel, photo d'identité) sous la référence ICG-M à COGEMA - Service du Personnel - B.P. 508 - 50105 CHERBOURG CEDEX.

Organisation et Publicité

"Chef de Produits" : devancez 1992...

... en vous joignant dès à présent à notre Groupe d'envergure européenne (2 milliards C.A.). Nous sommes leader sur notre marché et évoluons dans les technologies électroniques les plus avancées.
Il nous manque l'homme de réflexion et de réalisation qui va, en étroite liaison avec la vente, et le département recherche et développement, imprimer une dimension stratégique à notre action.
Homme de marketing : imaginatif, créatif, rigoureux et ouvert, nous prévoyons de vous confier : la définition, l'élaboration et la gestion complète de nouveaux produits (cahier des charges, lancement, suivi) l'analyse des marchés français et européens, le suivi de la concurrence.
De 25 à 30 ans environ, vous êtes ingénieur électronicien (ENSI, ISE, INSA...) ayant une formation commerciale type CESMA ou équivalent. L'industrie électronique est un secteur que vous connaissez bien de part votre expérience, de plus vous maîtrisez l'anglais.
Alors vous êtes l'homme que nous attendons, qui saura relever le défi que 1992 nous prépare.
Si réussir avec nous, vous passionne, merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous réf. 41711 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRIGEANT D'ENTREPRISE

PROFIL : resp. évolutives dans des direct. finances, ventes & marketing des sociétés de premier plan. Crée et supervise filiales à l'étranger. Trilingue français, anglais, allemand.

CHERCHE : direction générale d'une société internationale (filiale française d'un groupe étranger ou société française avec filiales à l'étranger).

Ecrire sous nº 8 771, **LE MONDE PUBLICITÉ,** 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

BEAUBOURG
DBLE LIVING + CHBRE, gde cuis., bains, refait nf, 1 280 000. 45-26-98-04.

4e arrdt

PRÈS BEAUBOURG
Quartier de l'Horloge, imm. stand., duplex 3 pces, tt cft + terr. + park. Immo Marcadet 42-52-01-82.

PRÈS NOTRE-DAME
Sup. appt de caract., 70 m² env., 3e ét., bel imm. XVIIIe, gd liv., chem., 3,10 m ss plaf., poutres appar., chbre calme, cuis. équip., bns, cab. toil., chff. indiv. Aménag. de qual. Px 2.300.000 F justifié. Libre début 90. Vis. jeudi s/r.v. Serge Kayser (1) 46-29-60-60.

5e arrdt

Appartement vente 5e EXCEPTIONNEL. Propriétaire vend appt., réception, 5 ch. + bureau, 3 terrasses 280 m². Entièrement refait. PROMOVIM, 42-36-56-26.

Appartement vente 5e
Exceptionnel.
Pptaire vd dans imm. rénové duplex 200 m², 2 terrasses sud, 3 ou 4 ch., 77 m² de réception avec poutres apparentes et verrière. PROMOVIM 42-36-56-26.

8e arrdt

ÉTOILE/BEAUJON
1er étage, calme, 4 pièces + chambre service, 3 250 000 F, 42-22-27-97.

11e arrdt

PRÈS NATION stdg, vue dég., très bon état, 165 m² + 20 m² balc./terr., 8 p., cuis., 2 bns, 2 dch., 2 parkg, 9e ascenseur, 3 680 000 F, JEAN COURTOIS, 42-61-80-02, 43-43-08-86.

14e arrdt

MONTPARNASSE IMM. 1976 grand séjour + chambre, rue et jardin, balcon, parking. 1 540 000 F. F. FAURE 45-67-95-17.

ALÉSIA, gd liv. + 2 chbres, sud, tt cft, refait neuf. 1.670.000 F. 43-22-61-35.

16e arrdt

AV. VICTOR-HUGO
200 m², IMPECCABLE, DBLE RÉCEPTION, 3 CH., 2 BNS. MERCREDI DE 13 h à 17 h, 26, AV. V.-HUGO

Grand calme dans la verdure sur parc Sainte-Périne, 3 pièces 63 m², 5e étage, ascenseur, très clair, prix attractif, 45-48-58-68.

AV. GEORGES-MANDEL DUPLEX 350 m²
COTÉ SOLEIL
TR. GRD STDG + 2 serv. DORESSAY 46-24-93-33.

FAISANDERIE
Triple récept., 6 chbres, 360 m² env., poss. libérale, parking, chbre de service. 12.000.000. 34-60-39-08.

TROCADÉRO
ATELIER ARTISTE 60 m², 6e, asc. 1.850.000 F. Tél. : 46-33-25-45.

17e arrdt

Près BD BATIGNOLLES
Petit studio tt cft, chff. centr. 270.000 F. Immo Marcadet 42-52-01-82.

18e arrdt

STUDIO 268.000 F
Mairie 18e, imm. p. de taille, interphone. Immo Marcadet 42-52-01-82.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE
4 pièces, parking, parfait état, 1 600 000 F. PPTAIRE 34-64-91-23.

appartements achats

GROUPE DORESSAY
rech. pr CLIENT. SÉLECTIONNÉE PARIS RÉSIDENTIEL APPTS HAUT DE GAMME ET HOTEL PARTICULIER. Tél. 46-24-93-33.

Recherche 2 à 4 pièces PARIS préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez not., 48-73-48-07 même le soir.

Ch. URGENT 110 à 140 m²
Paris, préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, 9e. PAIE CPT. 48-73-35-43.

IMMO MARCADET
rech. immeubles, appts ou locaux cciaux, même à rénover, Paris. 42-52-01-82.

locations non meublées offres

Paris

RUE BRANCION
de bel immeuble MODERNE

stud. cft, 2e asc., 2 800 + ch.

2 p. cft 8e asc., 3 500 + ch.

Tél. le matin
SEGECO 45-22-69-92.

locations non meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STÉS MULTINAT. et DIPLOMATES GDS APPTS de stdg. 5-6-7 p., 42-80-20-42.

terrains

44 PORNIC à 10 km et à 150 m océan 4 lots ; 1) 1 200 m², fac. 22,30 m ; 2) mais. 200 m², s/ter. 950 m² ; 3) S/3 500 m² const. à usage habit. 3 bât. à usage collectiv. ; 4) S/3 000 m² bât. en U à usage collectiv., 50 pl. poss. + personnel. Ecr. nº 32 449 Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, Paris-2e.

viagers

FONCIAL 45-55-86-18
47, AVENUE BOSQUET, 7e
Spécialiste 49 ans, expér. Et. gratuite personnalisée. Avant. fiscal rente indexée.

F. CRUZ 42-66-19-00
8, R. LA BOÉTIE, PARIS-8e
SPÉCIALISTE DU VIAGER
Gar. financ., 5 000 000 F. 49 a., exp. Estim. gratuite.

bureaux

Locations

DOMICILIATION DEP. 90 F. Av. CH.-ÉLYSÉES ou r. ST-HONORÉ ou bd des ITALIENS ou PARIS 9e, 12e, 15e. INTER DOM 43-40-69-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitutions de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATION 8e
Bureaux, Télex, Télécopie.
AGECO 42-94-95-28.

DOMICILIATIONS
Forum des Halles, Bureaux, Constitution de Sociétés Télex, Secrétariat
ACCESS – 40-28-15-12.

AVENUE HOCHE
Bureaux 68 m² + réception, gd standing, refait neuf, installation. Tél., box éventuel. 47-63-80-80.

Le Carnet du Monde

Décès

– M. et Mme André Arrouy,
M. et Mme Roy Parsons
et leurs enfants,
M. et Mme Claude Arrouy
et leurs enfants,

font part du rappel à Dieu du

docteur Marcel ARROUY,

survenu à Paris, le 23 octobre 1988, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 octobre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16e, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Samson-la-Poterie (Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue du Général-Henrys,
75017 Paris.

– Nous avons appris la mort de
Bertrand d'ASTORG.

(Le Monde *du 25 octobre.*)

[Né le 7 novembre 1913, à Pau, Bertrand d'Astorg, docteur en droit, avait fait toute sa carrière à la compagnie Air France, mais il s'était fait connaître en littérature par un bel essai, *le Mythe de la dame à la licorne* (Seuil, 1963), mélange de fiction et d'érudition, savante méditation sur l'amour courtois. Dans la douzaine de titres qui devaient composer une œuvre diverse (essais, poèmes, romans) tournée tantôt vers les séductions de l'imaginaire, tantôt vers l'observation des mœurs du temps, on retiendra notamment ses écrits romanesques : *la Jeune Fille et l'Astronaute* (Seuil, 1968), joli récit en forme de conte symbolique, *Trois fois sur un rivage* (Seuil, 1969), subtiles nouvelles entre réalisme et fantaisie, et *les Noces orientales* (Seuil, 1980), périple éblouissant à travers la littérature inspirée par les sortilèges de l'Orient. Pour ce dernier livre, il avait obtenu le Prix de la critique. Homme de vaste culture, Bertrand d'Astorg savait unir la richesse de l'information et l'élégance du style pour le plus grand plaisir du lecteur.]

– Le comité de l'Ecole Moria,
La direction,
Les professeurs,
Les élèves et anciens élèves,
Les amis,
ont la profonde douleur de faire part du décès de leur très chère présidente et amie,

Suzanne ARON,
née Benoit-Levy,

survenu le 20 octobre 1988, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Décorée de l'ordre national du Mérite, des palmes académiques, de l'étoile civique, médaille d'argent Jeunesse et Sport, Suzanne Aron fonda le mouvement Shema Israël, les écoles Yavné et Moria, et consacra toute sa vie aux œuvres, à la jeunesse et à l'éducation.

La levée du corps aura lieu à l'amphithéâtre de l'hôpital Laennec, le mercredi 26 octobre, à 9 h 30. Le cortège s'arrêtera à l'Ecole Moria, vers 10 h 30, pour une cérémonie d'hommage.
L'inhumation se fera en Terre sainte à Zikhron-Yaaqov, le vendredi 28 octobre, à 11 heures.

Ecole Moria,
13, rue Pavée,
75004 Paris.

– La Confédération générale du logement
a la douleur de faire part du décès de son vice-président,

Pierre BOGAERT,

survenu le 22 octobre 1988.

La CGL exprime sa reconnaissance et rend hommage à ce militant associatif de longue date, dévoué à la cause du droit au logement.

– Toulouse,

M. et Mme Gilbert Guyot,
M. et Mme Michel Cormary,
M. et Mme Pierre Bonafé,
Le docteur et Mme Jean-Louis Bonafé,
ses enfants,
Mme Raymond Bonafé,
sa belle-sœur,
Mlle Noëlle Bonafé,
sa nièce,
Anne et Bertrand, Isabelle et Antoine, Florence et Olivier, Jean-Michel et Stéphanie, Patrick, Xavier, Emmanuelle, Nicolas, François, Philippe,
ses petits-enfants,
Matthieu et Charlotte,
ses arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Louis BONAFÉ,
professeur honoraire
au lycée Pierre-de-Fermat,

survenu le 23 octobre 1988, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées, le mercredi 26 octobre, à 10 heures, en l'église Saint-Exupère, sa paroisse.

La famille ne reçoit pas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue de l'Aubépine.
31500 Toulouse.

Domicile mortuaire : PFM,
34, rue Pargaminières, Toulouse.

– Mme Joseph Camart,
son épouse,
Mme Lydia Camart
et ses enfants,
M. et Mme Michel Camart
et leurs enfants,
Ses enfants et petits-enfants,
M. René Kamrat,
son frère,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph CAMART,

survenu le 21 octobre 1988, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 27 octobre, à 14 h 45.

Réunion devant la porte principale du cimetière de Passy (2, rue du Commandant-Schloesing, Paris-16e).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, avenue Georges-Mandel,
75116 Paris.

– Yves et Gordana Chaperot,
Monique et Henri Daviaud,
Christine et Claude Patron,
Alain et Térésa Chaperot,
Joëlle et Hubert Canuet,
ses enfants,
Pierre et Christine, Claire et Patrick, Dominique, Ivan, Thomas.
Véronique, Emmanuelle et Malcolm, Joëlle et Vincent, Jean-Pascal et Noëlle, Jean-Marie et Laurence, Jean-Bernard, Jean-Philippe et Marianne.
François et Sylvie, Emmanuel, Armelle, Marie-Laure.
Christophe, Stephane, Benoit.
Jérome, Camille,
ses petits-enfants,
Nicolas, Sophie, Olivier, Julian, Clémence, Martin, Silvert, Alexis, Jules, Eloïse, Julien,
ses arrière-petits-enfants,

ont accompagné

Renée CHAPEROT-LEMAIRE,

qui a rejoint son mari,

Georges CHAPEROT.

« Entre les bras de l'Espérance et de l'Amour. »

Paris, le 22 octobre 1988.

– Marseille. Port-de-Bouc.

Les familles Giraud, Alvarez de Toledo, Giraudy, Clauzade, Péroncel-Hugoz et Gassner,
font part du rappel à Dieu, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de

Renée CLAUZADE,
née Giraud,

survenu le 19 octobre 1988 et dont les obsèques ont eu lieu à Marseille dans l'intimité,

et rappellent le souvenir de son époux,

Alexandre Marius CLAUZADE,

disparu en 1966.

– Paul, Catherine et David Demann,
ont la douleur d'annoncer le décès, survenu le samedi 22 octobre 1988, de

Mme Idea DEMANN,
membre de la Société française
de psychologie analytique.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 26 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine.

– Nous avons appris la mort de

Robert ESMÉNARD.

(Le Monde *du 25 octobre.*)

[Né le 19 novembre 1905, Robert Esménard était le gendre d'Albin Michel, fondateur en 1903 de la maison d'édition qui porte son nom. Porté à la présidence en 1943, à la mort de son beau-père dont il était devenu le bras droit, il avait rempli cette charge jusqu'en 1982, date à laquelle son fils Francis lui avait succédé. « Honnête homme », cultivé et proche de ses auteurs, Robert Esménard avait assuré, avec succès, le développement de son entreprise après la guerre et réussi à maintenir son indépendance face aux grands groupes d'édition.]

– Aux anciens de la JOC, du M.R.P.,
A ses amis de la FFEPMM,
A tous ceux qui l'ont connue et aimée,

Jean Fonteneau,

Jean-Louis, Yves, Gisèle, Jacqueline et ses petits-enfants,

Tous ses parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

Elisabeth FONTENEAU,
née Alexandre,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
médaille d'argent Jeunesse et Sport,
médaille d'or FFEPMM,

survenu le 21 octobre 1988.

Les obsèques seront célébrées mercredi 26 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Joseph, 145, avenue Jean-Jaurès à Clamart, Hauts-de-Seine.

78, rue des Vignes,
92140 Clamart.

– Hélène Lederer, née Fréchet,
sa femme,
Marianne Lederer,
Sylvie et Jean-Marie Lehn,
Florence Lederer,
Pascal et Joana Lederer,
Denis Lederer et Aline Nicolas,
Aline et Rachid Zeggagh,
Pierre et Ingrid Lederer,
Danielle Lederer,
ses enfants,
Karim, David, Laurent, Mathias, Julien, Yacine, Leila, Paul et Adrien,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Edgar LEDERER,

le 19 octobre 1988, à son domicile.

L'incinération aura lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ceux qui veulent honorer sa mémoire peuvent verser une contribution à l'Association d'aide aux scientifiques réfugiés : CCP 23-07-821 G Paris, à l'adresse de l'Académie des sciences, 9, boulevard Colbert, 92330 Sceaux.

(Le Monde
daté 23-24 octobre 1988.)

– Michel Matesco
et ses enfants, Julie et Sébastien,
ont la douleur de faire part du décès de leur épouse et mère,

Michelle MATESCO,
née Ryse,

à l'âge de quarante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu à Lyon, le 25 octobre 1988.

– Le président,
Et les membres du conseil d'administration,
Le directeur général,
Et les directeurs généraux adjoints de la SNCF,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Bernard MAURIZE,
administrateur de la SNCF,

survenu le 21 octobre 1988.

Ses obsèques ont eu lieu, le mardi 25 octobre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-du-Bon-Conseil, 140, rue de Clignancourt, Paris (18e).

– Pierre Netter, président de l'Assemblée permanente des Chambres de commerce et d'industrie,
Laurent Chazal, directeur général,
Et le bureau de l'APCCI,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Bernard MAURIZE,
leur secrétaire général,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,

le vendredi 21 octobre 1988, à l'âge de cinquante-sept ans,

dont ils ont pu, pendant trente ans, apprécier les qualités professionnelles et humaines, la rigueur morale et l'attachement à l'institution consulaire.

– Sa famille,
Ses amis,
Et ses confrères,
ont la grande peine d'annoncer le décès de

Denis MOUGEOT,
journaliste,
chevalier des arts et lettres,

survenu le jeudi 20 octobre 1988, à Montpellier, à l'âge de quarante ans.

31, rue de la Ravinelle,
54000 Nancy.

– Nous avons la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne MOULY,

survenu, le 14 octobre 1988, à l'hôpital Boucicaut, Paris-15e.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

– Mme Jacques Nauroy,
M. René Nauroy,
M. et Mme Jean Lambert,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Henri Chelveder,
M. et Mme Claude Chelveder-Rini,
leurs enfants et petits-enfants,
Ses parents, ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 22 octobre 1988, du

pharmacien-chimiste général
inspecteur (CR)
Jacques NAUROY,
membre de l'Académie nationale
de pharmacie,
président d'honneur
de la Société française
des docteurs en pharmacie,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,
médaille du combattant 1939-1945,
chevalier des palmes académiques,
médaille d'honneur
du Service de santé des armées.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 24 octobre, en l'église de Rougemont (Doubs).

35, rue Perthuis,
92140 Clamart.
4, square du Roi-Arthur,
35000 Rennes.
Saint-Broing,
70100 Gray.
Morosaglia 20218 Ponte Leccia.

– M. et Mme Jean-Pierre Pagé,
ses enfants,
François-René Pagé,
son petit-fils
et toute la famille
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre PAGÉ,

survenu le 21 octobre 1988 en son domicile à Paris dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

155, rue de l'Université,
75007 Paris.

– Crest-Oullins-Nice,

Mme Gilbert Setruk,
Le docteur P. Champetier
Et le docteur B. Champetier,
née Setruk
et leurs enfants,
Les familles Setruk, Champetier, Valentin, Hayet et Tartour,
Parents et alliés,
font part du décès du

Docteur Gilbert SETRUK,

Les funérailles ont eu lieu le mardi 25 octobre 1988, au cimetière de Valence.
Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

– Il y a dix ans disparaissait

Monique DELLARD-BRACCO.

Ceux qui l'ont connue, estimée, aimée, gardent fidèlement son souvenir.

– Le 26 octobre 1983

Michel TINOWSKY

nous quittait.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu, aimé et estimé.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Remerciements

– Mme Pierre Acker
et ses enfants,
profondément touchés des marques d'amitié, de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès du

pharmacien chimiste,
général inspecteur,
Pierre ACKER,

remercient avec une profonde émotion leurs parents et amis.

– Grenoble.

Les familles Bouchez, Heyn
Et alliées,
font part avec douleur du décès, survenu brutalement le 4 octobre 1988, de

M. Robert BOUCHEZ,
professeur à l'université de Grenoble.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 8 octobre.

Nous remercions chaleureusement les amis et collègues présents pour l'accompagner une dernière fois, ceux qui pensent à lui et ceux qui nous ont envoyé leur message de sympathie.

– Dans l'impossibilité de répondre personnellement aux nombreux amis qui leur ont adressé de touchants témoignages de sympathie,

M. et Mme Jacques
MERLEAU-PONTY

les prient de bien vouloir trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Communications diverses

– **Cercle Bernard Lazare** : La littérature allemande de l'exil. Ernst Weiss, **le Témoin occulaire**, introduit par **Jean-Michel Palmier**, professeur à Paris-VII.
Jeudi 27 octobre, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

Soutenances de thèses

– Université Paris-VIII : le vendredi 4 novembre à 9 h 30, salle G 201. M. Renaud Fabre : « Contribution et rétribution du travail agricole dans la croissance : la génération du développement rural (1960-1990) ».

– Université Lumière, Lyon-II : le samedi 5 novembre à 14 heures, salle du conseil. M. Claude Chalaguier : « Des droits de la différence aux droits de la ressemblance pour les handicapés mentaux ».

– Université Paris-VIII : le samedi 5 novembre à 14 heures, salle G 201. M. Hans-Georg, Obenauer : « Aspects de la syntaxe A.-Barre. Effets d'intervention et mouvements des quantifieurs ».

– Université Paris-X-Nanterre : le vendredi 5 novembre à 9 heures, salle C 24, M. Yves Thoret. « La théâtralité : sa place dans l'œuvre de Sigmund Freud, ses applications en psychanalyse ».

– Université Paris-IV : le samedi 5 novembre à 14 h 30, amphithéâtre Guizot : M. Henry de Langle « De la convivialité à la sociabilité à Paris dans les débits de boissons au dix-neuvième siècle ».

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques .... 79 F
Abonnés (avec justificatif) .... 69 F
Communications diverses .... 82 F
Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.
Rens. : 42-47-95-03.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 24 et mardi 25 octobre 1988 :

DES DÉCRETS

● Du 19 octobre 1988 portant classement parmi les sites du département du Loiret du site de l'île des Béchets sur la commune d'Olivet.

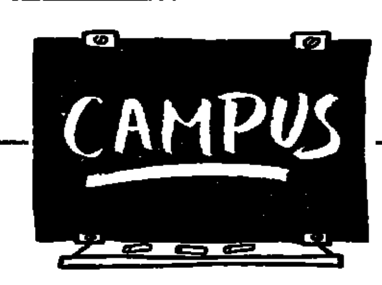
Du 19 octobre 1988 portant classement parmi les sites du département de la Dordogne du site de la vallée de la Beune sur les communes des Eyzies-de-Tayac-Sireuil et de Marquay.

DES ARRÊTÉS

● Du 21 octobre 1988 relatifs à l'autorisation de rejet d'effluents radioactifs gazeux et liquides par le centre de production nucléaire de Cattenom (tranches 1 et 2).

UNE LISTE

● Des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.



L'école des plaideurs

Le thème de l'inégalité devant l'école a beaucoup inspiré les sociologues, mais peu les juristes. Tel est le constat que fait, dans le dernier numéro de la *Revue française de droit administratif,* l'ancien recteur Claude Durand-Prinborgne, en observant que la jurisprudence en la matière est plutôt mince. On plaide peu à propos de l'enseignement.

Plusieurs affaires récentes montrent toutefois que la situation est en train d'évoluer. Claude Durand-Prinborgne y voit au moins deux raisons : d'une part la montée du *« consumerisme scolaire »*, qui pousse les usagers à se montrer plus vigilants ; d'autre part, la démultiplication des niveaux de pouvoirs et de compétences, du fait de la politique de déconcentration et de décentralisation. Le développement de l'autonomie des établissements, la mise en place de la régionalisation et, à l'horizon 93, la réalisation de l'Acte unique européen conduisent à poser différemment le problème de l'égalité des citoyens devant le service public d'enseignement.

Les diverses affaires présentées dans ce numéro illustrent bien ces phénomènes : on a vu des individus, des associations ou des syndicats contester l'élection d'un président d'université ; le nouveau mode de recrutement des enseignants-chercheurs ; le statut des maîtres-directeurs ; le refus de l'Etat de financer la formation professionnelle continue dans les établissements privés sous contrat ; ou encore la décision de deux inspecteurs d'académie de reporter au mercredi les cours du samedi, ce qui nuit au catéchisme.

Toutes ces affaires, estime Claude Durand-Prinborgne, posent des problèmes politiques et philosophiques très actuels sur la responsabilité de l'Etat dans la formation, l'exercice de l'autorité dans l'acte pédagogique, l'indépendance des enseignants ou l'égalité des citoyens devant l'éducation.

F. G.

★ « L'enseignement et le droit : problèmes actuels et permanents », *Revue française de droit administratif.* Juillet-septembre 1988. Sirey. Dalloz. 35, rue Tournefort, 75240 Paris Cedex 05. Tél : 43-31-04-85. M. Durand-Prinborgne vient par ailleursde publier un livre : *l'Egalité scolaire par le cœur et la raison,* Fernand Nathan, 390 pages, 89 F.

● Développement local

L'université rurale de Saint-Etienne organise, à partir du 26 novembre, cinq journées sur *« le développement local en milieu rural ».*

Université de Saint-Etienne. Service formation continue. Tél. : 77-42-16-57.)

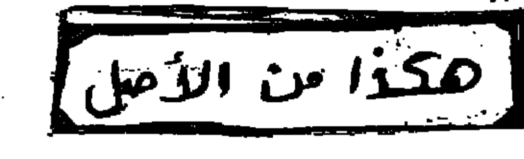
● Cinéma mexicain

Les rencontres audiovisuelles (INRP-CNDP) et le Centre culturel mexicain proposent du 23 novembre au 1er décembre une série de projections et de débats : *« Aspects du cinéma mexicain hier et aujourd'hui ».* Des films de Emilio Fernandez, Bunuel, Serrano, notamment.

(INRP-CNDP, 29, rue d'Ulm, 75005 Paris. Tél. : 46-34-90-09)

● A l'HEI

M. Michel Vittu, ingénieur et ancien directeur des études, est nommé directeur des Hautes études industrielles (HEI) de Lille. Il succède à M. Leroy.



Économie

SOMMAIRE

■ Le chômage a baissé de 2,1 % en France au mois de septembre, ce qui représente la plus forte diminution depuis 1978. La prolongation de la durée des études explique en partie ce résultat *(lire page 43)*.

■ OPA en cascade dans l'agro-alimentaire américain : la société de placement KKR propose plus de 20 milliards de dollars (125 milliards de francs) pour RJR Nabisco, qui faisait l'objet d'un rachat par ses salariés. Parallèlement, Kraft a rejeté l'offre d'achat de Philip Morris *(lire ci-contre)*.

■ Après l'annonce du rachat de 9 % de la Société générale par M. Pebereau, M. Marc Viénot, PDG de la banque, a demandé à l'acheteur des précisions sur les conditions de cette reprise *(lire page 42)*.

Surenchères monstres dans l'industrie agro-alimentaire américaine

L'offre record de 125 milliards de francs pour RJR Nabisco

NEW-YORK
de notre correspondant

Le cabinet financier Kohlberg, Kravis, Roberts & Co. (KKR), spécialisé dans le rachat d'entreprises et leur restructuration, a annoncé le lundi 24 octobre qu'il se portait acquéreur de RJR Nabisco, le géant alimentaire américain (cigarettes Winston, biscuits Ritz...), déjà sous le coup d'une reprise par ses salariés (RES), essentiellement ses cadres *(leveraged buyout)* ou LBO. Alors que ces derniers proposent 75 dollars par action, KKR affirme pouvoir débourser 90 dollars en liquide pour 87 % des actions en circulation, les autres titres étant échangés contre des actions. La valeur totale de la contre-offre est de 20,28 milliards de dollars (125 milliards de francs). C'est un nouveau record historique dans l'histoire financière.

L'opération de rachat des 225 millions d'actions de RJR par ses cadres avait déjà battu le record, propulsant de surcroît la notion de rachat d'entreprise par ses salariés au niveau de la très haute finance. A 75 dollars par action, la direction de la société se disait prête à débourser 16,88 milliards de dollars (115 milliards de francs) qu'elle chercherait sans doute à l'étranger, notamment en Europe et au Japon, car les banques américaines sont devenues non seulement méfiantes, mais aussi singulièrement encombrées par la vague d'OPA et d'OPE de toute sorte qui submerge actuellement Wall Street. Vingt-six opérations sont actuellement en cours, dont celles qui concernent Kraft, Pillsbury et – la dernière en date – Chicago Pacific, « attaquée » par le constructeur d'électroménager Maytag pour 1 milliard de dollars.

Annoncé le jeudi 20 octobre, le RES du président de Nabisco, Ross Johnson, soulève déjà des questions et il est clair que l'opération ne sera pas une promenade. D'abord, la direction de la Bourse de Chicago, spécialisée dans les valeurs à terme, annonce que l'activité sur le titre RJR était *« nettement au-dessus de la moyenne non seulement pendant les trois jours qui avaient précédé l'annonce, mais également lors des six dernières semaines »*. Un tel constat est particulièrement dangereux par les temps qui courent : les autorités sont devenues très sourcilleuses quant à de possibles carambouilles boursières... Selon *le Chicago Board of Trade*, la moyenne des transactions sur Nabisco se situait, sur le marché à terme, à cent mille durant le mois de septembre. Or, deux jours avant l'annonce du RES, le nombre des transactions est monté à quatre cent dix mille, pour atteindre sept cent mille la veille de l'annonce. Les responsables de la Bourse de Chicago sont en train de passer en revue l'ensemble de l'activité de toutes les firmes, afin de déterminer les raisons de ces achats.

Voler sciemment les actionnaires

Par ailleurs, la firme d'investissements Drexel Burnham Lambert, sans doute furieuse d'avoir perdu l'affaire au profit de sa rivale Shearson Lehman Hutton - à laquelle le président de RJR s'est adressé pour réunir les capitaux nécessaires - affirme que l'action de RJR vaut entre 95 et 100 dollars, *« ce qui veut dire*, selon l'analyste Lawrence Adelman, *que la direction de RJR tente d'acquérir la société à un prix dérisoire »*. Dès l'annonce de l'opération, le titre avait fait un bond à peine croyable de 21,37 dollars en une séance, c'est-à-dire d'environ 40 %, pour clôturer à 77,25. Vendredi, il a perdu quelques cents pour terminer à 76,75, mais dès lundi, après l'annonce d'une contre-offre de KKR, le titre a clôturé à 84 dollars.

Bien entendu, peu nombreux sont ceux qui acceptent les raisons invoquées par Ross Johnson – *« danger d'OPA inamicales »* – pour le lancement de son RES. En revanche, la plupart des analystes new-yorkais s'accordent à penser que l'équipe du président a simplement *« senti le vent »* : d'une part, plusieurs banques japonaises, plus riches que jamais, se disent intéressées par des opérations financières de grande envergure aux Etats-Unis ; d'autre part, certaines branches de RJR Nabisco, notamment le tabac (Winston, Camel), sont devenues très intéressantes après l'échec des principaux procès intentés ces dernières années par des fumeurs atteints de cancer du poumon réclamant des dédommagements aux producteurs de tabac. La revente par appartements, couramment pratiquée aux Etats-Unis, rapporte toujours davantage qu'une transaction sur la totalité du capital. Connaissant mieux que quiconque la situation de sa propre société et la position de celle-ci sur le marché, le président Johnson doit savoir quel profit il peut tirer actuellement d'une opération de rachat.

« Un redoutable manœuvrier »

Les RES ne sont d'ailleurs pas très populaires auprès des actionnaires, étant donné la disproportion entre les informations dont disposent les cadres et celles qui sont livrées au public. Neal Kaplan, un analyste spécialisé, va jusqu'à accuser les cadres de *« voler sciemment »* les actionnaires. *« La direction de la société est la seule à connaître l'état réel des avoirs ; elle peut, en sous-évaluant la valeur de certaines branches et en dissimulant des perspectives d'avenir – dont elle est la seule à mesurer l'intérêt véritable – obtenir un prix nettement inférieur à la valeur intrinsèque du titre »*, affirme-t-il, avant de citer le cas d'une firme pharmaceutique rachetée par la direction quelques mois avant l'annonce d'une importante découverte scientifique, découverte qui devait doubler les profits de la firme en quelques semaines...

Malgré la contre-offre de KKR, la plupart des analystes estiment que le RES de Ross Johnson a de solides chances de réussir, bien qu'il recquière un emprunt d'au moins 15 milliards de dollars et malgré la certitude que le prix proposé devra être relevé en raison des enchères qui s'organisent déjà. *« Il faudra monter à 95 dollars, sinon à 100, pour l'emporter »*, estime un analyste proche de la direction de Nabisco. Cependant, tous les spécialistes s'accordent à considérer le président Johnson comme un grand spécialiste des rachats, *« un redoutable manœuvrier »*. Ecarté de la direction lorsque, en 1981, Nabisco Brands avait racheté la société alimentaire qu'il dirigeait, la Standard Brands, il avait réussi à se hisser à la présidence de Nabisco trois ans plus tard. Rétrogradé de nouveau en 1985, après le rachat de Nabisco Brands par R.J.Reynolds, il fut nommé président du conglomérat un an plus tard. Ne dormant que quelques heures par jour, Ross Johnson ne supporte pas l'immobilisme : la filiale Del Monte (fruits et légumes en conserve) a été restructurée quatre fois en deux ans, et *« aucun chef de service n'est jamais sûr de son sort »*. En revanche, il aime rétribuer le travail au-delà des normes : les membres de la direction ont gagné, l'an dernier, 414000 dollars (2,5 millions de francs) en moyenne. *« Incroyablement intuitif, courageux au point de paraître téméraire, c'est un adversaire violent »*, constate Stanley Katz, responsable du budget publicitaire de RJR Nabisco. Il est dès à présent certain que Ross Johnson ira jusqu'au bout d'une opération qui fascine déjà le monde financier et prouvera que, désormais, rien – même pas le gigantisme – ne peut prévenir une tentative de rachat.

Cependant, il devra déployer tous ses talents pour faire face à KKR, un redoutable requin qui, en 1986, avait réussi à racheter et ensuite à démembrer un autre géant alimentaire, Beatrice Foods, pour 6,2 milliards de dollars. La même année, KKR avait revendu le détaillant Safeway Stores pour 5,5 milliards de dollars. Fondé en 1976 par cinq *raiders*, les revenus de KKR avoisinent désormais ceux du géant General Electric.

Actuellement, la firme dit disposer de 6 milliards de dollars en liquide, alors que son principal banquier, Drexel Burnham Lambert, pourrait aisément réunir la même somme en quelques jours. La semaine dernière, il semblait que KKR visait Kraft, convoitée par Philip Morris pour 14 milliards de dollars. Changeant d'avis le temps d'un week-end, KKR, poussé sans doute par la féroce concurrence entre Shearson et Drexel, vise encore plus haut... L'un des directeurs de Shearson s'est dit lundi *« sonné »* par l'ampleur de la contre-offre. *« Nous remettons actuellement nos idées en ordre et répondrons dans quelques jours »*.

CHARLES LESCAUT.

OPA de 1,4 milliard de dollars lancée par Farley sur West Point Pepperell

La firme textile américaine Farley Inc a lancé une OPA de 1,4 milliard de dollars (8,6 milliards de francs) sur West Point Pepperell entraînant une hausse de près de 100 % des cours de cette société. Farley, qui possède notamment le fabricant de sous-vêtements « Fruit of the Loom », propose 48 dollars par action pour reprendre ce groupe qui fabrique des serviettes et les chemises « Arrow ».

Un porte-parole de West Point Pepperell a indiqué que les dirigeants allaient étudier l'offre tout en rappelant qu'ils avait affirmé voici quelques mois vouloir rester indépendants. Ils avaient adopté en juin des mesures pour se prémunir contre une prise de contrôle hostile.

La coûteuse contre-attaque de Kraft face à Philip Morris

CHICAGO
de notre envoyé spécial

Un air de revanche soufflait lundi matin 24 octobre dans Salle Street, le Wall Street de Chicago. Le match de football du soir serait celui de la vengeance des Chicago Bears contre les « 49'ers » de San-Francisco, qui les avait battus 41-0 le 14 décembre 1987... Et le conglomérat alimentaire local Kraft venait de passer la journée du dimanche à peaufiner sa contre-attaque face à l'OPA de 11,4 milliards de dollars (70 milliards de francs) lancée le 17 octobre dernier par le newyorkais Philip Morris.

Tandis que les Bears s'apprêtaient à faire donner leur célèbre défense poids lourd, Kraft, dans la grande tradition des groupes assiégés, a décidé de s'affaiblir encore en vendant des actifs et en s'endettant.

A soixante ans, son président John Richman – un juriste entré chez Kraft en 1954 – n'a aucune envie de voir les 9,9 milliards de dollars de chiffre d'affaires du roi du fromage (et ses 489 millions de profits) aller doubler la taille de la division General Foods de Philip Morris. Il se trouve également trop jeune pour partir à la retraite. Malgré les déclarations apaisantes de son adversaire Hamisch Maxwell, qui promet de laisser Kraft intact après son achat, John Richman a fait savoir dès le 18 octobre qu'il considérait les 90 dollars par action de l'OPA comme *« inadéquats »*. Les analystes financiers de Chicago sont de cet avis : les firmes agro-alimentaires sont sous-évaluées en Bourse depuis le krach et 50 % de prime d'OPA ne leur paraissent pas suffisants. Le titre de Kraft a d'ailleurs dès vendredi dernier dépassé le seuil des 92 dollars. Très logiquement John Richman a donc contre-attaqué en proposant une recapitalisation de son groupe qui valorise chaque action à 110 dollars.

Président têtu et fumeur

Afin d'offrir 84 dollars en liquide et 14 en obligations à haut rendement à ses soixante-huit mille actionnaires (dont les titres vaudraient alors 12 dollars), l'entreprise va s'endetter à hauteur de 11 milliards de dollars et vendre quelques-unes de ses divisions les moins rentables. John Richman n'a toutefois pas encore précisé lesquelles. Réaliste, le président de Kraft a déclaré dimanche que les salariés restants devront déployer des *« efforts herculéens »* pour que l'entreprise puisse rester rentable malgré tout.

John Richman a opté pour cette stratégie douloureuse pour une bonne raison : il n'avait pas le choix. Peu de « chevaliers blancs » ont aujourd'hui les moyens de venir à sa rescousse. Ses bons amis de Pillsbury, par exemple, sont bien trop occupés à repousser l'OPA de Grand Metropolitan. Difficile également de défendre Kraft en le vendant à ses dirigeants : l'opération de ce type tentée en ce moment par R.-J. Reynolds-Nabisco vient de montrer qu'elle n'arrête pas les assaillants *(lire ci-contre)*. Restait donc à proposer un plan combinant restructuration et endettement pour satisfaire l'appétit des actionnaires. On a vu cependant avec l'exemple de Gillette que, si cette stratégie peut réussir, elle affaiblit durablement la firme qui la mène. Par acquit de conscience, John Richman a quand même fait savoir, dimanche, qu'il était prêt à considérer *« toute transaction qui serait plus avantageuse que son plan de restructuration »*.

Si c'était un appel à une surenchère de la part de Philip Morris, il est tombé à plat. Dès lundi soir, Hamisch Maxwell déclarait qu'il maintenait son offre car *« elle peut être mise en œuvre rapidement »* tout en étant réaliste. Le président écossais, têtu et gros fumeur de Philip Morris, a critiqué violemment le plan de John Richman. Il le juge peu clair, inquiétant pour les salariés, lent à mettre en place. Il a beau jeu de souligner qu'il ne veut, dans cette affaire, que le développement de Kraft sans avoir besoin, lui, de le restructurer... Et en n'offrant que de l'argent liquide à ses actionnaires ! Hamisch Maxwell a déjà insisté sur la complémentarité parfaite de Kraft (fromages, surgelés, produits pour la restauration collective) et de sa propre division alimentaire qui regroupe des marques aussi connues que les cafés Maxwell, les bières Miller ou les desserts Jell-O. Attaqué aux Etats-Unis parce qu'il y est le plus gros fabricant de cigarettes (Marlboro notamment), il souhaite devenir le leader alimentaire du pays.

Certains éléments moins visibles de Kraft l'intéressent également au plus haut point, notamment son équipe marketing dirigée par le dynamique numéro deux de Kraft Michael Miles. Hamisch Maxwell aurait plus besoin d'une star dans son genre, General Foods se trouve en effet sans président depuis que Philip Smith a rejoint en juillet le groupe Pillsbury. Pour toutes ces raisons, le président de Philip Morris n'a pas l'intention de baisser les bras et, déjà à Chicago, on le donnait, lundi soir, gagnant malgré la défense désespérée de John Richman.

Lundi soir, en revanche, la défense des Bears a fait merveille : ils ont battu San-Francisco 10-9.

DIDIER POURQUERY.

● **Aeromexico vendue pour 2 milliards de francs.** – La Banco nacional de obras y servicios (Banobras) a vendu pour 334 millions de dollars (2 milliards de francs) la compagnie Aeromexico à un homme d'affaires mexicain, M. Enrique Rojas Guadarrama. Aeromexico avait été mise en faillite au printemps dernier, et huit mille employés sur douze mille avaient été licenciés. La nouvelle compagnie sera baptisée Aerovias de Mexico. Elle compte parmi ses autres actionnaires l'Association mexicaine des pilotes de ligne, qui possède 35 % du capital. – *(AFP.)*

Économie

LOGEMENT

La baisse du 1 % patronal est trop forte, estime l'Agence pour la participation des employeurs

Pour conserver son efficacité et répondre aux besoins, le taux du 1 % patronal devrait se situer entre 0,69 % et 0,72 %, selon les propositions formulées par l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction. Rappelons que le projet de budget prévoit de ramener ce taux, qui était de 0,72 % en 1988, à 0,62 % (*le Monde* du 22 septembre) (1). De plus, le conseil d'administration de l'Agence *« appelle l'attention des pouvoirs publics sur l'importance des risques que ferait courir à la capacité d'investissement du système la fixation d'un taux inférieur à 0,67 % pour 1989 »*.

Selon le rapport statistique établi par l'Agence, le total des ressources de cette cotisation spécifique a atteint 11,8 milliards de francs en 1987, auxquels il faut ajouter environ 300 millions de francs d'investissements directs des entreprises dans le logement de leurs salariés et 350 millions de francs de versements directs à des organismes d'HLM. Sur ces 11,8 milliards de francs, 7,4 milliards proviennent des cotisations versées par les entreprises aux Comités interprofessionnels du logement (CIL) et aux Chambres de commerce et d'industrie, et 4,4 milliards des remboursements de prêts à long terme.

Les ressources ainsi collectées ou remboursées servent à financer des prêts aux salariés, des versements aux constructeurs, et à assurer le préfinancement d'opérations de construction.

Les prêts aux salariés ont absorbé en 1987 plus de 6,7 milliards de francs, sous forme de prêts d'une durée moyenne de dix ans assortis de taux d'intérêts inférieurs à 4 % (2 % en moyenne). Environ cent quatre-vingt-dix mille ménages ont eu recours à ce type de financement en 1987, qui complète et même remplace parfois totalement l'apport personnel. Selon une enquête de l'Association nationale d'information sur le logement (ANIL) en région parisienne, 40 % des candidats à l'accession à la propriété ont moins de 50000 F d'apport personnel et font appel au 1 % pour compenser cette insuffisance.

Les versements aux constructeurs, dont une large majorité est utilisée par les organismes d'HLM, se répartissent entre 3,7 milliards de francs de prêts à long terme et en 900 millions de subventions. Dans la construction neuve, ces sommes permettent de « boucler » les montages financiers et sont assortis de « réservation » de logements au profit des salariés des entreprises cotisantes. Dans le « locatif intermédiaire » (dont les loyers sont supérieurs à ceux des HLM mais très inférieurs à ceux des appartements privés, *« le taux maximum de 37,5 % du coût de l'opération est très souvent atteint »*.

Enfin, pour le préfinancement des opérations de construction, le 1 % permet des avances à court terme à des promoteurs sociaux ou à des filiales de CIL.

L'unanimité des partenaires sociaux contre une baisse trop forte du taux de cette contribution patronale devrait se traduire, au cours du débat budgétaire, par une forte opposition aux propositions initiales du budget. Le rapport transmis par M. Etienne Couena, président du conseil d'administration de l'Agence, aux parlementaires, devrait l'enrichir.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Article 64 du projet de loi de finances. Parallèlement, le taux de la contribution à la charge des employeurs occupant plus de neuf salariés, institué dans le budget de 1986 au projet du Fonds national d'aide au logement, est porté de 0,13 à 0,23 %.

AFFAIRES

La prise de participation dans la banque privatisée

Le président de la Société générale demande des explications à M. Pebereau

En déclarant, lundi 24 octobre, son entrée dans le capital de la Société générale à hauteur de 9,16 %, M. Georges Pebereau, l'ancien président de la CGE et actuel patron du fonds Marceau Investissements, n'a pas souhaité donner davantage de précisions ni sur ses alliés ni sur ses intentions. Il a seulement publié, lundi soir, un communiqué informant que *« la Société immobilière de gestion et de participation (SIGP), que Marceau Investissements contrôle majoritairement, a acquis 8,63 % du capital de la Société générale »*. Marceau Investissements détenait par ailleurs, depuis la privatisation de la banque, 0,53 % de ses titres.

Prenant acte de cette prise de participation, qui s'est faite *« à son insu »*, M. Marc Viénot, le président de la Société générale, a indiqué dans un communiqué publié lundi dans la soirée qu'il avait demandé à Marceau Investissements de *« lui apporter, en application de la réglementation bancaire, des précisions sur les conditions de cette prise de participation, et notamment sur la nature, l'origine et la répartition des capitaux réunis pour la réaliser »*.

Quels sont les alliés de M. Pebereau ? C'est effectivement la principale interrogation sur les marchés financiers. Parmi les noms le plus fréquemment avancés, on retrouve toujours la Caisse des dépôts et consignations et son directeur général, M. Robert Lion. Dès dimanche 23 octobre, au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Edouard Balladur, l'ancien ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, avait demandé davantage de *« clarté »* dans les opérations en cours sur le capital des entreprises qu'il avait privatisées. S'agissant de la Caisse des dépôts, il avait déclaré : *« Ce n'est pas le rôle des institutions publiques que d'organiser des prises de contrôle occultes. »*

Interrogé lundi soir sur RTL, M. Pierre Bérégovoy a estimé que le *« dénoyautage* [des entreprises privatisées] *se fait par la loi du marché »*. *« Tout ce qui permet à l'économie de fonctionner librement sans la tutelle de l'Etat, je le vois d'un œil favorable »*, a-t-il expliqué.

Avant de rendre un hommage appuyé à la personnalité de M. Pebereau (*« un homme de qualité* [...] *qui a fait ses preuves comme dirigeant d'entreprise* [...] *qui mène aujourd'hui une opération financière dans le cadre de dispositions légales »*), M. Bérégovoy avait rappelé que *« les noyaux durs ont été constitués dans le bureau du ministre des finances à une époque où je n'y étais pas »*. *« Attendons de connaître l'issue de cette opération »*, a conclu le ministre d'Etat.

• **Hausse de 3,2 % du bénéfice d'IBM au troisième trimestre.** — Le groupe américain International Business Machines (IBM) annonce une hausse de 3,2 % de son bénéfice net au troisième trimestre, soit 1,25 milliard de dollars (7,7 milliards de francs) contre 1,21 milliard au cours de la période correspondante de 1987.

ETRANGER

La lutte contre l'inflation en Suède

Le ministre social-démocrate des finances propose des mesures relevant du libéralisme

STOCKHOLM
de notre correspondante

C'est dans le quotidien conservateur *Svenska Dagbladet* que M. Kjell-Olof Feldt, le ministre social-démocrate des finances, a choisi d'annoncer les grandes lignes de sa stratégie anti-inflation. Celle-ci donne en sept points la recette qui devrait permettre de freiner une évolution des prix inquiétante pour les salariés (1) et de restaurer l'épargne, condition de la bonne santé économique d'une nation.

Les choses vont pourtant plutôt bien pour la Suède, qui connaît en ce moment une activité suffisante pour utiliser pleinement les capacités de production et pour assurer le plein emploi. Avec un taux de 2,5 % de la population active, le chômage est au plus bas, à tel point que, dans certaines branches professionnelles et dans certaines régions, la main-d'œuvre manque et doit être « importée » de l'étranger. Ayant exclu, pour juguler l'inflation, de mener une politique d'austérité, M. Feldt propose un éventail de mesures qu'il baptise « économie de l'offre » et qui a immédiatement fait dire aux spécialistes que cette politique ressemblait au reaganisme ou à celle de Mme Thatcher.

Les libéraux suédois y ont pour leur part reconnu de larges pans de leur programme des élections législatives du 18 septembre dernier. La première de ces mesures, que le ministre précisera dans le courant de l'automne devant le Parlement, est une grande réforme fiscale. Il faut qu'il soit plus rentable qu'aujourd'hui, déclare en substance le ministre, de travailler et d'épargner, moins rentable d'emprunter pour consommer : il ne faut plus être amené à se préoccuper de calculer la meilleure façon de payer le moins d'impôts possible. Réduction importante de l'impôt sur le revenu donc et limitation des possibilités de déductions fiscales qui favorisent toujours les revenus les plus élevés.

Aveu cependant que le système de taux marginaux élevés n'a pas donné les résultats escomptés et qu'il a finalement bénéficié à ceux qui en théorie auraient dû payer le plus. La répartition de la pression fiscale doit être, estime M. Feldt, *« plus équitable »*.

En ce qui concerne la main-d'œuvre, le ministre propose un relèvement de l'âge de la retraite — assorti d'assouplissements fiscaux — pour les personnes en pleine possession de leurs moyens. Parallèlement, M. Feldt envisage, comme l'avaient fait les libéraux, de puiser dans le réservoir de main-d'œuvre consitué par les réfugiés de tous pays jusqu'ici condamnés à une oisiveté forcée, en attendant d'être fixés sur leur sort.

Les PME, en particulier dans le secteur des services, seront favorisées, *« puisque l'avenir de la Suède est en grande partie entre leurs mains »*, de même que la concurrence, endormie dans plusieurs domaines, sera relancée et que sera en partie restructuré le secteur public, pour le rendre plus efficace, faire baisser ses coûts et poursuivre la décentralisation. A ce propos, M. Feldt insiste sur la nécessité de développer le rôle des régions pour réduire la surchauffe économique des grandes zones urbaines.

Enfin, la Suède doit se remettre à épargner : secteur privé, secteur public, mais surtout particuliers qui consomment plus qu'ils ne gagnent. La réforme fiscale annoncée devrait les y aider.

FRANÇOISE NIETO.

(1) Le taux d'inflation annuel oscille autour de 7 %.

REPÈRES

Pétrole

Baisse des prix après l'échec de l'OPEP

Les cours du pétrole ont accusé une baisse d'environ 1 dollar le baril, lundi 24 octobre, après l'échec de dernière minute de la réunion à Madrid des huit des principaux membres de l'OPEP le week-end passé. A Londres, le brent, qualité de référence, tombait à 12,40 dollars.

A propos du principal litige qui partage l'OPEP, les quotas respectifs de l'Iran et de l'Irak, M. Aghazadeh, le ministre iranien, a expliqué, lundi 24 octobre, que Téhéran était prêt à accepter un quota d'*« exportation »* équivalent à celui de Bagdad mais *« refusait la parité dans la production »*, car la consommation irakienne était inférieure à l'iranienne : 1 millions de barils/jour de consommation pour l'Iran (sur une production de 2,3 millions) contre 300 000 barils/jour pour l'Irak (pour une production actuellement, hors quota, de 2,6 millions).

Balance des paiements

Excédent de 2,5 milliards de francs en sept mois

Selon les premières estimations du ministère de l'économie, la balance française des paiements courants a enregistré, en juillet 1988 un déficit de 2,7 milliards de francs (en données corrigées des variations saisonnières), après avoir été excédentaire de 0,4 milliard de francs en juin (chiffre révisé).

Pour les sept premiers mois de l'année, la situation marque cependant une amélioration sensible. En données corrigées, la balance des paiements courants avait accusé un déficit de 9,1 milliards de francs sur les sept premiers mois de 1987. En 1988, elle dégage pour l'instant un excédent de 2,5 milliards de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE BEGHIN-SAY

Résultats du premier semestre 1988

Réuni, le 21 octobre 1988, sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes, le conseil d'administration de Beghin-Say a pris connaissance des comptes consolidés du groupe et des comptes sociaux de la société arrêtés et audités au 30 juin 1988.

COMPTES CONSOLIDÉS	EN MILLIERS DE FRANCS 1er semestre 1988	1er semestre 1987
Chiffre d'affaires	14 777 553	2 829 157
Résultat d'exploitation	673 786	381 771
Résultat courant	258 058	173 443
Résultat exceptionnel	417 757	26 370
Résultat net après impôt (part de BEGHIN-SAY)	476 437	294 583

Remarque : L'attention est attirée sur le fait que les périmètres de consolidation relatifs au premier semestre 1987 et au premier semestre 1988 sont très sensiblement différents. En effet sont consolidées au 30 juin 1988 Cerestar Holding BV et Central Soya, sociétés qui ont été acquises postérieurement au 30 juin 1987. Les comparaisons ne sont, en conséquence, pas significatives.

COMPTES SOCIAUX	EN MILLIERS DE FRANCS	
Chiffres d'affaires	2 935 796	2 749 700
Résultat courant	237 001	207 803
Résultat exceptionnel	420 701	(46)
Résultat net après impôt	514 911	98 832

Remarque : Les comptes sociaux relatifs au premier semestre 1987 ont été obtenus par retraitement des comptes publiés en 1987 en éliminant l'impact des activités papetières (ex-division Corbehem) sur le résultat d'exploitation et le résultat courant.

Le conseil a pris acte de la démission de M. Gérard Worms de ses fonctions d'administrateur et de la démission de M. Bernard Egloff de ses fonctions de censeur, décisions motivées par le fait que la Compagnie financière de Suez a cédé le bloc d'actions Beghin-Say qu'elle détenait.

Le conseil tient à remercier MM. Gérard Worms et Bernard Egloff des avis éclairés qu'ils ont prodigués à la société au cours de leur mandat.

Le conseil a, par ailleurs, pris acte de la prise de participation de Paribas dans le capital de la société réalisée avec son accord.

Le conseil s'est indigné des informations malveillantes publiées par la presse concernant l'opération d'échange des titres Montedison contre des titres Saint-Louis fin 1987. En tant que de besoin, le conseil confirme en tous points les déclarations des dirigeants de la société : les actions Montedison ont été cédées à 1 535 lires, soit à un cours nettement supérieur au cours de Bourse au moment de la cession (1 290 lires). Ces éléments ont été fournis à la Commission des opérations de Bourse.

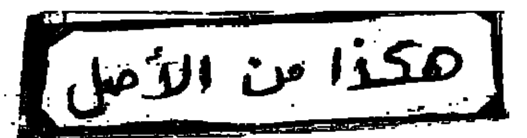
CODETEL

Le conseil d'administration de Codetel, réuni le 20 octobre 1988, sous la présidence de M. Eric Dufoix, a pris connaissance de l'activité de la société et examiné les comptes du premier semestre ainsi que les prévisions de l'exercice en cours.

L'activité de financement des télécommunications a été importante. Les nouveaux contrats de l'exercice représentent F 340 millions. Ils concernent 25 marchés d'équipements et centraux téléphoniques qui viennent s'ajouter aux 716 contrats en exploitation et en cours de construction, représentant au bilan un investissement brut total de F 6 960 millions.

L'activité immobilière a été satisfaisante ; les engagements nouveaux se sont élevés à F 276 millions, dont F 73 millions en location simple et F 203 millions en crédit-bail. A ce jour, le montant total des investissements déjà réalisés ou engagés ressort à F 1 204 millions, dont F 786 millions en location simple, soit l'équivalent du capital, et F 418 millions en crédit-bail.

Le bénéfice du premier semestre s'élève à F 64,7 millions contre F 64,4 millions pour la situation arrêtée le 30 juin 1987. Le résultat de l'exercice pourrait être légèrement inférieur à celui de 1987 sans que cela remette en cause la politique de distribution.



Économie

SOCIAL

Le chômage a diminué de 2,1 % au mois de septembre

(Suite de la première page.)

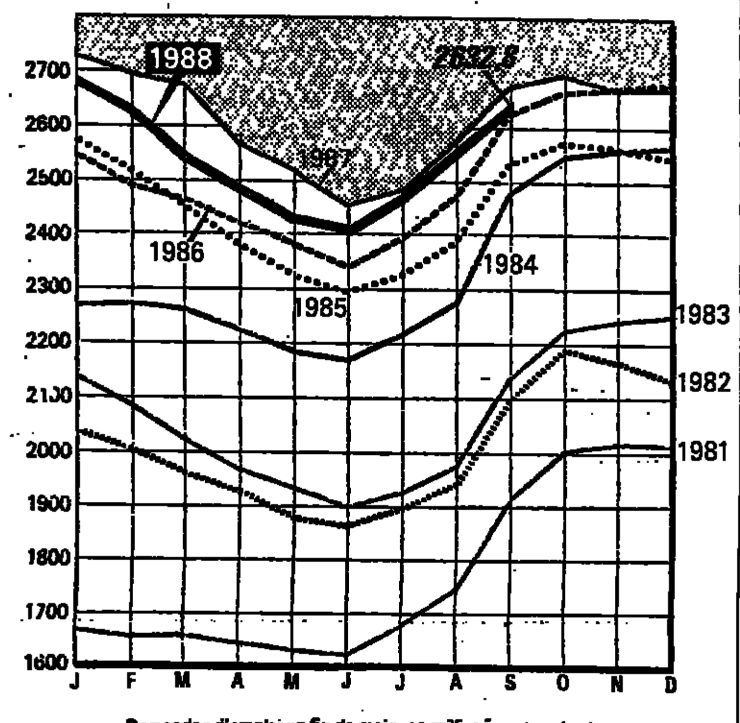
L'effet néfaste de l'héritage, peut-être surévalué, ne s'est pas encore concrétisé, même si, dans son communiqué habituel, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, demande de *« rester prudent »*.

En réalité, plusieurs phénomènes se conjuguent pour expliquer une évolution aussi favorable. D'ordinaire redoutée, pour les arrivées massives sur le marché du travail qu'elle provoque, la rentrée scolaire est devenue une véritable bénédiction. Aux programmes qui visent à maintenir les jeunes dans le système d'éducation, tels ceux lancés par Mme Nicole Catala sous le gouvernement Chirac, s'ajoutent maintenant les effets d'une prise de conscience chez les élèves et leurs familles. On préfère poursuivre des études plutôt que d'affronter le chômage, ainsi qu'en témoignent l'augmentation du taux de scolarité pour toutes les tranches d'âge et, le mois dernier, la baisse des inscriptions à l'ANPE pour la recherche d'un premier emploi (– 2,2 % en un an).

(– 12,3 % en un an) et atteignent un nouveau plancher. Le rythme des inscriptions à la fin d'un contrat de travail à durée déterminée ou d'une mission d'intérim se ralentit. Mais, signe évident d'une nouvelle confiance, les déclarations de reprise d'activité chez les femmes augmentent de 17 % en un an.

L'influence du traitement social

A l'inverse, et pour accentuer l'effet de balance, les sorties de l'ANPE s'accélèrent avec + 2,8 % en un an en données brutes et + 3,1 % en données corrigées. Les retours dans un emploi représentent plus de la moitié des cas et sont en hausse de 6 % en un an. Les entrées en stage diminuent de 8,1 % en un an ; les arrêts de recherche d'emploi, à la suite d'une dispense pour raison d'âge, marquent le pas, mais les radiations se sont aussi accrues de 9,2 % en un an, entraînant la « disparition » de six mille personnes.



Demandes d'emploi en fin de mois, en milliers, en données brutes

Source : ministère des affaires sociales et de l'emploi.

Ensuite, l'embellie constatée au cours de l'été pour la création d'emplois en 1987 ne cesse d'être confirmée. Les indices publiés pour le premier et le deuxième trimestre, tant par l'INSEE que par l'UNEDIC, démontrent la persistance du mouvement. Divers signes tendent à prouver que les embauches continuent de progresser actuellement, à un rythme plus faible cependant. D'une façon générale, l'emploi profite du bon comportement de l'activité économique, toujours bien orientée, et bénéficie même d'un élan anticipateur de la part des employeurs.

La relance des stages

Enfin, et contrairement à ce qui s'était produit lors du précédent changement de gouvernement, moins averti à l'époque des avantages statistiques procurés par le traitement social, la relance rapide des stages et des divers dispositifs de soutien a permis d'éviter la baisse de régime qu'auraient dû entraîner la fin d'une vague de programmes et l'absence de financements. Très tôt, MM. Michel Delebarre et Jean-Pierre Soisson ont relancé la mécanique, et leur action porte maintenant ses fruits. A ce sujet, le ministère du travail note que 115 000 chômeurs sont entrés dans les différents systèmes d'aide et que *« le programme de rentrée a bien démarré »*.

L'ensemble de ces éléments se retrouvent dans les données officielles. Le niveau du chômage recule nettement pour toutes les catégories, à commencer par les jeunes, mais augmente dangereusement pour les femmes âgées de vingt-cinq à quarante-neuf ans, avec 8,6 % de chômeuses en plus en un an, victimes des orientations données à la politique de lutte pour l'emploi.

Globalement, le volume des nouvelles demandes d'emploi enregistrées au cours du mois par l'ANPE diminue de 1,2 % en un an en données brutes et de 0,8 % en données corrigées. Les licenciements économiques baissent fortement

Plusieurs clignotants confirment la tendance générale à l'amélioration. Les offres d'emploi enregistrées par l'ANPE en septembre progressent de 11,5 % par rapport à l'année précédente. Le chômage partiel connaît son niveau le plus bas, avec deux cent quarante-deux mille journées indemnisées, soit 42,1 % de moins que l'année précédente. Parallèlement, l'ancienneté moyenne s'abaisse avec trois cent quarante-huit jours, soit neuf de moins que l'an passé et 30,2 % des demandeurs d'emploi – seulement – sont sur les listes de l'ANPE depuis plus d'un an. Même la rotation dans le chômage s'améliore, puisque 28,4 % des demandeurs ont retrouvé un emploi dans les trois mois, contre 27,2 % en septembre 1987.

Mais tout cela ne doit pas faire oublier l'influence du traitement social sur les chiffres du ministère. Tandis que les contrats d'adaptation ou les SIVP (stages d'initiation à la vie professionnelle), la formation en alternance pour les jeunes, enregistrent un recul, dû sans doute à une moralisation qui anticipe sur des restrictions prévues pour contenir des abus, d'autres dispositifs connaissent un véritable regain. Ainsi en est-il pour les stages de préparation à l'emploi réservés aux jeunes, pour ceux proposés aux chômeurs de longue durée (+ 41 000 en un an) ou, encore, pour les stages et les contrats de réinsertion en alternance dans l'entreprise en faveur, là encore, des chômeurs de longue durée. De même les dispenses de recherche d'emploi pour des chômeurs âgés et indemnisés culminent-elles avec 199 000 bénéficiaires, tout comme les pré-retraites FNE avec 188 000 salariés en *« cessation anticipée d'activité »*, comme on dit.

Au total, cette extraordinaire conjonction d'éléments explique la baisse historique du chômage en septembre 1988. Tout le problème est maintenant de savoir si une telle convergence peut se reproduire et pendant combien de temps. *« Prudence, prudence »*, répond M. Jean-Pierre Soisson, pour qui le pire est forcément pour demain.

ALAIN LEBAUBE.

Les négociations salariales dans la fonction publique

Une proposition de M. Durafour aboutirait à relever les salaires de 550 F par an

Après quelques jours de flottement, le gouvernement a repris l'initiative dans la fonction publique. Le 24 octobre, sur Europe 1, M. Michel Rocard avait annoncé la constitution de groupes de travail sur les politiques salariales 1989-1990 et l'amélioration du service public. *« Je ne crois pas que le gouvernement puisse espérer détendre la situation en invoquant des problèmes comme la modernisation de l'administration*, avait immédiatement répliqué M. André Bergeron. *Ce qui préoccupe les gens, c'est la rémunération. Il faut en tenir compte. »* Les pouvoirs publics semblent désireux d'en tenir compte. Le 24 octobre, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, a reçu séparément la FEN, la CFDT, la CFTC, la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF), la CGC puis enfin FO, avant que les « six » ne se retrouvent mardi 25 octobre pour décider des suites de leur grève du 20 octobre.

M. Durafour a voulu tester les fédérations de fonctionnaires – il recevait, le 25 octobre, la CGT, – sur un schéma favorisant un certain apaisement social, dans l'optique, nullement abandonnée, de conclure un accord salarial sur 1988 et 1989. Le 23 octobre, interrogé sur Pacific FM, le ministre de la fonction publique avait admis que *« globalement, il y a eu une légère diminution du pouvoir d'achat des fonctionnaires au cours des dernières années »*, son idée étant de *« la faire disparaître »* en 1989. Mais encore faut-il d'abord régler 1988...

Les propositions de M. Durafour, sur laquelle il s'est contenté de tester les fédérations, consisterait à reprendre une technique utilisée par un de ses prédécesseurs en janvier 1986, M. Jean Le Garrec. A l'époque, M. Le Garrec avait attribué deux points indiciaires à tous les fonctionnaires. Mais il y avait deux différences par rapport à la situation actuelle : le secrétaire d'Etat socialiste de M. Fabius procédait à un « rattrapage » sur 1985 en application d'un accord salarial; ces deux points indiciares avaient été attribués à compter du 1er janvier 1985, ce qui avait entraîné un rappel. En 1988, M. Durafour n'a aucun accord à honorer. Et il n'y aura pas davantage de rappel.

Le « oui, mais » des syndicats

S'inscrivant dans la perspective d'un accord salarial sur 1988-1989, M. Durafour est prêt à attribuer uniformément à tous les fonctionnaires, à compter du 1er janvier 1989, deux points d'indice (ainsi l'indice 302 passerait à 304), à tous les fonctionnaires actifs et retraités, soit près de 46 F par mois et 550 F en brut sur douze mois. L'octroi de deux points indiciaires correspond à 0,5% de masse salariale. Mais un des avantages de la mesure est qu'elle aura, en jouant sur le grille salariale, un effet structurel permanent qui avantagera les bas salaires. Ainsi, l'effet variera suivant les niveaux : + 0,4% pour la catégorie A en haut de la hiérarchie et + 0,86% pour la catégorie D en bas de la grille, avec + 0,6% pour la catégorie B et + 0,7% pour la catégorie C.

Une telle proposition suffira-t-elle à calmer la grogne des fonctionnaires ? Les fédérations souhaitant obtenir des précisions, la première étant de savoir si le 0,5% en masse représenté par les deux points d'indice va être gagé sur la masse 1988 ou sur la masse 1989. Selon les syndicats, l'interprétation varie mais M. Durafour aurait déjà donné l'assurance que cette mesure ne remettait pas en cause la hausse générale de 2,2% en niveau prévue pour 1989 (à comparer avec les 2,2% en glissement prévu pour les prix).

Les six fédérations pourraient se rallier, lors de leur réunion du 25 octobre, à un « oui, mais » très conditionnel. Telle est la position défendue par FO. Pour le secrétaire général de l'Union interfédérale des fonctionnaires FO, M. Roland Gaillard, la mesure proposée *« va dans le bon sens mais cela n'est pas suffisant »*. Les « six » pourraient donc accepter une réunion plénière avec M. Durafour le vendredi 28 octobre mais en renouvelant plusieurs exigences précises. Le gouvernement devrait s'engager à augmenter le niveau des salaires de 5% sur 1988-1989 (ce qui correspond exactement au glissement des prix attendus) et d'autre part, prendre des mesures catégorielles pour les catégories les plus lésées par l'érosion du pouvoir d'achat. Reste aussi à régler la question d'une éventuelle « clause de fin de parcours ». Si la tension sociale a baissé de quelques crans dans la fonction publique, le contentieux salarial n'est pas pour autant réglé.

MICHEL NOBLECOURT.

Trois syndicats signent un accord pour « moraliser » les SIVP

Un accord dit de *« moralisation »* des stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) a été signé le 24 octobre au soir entre la CFDT, FO et la CGC, d'une part, le CNPF et la CGPME, d'autre part. La CFTC a repoussé le texte, tout en reconnaissant qu'il apporterait *« des améliorations »*. Quant à la CGT, elle avait refusé l'accord d'octobre 1983, qui avait donné naissance au dispositif de formation en alternance, et donc aux SIVP.

Les nouvelles dispositions visent à corriger les abus qui étaient apparus avec le développement des SIVP et qui avaient fait l'objet de nombreuses critiques. Cette formule de stage ne devra pas se substituer à d'autres formes d'emploi et sera réservée à un public précis, celui des jeunes de moins de vingt-six ans à la recherche d'un premier emploi, sans expérience professionnelle.

Les heures supplémentaires seront interdites et le suivi de la formation mieux assuré. Si le jeune touchera la même rémunération, la part patronale va augmenter. L'employeur versera une indemnité égale à 26% du SMIC, contre 17% actuellement, aux stagiaires âgés de seize à dix-huit ans, et égale à 36% de SMIC, contre 27% actuellement, au-delà de dix-huit ans. Comme convenu, le gouvernement doit intégrer les dispositions dans les diverses mesures d'ordre social (DMOS) proposées au vote du Parlement.

Marchés financiers

Daimler-Benz réorganise ses structures

Daimler-Benz, premier groupe industriel ouest-allemand, a décidé une réorganisation de ses structures correspondant aux trois secteurs d'activité issus de la politique de diversification menée au cours des dernières années.

Un holding, baptisé Daimler-Benz AG, coiffera trois sociétés autonomes. La première regroupera autour de Mercedes-Benz, l'activité automobile (voitures, camions, bus), base du groupe. La deuxième sera appuyée sur les activités d'AEG repris en 1986 et rassemblera les technologies électriques et électroniques. La troisième, appelée Deutsche Aerospace, comprendra l'aéronautique et l'armement. Elle intégrera la société Dornier, détenue à 65 % par Daimler-Benz. La place du motoriste MTU n'est, en revanche, pas encore définie.

Cette nouvelle structure, qui doit être entérinée par le conseil de surveillance, apparaît comme une étape destinée à préparer l'intégration de l'avionneur Messerschmitt-Boelkow-Blohm (MBB) que le gouvernement ouest-allemand souhaite voir reprendre par Daimler-Benz. Cet objectif se heurtait jusque-là à la volonté affichée par Daimler-Benz de ne pas supporter les dettes de Deutsche Airbus, filiale de MBB. Il semble désormais qu'un accord soit intervenu entre le groupe et les autorités ouest-allemandes.

Framatome détient 34 % de Souriau

Framatome détient, depuis la fin de la semaine dernière, plus d'un tiers (34 % exactement) du capital de Souriau, deuxième constructeur européen de connexions électriques et électroniques (connectique). Le constructeur de chaudières nucléaires informera dans les jours qui viennent les autorités boursières de ce nouveau franchissement de seuil.

Depuis le début de l'année, Framatome achète en Bourse les titres Souriau qui se présentent. Et ce en plein accord avec les responsables de l'entreprise, dont le capital reste majoritairement (53 %) entre les mains des deux familles fondatrices, Souriau et Charles, qui détiennent d'ailleurs 67 % des droits de vote. Cette information confirme l'intérêt que Framatome – à la recherche de diversifications lui permettant de supporter la période des basses eaux dans le nucléaire – porte à la connectique : il a récemment acquis une petite entreprise, Jupiter, engagée dans ce secteur.

On lui prête également des ambitions dans le domaine des équipements aéronautiques : là aussi, Framatome a adopté une démarche amicale, prenant progressivement une participation significative (32 %) dans la Société de fabrication d'instruments de mesure (SFIM). Et des conversations continuent de se dérouler avec deux autres industriels : Sfena et Crouzet (*le Monde* du 30 avril).

En RFA

Ralentissement attendu de la croissance en 1989

Les cinq grands instituts de conjoncture ouest-allemands prévoient pour 1989 un ralentissement sensible de la croissance outre-Rhin et une reprise de l'inflation. Après avoir augmenté de 3,5 % en 1988, le PNB ne devrait progresser que de 2 % en 1989 en Allemagne fédérale, d'après les prévisions publiées lundi 24 octobre. Les prix de détail augmenteront de 2,5 % (contre 1,5 % en 1988). Deux éléments principaux expliquent ce coup de frein attendu de la croissance : la foce du deutschemark – qui pourrait handicaper les exportations germaniques – et les hausses d'impôts prévues sur la consommation et sur les revenus du capital.

La publication de ces prévisions a relancé le débat sur l'opportunité de ces augmentations d'impôts. Les cinq instituts estiment que l'introduction d'une retenue à la source de 10 % sur les revenus du capital ne se « *justifient pas fiscalement* ». M. Karl Otto Poehl, le président de la Bundesbank, a de nouveau qualifié ce projet d'« *impôt injuste* ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

1847

COMPAGNIE LEBON

Les comptes intermédiaires au 30 juin 1988 font ressortir un résultat net social de 498 MF et un résultat net consolidé de 187 MF. Ces résultats, en très forte hausse par rapport à l'exercice 1987, tiennent en partie à la cession de 58 % de CDME intervenue au cours de ce semestre.

La différence entre le résultat social et le résultat consolidé s'explique par le retraitement en consolidation de la plus-value de cession de CDME dont une partie (295 MF) est déjà intégrée aux réserves consolidées. Il convient de noter par ailleurs que la quote-part des bénéfices des Forces Motrices de Chancy-Pougny et de Petitjean SA n'est pas incluse dans ce résultat consolidé semestriel.

Le dividende de l'exercice sera vraisemblablement en sensible augmentation.

sefimeg

Le Conseil d'administration s'est réuni le 19 octobre 1986 sous la présidence de M. Jean Fonkenell.

AUGMENTATION DE CAPITAL APRÈS DISTRIBUTION DU DIVIDENDE

Il a constaté avec satisfaction que l'offre faite aux actionnaires de percevoir le dividende de l'exercice 1987 sous forme d'actions de la société avait rencontré un accueil favorable puisqu'elle a été acceptée à hauteur de 63,71 % du dividende global.

Les capitaux propres sont ainsi accrus de 131 768 000 F, soultes comprises, dont 36 400 000 F au titre d'augmentation du capital social, qui se trouve porté de 891 422 200 F à 927 822 200 F et 95 368 000 F au titre de la prime d'émission.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

La société va donc pouvoir intensifier son implantation à Paris et en Région parisienne en complétant le programme d'investissements en cours.

IMMEUBLES LIVRÉS DANS L'ANNÉE :

Les deux bâtiments de haute technologie de Gennevilliers ont été loués dès leur achèvement, en mai, et la location des bureaux de Défense-Gambetta, en cours de réception, est en très bonne voie.

CHANTIERS EN COURS :

Les travaux de l'immeuble de logements de la rue Manin à Paris XIX[e] se poursuivent ainsi que ceux des bureaux et commerces de Roissy Paris-Nord dont la location est déjà largement entamée. Ces deux bâtiments seront terminés en 1989.

Les opérations du boulevard de Belleville à Paris XX[e], et celle d'Acti-Défense dans le secteur 2 de La Défense seront achevées en 1990.

INVESTISSEMENTS ENGAGÉS :

Compte tenu des délais nécessaires à la mise à disposition de l'emprise foncière, les bureaux de l'opération Atlantique-Montparnasse seront mis en exploitation en 1992.

Les ventes se sont poursuivies activement ; 346 logements ont été cédés depuis le début de l'année, en particulier à Bagnolet, ainsi qu'un immeuble de bureaux à Villeurbanne. Au 30 septembre, le montant total des ventes s'élevait à 116 MF à comparer aux 93 MF constatés pour toute l'année 1987.

RESULTATS

Le Conseil a, enfin, examiné la situation provisoire des comptes de la société au 30 juin, qui fait ressortir un bénéfice de 148 987 000 F à comparer à 114 324 000 F au 30 juin 1987.

Pour l'exercice en cours, compte tenu de l'amélioration des recettes locatives et des plus-values à long terme supérieures à celles de l'exercice précédent, le bénéfice de l'exercice devrait avoisiner 268 MF contre 232,59 MF et permettre l'amélioration du dividende par action pour un capital accru de 4,08 % en cours d'exercice.

NEW-YORK, 24 octobre ↓

Repli

Début de semaine sous le signe du repli à Wall Street. La journée n'avait pas trop mal commencé. A mi-parcours, l'indice Dow Jones enregistrait une légère avance d'une douzaine de points. Mais il ne parvenait pas à la conserver, pour s'établir, en clôture, à 2 170,34, soit à 13,16 points au-dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 1 960 valeurs traitées, 865 ont baissé, 592 ont monté et 503 n'ont pas varié.

Manifestement, l'incapacité des pays producteurs de pétrole de se mettre d'accord sur les moyens de stabiliser les cours du brut a quelque peu déçu la communauté boursière. D'autre part, des incertitudes règnent sur l'évolution des taux d'intérêt à l'avant-veille de la publication du PNB.

Les méga-OPA n'ont pas réussi, dans ces conditions, à stimuler le marché. La baisse de l'activité en témoigne, avec seulement 170,59 millions de titres échangés, contre 195,41 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 21 oct.	Cours du 24 oct.
Alcoa	55 1/4	56
A.T.T.	27 5/8	27 5/8
Boeing	67	66 1/2
Chase Manhattan Bank	30	30 1/8
Du Pont de Nemours	84 7/8	83 3/8
Eastman Kodak	49 1/4	49 3/8
Exxon	46 1/4	45 3/8
Ford	53 5/8	53 5/8
General Electric	44 7/8	44 1/2
General Motors	77	76 3/4
Goodyear	50 3/8	51
I.B.M.	124 5/8	123 1/8
I.T.T.	53 1/8	53 3/8
Mobil Oil	46 1/4	45 1/2
Pfizer	57 3/4	58 1/8
Schlumberger	35	34 3/8
Texaco	45 1/4	44 3/4
UAL Corp. ex-Allegis	97 1/8	98 1/4
Union Carbide	27 3/4	27 3/4
U.S.X.	28 3/8	28 3/4
Westinghouse	56	54 5/8
Xerox Corp.	58 5/8	59

PARIS, 24 octobre =

Sans relief

Début de semaine calme rue Vivienne. L'indicateur instantané est demeuré bien orienté. Affichant + 0,19 % à l'ouverture, il se maintenait à + 0,4 % dans un marché peu actif. Cette séance de consolidation intervient alors que la Bourse s'est appréciée depuis le début de l'année de + 50 % et que le mouvement s'est accéléré depuis la rentrée de septembre.

La journée aura été dominée par l'annonce de Marceau Investissement. Ce groupe, que préside M. Georges Pebereau, indiquait posséder 9,16 % de la Société générale. Certaines rumeurs, au rez-de-chaussée du palais Brongniart, assuraient que cette participation était plus élevée si on y incluait celle qui aurait été prise par M. Leven, président de Source Perrier en accord avec M. Pebereau. Ce titre agro-alimentaire figurait parmi les plus fortes hausses. Sa progression de 4,7 % était analogue à celle de la Banque convoitée, qui s'appréciait de 4,74 %. La CGE, qui serait également l'objet de convoitises par le biais de la Société générale, gagnait quant à elle 1,6 %. Effervescence également autour des Talcs de Luzenac. L'action, incotable à la baisse en début de séance, figurait parmi les plus fortes hausses en milieu d'après-midi. Elle dépassait légèrement le cours de 1 100 F, prix auquel a été lancée l'OPA de Borax français, une filiale du britannique RTZ. Strafor, pour sa part, gagnait plus de 7 % avec 9 500 titres échangés. A l'exception des Nouvelles Galeries, nombre de valeurs de la distribution s'inscrivaient en baisse : Casino, Euromarché, Printemps. Sur le second marché de la Bourse de Nancy, les cotations de la SFEC (Société française d'extrusion et de calandrage) étaient suspendues dans l'attente d'une annonce de la firme.

Sur le MATIF, le calme régnait, le contrat de décembre progressant de 0,19 %.

LONDRES, 24 octobre ↓

Repli

Les cours des valeurs ont clôturé en baisse lundi au Stock Exchange et l'indice Footsie a perdu 10,9 points, à 1 848,4 (– 0,58 %). Le marché est demeuré calme, avec 464 millions de titres échangés. La tendance a été déprimée par la chute des cours pétroliers, par la faiblesse de la livre sterling et par la nervosité avant la publication, jeudi, des comptes extérieurs britanniques de septembre. Lucas Industries, spécialisé dans les pièces automobiles et aéronautiques, a annoncé une hausse de 28 % de son bénéfice imposable pour l'exercice terminé fin juillet 1988. Rank Hovis McDougall s'appréciait à la suite de rumeurs selon lesquelles Goldman Fielder pourrait vendre sa participation de 29,9 % dans le groupe alimentaire britannique.

L'émission en Bourse de 20 % du capital de Vodaphone, la filiale du groupe de radio communication Racal Electronics, a été largement sursouscrite. Elle portait sur 200 millions d'actions proposées à un prix de 170 pence l'unité, soit un total de 340 millions de livres (3,5 milliards de francs). Enfin, les fonds d'Etat se sont affaiblis, tandis que les mines d'or s'inscrivaient à la baisse.

TOKYO, 25 oct. ↑

Reprise en cours de séance

D'abord assez indécise sur la conduite à prendre, la Bourse de Tokyo s'est finalement orientée à la hausse durant la séance de mardi. Le mouvement est allé crescendo. En fin de matinée, l'indice Nikkeï était en progression de 77,78 points. A la clôture, il portait son avance à 139,95 (+ 0,51 %), s'établissant ainsi à 27 421,49.

L'intérêt s'est concentré sur les valeurs sidérurgiques à forte capitalisation, sur les automobiles aussi, ainsi que sur les actions des compagnies de navigation.

Aucun fait marquant n'a émaillé cette journée, si ce n'est un courant acheteur lié à des contrats à terme parvenant à échéance. L'activité a, néanmoins, augmenté, avec 1,2 milliard de titres échangés, contre 600 millions lundi.

VALEURS	Cours du 24 oct.	Cours du 25 oct.
Akai	548	542
Bridgestone	1 200	1 240
Canon	1 270	1 260
Fuji Bank	3 130	3 120
Honda Motors	1 940	1 880
Matsushita Electric	2 230	2 220
Mitsubishi Heavy	958	985
Sony Corp.	5 980	5 980
Toyota Motors	2 440	2 480

FAITS ET RÉSULTATS

● **Filialisation de l'activité « bouteilles » de BSN et allégement du titre.** – Le conseil d'administration de BSN a décidé de filialiser l'activité « bouteilles » du groupe et d'alléger le titre en divisant par dix sa valeur nominale. Une assemblée générale extraordinaire sera convoquée en décembre pour entériner ces décisions. L'activité bouteilles de BSN, qui a réalisé, en 1987, un chiffre d'affaires de 2,67 milliards de francs, élevant ainsi le groupe au rang de premier producteur européen de bouteilles, sera concentrée dans une filiale à 100 %, qui portera le nom de « société verreries Souchon Neuvesel ». D'autre part, le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale extraordinaire un allégement du titre BSN en divisant par dix sa valeur nominale (100 F actuellement). Actuellement, le titre est coté 5 700 F, soit un prix « beaucoup trop élevé », selon un porte-parole de BSN.

● **Béghin-Say : 62 % de bénéfice en plus.** – Pour le premier semestre de 1988, le groupe sucrier annonce une augmentation de 61,9 % de son bénéfice net, dont le montant atteint 476 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 14,77 milliards de francs (contre 2,82 milliards de francs). Les périmètres de consolidation, il est vrai, ont changé avec la prise en compte, désormais, des résultats de Cerestar Holding BV et Central Soya, deux affaires acquises après le 30 juin 1987. Le conseil a pris acte de l'entrée à 5 % dans son capital de Paribas. Il s'est, d'autre part, indigné des « *informations malveillantes* » concernant l'opération d'échange des titres Montedison contre des titres du groupe Saint-Louis. Il rappelle que les actions Montedison (du groupe Ferruzzi) ont été cédées à 1 535 lires, soit à un cours nettement supérieur au cours de Bourse au moment de la cession (1 290 lires), éléments qui ont été fournis à la Commission des opérations de Bourse (COB) de Paris.

● **L'espagnol Torras Hostench, filiale de KIO, prend le contrôle de la Cellulose des Ardennes.** – Le holding espagnol Torras Hostench, contrôlé par le Kuwait Investment Office (KIO), a acquis 50,01 % de la Cellulose des Ardennes, première papeterie belge. Le groupe espagnol a acheté 920 001 actions de cette papeterie, implantée à Harnoncourt. La Cellulose des Ardennes, qui emploie cinq cent vingt personnes, a réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires de 900 millions de francs. Torras Hostench entend ainsi constituer l'un des plus importants groupes papetiers en Europe dans l'optique du marché unique de 1993.

● **La compagnie d'assurance italienne SAI prend 2,4 % de Ferruzzi Finanziaria.** – La compagnie d'assurance italienne SAI vient de prendre une participation de 2,4 % dans le capital de Ferruzzi Finanziaria (Ferfin), le groupe de M. Gardini. Cette prise de participation, réalisée en accord avec la firme Ferruzzi, intervient alors que le président de la SAI vient d'entrer au conseil d'administration de Ferruzzi Finanziara. La SAI devient ainsi l'un des principaux actionnaires de ce groupe après une banque d'affaires italienne et avant la compagnie financière française Paribas, qui détient 1,5 %.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	290 50	....	La Commande Electro.	324	317
Amault & Associés	....	606	Le gd livre du mois	300	305
Asystel	251	256	Loca Investissement	261	262
B.A.C.	358	358	Locamic	....	162
B. Demachy & Assoc.	560	580	Media Immobilier	....	240 •
B.I.C.M.	541	550	Metallurg. Minière	130 10	130
B.I.P.	....	616	Métrologie Internat.	499	500
Boiron	400	400	Microservice	130 10	135
Bolloré Technologies	843	845	M.M.B.M.	570	580
Bainsi	1050	1050	Molex	230	238
Câbles de Lyon	1425	1415	Navale-Delmas	....	720
Calberson	701	704	Olivetti-Logabax	....	195 20
Cardif	850	850	Om. Gest.Fin.	....	335
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	262	P.F.A. S.A.	432	435
C.A.T.C.	133	138	Presbourg (C. In. & Fin.)	....	95
C.D.M.E.	1115	1120	Présence Assurance	408	408
C. Equip. Elect.	320	335	Publicat. Filipacchi	....	433 80
C.E.G.I.D.	790	793	Razel	750	750
C.E.G.E.P.	....	232	St-Gobain Emballage	....	1475
C.E.P.-Communication	1536	1550	St-Honoré Matignon	220	222
C.G.I. Informatique	845	856	S.C.G.P.M.	....	290
Ciments d'Origny	580	584	Segin	391	396
C.N.I.M.	....	385	Sema-Metra	509	520
Concept	248	248	S.E.P.	....	1455
Conforama	....	930	S.E.P.R.	....	1330
Creeks	544	544	S.M.T.Goupil	....	311
Dafsa	178 90	180	Sodinforg	870	870
Dauphin	1100	1070	Supra	....	302
Devanlay	1000	1040	TF 1	289	290
Deville	590	600	Unilog	166	170
Dumênil-Leblé	1030	1048	Union Financ. de Fr.	415	420
Editions Belfond	100 10	104 10 d	Valeurs de France	330	340
Elysées Investiss.	27 20	27 20			
Finacor	236 50	237			
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	244	240			
Guintoli	540	541			
I.C.C.	....	228			
IDIA	227	220			
I.G.F.	101	98			
IN2	161 20	....			
Int. Metal Service	....	404			

Marché des options négociables le 24 octobre 1988

Nombre de contrats : 13 963

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Décembre dernier	Mars dernier	Décembre dernier	Mars dernier
Accor	480	55	–	6,50	–
CGE	360	28	40	13	–
Elf-Aquitaine	320	27	–	6,90	–
Lafarge-Coppée	1 400	65	–	59,50	–
Michelin	180	12	19	8,50	–
Midi	1 645	101	180	–	–
Paribas	440	47,50	70	9	16
Peugeot	1 200	62,50	110	58	75
Saint-Gobain	560	30	50	15	–
Société générale	440	59	70	11,40	–
Thomson-CSF	200	9	15,50	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 24 oct. 1988

Nombre de contrats : 33 179.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 88	Mars 89	Juin 89
Dernier	105,75	105,35	104,60
Précédent	105,70	105,35	104,75

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 88	Mars 89	Déc. 88	Mars 89
104	2	2,19	0,20	0,91

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,14 F ↑

Le dollar est remonté, mardi 25 octobre, sur toutes les places financières internationales. Il a notamment coté 6,1375 F, contre 6,1140 F la veille. Les cambistes signalaient une forte activité. A Francfort, la Bundesbank a injecté d'importantes liquidités sans taux minimum, « *pour aider les amis français* », paraît-il. Le deutschemark est quand même resté cher : 3,4170 F, contre 3,4182 F.

FRANCFORT	24 oct.	25 oct.
Dollar (en DM)	1,7929	1,7960

TOKYO	24 oct.	25 oct.
Dollar (en yens)	126,60	126,37

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (25 oct.) .... 7 3/4 7 7/8 %
New-York (24 oct.) ... 8 1/4 8 5/16 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 31-12-87*)

	21 oct.	24 oct.
Valeurs françaises	135,4	135,6
Valeurs étrangères	120	118,8

(*Sbf, base 100 : 31-12-81*)
Indice général CAC . 389,1

(*Sbf, base 1000 : 31-12-87*)
Indice CAC 40 .. 1 458,79 1 464,34

(*OMF, base 100 : 31-12-81*)
Indice OMF 50 .. 401,72 402,67

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)
Industrielles 2 183,58 2 170,34

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

Industrielles	1 509,3	1 499,4
Mines d'or	168,9	167,1
Fonds d'Etat	89,06	88,78

TOKYO

	24 oct.	25 oct.
Nikkeï Dow Jones	27 281,54	27 421,49
Indice général	2 111,24	2 120,78

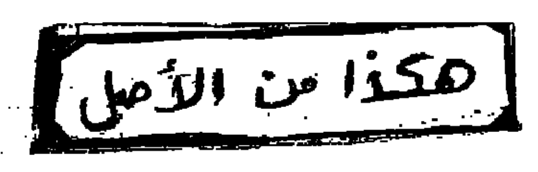
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,1330	6,1360	– 32	– 17	– 45	– 20	– 170	– 90
$ can.	5,1130	5,1200	– 120	– 90	– 215	– 175	– 585	– 475
Yen (100)	4,8310	4,8370	+ 145	+ 170	+ 290	+ 330	+ 850	+ 940
DM	3,4160	3,4190	+ 83	+ 101	+ 175	+ 200	+ 505	+ 570
Florin	3,0295	3,0325	+ 64	+ 76	+ 130	+ 150	+ 400	+ 450
FB (100)	16,2940	16,3105	+ 75	+ 150	+ 160	+ 305	+ 600	+ 970
FS	4,0290	4,0320	+ 145	+ 165	+ 295	+ 325	+ 835	+ 915
L (1 000)	4,5870	4,5930	– 150	– 110	– 260	– 215	– 735	– 645
£	10,7145	10,7255	– 380	– 340	– 735	– 665	– 2025	– 1815

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/8	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 5/16	8 7/16	8 5/8	8 3/4
DM	4 3/4	5	4 11/16	4 13/16	4 3/4	4 7/8	4 15/16	5 1/16
Florin	5 1/8	5 3/8	5 1/4	5 3/8	5 5/16	5 7/16	5 5/16	5 7/16
F.B. (100)	7 1/8	7 5/8	7 1/16	7 3/8	7 1/8	7 7/16	7 3/16	7 1/2
F.S.	3 1/4	3 1/2	3 3/8	3 1/2	3 3/8	3 1/2	3 3/4	3 7/8
L (1 000)	10 7/8	11 3/8	10 7/8	11 3/8	11	11 3/8	11 1/8	11 1/2
£	11 3/8	11 7/8	11 7/8	12	12	12 1/8	12 1/16	12 3/16
F. franç.	7 3/4	7 15/16	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 3/16	8 5/16	8 7/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Marchés financiers

BOURSE DU 24 OCTOBRE

Cours relevés à 17 h 55

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3640	C.N.E. 3% ★	3650	3631	3632	- 0 48
1052	B.N.P. T.P.	1058	1054	1054	- 0 19
1132	C.C.F. T.P.	1131	1160	1160	+ 2 58
1135	Créd. Lyon. T.P.	1137	1055	1055 c	+ 0 53
1362	Renault T.P.	1383	1315	1315 c	+ 1 58
1620	Rhône-Poul. T.P.	1646	1645	1645	- 0 06
1255	St-Gobain T.P.	1254	1258	1256	+ 0 16
1245	Thomson T.P.	1255	1255	1255	....
530	Accor	525	528	525	....
555	Air Liquide	555	560	560	+ 0 90
2330	Alcatel ★	2372	2399	2360	- 0 51
1420	Als. Superm.	1420	1460	1460	+ 2 82
320	A.L.S.P.I.	325	327	321	- 1 23
365	Alsthom ★	390	395	390 20	+ 0 05
2140	Arjom. Prioux ★	2205	2220	2239	+ 1 54
580	Avions-Marcel Dassault-Rey ★	577	580	577	....
1090	Aux. Entrepr. ★	1095	1088	1135	+ 3 65
650	Av. Dassault ★	640	660	657	+ 2 66
415	BAFIP ★	411 10	420	408	- 1 24
285	Bail-Equipem. ★	294 50	290	295	+ 0 17
825	Bail Investiss.	811	800	801	- 1 23
320	B.N.P. C.I. ★	320	319 10	319 10	- 0 28
490	Cie Bancaire ★	485	498	495	+ 2 06
475	Bazar H.-V.	500	500	512	+ 2 40
515	Béghin-Say ★	512	511	507	- 0 98
1120	Berger (M)	1120	1120	1120	....
820	Bic ★	842	844	833	- 1 07
2250	B.I.S.	2262	2290	2300	+ 1 68
2780	Bongrain S.A. ★	2849	2820	2810	- 1 37
630	Bouygues ★	631	635	627	- 0 63
67	B.P. France ★	67 50	66 60	66 20	- 1 93
5680	B.S.N. ★	5620	5680	5590	- 0 53
600	Canal Plus	601	605	592	- 1 50
2330	Cap Gem. S. ★	2355	2340	2349	- 0 25
460	Carnaud ★	461	465	471	+ 2 17
2710	Carrefour ★	2750	2730	2775	+ 0 91
166	Casino	179 90	176 10	177 50	- 1 33
115	Casino A.D.P.	124	120 10	118	- 4 84
1100	C.C.M.C.	1116	1105	1105	- 0 99
650	Cetelem	630	649	633	+ 0 48
400	Cerus ★	396	398 90	396 50	+ 0 13
1740	C.F.A.O. ★	1800	1819	1850	+ 2 78
350	C.G.E.	375	379 90	385	+ 2 67
1200	C.G.I.P. ★	1220	1225	1238	+ 1 48
1220	Chargeurs S.A. ★	1250	1250	1250	....
1090	Ciments franç. ★	1087	1085	1081	- 0 55
476	Club Méditerr. ★	484	492	491	+ 1 45
166	Codetel ★	169	168	172	+ 1 78
295	Colimeg	295	314	301	+ 2 03
630	Coles ★	630	640	637	+ 1 11
215	Compt. Entrepr.	212 50	210	212 50	....
750	Compt. Mod. ★	744	743	750	+ 0 81
780	Créd. Foncier ★	793	790	801	+ 1 01
435	C. F. Intercont. ★	445	440	443	- 0 45
140	C.C.F.	145	143 30	144	- 0 69
515	Cr. Lyon. (CI) ★	524	521	523	- 0 19
880	Crédit Nat. ★	904	919	920	+ 1 77

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
625	CSEE (exSign.) ★	620	635	642	+ 3 55
425	Crouzet ★	439	436 90	439 50	+ 0 11
2840	Damart S.A. ★	2900	2900	2800	....
1720	De Dietrich	1744	1725	1748	+ 0 23
198	Dév. R.d.C. (Li)	197 50	200	200	+ 1 27
440	D.M.C.	446	443	439	- 1 57
355	Drouot Assur. ★	387	370	385	- 0 54
2400	Docks France ★	2518	2519	2525	+ 0 28
780	Dumez ★	755	760	740	- 1 99
1470	Eaux (Gén.)	1483	1475	1483	....
1630	Ecco ★	1724	1715	1735	+ 0 64
875	Electrofinanc. ★	929	939	936	+ 0 75
425	El. S. Dassault	415	422	413	- 0 48
335	Elf-Aquitaine	336	336	339 90	+ 1 16
285	— (certific.) ★	290	287 50	289 90	- 0 03
930	Epeda-B-Faure ★	930	....	....	....
2890	Essilor	3380	3460	3529	+ 4 41
1690	Essilor Int. (DP)	1865	1909	1890	+ 1 34
275	Esso S.A.F. ★	275	280	278	+ 0 36
1460	Eurafrance	1477	1470	1484	+ 0 47
1340	Eurocom ★	1394	1398	1450	+ 4 02
2200	Euromarché	2170	2180	2105	- 3
570	Europe n° 1 ★	580	572	601	+ 3 62
36	Eurotunnel ★	35 35	36 40	35 20	- 0 42
1180	Exor ★	1190	1181	1214	+ 2 02
1010	Facom	1000	1011	1025	+ 2 50
965	Fichet-bauche	950	950	950	....
196	Finextel ★	197	197 10	200	+ 1 52
152	Fives-Lille ★	160	165 10	166	+ 3 75
1420	Fromageries Bel	1435	1430	1460	+ 1 74
1120	Gal. Lafayette ★	1139	1135	1140	+ 0 09
370	Gascogne	410	427	427	+ 4 15
1500	Gaz et Eaux	1524	1521	1530	+ 0 39
465	Géophysique ★	453	465	450	- 0 66
545	Gerland	545	545	550	+ 0 92
3070	Groupe Cité ★	3100	3091	3145	+ 1 45
705	GTM-Entrepose	712	712	710	- 0 28
710	Guyenne-Gas. ★	736	744	728	- 1 09
255	Hachette ★	250	248 10	251	+ 0 40
695	Havas ★	712	708	715	+ 0 42
550	Hénin (La)	554	551	560	+ 1 08
1190	Hutchinson ★	1185	1199	1180	- 0 42
270	Imétal ★	272 50	272 50	269	- 1 28
305	Imm. Plaine-M.	310	310	319 50	+ 3 06
370	Ingénico ★	385	395	388	+ 0 78
4730	Inst. Mérieux	4860	4900	5150	+ 5 97
535	Interbail ★	541	537	539	- 0 37
1140	Intertechnique	1150	1150	1130	- 1 74
880	J. Lefebvre	1000	1000	992	- 0 80
895	Labinal ★	870	880	876	+ 0 69
1480	Lab. Bellon	1510	1495	1500	- 0 66
1380	Lafarge-Coppée	1380	1380	1390	+ 0 72
1180	Lebon ★	1175	1180	1165	- 0 85
3080	Legrand ★	3220	3200	3210	- 0 31

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2400	Legrand (DP) ★	2387	2449	2490	+ 4 32
950	Leroy-Somer ★	980	968	988	+ 0 84
2090	Lesieur	2101	2080	2080	- 1
680	Locabail Immob.	686	690	690	+ 0 73
395	Locafrance ★	413	402	410	- 0 73
850	Locindus	845	845	845	....
365	Luchaire	339	334	344	+ 1 47
3150	L.V.M.H. ★	3205	3205	3184	- 0 66
1480	Lyonn. Eaux ★	1515	1502	1506	- 0 59
58	Mais. Phénix	56	57 90	56	....
205	Majorette (Ly)	205 10	210	210	+ 2 39
360	Mar. Wendel ★	376 50	380	378	+ 0 40
198	Matra ★	202 90	202	201 20	- 0 84
3090	Merlin-Gerin ★	3170	3150	3188	+ 0 57
177	Michelin	180	183 90	182 80	+ 1 56
1630	Midi (Cie)	1589	1618	1597	+ 0 50
177	Midland Bk SA ★	177 50	179 90	178	+ 0 28
475	Min. Salsig. (Ma)	477	477	477	....
82	M.M. Penarroya	90	90	91	+ 1 11
112	Moulinex	110 50	111	110 50	....
1230	Navig. Mixte ★	1229	1229	1223	- 0 49
129	Nord-Est ★	135 10	135	137 70	+ 1 92
375	Nordon (Ny)	388	388	388	....
465	Nouvelles Gal.	467	480	482 50	+ 3 32
770	Occid. (Gén.) ★	776	775	767	- 1 16
1370	Omn.F.Paris	1390	1398	1390	....
345	Olida-Caby ★	338	337 50	340	+ 0 59
3630	Oréal (L')	3779	3751	3760	- 0 50
465	Paribas	474	473	469 50	- 0 96
415	Paris-Réesc. ★	412	421	418 50	+ 1 58
1060	Pechelbronn ★	1126	1090	1125	- 0 09
415	Penhoet	422	413	413	- 2 13
1230	Pernod-Ricard ★	1255	1250	1245	- 0 80
1170	Peugeot S.A.	1171	1180	1171	....
585	Poliet ★	565	568	568	+ 0 53
1090	Prétabail Sic.	1061	1078	1080	+ 1 79
725	Primagaz	730	725	730	....
600	Printemps ★	615	610	597	- 2 93
2140	Promodès	2199	2107	2175	- 1 09
585	Radiotechn. ★	561	567	565	+ 0 71
63	Raff. D. Total ★	67	67	68 70	+ 2 54
3110	Redoute (La) ★	3085	3100	3098	+ 0 42
340	Rober financière	339	340	340	+ 0 29
1340	Roussel-Uclaf ★	1355	1379	1350	- 0 37
895	R.-Uclaf-CNI ★	860	885	845	- 1 74
3400	R. Impériale (Ly)	3420	3410	3410	- 0 29
165	Sade	167 50	167	167	- 0 30
1640	Sagem ★	1632	1640	1650	+ 1 10
590	Saint-Gobain	562	565	562	....
1020	St-Louis ★	1036	1025	1050	+ 1 35
1810	Salomon	1865	1870	1870	+ 0 27
680	Salvepar	700	685	685	- 2 14
820	Sanofi ★	825	825	827	+ 0 24
750	S.A.T. ★	749	741	740	- 1 20

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
255	Saul.-Chât. (B) ★	268 40	266	264 90	- 1 30
1040	Saupiquet (Na)	1051	1090	1090	+ 3 71
480	Schneider ★	524	515	517	- 1 34
55	S.C.O.A.	53 80	53 50	54	+ 0 37
670	S.C.R.E.G. ★	685	690	692	+ 1 02
830	Seb ★	827	820	820	- 0 85
390	Sefimeg ★	374 50	388 90	384	+ 2 54
1350	S.F.I.M.	1395	1420	1450	+ 3 94
....	S.G.E.	....	....	....	....
690	Silic	710	707	710	....
460	Simco-U.P.H. ★	465	465	466	....
1080	Skis Rossignol	1060	1030	1060	....
900	Sligos ★	915	920	920	+ 0 55
510	Société Générale	485	486	508	+ 4 74
140	Sodexco	144	144	144	....
169	Sodero (Na)	169	169	169	....
2850	Sodexho ★	2960	3000	2932	- 0 95
112	Sogenal (Ny)	117	116 90	116 90	- 0 09
280	Sogerap	288	288	290	+ 0 69
2150	Somm-Allib. ★	2200	2240	2235	+ 1 59
1170	Source Perrier ★	1189	1200	1245	+ 4 71
675	Sovac ★	690	694	690	....
425	Spie-Batignol. ★	421	430	420	- 0 24
700	Strafor ★	712	719	763	+ 7 16
305	Suez	307	305	307	....
390	Synthélabo ★	390	390	390	....
....	Talcs Luzenac ★	1070	990	1079	+ 0 84
4400	Tél. Elect.	4280	4215	4215	- 1 52
184	Thomson-C.S.F.	189 20	190 80	190 10	+ 0 48
315	Total (CFP) ★	312	312	313	+ 0 32
72	— (certific.)	72 20	72	73	+ 1 11
1020	T.R.T. ★	1036	1030	1030	- 0 58
370	U.F.B.-Locab. ★	389	375	385	- 1 03
825	U.I.C. ★	850	830	846	- 0 58
500	U.I.F. ★	510	501	503	- 1 37
800	U.I.S.	805	780	793	- 1 49
169	U.C.B. ★	169	169	170	+ 0 59
700	Unibail	698	691	698	....
606	Valéo ★	594	604	602	+ 1 35
210	Vallourec ★	226	229	219 40	- 2 92
360	Via Banque	362	370	369	+ 1 93
700	Elf-Gabon ★	703	698	698	- 0 71
134	Amax Inc.	138	136 10	136 10	- 1 38
175	Amer. Express	180 20	180	180	- 0 11
169	Amer. Teleph.	171	171 90	171 90	+ 0 53
91	Anglo Amer. C.	89 60	89 20	89 20	- 0 45
425	Amgold	424 50	425	426	+ 0 35
960	BASF (Akt)	970	968	965	- 0 41
1060	Bayer	1068	1054	1053	- 1 40
77	Buffelsfont.	76 20	76 20	76 20	....
183	Chase Manh.	183	185	182 50	- 0 27
103	Echo Bay Mines	102	101	100 90	- 1 08
73	De Beers	72 30	70 55	71	- 1 80
1830	Deutsche Bank	1855	1836	1836	- 1 02

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1020	Dresdner Bank	1042	1031	1030	- 1 15
54	Driefontein Ctd	54 20	52 40	52	- 4 06
510	Du Pont-Nem.	523	521	520	- 0 57
295	Eastman Kodak	303 50	301	301	- 0 82
29	East Rand	29	28 85	28 50	- 1 72
255	Electrolux	259	262	261 50	+ 0 97
305	Ericsson	306 50	303	303	- 1 14
275	Exxon Corp.	278	280	280 10	+ 0 76
320	Ford Motors	327	329	329	+ 0 61
48	Freegold	48 05	45 95	45 80	- 4 68
87	Gencor	85 80	84 20	84 20	- 1 86
270	Gén. Electr.	278	275	275	- 1 08
695	Gén. Belgique	705	705	705	....
470	Gen. Motors	468	465	465	- 0 64
133	Goldfields	135 60	136	136 10	+ 0 37
50	Gd Metropolitain	50 60	50 05	50 05	- 1 09
39	Harmony	39 90	39	38 90	- 2 26
72	Hitachi	73	70 15	70 50	- 3 42
1060	Hoechst Akt.	1058	1046	1046	- 1 13
113	Imp. Chemical	114 90	113 80	113 80	- 0 96
750	IBM	763	764	764	+ 0 13
320	ITT	323 10	322	322	- 0 34
193	Ito-Yokado	193 50	190 50	190 50	- 1 55
305	Mac Donald's	305	300	300	- 1 64
115	Matsushita	111 70	109 80	110	- 1 52
360	Merck	356 10	356 50	357	+ 0 25
380	Minnesota M.	389 50	388	388	- 0 39
275	Mobil Corp.	279	279 50	279 50	+ 0 18
220	Morgan J.P.	227	229	229	+ 0 88
35600	Nestlé	35750	35730	35730	- 0 06
1390	Nixdorf	1420	1400	1405	- 1 06
94	Norsk Hydro	96 10	95	95	- 1 14
125	Olivetti	126	123 80	122	- 3 17
2100	Petrofina	2089	2081	2081	- 0 38
585	Philip Morris	600	598	596	- 0 67
90	Philips	91 30	91 20	91 20	- 0 11
83	Placer Dome	82	81 20	81 20 c	- 0 98
330	Quilmès	332	324	324	- 2 41
400	Randfontein	395 50	393	393	- 0 63
690	Royal Dutch	692	690	690	- 0 29
48	Rio Tinto Zinc	47 40	47	47 10	- 0 63
39	Saat. & Saatchi	39 30	39	39 05	- 0 64
45	St Helena Co	44 90	43 90	44	- 2
210	Schlumberger	215 50	215	213	- 1 16
108	Shell transp.	107	106 50	106 50	- 0 47
1650	Siemens A.G.	1670	1654	1648	- 1 32
300	Sony	299	292 50	292 50	- 2 17
49	Telefonica	49	48 60	48 60	- 0 82
198	T.D.K.	197	194 50	194	- 1 52
48	Toshiba Corp.	48 90	45 60	45 50	- 6 95
350	Unilever	355 50	355 10	355 10	- 0 11
255	Unit. Techn.	256 50	259 20	259 20	+ 1 05
420	Vaal Reefs	419 90	399	399	- 4 98
345	Volvo	346 50	345	345 20	- 0 38
164	West Deep	161	159	159 50	- 0 93
355	Xerox Corp.	358	360 10	360	+ 0 56
186	Yamanouchi	189 50	188 50	188 50	- 0 53
2 15	Zambia Corp.	2 22	2 22	2 22	....

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
Emp. 8,80 % 77	126 10	3 737
9,80 % 78/93	103	2 819
10,80 % 79/94	106 10	1 509
13,25 % 80/90	105 27	5 227
13,80 % 81/89	101 10	10 708
16,20 % 82/90	108 75	12 659
16 % juin 82	111 25	6 049
14,60 % fév. 83	112 76	9 853
13,40 % déc. 83	119 20	11 313
12,20 % oct. 84	112 26	0 568
11 % fév. 85	112 85	7 423
10,26 % mars 86	107 50	6 381
ORT 12,75 % 83	1987 50	..
OAT 10 % 2000	106 58	4 137
OAT 9,90 % 1997	108 12	8 575
OAT 9,80 % 1996	105 19	7 203
Ch. France 3 %	....	..
CNB Bques janv. 82	103 35	2 932
CNB Paribas	103 35	2 932
CNB Suez	103 34	2 932
CNI janv. 82	103 40	2 932
PTT 11,20% 85	110 95	5 225
CFF 10,30% 86	104 60	7 088
CNE 11,50% 85	108 50	4 083
CNT 9% 86	100 40	4 481
CRH 10,90% déc. 85	109 65	8 041
C.N.C.A. T.P.	1142 20	114
Drouot Ass. Obl. conv.	2350	236
Métrologie I. 6% 6/7	82 60	8 260

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Agache (Sté Fin.)	....	1983
A.G.F. (St Cent.)	....	805
Applic. Hydraul.	....	728
Arbel	475	469
Astorg	197	203
Avenir Publicité	755	788
Bain C. Monaco	350	350
Banque Hypoth. Eur.	357	362
Béghin-Say (C.I.)	383	379
Blanzy-Ouest	624	600
B.N.P. Intercontin.	242 50	242 60
Bénédictine	5980	5980
Bon-Marché	....	1168
B.T.P.	....	124 80
Cafif	590	580
Cambodge	....	747
C.A.M.E.	155	151
Carbone-Lorraine	700	695
Case-Poclain	25	25
C.E.G.Frig.	....	516
Centen. Blanzy	1361	1385
Centrest (Ny)	225	225
Cerabati	....	124
Champex (Ny)	151 50	151

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.C. (Financ. de)	....	175
C.I. Maritime	700	700
Citram (B)	2060	2060
Clause	....	720
Cofradel (Ly)	1150	1160
Cogifi	330	335
Comiphos	342	331 50
Cie Industrielle	....	2988 d
Comp. Lyon-Alem.	....	481
Concorde (La)	....	780
C.M.P.	18 25	17 55
Créd. Gén. Ind.	524	525
Cr. Universel (Cie)	....	575
Créditel	....	150
Darblay S.A.	....	....
Degremont	264	253 50
Delalande S.A.	1345	1345
Delmas-Vielj. (Fin.)	....	1650
Didot-Bottin	....	875
Eaux Bass. Vichy	....	1010
Eaux Vittel	2260	2261
E.C.I.A.	1265	1215
Electro-Banque	....	315
Elf-Antargaz	723	....
E.L.M. Leblanc	634	630
Escill-Bretagne	....	....
Entrepôts Paris	461	481
Epargne (B)	3831	4005 d
Europ. Accumul.	....	78 70 d
Europe Soudre Indust.	121	....
Eternit	2280	2260
Finalens	224	225
FIPP	385	....
Fnac	787	800
Foncière (Cie)	460	....
Fonc. Lyonnaise	420	420
Foncina	....	412
Forinter	1100	1100
Fougerolle	....	384
France I.A.R.D.	281	280 10
France (La)	6090	6100
From. Paul Renard	....	....
GAN	....	755
G.F.I.I.	295	....
Gaumont	605	600
Gévelot	861	895
Gr. Fin. Constr.	....	380
Gds Moul. Paris	....	581
Groupe Victoire	768	770
G. Transp. Ind.	620	610
Immindo S.A.	381	382 20
Immobail	255	....
Immobail	381	383
Immobanque	695	692
Immob. Marseille	....	6290
Immofice	454	465
Invest. (Sté Cent.)	800	791
Jaeger	190 20	191 70
Lafitte-Bail	435	438
Lambert Frères	....	340
Lille-Bonnières	....	770
Loca-Expansion	250	250
Locafinancière	....	350
Locatel	....	608
Louis Vuitton	612	611

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louvre (Sté)	2200	2200
Lucia	1260	1280
Machines Bull	....	93
Magasins Uniprix	135	140
Magnant S.A.	111	109 50
Maritimes Part.	343	357
Métal Déployé	431	430
Mors	119	120
Navig. (Nat. de)	....	98 50
Nozal	253	262
Optorg	387	371
Oréal (L') C.I.	2410	2360
Origny-Desvroise	1315	1310
Palais Nouveauté	....	522
Paluel Marmont	583	583
Parfinance	200	197 70
Paribas-CIP	402	418
Paris France	255 90	254
Paris-Orléans	....	220
Partenia	....	331
Patern. Risq. Div.	1005	1025
Pathé-Cinéma	....	....
Pechiney (cert. inv.)	276	276 20
Piles Wonder	1422	1453
Piper-Heidsieck	2600	2600
P.L.M.	....	145
Porcher	525	548 d
Promodès	....	1399
Providence S.A.	....	....
Publicis	....	3425
Rhône-Poul. (c. inv.)	445	440
Ricqlès-Zan	....	208
Rochefortaise S.A.	....	711 d
Rochette-Cenpa	70 10	71
Rosario (Fin.)	760	750
Roudière	225	234
Rougier et Fils	108 50	114 d
Sacer	561	552
SAFAA	295	295
Saffo-Alcan	861	922 d
SAFT	....	1720
Saga	....	238
Salins du Midi	491	495
Santa-Fé	150	148 90
Satam	....	92
Savoisienne (M)	217 40	226 10
SCAC	520	530
Senelle Maubeuge	....	417
S.E.P. (M)	156	162
Sicil	....	344
Sicotel	....	281
Sinoor (Li)	....	....
Siniêm	248	249
Siph (Plant. Hévéas)	329	329
Sofal financière	....	2000
Soficol	....	900
Sofio	590	590
Soficomi	....	710
S.O.F.I.P. (M)	140	150
Sofragi	1000	1035
Sopagi	169	170 50
Soudure Autog.	595	592
Souvbail	....	610 *
Suez (Fin. de)-CIP	247 50	246 30
Sucmi	....	....
Taittinger	2940	2900

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Tastet-Acquitaine	191 50	199 d
Tour Eiffel	....	334
Ufiner S.M.D.	....	735
U.A.P.	316	314
U.T.A.	2220	2310
Vicat	....	1730
Viniprix	....	1130
Virax	140 60	146 20 d
Waterman S.A.	....	650
Brass. du Maroc	130	130
Étrangères		
A.E.G.	630	....
Akzo	465	473
Alcan Alum	190	185
Algemene Bank	123 10	125
American Brands	315	346 50
Am. Petrofina	410	....
Arbed	560	....
Asturienne Mines	177	177 50
Banco de Santander	364	....
Bco Pop Espanol	468	500
Banque Ottomane	2040	....
B. Régl. Internat.	41990	41000
Br. Lambert	590	580
Canadian-Pacific	103	104
Chrysler corporation	155 50	159
CIR	29	....
Commerzbank	840	....
Dart. and Kraft	547	612
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	584	584
Gén. Belgique	705	705
Gevaert	1240	....
Glaxo	120	122
Goodyear	320	316
Grace and Co	156	153 50
GTE corporation	260	....
Honeywell Inc.	370	382
I. C. Industries	214	214
Johannesburg	750	740
Kubota	40	40
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	46 50	47
Mineral-Ressourc.	70 20	72
Noranda	117 50	120 90
Olivetti	28	27 80
Pakhoed Holding	260	270
Pfizer Inc.	339	342
Procter Gamble	495	500
Ricoh Cy Ltd	57 20	....
Rolinco	269	271 50
Robeco	283 50	283
Rodamco	465	468
Saipem	9 60	9 60
Sama Group	34	34
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	317	325
Steel Cy of Can.	116	113
Squibb	415	409
Tenneco	299	300 10
Thorn EMI	70	69 10
Toray indust. inc	38 10	37 90
Vieille Montagne	1499	....
Wagons-Lits	1070	....
West Rand	8 45	8 45
Hors-cote		
Banque Hydro-Energie	247	....
Calciphos	195	193
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	220	221
Cogenhor	103	103
C. Occid. Forestière	180	180
Coparex	324	....
Dubois Inv. (Certs.)	....	....
Gechot	86 10	87
Guy Degrenne	706	....
Hoogovens	180	....
Matoservice (bons)	16	14 60 o
Nicolas	720	....
Particip. Perrier	351	350 60
Rémy et Associés	262	262
Romato N.V.	178 10	179 80
Serv. Equip. Veh.	55 30	....
S.P.R.	389	422
Sté Lecteurs du Monde	552	570
Ufitex	390	....
Union Brasseries	137 10	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/10	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 118	6 114	5 860	6 360
ECU	7 081	7 075	....	....
Allemagne (100 DM)	341 940	341 820	331	351
Belgique (100 F)	16 309	16 304	15 600	16 600
Pays-Bas (100 fl.)	303 160	303 080	288	313
Danemark (100 krd)	88 670	88 510	85	92
Norvège (100 k)	92 120	91 740	89	95
Grande-Bretagne (£ 1)	10 758	10 694	10 350	11 050
Grèce (100 drachmes)	4 162	4 160	3 800	4 500
Italie (1 000 lires)	4 585	4 588	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	404 050	403 190	391	413
Suède (100 krs)	98 710	98 570	95 600	101 600
Autriche (100 sch)	48 630	48 615	47 100	50 100
Espagne (100 pes.)	5 190	5 186	4 900	5 400
Portugal (100 esc.)	4 131	4 125	3 700	4 400
Canada ($ can 1)	5 089	5 106	4 900	5 300
Japon (100 yens)	4 829	4 822	4 670	4 890

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/10
Or fin (kilo en barre)	81200	80100
Or fin (en lingot)	81450	80450
Pièce française (20 fr)	485	482
Pièce française (10 fr)	388	.....
Pièce suisse (20 fr)	511	503
Pièce latine (20 fr)	471	486
Souverain	601	598
Pièce de 20 dollars	2910	2900
Pièce de 10 dollars	1480	1480
Pièce de 5 dollars	850	.....
Pièce de 50 pesos	3050	3045
Pièce de 10 florins	480	480
Or Londres	410 55	.....
Or Zurich	410 50	405
Or Hongkong	412 75	407 35
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 24/10

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	910 54	888 33
Actilion	214 90	209 16
Actions France	468 78	451 84
Actions sélectionnées	569 78	549 17
Audificandi	598 97	577 32
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1076 73	1050 47
A.G.F. 5000	574 02	560 02
A.G.F. ECU	1092	1081 19
A.G.F. Foncier	105 20	103 61
A.G.F. Interfonds	430 44	419 94
A.G.F. Invest	115 20	112 39
A.G.F. OBLIG.	1088 17	1082 76
A.G.F. Sécurité	10634 22	10634 22
Agfimo	597 69	583 11
Altefi	216 73	208 90
A.L.T.O.	186 64	179 89
Amsi-Gan	5858 29	5399 80
America-Valor	684 84	668 14
Amplitude	557 39	541 16
Arbitrages court terme	5567 49	5561 93
Associc	1186 36	1186 36
Atout Futur	318 82	308 34
Aurecic	1401 80	1360 97
Avenir C.I.C.	104 17	101 14
Axa Europe	118 43	113 06
Axa Investissements	115 83	110 58
Axa Per	......	......
Bred Associations	2648 69	2640 77
Capital Plus	1726 63	1726 63
Cardan-Pierre	28 73	27 48
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Compteval	5096 38	5088 75
Comptancaisse	111 91	108 65
Convertimmo	356 53	342 82
Creditor	490 65	476 36
Drouot-France	715 43	682 99
Drouot-Investiss.	1023 74	977 32
Drouot-Sécurité	253 16	241 68
Drouot-Sélection	140 84	134 45
Ecuric	1208 98	1189 14
Ecureuil Monétaire	30802 86	30802 86
Ecureuil Prévoyance	364 58	353 96
Energia	231 40	220 91
Eparcic	2795 28	2795 28
Epargnourt Sicav	4261 51	4260 88
Epargne Associations	25136 18	25098 53
Epargne-Capital	8271 84	8189 94
Epargne Court-Terme	504 13	504 13
Epargne Croissance	1481 85	1442 19
Epargne-Industr.	76 12	72 67
Epargne Inter	604 77	588 58
Epargne J	54666 04	54666 04
Epargne Long-Terme	178 05	173 28
Epargne Monde	1179 80	1148 22
Epargne Première	13045 65	12948 54
Epargne-Oblig.	199 12	192 82
Epargne-Ouest	1107 77	1078 12
Epargne-Unie	1229 51	1185 07
Epargne-Valeur	430 43	418 91
Eurobilg	1309 93	1306 32
Epilion	1118 27	1107 20
Eurinvest Croissance	1219 83	1164 52
Eurinvest Rendement	1148 63	1096 54
Euroic	9321 90	9184 14
Eurodyn	1068 05	1032 93
Euro-Gan	5545 47	5294
Euro-Mutif	26 31	25 62
Finord Placement	61070 28	61070 28
Finord Valorisation	13632 74	13561 51
Fonsicav (div. par 10)	11071 25	11071 25
Foncial	254 91	246 69
France-Gan	6894 61	6582 18
France-Garantie	279 17	278 61
France-Investiss.	398 33	380 27
France-Obligations	455 60	451 09
Francic	408 70	398 90

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Pierre	101 29	98 34
Francic Régions	1033 27	1003 17
Fructi-Associations	27 91	27 91
Fructi-Epargne	28 01	27 33
Fructicapi	32 64	32 16
Fructicourt	110533 78	110533 78
Fructidor	247 75	244 09
Fructifrance	798 26	776 84
Fructimmo	27 25	26 59
Fructiver	4312 38	4301 63
Fructi ECU	577 31	568 78
Fructi-Première	11209 55	11043 89
Fructoblig	1121 16	1084 29
Gestilion	59479 96	59331 63
Gestion Associations	151 21	147 98
H.L.M. Monétaire	10047 47	10047 47
Horizon	1117 75	1085 19
Interoblig.	12214 40	11744 62
Intersélect France	461 50	448 06
Invest. net	15191 31	15160 99
Invest.Obligataire	18637 32	18600 12
Japacic	188 38	182 89
Jeune épargne	240 07	236 62
Laffitte-Amérique	241 35	230 41
Laffitte Europe	255 65	244 06
Laffitte-Expansion	277 66	265 07
Laffitte-France	319 03	304 56
Laffitte-Immobilière	239 73	228 86
Laffitte-Japon	381 34	364 05
Laffitte-Oblig.	147 50	140 81
Laffitte—Rend.	207 64	198 22
Laffitte-Tokyo	344 69	329 06
Latitude	5144 98	5137 25
Lion-Associations	11787 99	11787 99
Lion-Institutionnels	23822 68	23763 28
Lionplus	769 80	752 29
Lion Trésor	2090 20	2089 50
Livret Bourse Investis.	465 21	451 66
Livret portefeuille	864 63	845 27
Méditerranée	189 13	181 46
Mondiale Investissem.	425 07	405 79
Monecic	5637 40	5637 40
Monedan	52366 38	52366 38
Moné.J.	58157 72	58157 72 ◆
Morgan court terme	14433 08	14433 08 ◆
Mutuelle Unie SB.	150 76	143 91
Natio-Epargne	14085 78	13926 51
Natio-Epargne Trésor	6391 98	6379 22
Natio-Court terme	217142	217142
Natio-Inter.	1226 72	1196 83
Natio-Obligations	562 16	547 11
Natio-Patrimoine	1398 08	1360 66
Natio-Placements	68781 36	68781 36
Natio-Revenu	1089 02	1058 44
Natio.-Sécurité	11692 99	11692 99
Natio.-Valeurs	718 98	698 64
Nippon-Gan	5855 30	5685 25
Nord-Sud Développ.	1213 81	1211 39
Normatif	13447 57	13183 89
Obli Association	124 90	123 66
Oblicic Régions	1067 67	1051 89
Obligations Convert.	429 36	409 89
Oblig. toutes catég.	159 09	154 08
Oblifon	1124 38	1113 25
Optimeuler	205 31	200 30
Oraction	1229 30	1189 88
Orvalor	5928 12	5918 43
Paribas Croissance	586 83	572 50
Paribas Epargne	16192 95	16160 65
Paribas France	97 77	94 92
Paribas Obligations	1014 15	998 15
Paribas Opportunités	115 04	111 69
Paribas Patrimoine	527 47	505 97
Paribas Revenu	93 72	92 79 ◆
Parnasse-Valor	1104 30	1103 20

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Patrimoine Retraite	174 10	170 69
Penelor	619 42	601 38
Phenix Placements	254 60	253 33
Pierre Investiss.	688 54	657 32
Placement A	975 55	975 55
Placement crt-terme	73069 48	73069 48
Placement J	55886 30	55886 30
Placement Premier	54640 30	54640 30
Plénitude	113 04	110 01
Première Obligations	10867 47	10845 78
Prévoyance Ecureuil	111 93	108 93
Priv'Association	22728 04	22728 04
Quartz	114 62	111 80
Quatre-quarts Retraite	1 08	1 05
Rentacic	167 06	164 59
Revenus Trimestriels	5615 42	5559 82
Revenu Vert	1178 77	1159 38
St-Honoré Assoc.	14527 55	14455 28
St-Honoré Bio-aliment.	794 33	768 31
St-Honoré Pacifique	547 52	522 69
St-Honoré P.M.E.	482 50	460 62
St-Honoré Réel	11761 55	11714 69
St-Honoré Rendement	11903 94	11844 72
St-Honoré Services	512 26	492 55
St-Honoré Technol.	753 25	719 09
St-Honoré Valor	12319 17	12319 17
Sécuricic	5524	5518 48
Sécuri Taux	10624 64	10624 64
Sélection Croissance	518 87	503 76
Sicavden (Cieden BP)	734 41	723 56
Sicav-Associations	1434 17	1432 02
S.F.I. fr. et étr.	843 08	824 35
Sicav 5000	364 27	354 52
S.I.G.	780 61	754 32
Silvafrance	587 98	552 78
Sivam	418 59	407 39
Sivarente	212 10	210
Sivinter	429 39	417 90
S.N.I.	1186 57	1132 59
Sogepargne	349 10	336 48
Sogevar	1032 19	995 38
Sogister	1344 35	1283 39
Soleil Investissement	499 86	477
Stratégie Actions	1102 40	1060 ◆
Stratégie Rendement	1135 83	1100 08 ◆
Technocic	1118 20	1083 69
Techno-Gan	6042 43	5768 43
Transcontinents	85 60	83 82
Trilion	5318 81	5265 15
U.A.P. Investiss.	417 53	402 44
U.A.P. moyen terme	106 58	102 73
Uni-Associations	115 68	115 68 ◆
Unifrance	494 05	476 17
Unifoncier	1217 32	1173 32
Uni-Garantie	1377 13	1350 10
Uni-Régions	2813 40	2711 71
Unirente	2348 59	2271 36
Univar	198 57	198 57 ◆
Univers-Actions	1104 97	1068 64
Univers-Obligations	1605 61	1552 81
Valorem	521 71	508 99
Valorg	1611 54	1609 93
Valrail	41268 40	41247 78
Vauban	23488 55	23476 05

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Idée forte IBM : venez courir le Grand Prix sur PS/2, un micro de compétition.



Faites un essai sur PS/2 de compétition, vous allez courir pour notre Grand Prix. Et découvrir comment, dans la course aux affaires, ces bolides vous feront partir en bonne position : celle qui a mené déjà plus de trois millions d'utilisateurs à la victoire.

Vitesse, souplesse, performance : les PS/2 modèle 70 ou 80 font prendre à l'informatique d'entreprise un tournant décisif. Que vous soyez garagiste, avocat, entrepreneur ou médecin, vous entrerez dans la grande compétitivité.

Conduisez sur tous les circuits d'affaires. Faites évoluer votre PS/2 au rythme de votre entreprise, sans jamais tomber en panne de solutions : logiciels, périphériques, connexions à d'autres systèmes et services IBM.

Les PS/2 vous attendent déjà sur la ligne de départ de notre Grand Prix. Prenez contact dès maintenant avec l'un des 400 Distributeurs Agréés IBM : du 1er octobre au 16 décembre 88, un remboursement de 1500 F. vous sera offert pour tout achat d'un PS/2 modèle 70 ou 80.
Appel gratuit : 05.03.03.03
Liste des Distributeurs Agréés IBM par minitel : 3614 IBMPC1.



PS/2 est une marque déposée d'IBM Corporation.

IBM

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

Un plan d'aide sociale de M. Chirac

Les Parisiens les plus démunis seront soignés gratuitement

M. Jacques Chirac a présenté, mardi 25 octobre, un plan de renforcement de l'action sociale à Paris. Parmi les mesures annoncées par le maire : l'attribution aux plus démunis d'une carte Paris-Santé donnant l'accès gratuit aux soins.

Le maire de Paris frappe un grand coup. Sa « retraite » parisienne, qu'il remettra en jeu – sauf événement imprévu – au printemps prochain, lui est bien précieuse pour reprendre son envol politique. Et tant qu'à remplir l'espace, autant le faire sur ces marges incertaines dont la fidélité ne lui paraît pas assurée. Est-il besoin de souligner que les arrondissements de la capitale où le candidat Jacques Chirac a obtenu les moins bons résultats au scrutin présidentiel sont les moins fortunés ? L'accent sera donc mis sur l'action sociale.

Pour être juste, ce n'est pas nouveau. L'effort de la Ville de Paris en faveur des personnes âgées, des handicapés, des rares familles nombreuses qui peuvent encore s'y loger est important et soutenu. Avec un budget social de 5 milliards de francs – le quart de son budget total – la capitale ne peut être accusée d'indifférence et d'inaction. Mais le maire a pris la mesure, en juin dernier, de déficiences : abords d'immeubles envahis par des chantiers, appartements dévastés par des travaux de rénovation sous le regard consterné des occupants âgés. Autant de situations *« qui ne sont plus acceptables ».*

Premières mesures en juillet, avec la création à l'Hôtel de Ville d'un poste de délégué général à l'action sociale. Aujourd'hui, M. Chirac pousse les feux. Il annonce la convocation du Conseil de Paris en séance extraordinaire le 14 novembre pour examiner une trentaine de propositions nouvelles et fixe le montant de la facture : 230 millions de francs, soit une augmentation de près de 5 % du budget social.

En même temps, le maire de Paris cultive le suspense sur ces mesures. Pour l'heure, il n'en révèle qu'une : celle qu'il estime la plus propice à faire impression, la carte Paris-Santé. Elle s'adresse à la population la plus démunie, la plus dépourvue de moyens matériels et souvent intellectuels, à ceux *« que l'exclusion a réduits au silence ».* Il s'agit de leur assurer le droit préalable à tous les autres, avant même le droit au revenu, *« qui doit s'accompagner du droit à l'activité » :* le droit à la santé.

Actuellement, certaines personnes n'ont aucune protection sociale, pas d'assurance-maladie, pas de ressources suffisantes pour faire l'avance du ticket modérateur : à la moindre atteinte physique, c'est la catastrophe. A Paris, comme ailleurs, s'offre alors à elles l'aide médicale à domicile avec la délivrance gratuite de soins. Mais le système est lourd, voire décourageant. Il ne se déclenche qu'en cas de maladie. C'est donc au moment où l'individu est le plus affecté, le moins mobile, le plus désemparé, qu'il doit aller patienter au guichet d'un bureau d'aide sociale. Il en repartira avec une liasse de bulletins de consultations ou de soins en quantité limitée et valables auprès d'un très petit nombre de praticiens.

A partir du 1er janvier, la carte Paris-Santé sera délivrée à l'avance, « préventivement ». Elle entraînera l'adhésion à l'assurance-maladie, la Ville de Paris souscrivant la cotisation annuelle (environ 9 000 F). Son titulaire choisira médecins, pharmaciens ou dentistes sur une liste de cinq mille noms.

« A l'approche des municipales »

Les 40 000 Parisiens qui bénéficient actuellement de l'aide médicale à domicile devraient obtenir la carte Paris-Santé. Un sur cinq, soit 8 000 d'entre eux, estime M. Patrick Valroff, délégué général à l'action sociale, deviendraient à cette occasion assurés sociaux. Les étrangers en situation régulière et résidant en France depuis trois ans auront les mêmes droits. Ils pourraient représenter le tiers des 40 000 à bénéficier de la carte Paris-Santé.

Moins de tracasseries, plus de liberté de choix : l'accès aux soins gratuits sera simplifié et amélioré pour les personnes déshéritées qui ne sont pas encore tombées dans la marginalisation.

La carte Paris-Santé prolongera les effets de la loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI). Pour M. Chirac, la collectivité locale est d'ailleurs toute désignée pour amplifier l'action de l'Etat parce qu'elle est un *« espace de solidarité au quotidien ».* Une partie de la population qui recevra la carte Paris-Santé devra être affiliée à la Sécurité sociale, en vertu de cette loi sur le RMI, dans les prochains mois, le texte faisant obligation aux départments – donc à la Ville de Paris – d'affilier les bénéficiaires du RMI à l'assurance-maladie. Mais le plafond des ressources fixé pour la carte Paris-Santé est plus élevé (environ 4 500 F mensuels) que pour le revenu minimum d'insertion (2 000 F pour une personne seule).

La Ville de Paris évalue à 80 millions de francs le coût annuel de la carte Paris-Santé. C'est beaucoup et c'est peu. Paris est une ville riche. Dans *Paris Chirac* (Editions Plon), Marc Ambroise-Rendu montre que, en dépit de taux très bas, la taxe professionnelle et la taxe sur les propriétés bâties y rapportent des sommes impressionnantes, à cause de la densité des activités commerciales et de la forte valeur locative des immeubles.

En outre, selon M. Georges Sarre, président du groupe socialiste au Conseil de Paris, la municipalité a économisé ces dernières années sur les crédits votés ; elle a *« mis de côté »* 40 millions de francs du budget des bureaux d'aide sociale pour les *« distribuer généreusement,* affirme-t-il, *à l'approche des élections municipales ».* Le leader socialiste, secrétaire d'État aux transports, se réjouit néanmoins des mesures prévues *« après dix ans de gestion ».* A la carte Paris-Santé, il a surtout envie de demander : *« Pourquoi viens-tu si tard ? »*

CHARLES VIAL.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 25 octobre

Bonne orientation

A l'image de la veille, le marché est demeuré calme et bien orienté dès les premiers échanges. L'indicateur de tendance s'appréciait de 0,3 % durant la matinée. Les hausses étaient emmenées par Matra (+ 6,8 %), Facom (+ 5,5 %), CFAO (+ 4,8 %). La CGE était également recherchée (+ 3,3 %) ainsi que Perrier (+ 3,2 %). La Société générale ne s'appréciait que de 0,39 %. En baisse, on notait les Talcs de Luzenac (– 4,6 %), la Sogérap (– 2,7 %) et les Galeries Lafayette (– 2,6 %).

Le numéro du « Monde » daté 25 octobre 1988 a été tiré à 558 021 exemplaires

A B C D E F G

Les conflits sociaux

Détente dans certains centres de tri postaux

Quelques secteurs d'activité assurant un service public restaient affectés, le mardi 25 octobre, par quelques mouvements de grève, mais avec une tendance à l'apaisement.

● **AUX PTT,** selon le ministère, la situation semble en voie d'amélioration. Ainsi, le bureau de poste de Paris-08, perturbé depuis une semaine, fonctionne de nouveau normalement depuis le 25 octobre au matin. La direction des postes de Paris se plaignait, lundi, d'être *« dans une situation rare dans laquelle à peu près 50 personnes – sur le millier d'agents travaillant à Paris 08 – bloquent complètement les accès aux véhicules postaux »,* ce qui faisait craindre une intervention des forces de police. A l'issue de discussions avec les grévistes – qui n'ont rien obtenu, – le travail a repris. Toujours selon le ministère, le travail a également repris le mardi 25 octobre au matin, au centre de tri de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime) qui était paralysé depuis le 20 octobre. Demeurant affectés par des grèves, les centres de tri de Pontoise, Nanterre, Issy-les-Moulineaux et Lille-Lezennes, dans le Nord.

● **A la Sécurité sociale,** les mouvements de grève, qui persistaient le 24 octobre (après la grève nationale du 20 octobre) dans certains centres (notamment ceux des caisses primaires et des caisses régionales d'assurance maladie de Marseille et de Toulouse, et à la caisse primaire du Calvados, avec 60 % à 80 % de grévistes par endroits), tendaient à se réduire le 25 octobre au matin.

● **A la RATP,** les perturbations se poursuivaient sur les lignes A et B du RER. En début de matinée, la ligne 6 du métro (Nation-Etoile par Denfert-Rochereau) ne fonctionnait qu'à 66 %. A 8 h 45, le trafic du métro était assuré à 97 %. Une rencontre devait avoir lieu dans la matinée entre l'intersyndicale et la direction de la RATP.

Le typhon Ruby sur les Philippines

Naufrage d'un ferry-boat : 503 disparus

Le typhon (cyclône tropical d'Extrême-Orient) Ruby a provoqué une catastrophe maritime : le ferry-boat *Dona Marilyn,* dont la route a croisé celle de Ruby, a fait naufrage au large de l'île de Leyte, à 450 kilomètres au sud-est de Manille. Sur les 511 personnes qui se trouvaient à son bord, seules huit ont été retrouvées vivantes. Le ferry-boat était porté disparu depuis trente heures. Pendant un moment, on l'a cru sauvé. Mais la nouvelle a été rapidement d'abord démentie puis confirmée. Le naufrage du *Dona Marilyn* fait de Ruby un des typhons les plus meurtriers qui aient frappé les Philippines. Ruby, qui balaye une partie de l'archipel, est passé sur Manille, accompagné du cortège habituel de vents dépassant 200 kilomètres à l'heure et de pluies torrentielles. – *(AFP, AP.)*

A Paris

Une trentaine d'interpellations après l'incendie criminel du cinéma Le Saint-Michel

Plus d'une trentaine de personnes ont été interpellées, mardi matin 25 octobre, dans le cours de l'enquête sur l'incendie d'origine criminelle qui a en partie détruit, dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 octobre, le cinéma parisien Le Saint-Michel, où était projeté le film de Martin Scorsese, *la Dernière Tentation du Christ.*

Ces arrestations n'ont pas été faites au hasard, précise-t-on de source policière. La majorité des interpellés se situerait dans la mouvance de l'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (AGRIF), présidée par M. Bernard Antony, *alias* Romain Marie, député européen du Front national. Des perquisitions ont été effectuées, sur lesquelles la police judiciaire se refusait à toute précision. *(Lire nos informations page 18.)*

A l'occasion d'une visite à Polytechnique

« Les grandes écoles doivent s'adapter au cadre européen »

affirme M. Mitterrand

M. François Mitterrand a évoqué l'avenir des grandes écoles, à l'occasion d'une visite qu'il a effectuée à l'Ecole polytechnique, samedi 22 octobre. *(Nos dernières éditions du 25 octobre.)*

« Nos grandes écoles ont permis à la société française d'accomplir la révolution industrielle, a-t-il déclaré notamment. *Mais cela ne suffit pas, elles doivent être mises constamment en mesure de s'adapter à l'évolution des techniques, des connaissances, de la concurrence internationale pour en tirer le meilleur parti pour l'avenir. Cet avenir doit être repensé dans le cadre de l'Europe. Le grand rendez-vous de 1993 n'appelle pas seulement un bouleversement des marchés de biens et de services, il appelle aussi la comparaison, la mise en compétition des formations supérieures et de la recherche. Il faut mobiliser les esprits et les savoirs, face aux entités qui s'appellent Oxford, Heidelberg, Cambridge, Zurich. Aurons-nous des centres qui sauront attirer les meilleurs étudiants d'Europe et les industries de pointe ? »*

Sur le vif

Au diable !

Moi, il y a un truc que je ne m'explique pas. C'est tout de ramdam, simplement parce qu'un cul béni pyromane a mis le feu à un cinéma. Normal : l'affiche lui plaisait pas. Alors où est le mal ? Si ça l'allume, si ça l'excite, ce mec, la pensée que le Christ ait eu envie de Marie Madeleine, il a bien le droit de céder à ses pulsions tout de même.

Moi, personnellement, ça me laisse de bois ces fantasmes là. Mais faut se mettre à la place des cathos, des curés dont l'imagination s'est enflammée à partir de simples compte-rendus du film de Scorseses. Ils pouvaient pas l'avoir vu. Les salles qui le projetaient, au pays des droits de l'homme – et vive le bicentenaire de la Révolution ! – ont été obligées de fermer les unes après les autres. Sous la menace.

Tant mieux. Il a bien raison, Mgr Lustiger. C'est dégueulasse, c'est irréponsable ce qu'il a fait Scorsese. Pas touche au Bon Dieu ! Bas les pattes. Sinon le Diable va jaillir de sa boîte. Qui sème un briquet récolte un incendie. Moi, ce que me réjouit c'est que, en l'occurence, les flis se sont bien gardés d'intervenir. Le gourdin s'est incliné devant le goupillon. Encore une fois, l'Eglise et l'Etat, même combat.

Je vous entends d'ici : T'as l'ironie facile. Si on te disait que Jéhovah s'est tapé Moïse en haut du mont Sinaï, tu t'ébranlerais de fureur. Absolument pas. Grand bien leur fasse. Ça m'est complètement égal. J'ai tort, je sais. Faut vivre avec son temps. Le temps des ayatollahs. Il n'y a pas de raison que la France soit à la traîne de l'Iran.

Je me demande ce qu'elles attendent les bonnes âmes de la SPA pour foutre en l'air toutes les salles où on ose montrer des dauphins, des ours et des lapins en fausse liberté ; des pauvres bêtes caricaturées, dressées, encagées, traînées devant les caméras contre leur gré. Allez, secouez-vous ! Un peu d'intolérance, un peu de fanatisme, que diable !

S'agit pas de rigoler, s'agit de finir de les vider, les cinémas. Les facs et les lycées où se multiplient sévices et brutalités, ont besoin d'annexes. A Tours, ça y est. L'université a loué le Pathé-Caméo à l'année pour y donner des cours de droit. En attedant que les étudiants, fouaillés, fouettés par le bon exemple de leurs aînés, se mettent à jouer avec des allumettes.

CLAUDE SARRAUTE.

A la veille d'une nouvelle confrontation

Le commissaire Yves Jobic obtient la condamnation de « l'Express »

Une nouvelle confrontation entre le commissaire Yves Jobic, inculpé de proxénétisme aggravé depuis le 28 novembre 1987, et ses accusateurs et accusatrices devait avoir lieu, mardi 25 octobre, à partir de 14 heures dans le bureau du juge d'instruction Jean-Michel Hayat, au palais de justice de Nanterre. Elle aura été précédée par la mise à jour de nouveaux éléments à charge, notamment d'une « piste algérienne » (*le Monde* du 21 octobre et daté 23-24 octobre), et par la condamnation, à la demande du commissaire Jobic, de l'hebdomadaire *l'Express.*

Le juge Hayat et les gendarmes de la section de recherches de Versailles ont mis à profit ces derniers jours pour tenter d'éclaircir les relations du commissaire avec un employé du Consulat général d'Algérie à Paris, Djilali Triki. Le chef de la première Division de police judiciaire (DPJ) parisienne, M. Philippe Vénère, supérieur du commissaire Jobic quand celui-ci était chef des unités de recherches de ce service, a reconnu, lundi 24 octobre, devant l'Inspection générale des services (IGS, la police des polices), avoir remis à Triki, fin juin, quand le commissaire était détenu, une liste des accusatrices de ce dernier.

M. Vénère justifie cette démarche en expliquant qu'il s'agissait de vérifier l'identité des prostituées qui sont aujourd'hui partie civile ou témoins à charge contre le commissaire Jobic. La démarche n'en reste pas moins surprenante : ces vérifications n'auraient-elles pu être réclamées au juge d'instruction par les avocats du commissaire Jobic, parmi lesquels d'ailleurs un membre du barreau d'Alger, Me Salah Seddik ? Aussi les avocats des parties civiles, Mes William Bourdon et Francis Terquem, ont-ils beau jeu de s'étonner qu'*« un policier français informe une ambassade étrangère sur des affaires juridiques françaises ».* Quant à Djilali Triki, accusé par une prostituée de fournir de « vrais faux » documents d'identité algériens et chez qui des tampons officiels pouvant être utilisés à cette fin ont été découverts, il a été suspendu de ses fonctions par le consul général d'Algérie. *« Une mesure conservatoire a été prise,* nous a précisé le consul général, M. Tedjimi Salaouamoji. *M. Triki n'a pas de statut diplomatique, c'est un contractuel. Il s'occupait des questions de successions. »*

D'autre part, la première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Gérard Gélineau-Larrivet, statuant en référé, a rendu, lundi 24 octobre, un arrêt par lequel elle condamne la société Groupe Express et son directeur, M. Willy Stricker, à verser à M. Yves Jobic une provision de 30 000 F sur les dommages et intérêts qui pourraient être attribués par les juges du fond en réparation du préjudice éventuellement suscité par un article publié dans le numéro du 21 au 27 octobre de l'hebdomadaire, intitulé *« Jobic : une affaire d'hommes. »*

Le commissaire demandait la saisie de l'hebdomadaire, en vente depuis plusieurs jours. Aussi la cour se borne-t-elle à ordonner que, dans le prochain numéro de *l'Express,* figure un communiqué faisant état de cette condamnation, en précisant qu'elle vise *« un article le* [Yves Jobic] *mettant en cause dans des conditions constituant une violation du secret de l'instruction ».* M. Jobic est aussi autorisé à faire publier ce communiqué, aux frais de *l'Express,* dans trois quotidiens de son choix.

La Cour motive ainsi sa décision : *« Il n'est pas contesté que les propos placés entre guillemets dans l'article incriminé sont puisés dans les procès-verbaux du dossier d'instruction (...) En tirant ainsi profit d'un acte délictueux, (...) et en publiant (...) une analyse des pièces d'une procédure criminelle ou correctionnelle illustrée par des extraits ou citations, la société Groupe Express et M. Willy Stricker ont provoqué un trouble manifestement illicite. »* En outre, les magistrats estiment que *« les citations choisies et le texte qui les accompagne tracent d'Yves Jobic, à la veille d'un acte d'instruction important, un portrait déplaisant auquel le reste de l'article n'apporte aucune correction notable (...). Les agissements dénoncés portent indiscutablement atteinte aux droits de la défense et à la présomption d'innocence. »* A la suite de cet arrêt, le Syndicat des commissaires de police a déclaré : *« Cette décision vient flétrir la démarche de ceux qui, pour des raisons inavouables, souhaitent se « payer » un commissaire de police, qui, peut-être, en sait trop. »*

هكذا من الأصل